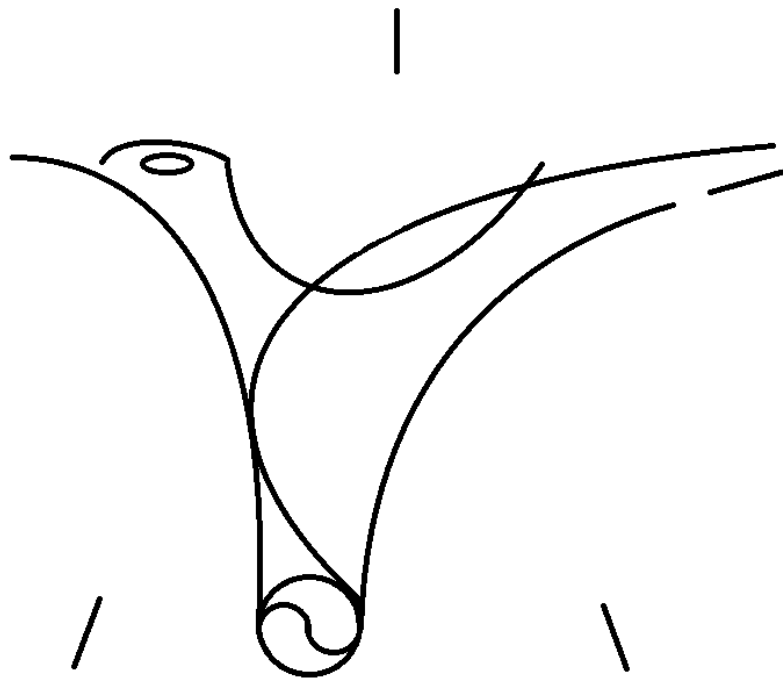


Codex Aquarius



Paix

Version Originale
Tome 1

Préface

extrait du site internet www.countingstars.fr

Qu'est que le Codex Aquarius?

C'est une série de livre qui a pour but d'expliquer les grandes problématiques auxquelles est confrontée l'humanité pour qu'une large audience les comprenne. Le Tome 1 adresse la problématique de la paix. Sa nécessité, comment y arriver, et ce que cela va amener.

Le nom est inspiré et en hommage à Leonard de Vinci, dont les compréhensions, idées et connaissances nous ont été transmises dans des Codex.

Ce livre est une clé pour comprendre le monde, par un point de vue français.

C'est-à-dire qu'il y est étudié des phénomènes et des événements qui se passent ou se sont passés en France, mais certains phénomènes sont communs à de nombreux autres pays. Et la France n'est pas isolée du reste de monde, donc ce qui se passe en France a des origines et des conséquences dans d'autres endroits du monde. Leur compréhension qui en est faite devraient être valables aussi ailleurs. Tout le monde peut se sentir concerné.

Ce livre veut vous amener à décider d'entrer dans une nouvelle ère de paix.

Ce livre offre des réponses à de nombreuses questions ou attentes jusqu'ici sans réponses intelligibles. Par exemple, beaucoup de Français s'interrogent pour comprendre pourquoi ils n'arrivent pas à joindre les 2 bouts et que plus on avance dans le temps, plus c'est difficile et plus ils sont nombreux dans cette situation.

Ce livre a pour but d'envoyer une lueur d'espoir à la Libye, actuellement en désolation, un espoir d'excuses et de réparation.

Ce livre n'a pas vocation de prouver. Ce livre a pour vocation d'expliquer. Il se peut que des faits ou données apportées dans ce livre soient approximatives, voire même fausses. Ce n'est pas l'intention et ce n'est pas très important. Ce sont des exemples pour illustrer une explication. On pourra aussi opposer des contre exemples. Mais il convient de s'attacher à vouloir comprendre le sens qu'il y a derrière un exemple.

Libre à vous d'approfondir pour vous forger votre opinion ou combler votre besoin de certitude. Vous avez ainsi une clé pour ouvrir une porte, et vous seul pouvez l'utiliser pour la déverrouiller et la franchir.

Résumé

Le chemin ou la destination? quel est le plus important? Les deux sont intimement liés. Prenez conscience où va le monde, vous comprendrez les malheurs actuels du monde et de votre quotidien. Agir pour le long terme en améliorant son quotidien, mais quoi faire? Agissez pour la paix, vous préservez le futur et vous vous offrez la liberté.

Avant propos

Il me semble nécessaire d'expliquer au lecteur qui je suis pour mettre un peu d'humanité derrière l'anonymat que je souhaite avoir.

Je suis un ingénieur, vivant en France avec une famille dont je n'ai pas demandé l'autorisation d'utiliser le nom pour relater les positions décrites dans cet ouvrage. Je n'ai pas non plus les qualités humaines d'un John Perkins suffisantes pour révéler publiquement mon nom, mes erreurs et mon visage. Mais je m'inspire de lui pour faire quelque chose afin de libérer ma conscience d'erreurs que j'ai commises par le passé alors que je n'en étais pas conscient lorsque je les commettais. Au cours de ma carrière j'ai développé la faculté d'appréhender des systèmes complexes pour les réparer lorsqu'ils étaient défectueux ou les concevoir de manière adaptée à leur usage. Mon objectif par ce livre est de faire prendre conscience d'une inconscience avant qu'elle n'ait pu produire ses effets. Car parfois, il est trop tard, le mal est fait et c'est la douleur infligée à autrui qui réveille la conscience et il ne semble pas toujours possible de réparer les dégâts de son inconscience. Un autre objectif que je poursuis est de contribuer à la mise en place de la paix sur Terre. Un objectif secondaire est de se faciliter ou se simplifier la vie à tous. Si vous souhaitez me nommer, un nom anonymisé auquel je souhaiterais correspondre est *l'homme conscient*.

Avis de droit d'auteur

Si vous désirez reproduire des extraits de ce livre, veuillez en citer la source très clairement comme suit :

Codex Aquarius Tome 1, Paix, © www.countingstars.fr

Une initiative pour instaurer la paix dans le monde.

Table des matières

Chapitre 1: Le point de non retour	12
Chapitre 2: Ruse-fiction	17
Chapitre 3: Le prêt à intérêt ou la concentration insoutenable des richesses	38
Chapitre 4: Le CETA ou AECG	61
Chapitre 5: La dualité	74
Chapitre 6: L'allégorie de la caverne	81
Chapitre 7: Les principes limitatifs de la science	86
Chapitre 8: Les principes d'égarement	91
Chapitre 9: La Guerre en Libye	112
Chapitre 10: La non-violence	127
Chapitre 11: Le plan de paix	135
Chapitre 12: Le revenu de base universel	145
Chapitre 13: Le réchauffement climatique	160
Chapitre 14: La légende de Freddie Mercury	167
Chapitre 15: Notre Dame de Paris	174

Résumé par chapitre

Chapitre 1: Le point de non retour

Il convient d'étudier les tendances sur les évolutions des armes et de l'évolution des guerres en termes de dégâts humains qu'elles produisent. Où en est-on, à quoi peut-on s'attendre? Qu'est ce qui arrive de nouveau? Devant ces perspectives effroyables, il est étudié comment est géré ce risque et qui l'assume. Il s'avère que tout le risque repose sur un tout petit nombre d'hommes politiques, ce qui explique que leurs sens des responsabilités et leurs actes va être étudiés tout au long de l'ouvrage. Il est évalué le terme de dissuasion et ses implications. Il est abordé notre notion de maîtrise du risque d'embrassement. S'il n'a pas encore eu lieu, c'est aussi que nous avons eu de la chance... pour le moment... pour combien de temps? Il est abordé aussi le business de la guerre et ses liens avec la moralité. Une première réflexion est abordée sur ce que peut-être une attitude responsable dans ce contexte.

Chapitre 2: Ruse-fiction

Jules Verne est aujourd'hui admiré pour avoir prédit à la fin du XIX siècle, dans ces romans de science-fiction des inventions qui sont arrivées à maturité au cours du XX siècle comme le sous-marin ou les fusées. Ce chapitre aborde les prédictions d'un de ses contemporains sur l'inaptitude flagrante des hommes politiques à prendre les décisions adéquates. Cette irresponsabilité politique est expliquée par l'existence d'une association dissimulée de longue date, d'hommes intelligents, qui arrivent à compromettre les hommes politiques au point de les faire trahir les intérêts de leur pays, de déclencher des guerres, au bénéfice de l'association. Ces hommes rusés réussissant grâce à leur connaissance avancée des travers de la nature humaine. Des lois françaises de ses 50 dernières années sont examinées pour voir à quel point les projections fictives correspondent à la réalité française contemporaine. Les faiblesses humaines qui permettent cette réalité sont soulignées. Des réflexions sont partagées sur l'éventualité que cette association soit plus qu'une fiction. Le lien est fait entre le danger qui pèse sur nous et l'irresponsabilité de ceux qui dirigent.

Chapitre 3: Le prêt à intérêt ou la concentration insoutenable des richesses

Pourquoi depuis l'antiquité de nombreuses religions interdisent le prêt à intérêt, alors que c'est une pratique si répandue aujourd'hui? La réponse est dans le titre et détaillée dans ce chapitre. Des personnes, avec une conscience morale limitée ont peu à peu pris une place significative dans nos échanges, puis dans notre vie politique, pour arriver à prendre le contrôle du système dans son ensemble au prix de mensonges et d'actes immoraux de plus en plus grossiers. Le processus où s'enchaînent des faiblesses morales et de nouvelles tentations est décrit pour comprendre comment et pourquoi on fonctionne d'une manière aussi malsaine aujourd'hui. Une telle bassesse est une grosse faiblesse pour le système en place. Des guerres sont nécessaires pour les masquer et le maintenir. Supprimer la possibilité de faire des guerres est la solution la plus raisonnable pour un retour de la moralité dans l'organisation collective et surtout pour éviter des guerres immorales qui finiront inévitablement par être fatales à l'humanité.

Chapitre 4: Le CETA ou AECG

Il est étudié une production du système politique dans l'Union Européenne, validée aussi par tous ses systèmes politiques nationaux, certaines de ces régions et le Canada, autour de l'année 2019. L'attention est attirée sur l'importance de cette production, puisqu'elle fait office de constitution. Il nous faut affronter le caractère très rébarbatif de cette production pour accepter la réalité que l'Union Européenne a instauré une dictature où règne la loi du plus fort financièrement. Des métaphores sont utilisées pour comprendre l'aberration morale de ce qui est instauré. Une corrélation est envisagée avec le système de prêts à intérêt. Une analyse sur les rapports de forces qui se mettent en place est proposée pour quantifier le recul civilisationnel dont nous sommes spectateurs dans l'inconscience.

Chapitre 5: La dualité

La notion de la dualité est expliquée pour comprendre l'utilité des difficultés que rencontre l'humanité. Il est proposé un autre niveau de compréhension d'un bourreau. Il est expliqué qu'un problème est la perte d'équilibre d'une situation. Il est étudié comment rééquilibrer une situation qui est trop soumise à une polarité. La supériorité est renversée par l'humilité. Mais l'humilité véritable passe par l'expérience de la supériorité. Les aspects positifs du prêt à intérêt sont soulignés. Une mise en garde est faite sur la tentation de le rejeter trop rapidement. Il est énoncé où se trouve le déséquilibre majeur dans ce monde.

Chapitre 6: L'allégorie de la caverne

Cette histoire raconte que des hommes en état d'esclavage depuis toujours, assassinent l'homme qui vient les libérer. Il est questionné de savoir si l'humanité d'aujourd'hui, est prête à recevoir la solution à ses problèmes. Tuerait-elle une deuxième fois Socrate ou lui rendrait-elle grâce? Il est examiné les fondements des connaissances actuelles et l'attitude face à quelque chose de nouveau. La dissonance cognitive est expliquée. Il est étudié la notion de preuve, et de preuve scientifique. Il est expliqué pourquoi la recherche du vrai est encore illusoire. Ensuite, les caractéristiques d'une religion sont identifiées, et la conformité de la science avec ces critères.

Chapitre 7: Les principes limitatifs de la science

En vue d'éviter une utilisation religieuse de la science, Six principes scientifiques fondamentaux sont énoncés et expliqués. Ils permettent de se protéger face à l'autoritarisme de la vérité scientifique illusoire. Il est discuté de la signification d'une science exacte et de l'utilisation des statistiques. En s'appuyant sur le théorème de Gödel, il est expliqué que la personne exigeant une preuve ne peut aboutir à la certitude et même, elle peut se faire tromper. Alors que la véritable discussion porte sur les incertitudes.

Chapitre 8: Les principes d'égarement

La caverne de Socrate est une prison émotionnelle et mentale. 17 techniques liées à l'utilisation de nos émotions sont identifiées. Il est montré leur puissance, en particulier lorsqu'elles sont combinées. Il est important de les connaître et les reconnaître. Leur identification permet de sortir de l'illusion.

Chapitre 9: La Guerre en Libye

Etude d'un cas d'égarement. Le constat de l'intervention française en Libye est alarmant. La responsabilité du peuple est rappelée, nécessitant un examen approfondi. L'engrenage infernal de ce qui est infligé à la Libye est constaté avec simultanément la décadence morale infernale des dirigeants, de 95% des représentants du peuple et des médias. Une analyse de la décadence morale de l'Empire Romain d'Occident avant sa disparition est faite. Le travail d'enquête de Patrick Mbeko sur les événements donne une nouvelle compréhension. L'âme de la

France est esquissée. Sa mort est annoncée. Les difficultés que rencontrent la France actuellement sont logiques, prévisibles et vont s'aggraver. Le peuple français reçoit ce qui a été semé à l'étranger. La réparation vis-à-vis de la Libye est une nécessité morale et une nécessité pour la survie de la nation, et le bien-être de ses habitants. Reste à se le dire, le dire et le faire.

Chapitre 10: La non-violence

La paix durable ne peut éviter l'action non violente. Celle-ci doit donc être expliquée et comprise. Les fondements sont révélés pour comprendre les implications sur son pratiquant. La difficulté est élevée et les résultats non garantis. C'est un long processus qui ne peut faire l'économie de nombreuses expériences. On en vient à connaître ses limites. Les conditions propices à son utilisation sont identifiées. Les rapports de forces sous-jacents du monde actuel sont analysés. La non-violence est-elle un devoir ou même une exigence? Les notions de sacrifice, de don et de prédateur avide sont étudiées. Il existe des situations où la non-violence est improductive. Il existe des situations où la non-violence est un piège. Un exemple de maîtrise de non-violence est donné. Il est étudié la compatibilité des arts martiaux avec la non-violence. Il est expliqué comment des attitudes très agressives peuvent se cacher derrière de la non-violence. Etude de cas sur la Libye: qui est le prédateur, qui a agi dans un esprit non-violent? Mise en garde et conseils lors d'aspirations à un changement de régime, dans une démarche non-violente. La non-violence authentique est la non résistance.

Chapitre 11: Le plan de paix

A la lumière des chapitres précédents, c'est le le moment d'agir pour un changement de notre fonctionnement. Les intentions, les attitudes à adopter et l'idée générale pour instaurer une paix durable sont formulées. La France a un devoir moral de changer sa politique militaire et donc d'initier ce mouvement. Le peuple doit le dire et se compter. Le monde entier est invité à l'encourager. Le dirigeant est invité à rejoindre le peuple. La déclaration de l'ONU sur la Libye est examinée, mettant en évidence la nécessité de refonder les structures de coopérations internationales pour étendre ce premier élan à une paix mondiale.

Chapitre 12: Le revenu de base universel

La manière dont nous organisons nos échanges est aujourd'hui problématique. L'anticipation de ce que va amener la paix nécessite une réflexion sur le sujet. Un revenu accordé à tout le monde est une idée qui progresse et qui va s'imposer majoritairement. La problématique est de savoir comment on le finance et on organise nos échanges de manière juste. Des bases saines sont nécessaires, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Le système actuel français est déjà virtuellement en faillite. De l'argent doit aussi être alloué à le rééquilibrer. Les dépenses de la nation sont passées en revue. Le service rendu et la pertinence par rapport au revenu de base sont évalués. Les impôts et taxes doivent aussi être justes. Il est expliqué pourquoi l'impôt progressif sur le revenu ne l'est pas. Une fois toutes les injustices réglées, les comptes équilibrés, les dépenses inutiles supprimées, il reste une problématique majeure à régler : le libre échange. Il est expliqué en quoi une protection sociale est incompatible avec les règles actuelles de libre échange. Cette doctrine ne peut pas être placée au dessus de celle de l'équilibre des échanges. Les contradictions de l'Union Européenne sont soulevées. La piste d'équilibrer les échanges en taxant la consommation est étudiée. Une approche révolutionnaire de la monnaie basée sur nos besoins d'échanges est proposée. L'impact des taxes et impôts sur les échanges est mis en évidence. Avec cette approche, il est envisageable de se passer des impôts et des banques...

Chapitre 13: Le réchauffement climatique

Le bien fondé et la portée du réchauffement climatique sont étudiés. Le cadre de l'action qui en découle est rappelé: la règle d'or. Un signal d'alerte est levé: il est expliqué pourquoi on ne peut pas faire confiance à ce qui nous est servi concernant le climat. Le lecteur est invité à examiner par lui même les travaux du GIEC et se rendre compte que les principes limitatifs scientifiques sont enfreints, et que les techniques d'égarement sont à l'œuvre. Les explications et les solutions du GIEC sont évaluées comme aberrantes. La marque d'une prise de contrôle similaire à celle de la monnaie est montrée. Le besoin d'une évolution des consciences est exprimé.

Chapitre 14: La légende de Freddie Mercury

Le chemin vers la paix a été pavé par Freddie Mercury. La signification de la chanson "Hammer to Fall" est révélée. "The prophet song" confirme ce qui est dit. "In my Defence" Freddie explique comment il agit. Dans la chanson "Breakthru", il offre son aide. Dans la chanson "Miracle", il dit comment procéder. Dans "Time" il nous dit de ne pas attendre. Et dans "Calling all girls", il nous invite à propager le message.

Chapitre 15: Notre Dame de Paris

Une proposition architecturale artistique est faite pour la restauration de la cathédrale Notre Dame de Paris.

Chapitre 1: Le point de non retour

Il est question de "l'incident" qui s'est déroulé il y a environ 1 an, dans la nuit du 13 au 14 Avril 2018. Mon pays, avec 2 autres, a tiré des dizaines de missiles sur la Syrie qui a pour allié la Russie. A-t-on réellement conscience de ce qu'il s'est passé? Quelques voix ont bien dénoncé une tentative de lancer une troisième guerre mondiale. Je ne sais pas si on vous l'a appris, mais la première guerre mondiale a été déclenchée par un couteau. Le sang a appelé le sang et les alliances ont déclenché un massacre de vies humaines gigantesque, à l'échelle de la planète. Réjouissons nous que cet acte de pure folie n'ait pas entraîné de sang. En 1918 on dénombrait près de 20 millions de morts. 27 ans plus tard, on remettait le couvert avec 60 millions de morts. Si tous les 27 ans nous triplons le nombre de morts, on tomberait sur 180 millions de morts en 1972, 540 millions de morts en 1999 et apocatyliptiquement, 1,62 milliards de morts en 2026. Vous pensez que ce n'est pas possible? Si simplement l'électricité n'est plus opérationnelle, combien de temps tiendrez vous? Tout est dépendant de cette énergie. Et si une bombe atomique éclate en haute atmosphère, elle génère des champs électromagnétiques gigantesques. Ceux-ci détruisent alors tous les systèmes électriques et tous les systèmes électroniques. Ce n'est pas seulement un disjoncteur qui sautera mais l'infrastructure et le matériel seront pulvérisés... à l'exception du matériel militaire conçu pour résister à ce type de champ. Ainsi la seule chose que l'on pourra faire est de renvoyer d'autres bombes. Savez-vous que les bombes atomiques sont passées de l'équivalent de 18 kilotonnes de TNT (c'est la dynamite) à 57 000 kilotonnes durant seulement les 16 premières années de fabrication, soit plus de 3000 fois plus puissantes. A combien en est-on aujourd'hui? Probablement à un seuil tel que l'hiver nucléaire pour toute la Terre est garanti. Connaissez-vous la Z machine? Cette machine permet d'atteindre des températures inimaginables: plusieurs milliards de degrés. Certains physiciens parlent de 50 milliards de degrés (kelvins). A titre de comparaison, la température à la surface du soleil est de 5 000 kelvins et en son centre où se passent les réactions de fusions nucléaires, la température est estimée à 20 millions de kelvins. Que peut-on déclencher comme réaction avec 50 milliards de kelvins? Une super nova? Qui sait? Peut-être devrions-nous envisager que notre puissance est suffisante pour faire une ceinture d'astéroïdes supplémentaire avec les fragments de la Terre que nous ferions exploser. Nous avons aussi maintenant des armes bactériologiques, du génie génétique qui pourrait dérégler nos sources de vie et aussi probablement des armes, fonctionnant avec de l'intelligence artificielle, qui sont interconnectées. Tout se détruirait de manière automatique! Il faut aussi avoir conscience qu'il existe encore

d'autres armes terrifiantes que les militaires gardent sous le secret. Souvenez vous aussi que chaque guerre mondiale a vu la création de nouvelles armes toujours plus destructrices : armes chimiques, armes atomiques. Que va-t-on inventer lors de la prochaine?

Vous pouvez argumenter que ce n'est pas grave car nous avons des décideurs responsables qui ne mettront pas ces plaies de l'humanité en jeu, que ce n'est que de la dissuasion. Et bien je ne suis pas d'accord et la preuve en a été apportée avec cet "incident" en Syrie. Et nous allons voir tout au long de cet ouvrage, que notre civilisation n'est pas du tout raisonnable, stable et logique.

Il est temps que les responsabilités soient clairement reconnues et assumées. L'ingénieur et le scientifique qui mettent au point ces outils de destruction sont autant responsables que celui qui ordonne de les utiliser. Si les armes de destruction massive n'existaient pas, les décideurs ne pourraient pas détruire la Terre ni tuer des humains en grand nombre. Le militaire qui les utilise, a aussi sa responsabilité. Accepter d'agir sans faire intervenir sa conscience, c'est abandonner sa responsabilité, mais c'est aussi potentiellement la donner à quelqu'un d'autre qui n'est pas sage. Il convient donc de s'assurer qu'il est sage, sinon, c'est irresponsable. Si l'un des trois groupes comprend sa responsabilité, il a alors le pouvoir de stopper cette folie. Mais le peut-il? le veut-il? J'ai du mal à concevoir les fournisseurs de technologies, élevés dans le mythe du progrès scientifique se rendre compte qu'il est de la plus grande nécessité de quitter leur emploi, leur passion et leur salaire. Heureusement, il y a en quelques uns. Je tiens à ce propos à saluer et remercier les employés de la société Google qui ont démissionné en 2018 pour s'opposer et alerter sur la mise à disposition de hautes technologies de leur société pour des domaines militaires. Puissent d'autres suivre. Je pense que la situation est à peu près la même pour les militaires qui sont les utilisateurs des technologies. Ils sont formés et payés pour obéir, quelque soit l'ordre. Quant à l'homme politique, dans la plupart des cas, il a accédé à sa position au prix d'une lutte de pouvoir féroce. Sait-il fonctionner autrement que par des rapports de forces? Mais, l'opportunité d'un changement réside dans que tous les politiques n'agissent pas ainsi. En effet, il peut arriver qu'un homme arrive au pouvoir par des convictions et/ou un élan de changement dans un pays et qu'il incarne ce changement. Il en suffit d'un.

Mais il y a un quatrième acteur: le peuple. Il peut agir et doit le faire car sa survie est en jeu. Devant les massacres des autochtones par l'armée de son pays, Henry David Thoreau, a agi et a défini le concept de la désobéissance civile en refusant de payer ses impôts qui finançaient ces horreurs. Il s'est retrouvé en prison mais libre en conscience. Cela n'a pas empêché les massacres, car il était seul. Si une minorité avait suivi, cela aurait suffi pour tout arrêter. Mais, au moins, il a planté une graine et a inspiré entre autres, le Mahatma Gandhi, Martin Luther King et probablement d'autres dans le futur. Comme Thoreau, il nous faut agir, mais pas

seul, nous allons voir dans la suite de l'ouvrage comment faire, avec nos moyens et nos qualités, pour aboutir.

“Si les armes existent c'est pour s'en servir”

Cette phrase ne semble pas réelle tellement elle est terrifiante quand on parle d'armes nucléaires. Mais, en y réfléchissant, il faut se rendre à l'évidence. Cette phrase est une réalité. On vente la stratégie de la dissuasion. Mais cette stratégie n'a de sens que si la riposte est réelle, donc que l'on va se servir d'armes massivement destructrices en cas d'attaque. Pourquoi les avoir construites, si même en cas d'attaque, vous pensez vraiment que l'on ne va jamais s'en servir. Mais vous savez qu'on ne dissuade pas par la peur sans armes. Donc, on les construit car on risque de s'en servir. Et si on s'en sert, ce sera la catastrophe. Ce que je veux vous faire admettre dans cet ouvrage, c'est qu'un jour ou l'autre, la menace, ou le sentiment de menace sera atteint pour l'utilisation de ces armes annihilatrices.

Je vous rappelle que la France et d'autres puissances nucléaires ont déjà tiré des missiles sur un allié de la Russie où étaient stationnées des troupes russes.

L'allumette n'a pas allumée la poudrière cette fois là, mais d'autres occasions se produiront et inévitablement arrivera le jour où il y aura des réponses qui entraîneront d'autres et tout s'embrasera. Vous pensez que cet incident était sous contrôle. Pourtant lors du tir français, des missiles ont été défectueux. Est-il impossible qu'ils aient dévié de leur trajectoire et atteint une ville ou des troupes russes? En tant que Français, savons nous si nous “contrôlons” nos alliés surarmés? Connaissons-nous tous leurs plans, nous obéissent-ils? Peut-on avoir une confiance absolue en eux? Nous respectent-ils au plus haut degré? Sont-ils fiables et prévisibles? Je pense qu'il n'est pas raisonnable de croire que la France maîtrise ou contrôle la situation. Pourtant on a tiré, et en premier. De plus, savez-vous que la doctrine militaire russe est de ne pas utiliser la force nucléaire en premier? Mais cela veut-il dire qu'ils ne répliqueront avec l'arme atomique que si on les attaque à l'arme atomique? On pourrait donc les attaquer sans limite avec des armes conventionnelles sans qu'ils ne réagissent violemment? Non, ne nous racontons pas d'histoires pour nous rassurer, si le pays est attaqué, il se sentira en droit de riposter avec les armes dont il dispose, et les plus puissantes s'il se sent menacé, c'est le principe de la dissuasion. Et j'insiste encore sur le fait que la France a tiré en premier. Nous nous sommes exposés au feu nucléaire russe.

J'espère que vous comprenez que si la situation l'impose, les armes apocalyptiques seront utilisées par les personnes en situation de le faire. Donc il faudrait que ces personnes aient les armes les moins dangereuses possible pour qu'ils fassent le moins de dégâts possible. Or que se passe-t-il depuis cet incident? On abroge les traités de limitations des armes. L'Union Européenne, qui est vendue aux peuples comme un instrument de paix, rassemble des milliards pour lancer des programmes de recherche et développement de nouvelles technologies militaires.

On finance et on utilise notre créativité pour notre destruction. Excusez-moi d'insister

mais on est déjà allé trop loin sur la mauvaise pente et on n'est pas en train de faire machine arrière.

De plus on fabrique toujours de nouvelles armes, maintenant avec de plus en plus d'automatisme. On a de moins en moins besoin d'interventions humaines pour massacrer. Il devient de moins en moins nécessaire de convaincre des personnes de la nécessité de tuer et massacrer.

Il faut aussi savoir que l'industrie de l'armement est un business. Pour justifier une nouvelle génération d'arme, il est nécessaire de montrer sa supériorité sur la précédente. Une guerre est un moyen idéal pour cela. On vend ensuite de nouvelles armes à tous les pays vivants dans la peur de se faire dominer. Un autre pays est désigné, surtout s'il se rebelle contre ce principe, pour montrer à nouveau qu'il existent des armes bien plus efficaces que ce qui vient d'être acheté. La Libye et l'Irak en ont fait les frais. Ainsi, on en vend encore plus et on finance ainsi le développement de la génération suivante.

Mais si des pays sont une menace telle qu'il faille les attaquer, pourquoi leur vend-on des armes? Cela est moralement absurde et de plus en plus dangereux au fur et à mesure que les technologies se développent. Il faut de moins en moins de personnes pour tuer de plus en plus de monde. On peut y voir un intérêt mercantile: de grands financements permettent de vendre des armes, de payer des mercenaires pour utiliser ces armes et ensuite de financer la reconstruction et d'endetter ad vitam eternam le pays visé. Pourtant, on nous vend toujours une nécessité morale d'aller faire ces guerres. Et quand le profit se cache derrière la moralité, c'est très malsain. Mais alors quelle est la bonne posture à adopter?

Notre civilisation est arrivée au bout du raisonnement de la course aux armements. Les pays qui essaient de s'émanciper se font attaquer par les puissants et un puissant qui se ferait attaquer par un autre puissant entraînerait des destructions massives au moins chez l'un des 2 et probablement chez les 2 parties prenantes. Il est nécessaire de se rendre compte que même se limiter à se défendre implique des destructions gigantesques. Il est plus raisonnable de dire: "je préfère encore être dominé que de semer chez moi et mon opposant la désolation, la destruction et la mort voire l'annihilation totale. Il faut avoir espoir que, un jour, le dominant comprenne que le fait d'être prêt à tout détruire ne lui confère pas une supériorité sur celui qui a eu la sagesse de se retirer d'une course à la destruction. Même si le pays qui a capitulé marque son refus d'être dominé, il convient qu'il rassure le dominateur sur sa non agressivité envers lui. Car il est certain que le dominant est conscient que son acte est répréhensible et qu'à la place de son adversaire, il aurait beaucoup de ressentiments. Il va donc essayer de se protéger de l'opposant lucide en le privant de toute liberté d'action de peur qu'il ne lui nuise. C'est difficile à supporter mais cette attitude est plus raisonnable que la destruction de l'une, de l'autre ou des deux parties. Un long chemin commence pour enseigner à la brute sa non supériorité. Mais la vie peut continuer, le dominé est amené à développer des ressources insoupçonnées pour se libérer. Il développe sa grandeur intérieure. Le pays

dominateur est confronté à d'autres opposants dans le même état d'esprit que le sien. Il comprend alors peu à peu la faiblesse de sa position en ne trouvant pas de solution face à des situations de conflits permanents. Mais, à force de chercher des solutions, il peut trouver conseils et ressources auprès du peuple dominé mais plus évolué. Il comprend peu à peu que celui qui s'est abaissé est plus grand que lui. Une paix durable peut s'installer.

La position à adopter est donc celle de la mère devant le roi Salomon qui, pour ne pas voir mourir son enfant le laisse à celle qui le lui vole. Justice lui sera ensuite rendue.

Chapitre 2: Ruse-fiction

Le terme de ruse-fiction est utilisé par analogie au terme de science-fiction. Ce dernier caractérise un roman ou un film dans lequel on imagine comment fonctionnerait le monde si certaines avancées scientifiques avaient abouties. Jules Verne est aujourd'hui admiré pour avoir prédit à la fin du XIX siècle, dans ces romans de science-fiction des inventions qui sont arrivées à maturité au cours du XX siècle comme le sous-marin ou les fusées. Or, il se trouve qu'un des contemporains de Jules Verne abordait la problématique de l'inaptitude flagrante des hommes politiques à prendre les décisions adéquates, qui se trouve être un des thèmes de cet ouvrage. La thèse est que des personnes se sont regroupées pour prendre le contrôle de toutes les autres. Il est donc intéressant de connaître comment, à la fin du XIX siècle, ces personnes opéraient et quelles conséquences cela produisait. Une analyse comparative est fait avec la France contemporaine pour évaluer si la réalité a rattrapé la fiction. Pour en revenir au sujet principal du livre, à savoir le risque d'anéantissement du monde, nous conjecturerons sur les pratiques rusées utilisées et le risque d'un embrasement général.

L'ouvrage en question est *Les Protocoles des Sages de Sion*. Il décrit comment la compréhension des faiblesses des hommes peut être exploitée pour les gouverner, à leur insu, dans la pire des directions. Ceci dans le but que l'humanité reconnaisse la pertinence d'un gouvernement mondial géré par le groupe manipulateur et son chef en personne. Cet ouvrage a suscité beaucoup de polémiques du fait qu'il a été attribué à une communauté religieuse identifiable. Les débats ont porté sur le fait que le ou les auteurs sont des plagiaires ou des gens voulant dénigrer cette communauté. Il a été pointé que cet ouvrage était une réponse au besoin de voir des complots partout. Mais ces débats n'ont pas d'intérêt car ils apportent des querelles stériles sans enseignements. Ce qui est intéressant, mais les débats n'ont jamais été amenés jusque là, est d'identifier les faiblesses d'un homme qui permettraient de le contrôler, de comprendre comment des gens peuvent amasser des richesses monétaires extraordinaires, comment se comporte un État mal géré et comment on caractériserait à l'inverse un État bien géré, solide qui peut perdurer. En allant au-delà des moqueries et préjugés, vous accéderez à cette connaissance. Pour respecter les différents points de vue générant la polémique, je considérerai dans un premier temps l'ouvrage comme une fiction pour s'absaire du besoin de savoir qui est derrière ces manipulations ou qui l'a écrit. Cela n'a pas d'importance et on part donc du principe que c'est de la fiction pour ainsi se concentrer sur les traits humains, les principes économiques et l'art de gouverner. Ce que je vais ainsi analyser pourrait se passer sur une autre planète, ce qui compte, c'est de voir à quel

point notre réalité subit les mêmes effets que le type de domination décrit dans cette fiction écrite avant 1901. Ensuite pour respecter l'autre point de vue, je m'adresserai à ceux qui considèrent cette oeuvre comme réelle.

Je vais prendre des exemples concrets sur ce qui se passe dans mon pays, la France. Car, d'une part c'est le pays que je connais le mieux et d'autre part, j'aimerais que les lecteurs du monde entier puissent aider à faire évoluer mon pays dans l'intérêt de tous. Bien que je vais parler beaucoup des travers de la France, je sais que beaucoup de pays sont dans une situation aussi tragique, voire plus et que des exemples similaires pourraient être trouvés ailleurs. Mon intention n'est pas de critiquer mon pays pour le plaisir de critiquer, bien au contraire, j'ai de réels espoirs qu'il fasse de grandes transformations positives. Ce chapitre est un peu technique et rébarbatif sous certains aspects, mais son but est que le lecteur prenne conscience que la France n'est pas stable économiquement, politiquement ou culturellement. Or, la France possède des armes de destruction et une armée puissantes et n'a pas la sagesse de l'enjeu. Si vous êtes un lecteur qui n'est pas français, une bonne chose serait que vous puissiez comprendre au moins un problème décrit dans ce chapitre, et l'expliquer à un Français pour l'inviter à prendre conscience que, pour le moment, la France a beaucoup de problèmes à régler en interne avant d'aller expliquer par la force, à d'autres pays, ce qu'est un comportement vertueux.

Je vais être amené à citer l'ouvrage de ruse-fiction d'une part et la loi française d'autre part. Pour éviter toute confusion, j'utiliserai des guillemets et mettrai les caractères "*en italiques*" pour le texte de fiction. Alors que je mettrai des guillemets et des caractères "**gras**" pour les textes de loi français. Enfin dans le texte de ruse-fiction, il convient de comprendre le terme "Gentil" comme un individu qui ne fait pas parti de la communauté dont se revendiquent les manipulateurs.

Le groupe manipulateur décrit dans l'ouvrage revendique et démontre une supériorité intellectuelle et culturelle qui lui permet de connaître et comprendre en profondeur les principes économiques, les défauts humains, l'art de conduire des projets et de gouverner. La parfaite orchestration de tous ces savoirs lui permettra d'atteindre leur vocation de contrôler le monde de manière optimum.

Un des piliers de leur action est la compréhension de l'économie. Elle repose sur le fait de toujours faire circuler la monnaie et d'avoir en circulation la quantité adaptée. Il est dit par exemple:

"L'argent ne peut, actuellement, satisfaire tous les besoins des classes ouvrières, parce qu'il n'y en a pas assez pour circuler partout. Il faut que l'émission de la monnaie courante corresponde à l'importance de la population : et, du premier jour de leur naissance, les enfants doivent être comptés comme des unités de plus à satisfaire. La révision de la quantité de monnaie mise en circulation doit être faite de temps à autre : c'est une question vitale pour le monde entier." En France et dans l'Union Européenne, les gouvernements n'ont pas de pouvoir sur la création monétaire. Ils ont offert le pouvoir de créer de l'argent aux banques privées. Si un État a besoin de plus d'argent, la seule solution est d'en emprunter à des tiers. Donc

de le rendre ensuite avec les intérêts. Ainsi, la France, comme de nombreux autres pays, se trouve dans un système paradoxale où si son gouvernement a besoin d'argent, les mesures qu'il prend le conduise à échéance à avoir encore moins d'argent. Il est ainsi dans une spirale infernale le conduisant à toujours plus manquer. C'est une impasse. Une possibilité est de se réformer, mais cela impliquerait le courage de reconnaître ses erreurs. La fiction en est bien consciente *"En agissant de la sorte, le gouvernement admettrait ouvertement son insolvabilité, ce qui montrerait au peuple que ses intérêts n'ont rien de commun avec ceux de l'État."* L'autre issue est de franchir la ligne rouge, de s'enfoncer un peu plus dans la crise, de faire des actes répréhensibles pour reculer l'échéance de la réforme nécessaire. *"Le despotisme du capital, qui est entièrement, entre nos mains, tendra à cet État un brin de paille auquel il sera inévitablement forcé de s'accrocher sous peine de tomber dans l'abîme."* Une solution est d'aller chercher chez le voisin l'argent qu'il nous manque. La guerre est une possibilité. Une autre possibilité est de prêter à son tour de l'argent, comme la France le fait à la Grèce et à des pays en voie de développement. Ainsi on se fait voler et on vole pour le compte de plus grands voleurs moyennant une petite commission. Il y a aussi la solution de vendre les biens commun qui font vivre le pays. La France a vendu et vend encore (mais en fait, c'est un don) ses autoroutes, ses aéroports, ces chaînes de télévisions, ses centrales électriques, ses barrages, ses sociétés de transports, de télécommunications, d'énergie... Toutes ces sociétés garantissaient un service de qualité à un prix accessible à tous et les bénéfices allaient à la communauté. Maintenant ces services sont dégradés, de plus en plus chers et les bénéfices de ces entreprises explosent pour venir alimenter ce système financier qui nous asservi. Il y a une dernière possibilité pour prendre de l'argent à son voisin qui est le partage d'une monnaie commune, comme l'Euro dans l'union européenne. Mais là, c'est l'Allemagne qui le fait subir à la France. C'est un petit peu plus subtil à comprendre. Je vais donc prendre quelques lignes pour l'expliquer. Le commerce est à la base un échange. Ainsi, lorsqu'un pays est fortement exportateur, l'échange n'est plus équilibré, il vend plus qu'il n'achète. Pour compenser cela, historiquement, on ajuste la parité entre les monnaies: dès qu'une monnaie fuitait trop à l'extérieure, on changeait les taux de changes. Ainsi il devenait moins coûteux de fabriquer soi-même une marchandise que de l'importer et cela baissait les prix des marchandises qui ne trouvaient pas de débouchés à l'export. Et pour un pays exportateur, sa monnaie s'apprécie. Donc, chaque produit qu'il vend sera plus cher et chaque produit qu'il achète sera meilleur marché, ceci grâce à l'ajustement des parités entre monnaies. Ainsi il vendra moins et achètera plus, ce qui rééquilibre la balance des échanges. Mais en Europe, dans la zone de l'euro, Il y a un gros pays exportateur l'Allemagne et la plupart des autres qui sont importateurs nets. Au niveau de la zone euro, les échanges peuvent être équilibrés avec le reste du monde. Mais comme la monnaie est la même, on ne peut pas rééquilibrer par un ajustement des cours de monnaie à l'intérieur de la zone euro. Ainsi les produits

allemands sont trop attractifs et les autres pays, dont la France ont des prix trop élevés. Mais l'argent rentre en Allemagne et sort ailleurs. Ainsi, du fait de partager sa monnaie avec l'Allemagne, le reste de l'Europe ne vend plus, et son industrie dépérit. La rendant encore plus dans l'incapacité de générer de l'argent. Ainsi le plus fort économiquement asservi les autres. Garder la même monnaie sans domination économique impliquerait que les excédents de l'exportation soient réinjectés dans les pays déficitaires. Est-ce que l'Allemagne est prête à nous faire ce cadeau? Et comme il faut de la monnaie qui circule pour faire tourner l'économie, nos chers dirigeants, plutôt que de régler le problème vont faire des emprunts. Mais cela ne fait que repousser le problème à plus tard et le rendre un peu plus problématique. Dans la fiction, la clé du contrôle, est de faire emprunter les États pour les affaiblir et de les rendre dépendant aux emprunts. La fiction affirme ainsi avec justesse *“Chaque emprunt prouve la faiblesse du gouvernement et son incapacité de comprendre ses propres droits. Tout emprunt, comme l'épée de Damoclès, est suspendu sur la tête des gouvernants, qui, au lieu de lever directement l'argent dont ils ont besoin en établissant des impôts spéciaux, s'en vont, chapeau bas, chez nos banquiers.”*. Ce qui se passe c'est que le gouvernement a le choix entre prendre une décision juste mais douloureuse ou une indolore mais asservissante. Dans la fiction, il est évoqué l'incompétence des gouvernants (*“son incapacité de comprendre ses propres droits”*). En effet je pense qu'il est fait référence au fait que les gouvernants pourraient se donner le droit de créer de la monnaie par simple décision motivée par le besoin. Dans la réalité, on est bien dans le cas de cet abandon de souveraineté monétaire. En effet les traités européens laissent le contrôle total et exclusif aux banques centrales, de manière indépendante. L'article 123 du traité de Lisbonne interdit tout prêts direct aux États:

“Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales des instruments de leur dette est également interdite”. Il est ainsi dit que personne, même pas un état, ne peut demander de l'argent à la banque centrale ou à sa banque nationale qu'il pourrait contrôler, le privant ainsi de créer de la monnaie. Incompétence ou trahison? Telle est notre réalité européenne. Quelle confiance peut-on avoir en nos représentants? Est-ce raisonnable de les laisser aussi être des chefs de guerre? Est-il raisonnable de leur laisser la possibilité d'aller se refaire chez le voisin, comme on a espéré le faire en Libye? La France vit une déroute financière qui se répercute de plus en plus dans l'économie. La tentation d'aller prendre chez le voisin va se faire de plus en plus pressante. Et si ce n'est pas

directement, c'est pour être l'homme de main de notre créancier, pour que les taux d'emprunts soient un peu plus supportables. En avez-vous conscience?

Mais les dirigeants ne sont pas les seuls à blâmer. Dans la fiction, il y a d'abord l'exploitation des faiblesses des masses. Voici quelques citations choisies

“le nombre des hommes aux instincts corrompus est plus grand que celui des gens aux instincts nobles.”, *“Tout homme a soif du pouvoir ; chacun aimerait à être un dictateur si seulement il le pouvait, et bien rares sont ceux qui ne consentiraient pas à sacrifier le bien-être d'autrui pour atteindre leurs buts personnels”* et *“Nous gouvernerons les masses en tirant parti des sentiments de jalousie et de haine allumés par l'oppression et le besoin.”*

Ceci décrit une vision d'une humanité égoïste. Le manipulateur constate que l'homme moyen ne respecte pas la règle d'or. La règle que tous les sages et les prophètes ont enseignée. Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas que l'on te fasse, ou, commence par faire à autrui ce que tu veux qu'on te fasse. Cette règle ainsi formulé semble simple et de bon sens, mais tout ce qui est décrit dans cet ouvrage repose sur sa transgression. Ainsi pour que la manipulation puisse prendre, il est important d'éloigner le rappel de la règle d'or qu'enseigne toute religion. Le groupe occulte va donc chercher à discréditer toute religion :

“Gouverné par une telle loi [ie la règle d'or], le peuple serait sous la tutelle des paroisses et vivrait paisiblement et humblement sous la direction des pasteurs spirituels et soumis à la Providence divine sur cette terre. C'est pourquoi nous devons arracher de l'esprit des chrétiens jusqu'à la conception même de Dieu et la remplacer par des calculs arithmétiques et des besoins matériels.” et *“La lutte pour la supériorité et les spéculations continues dans le monde des affaires créera une société démoralisée, égoïste et sans cœur. Cette société deviendra complètement indifférente à la religion et à la politique dont elle aura même le dégoût.”*

Les centres commerciaux sont pleins et les églises vides. En France, la plupart des gens se demande si Dieu existe et même certains se demandent comment d'autres peuvent croire que Dieu existe. Pour tous les grands mystères de la vie, presque tous se satisfont d'une fable si elle est qualifiée de scientifique. Le fait est que nous avons atteint la misère spirituelle et la règle d'or n'est plus rappelée.

“ Lorsque nous lui eûmes enlevé sa religion, le pouvoir fut jeté dans les rues comme propriété publique, et nous nous en emparâmes. ”

Dans la fiction, il y a un gouvernement choisi par les masses, mais le choix est orienté et les décisions que prend le gouvernement sont influencées par la mainmise des médias ou la presse sur l'opinion. La presse est entièrement achetée mais c'est un investissement. Voilà comment cela est formulé:

“il nous faut influencer les gouvernements des Gentils par ce que l'on nomme l'opinion publique, pré-disposée par nous au moyen de la plus grande de toutes les puissances : la presse, qui, à part quelques insignifiantes exceptions, auxquelles il ne vaut pas la peine de s'arrêter, est tout entière entre nos mains.”

Il est important de constater qu'en France, tous les médias sont contrôlés par des milliardaires. Et tous les médias disent la même chose. Un terme a même été inventé; on parle de "pensée unique". On ne peut pas conclure que ces patrons de presse fassent partie de ce groupe manipulateur mais c'est très suspect. Il faut avoir conscience qu'il est très simple de contrôler quelqu'un qui a de l'argent quand on en a encore plus. En effet celui-ci est tellement attaché à ses possessions qu'il est prêt à beaucoup de choses pour ne pas les perdre. Si quelqu'un possède un moyen de pression sur lui, c'est un esclave de sa richesse et de son maître chanteur. Et ce groupe revendique beaucoup de moyens et une grande expertise dans ce domaine. Ces milliardaires peuvent être la proie de milliardaires plus puissants ou plus influents. Il peut suffire de faire passer une loi pour qu'un milliardaire se mette à devoir payer des impôts comme le reste des masses, ce qui l'affaiblirait et l'effraierait.

Dans la fiction, la presse joue aussi un rôle pour bloquer un dirigeant s'il veut défendre les intérêts de sa patrie.

"Un esprit logique et sensé peut-il espérer réussir à gouverner les foules par des arguments et des raisonnements, alors qu'il est possible que ces arguments et ces raisonnements soient contredits par d'autres arguments ? Si ridicules qu'ils puissent être, ils sont faits pour séduire cette partie du peuple qui ne peut pas penser très profondément. étant entièrement guidée par des raisons mesquines, des habitudes, des conventions et des théories sentimentales. La population ignorante et non initiée, ainsi que tous ceux qui se sont élevés de son sein, s'embarrasse dans les dissensions de partis qui entravent toute possibilité d'entente, même sur une base d'arguments solides."

Il est à noter que les médias français attaquent les dirigeants en permanence pour les affaiblir et qu'ils ne puissent pas développer une légitimité forte. Ainsi, des affaires, de quelques milliers d'euros pour le travail d'un parent, des bottes en crocodile ou des costumes de luxes peuvent être maintenues à la une pendant des mois, alors que les 1400 Milliards d'euros versés à la finance en intérêts de la dette ne sont jamais évoqués. Au contraire, la presse utilise toutes les ambiguïtés de la loi du 3 Janvier 1973 pour expliquer aux masses qu'elles ne comprennent rien. Encore une fois, la réalité d'aujourd'hui dépasse la fiction de 1901. En effet elle prévoyait: *"Nous aurons recours aux expressions les plus obscures et les plus compliquées du dictionnaire de la loi, afin de nous justifier dans le cas où nous serions obligés de prendre des décisions qui pourraient sembler trop hardies ou injustes. Car il sera important d'exprimer de telles décisions d'une manière si énergique, qu'aux yeux du peuple elles puissent paraître de nature excessivement morale, équitable et juste."* Détaillons un peu plus la loi française du 3 Janvier 1973 73-7. Sur cette loi repose tout le financement de l'économie et la capacité de création monétaire, c'est-à-dire notre capacité à régler nos échanges, notre croissance, nos déficits et notre dette. Le coeur de cette loi repose sur trois articles. Article 19

“Les conditions dans lesquelles l’État peut obtenir de la Banque des avances et des prêts sont fixées par des conventions passées entre le ministre de l’économie et des finances et le gouverneur, autorisé par délibération du conseil général. Ces conventions doivent être approuvées par le Parlement.”

Article 24 **“La Banque de France peut escompter, acquérir, vendre ou prendre en gage des créances sur l’État, les entreprises et les particuliers dans les conditions qu’elle juge nécessaires pour atteindre les objectifs de la politique monétaire, et en tenant compte de la situation particulière des demandeurs et des présentateurs.”**

et l’article 25 **“Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l’escompte de la Banque de France”** Mais que cela implique t-il? Pourquoi un texte aussi obscur sur un sujet aussi important? Je ne prétends pas tout expliquer, mais je veux faire prendre conscience du caractère à la fois obscur et ambigu des lois fondamentales de mon pays. La réalité a bien rejoint la fiction : *“Les problèmes politiques ne sont pas destinés à être connus du commun des mortels”*. Mais si un pays se veut démocratique, il devrait s’opposer fermement à cette approche du peuple. Voici mon interprétation probablement approximative de cette loi. Il est dit dans l’article 25 que l’État ne peut pas obtenir des liquidités (c’est-à-dire de l’argent) de la part de la banque centrale, quelques soient les garanties qu’il pourrait amener. Par contre l’article 19 stipule qu’il peut emprunter à la banque centrale si et seulement si le parlement l’y autorise. Le recours au parlement est en France une procédure lourde qui est utilisée pour principalement changer la constitution du pays. Cependant, l’article 24 met un autre moyen à la disposition de l’État: c’est de passer par un intermédiaire qui obtiendra une reconnaissance de dette de l’État. Et celle ci est recevable par la banque de France. Ainsi, soit on a l’État qui se fournit auprès d’intermédiaires sans limite ni contraintes, soit il doit suivre une procédure lourde qui à l’usage paralyserait son fonctionnement. Mais les conséquences de ses deux voies sont très différentes. En effet, autant l’État peut dire à sa banque qu’il ne la remboursera pas, ou au taux et au moment qui lui convient. La dette peut alors être complètement sous contrôle, voire supprimée. Autant, il ne peut pas dire à un tiers extérieur, à savoir l’intermédiaire, qu’il renie son engagement et que sa créance est caduque, ni dire unilatéralement que les conditions prévues initialement changent. Voici comment la fiction présente les enjeux sur cette dette:

“Les emprunts étrangers sont comme des sangsues : on ne peut les détacher du corps de l’État, il faut qu’elles tombent d’elles-mêmes, ou bien que le gouvernement réussisse à s’en débarrasser. Mais les gouvernements des Gentils n’ont aucun désir de secouer ces sangsues ; bien au contraire, ils en accroissent le nombre, se condamnant ainsi à mort par la perte de sang qu’ils s’infligent. A tout prendre, un emprunt étranger est-il autre chose qu’une sangsue ? Un emprunt est une émission de valeurs d’État qui comporte l’obligation de payer les intérêts de la somme empruntée suivant un taux donné. Si l’emprunt est émis à 5 %, au bout de vingt ans l’État aura déboursé, sans aucune nécessité, une somme égale au montant de

l'emprunt, et cela pour le simple paiement des intérêts. Au bout de quarante ans, cette somme aura été déboursée deux fois, et trois fois au bout de soixante ans, l'emprunt lui-même demeurant impayé. ”

“D’après ce calcul, il est évident que de tels emprunts, sous le régime actuel des impôts, arrache ses derniers centimes au pauvre contribuable, et cela pour payer les intérêts aux capitalistes étrangers, auxquels l’État emprunte l’argent. L’État ferait bien mieux de recueillir les sommes nécessaires en levant un impôt qui ne le grèverait pas d’intérêt à payer. Tant que les emprunts furent nationaux, les Gentils faisaient tout simplement passer l’argent des pauvres dans la poche des riches ; mais, lorsque, à force de corruption, nous eûmes acheté les agents nécessaires, les emprunts étrangers furent substitués aux emprunts nationaux, et toute la richesse des États se rua dans nos coffres, si bien que les Gentils en vinrent à nous payer une sorte de tribut. Par leur négligence dans la conduite des affaires de l’État, ou par la vénalité de leurs ministres, ou par leur ignorance des choses financières, les souverains des Gentils ont rendu leurs pays à tel point débiteurs de nos banques qu’ils ne pourront jamais payer leurs dettes. Vous devez comprendre quelles peines nous a coûté l’établissement d’un tel état de choses. ”

Pas un parlementaire au moment du vote de la loi du 3 Janvier 1973 n’a soulevé de questions à propos des conséquences de cette loi sur la dette et sur la soumission de l’État à la finance. L’échec de la représentativité du peuple est flagrant sur ce cas. Il convient de se poser la question sur la pertinence du mode de scrutin actuel. Il pourrait être plus judicieux de remplacer l’élection par une sélection avec tirage au sort qui produirait des représentants ayant au moins la vertu de savoir qu’ils ne sont pas compétents. Ils n’auraient pas honte de se faire expliquer et écrire clairement ce qu’ils votent... comme ce que faisaient les Grecs de l’antiquité dans la première démocratie.

L’histoire nous montre que tous les gouvernements français depuis 1973 ont choisi la simplicité de dépendre d’un intermédiaire à un coût astronomique. On rejoint la fiction qui prévoyait *“Sous notre direction, le président interprétera les lois qui pourraient être comprises de plusieurs manières. ”*

Pourquoi les élus prennent-ils l’interprétation la plus défavorable à la nation? Voici ce que propose la fiction comme explication:

“nous confierons ces postes[de gouvernement] importants à des gens dont les antécédents et la réputation sont si mauvais, qu’ils forment un abîme entre eux et la nation, et à des hommes tels, qu’au cas où ils enfreindraient nos ordres, ils pourraient s’attendre à être jugés et emprisonnés. Et tout ceci dans le but de les obliger à défendre nos intérêts jusqu’à leur dernier souffle”. Cependant tous ne sont pas corrompus. Mais comme ils sont rares, leur action est vaine *“S’il se trouvait un génie dans le camp ennemi, il pourrait, cependant, nous combattre, mais un nouveau venu ne pourrait se mesurer à de vieux lutteurs de notre espèce, et le combat serait entre nous d’une nature si désespérée que le monde n’en a encore jamais vu de semblable. Il est déjà trop tard pour leur génie. ”*

Le gouvernement français a aussi fait voté une loi ambiguë concernant la protection des plus faibles, les enfants.

Ceci est le texte officiel de la loi. Code pénale article 222-22-1 concernant les atteintes sexuelles sur mineur.

“Lorsque les faits sont commis sur la personne d'un mineur de quinze ans, la contrainte morale ou la surprise sont caractérisées par l'abus de la vulnérabilité de la victime ne disposant pas du discernement nécessaire pour ces actes.”

Vous remarquerez que le texte se réfère à l'âge limite supérieur. Il omet de préciser que l'objectif de la loi est de protéger précisément ceux aussi et surtout ceux en dessous de cette limite. Cette loi adresse donc les enfants âgés de 5 ans, 6 ans, 7 ans et tous les autres âges en dessous de 15 ans. Ma compréhension de cette formulation ambiguë est qu'un jeune enfant lorsqu'il est contraint à un acte sexuel devra établir qu'il n'avait pas de discernement au moment des faits. Autrement dit, il devra établir qu'il était un imbécile de se laisser abuser sexuellement. Je vous laisse interpréter vous même cette loi. Le problème étant bien qu'il y a nécessité d'une interprétation. Voyez qu'un juge corrompu peut utiliser la loi telle que je la comprends pour innocenter des pédophiles tout en respectant la loi. Un avocat habile pourra montrer que son client abuseur de jeunes enfants n'a pas enfreint la loi et que les victimes ont le discernement de se rendre compte qu'elles n'avaient pas de discernement. N'est-ce pas une position très inconfortable pour une faible et jeune victime. De manière générale, la loi est d'abord faite pour protéger les plus faibles et ne devrait souffrir d'aucune ambiguïté sur ce cas précis. C'est une porte entre-ouverte à l'immonde. Comment des élus ont-ils pu voter une telle loi? Les deux lois les plus importantes de la nation sont des plus ambiguës. Le contrôle de l'économie et la protections des enfants sont dans le flou le plus total. La conséquence est que l'économie et l'enfance sont à la merci des plus grands prédateurs. Ce qui est intéressant dans la fiction c'est que l'on peut établir le lien entre ces deux lois. En effet, il est de l'intérêt des manipulateurs de laisser se développer les pires vices pour mettre aux responsabilités les individus qui s'y adonnent. Ainsi ces pervers ont non seulement le profile dénué de toute empathie: en effet, quand on est capable de violer un enfant, trahir son pays ou ses idéaux n'est plus qu'une broutille. Mais surtout, ils ne peuvent pas désobéir à ceux qui ont les preuves de leurs vices lorsque ceux ci demandent de verser les milliards de la nation dans leur poche, ou d'aller déclencher une guerre au pays qui ne se soumet pas à de telles trahisons. Cela donne un grand pouvoir aux manipulateurs. Mais qu'en est-il dans la réalité aujourd'hui en France? La loi du 3 Janvier 1973, a eu cours pendant 21 ans. Elle a été utilisée exclusivement pour accumuler des dettes et payer des intérêts immoraux sur cette dette à des tiers. L'autre possibilité qu'offrait la loi, à savoir de passer par le parlement pour être maître de ses liquidités, n'a pas été utilisée. En 1994, cette loi a été abrogée du fait de traités européens. Maintenant, la possibilité de se fournir en liquidités auprès de la banque de France

est même interdite. On a ainsi perdu toute souveraineté économique. Donc même si un dirigeant se rendait compte du problème, il faudrait maintenant qu'il change les traités européens, ce qui se fait à l'unanimité des pays de l'Union Européenne.

L'espoir d'un changement est faible. Et côté protection de l'enfance, on en est arrivé au constat, après un an d'application de la loi qu'un voleur est condamné plus fermement qu'un violeur. Et depuis, quelques années, on a régulièrement des affaires qui émergent mais des preuves sont perdues, les moyens d'investigation ne sont pas donnés, les témoins sont discrédités et l'institution judiciaire rend au final un non lieu dès qu'il y a soupçon d'un réseau. Ce fut le cas pour les affaires des disparus de l'Yonne, l'affaire d'Outreau, le fichier de la honte de Zandvoort.

Dans la fiction, le flou et la nécessité d'interprétation que demandent ces lois ambiguës font que le pouvoir législatif est ainsi transféré vers les cours de justice qu'il suffit de contrôler dans l'ombre: *“ Sous notre influence, les lois des Gentils furent obéies aussi peu que possible. Le prestige de leurs lois a été miné par nos idées libérales que nous avons introduites parmi eux. Les questions les plus importantes, aussi bien politiques que morales, sont résolues, par les Cours de Justice, de la manière que nous leur prescrivons. ”*. *“ Nous y parviendrons grâce à nos agents et à des hommes avec lesquels nous paraissions n'avoir aucune relation : opinions de la presse et autres moyens ; même des sénateurs, et d'autres personnages officiels, suivent aveuglément nos avis. ”*

Mais le problème ne vient pas que des gouvernants. Il vient aussi des masses qui, comme nous l'avons étudié précédemment ne respectent pas la règle d'or. Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas que l'on te fasse. En voici un exemple.

En France, voilà concrètement comment ça se passe. On paie des impôts sur à peu près tout, dont le fait d'avoir un logement et d'habiter un logement, sur les successions, l'essence, les abris de jardin, les piscines, les supports numériques ... et ensuite les véritables prélèvements bien douloureux commencent. Environ 50% de ce que l'on gagne est prélevé, en tant que prélèvements sociaux. Ensuite on a un impôt progressif sur le revenu. Et pour ceux qui gagnent bien leur vie, les Français ont voté pour quelqu'un qui a décidé de leur confisquer 75% du reste de leurs revenus. Enfin, sur tout ce que l'on achète, il faut rajouter 20% de taxes. En même temps, on s'étonne qu'il n'y ait pas de sociétés françaises de tailles intermédiaires. Ceux qui gagnent des milliards ne paient tout simplement pas d'impôts. Certains donne généreusement quelques pourcents selon leur bon vouloir. Pourtant, ils gagnent plus de mille fois plus que ceux imposés à 75%. Ainsi, on constate que quelqu'un qui a très bien réussi par son travail, son talent, la prise de risques, son énergie, une très forte valeur ajoutée à sa communauté, il ne lui reste après impôts potentiellement dix fois moins que ce qu'il a généré.

Ces gens sont conscients de l'extorsion qu'ils subissent. Mais la population ne le voit pas de cet oeil et pense surtout à ses difficultés ou croit apaiser sa jalousie du riche habilement attisée par les média. Personne d'autre que les victimes ne réagit. Les médias les méprisent jalousement et attisent les frustrations des modestes. Mais

que se passe-t-il dans les faits? Les personnes flouées essayent par tous les moyens d'échapper à ce vol en partant à l'étranger ou en allant vers les solutions utilisées par les ultra riches. Au lieu de changer le système, ils l'entretiennent. On perd ainsi l'opportunité d'avoir des personnes heureuses de contribuer à la communauté avec une part raisonnable de leur revenu, mais importante en valeur. La communauté se prive de personnes brillantes qui pourraient développer rapidement leur activité. Ces personnes pourraient remettre en cause des positions établies de longue date, donner du dynamisme à tous. Un tel prélèvement (75%) a des coûts moraux, financiers et communautaires très lourds. Mais cette mesure a tout de même du être abandonnée. Car les footballeurs professionnels étaient les premières victimes de cette spoliation. Peut-être est-ce la panique provoquée par la menace de l'arrêt du championnat de football qui l'a emporté. En effet, du pain et des jeux sont les ingrédients nécessaires pour que cette décadence se poursuive. Par contre, la morale que personne n'a rappelée s'est abattue sur les Français: les caisses étant vides, la finance réclamant son dû, moins de deux ans plus tard, une augmentation générale sans précédent des taxes a été appliquée à tous les Français. Les augmentations ont porté sur la TVA -taxe sur tous les achats de consommation-, la CSG-taxe sur tous les revenus pour les contributions sociales-, l'IR-impôt sur le revenu-. Et ceci sous le même représentant qui avait promis de faire payer les riches. On peut appeler cela "l'arroseur arrosé", ou "on récolte ce que l'on sème" ou la loi du karma.

C'est ainsi que nous nous laissons contrôler par nos passions égoïstes sans nous remettre en cause. Comprenez que pour un observateur avisé, cela semble simple de nous manipuler. Voilà comment la fiction le formule: *"Nous gouvernerons les masses en tirant parti des sentiments de jalousie et de haine allumés par l'oppression et le besoin. Et, au moyen de ces sentiments, nous nous débarrassons de ceux qui entravent notre marche."* et *"La passion de l'or sera son seul guide et elle fera tous ses efforts, pour se procurer cet or qui, seul, peut lui assurer les plaisirs matériels dont elle a fait son véritable culte. Alors les classes inférieures se joindront à nous contre nos compétiteurs – les Gentils privilégiés – sans alléguer aucun but élevé, ou même l'amour des richesses, mais par pure haine des classes supérieures."*

La fiction aborde une autre faiblesse du citoyen qu'il est important de percevoir si l'on veut comprendre la mainmise du pouvoir occulte sur les masses. Elle réside en fait dans son incompréhension de ce qu'impliquent les idéaux Liberté Egalité Fraternité, qui est la devise de la république française. En effet, pour le groupe occulte, il y a des contradictions dans ces valeurs qu'il a exploité à son avantage pour, d'une part accéder au pouvoir, et, ensuite de s'y maintenir. On peut voir ainsi le peuple comme des moutons qui sont dans un champ entouré de barrières mis par le berger. Le loup se déguise en mouton et explique aux moutons que ses barrières sont une entrave à leur liberté de déplacement et que personne ne devrait avoir le droit de leur imposer cela. Les moutons ne peuvent pas comprendre que si le berger

fait cela c'est aussi pour les protéger des loups. Il est du plus grand intérêt du loup que les barrières n'existent plus pour protéger les moutons ou enfermer les loups. Aussi chantera-t-il aux moutons les bienfaits de la liberté. Il est du plus grand intérêt du loup que le mouton croit qu'il est de même nature que le loup déguisé pour qu'il n' imagine pas les dégâts que peuvent faire ses crocs. Il est dans l'intérêt du loup déguisé que le berger ne mène pas d'action contre les loups sans l'avis des moutons naïfs. Aussi chantera-t-il les bienfaits de l'égalité. Enfin il est de l'intérêt du loup déguisé que les moutons ne connaissent pas ses intentions à son égard, aussi il se fera passer pour quelqu'un d'altruiste et chantera la fraternité. Ceci afin de dissimuler sa férocité, sa soif de sang et son avidité. C'est ainsi que les loups instillent dans l'esprit des moutons la solution d'élire un mouton conseillé par un loup pour assurer la sécurité du troupeau. Les loups soufflent l'idée aux moutons que si un mouton disparaît, probablement mangé dans la nuit par des loups, toute la responsabilité en est attribué au représentant des moutons, et que celui-ci doit assumer et être banni. Si un mouton comprend la supercherie, il est évident qu'il sera la proie prioritaire des loups. Voilà comment la fiction décrit l'utilisation de la naïveté des masses pour réussir à en disposer:

“Les Gentils sont comme un troupeau de moutons - nous sommes les loups. Et savez-vous ce que font les moutons lorsque les loups pénètrent dans la bergerie ? Ils ferment les yeux. Nous les amènerons à faire de même”

“Nous fûmes les premiers, jadis, à crier au peuple : « Liberté, Égalité, Fraternité », ces mots si souvent répétés, depuis lors, par d'ignorants perroquets, venus en foule de tous les points du globe autour de cette enseigne. À force de les répéter, ils ont privé le monde de sa prospérité et les individus de leur vraie liberté personnelle si bien protégée naguère contre la populace qui voulait l'étouffer: Les Gentils, soi-disant sages et intelligents, ne discernèrent pas combien étaient abstraits ces mots qu'ils prononçaient et ne remarquèrent point combien ils s'accordaient peu les uns avec les autres et même se contredisaient. ils ne virent pas qu'il n'est aucune égalité dans la Nature qui créa elle-même des types divers et inégaux d'intelligence, de caractère et de capacité. ”

“l'abolition des privilèges, en d'autres termes, l'existence de l'aristocratie des Gentils, seule protection qu'avaient contre nous les nations et les pays.” et

“Sur les ruines de l'aristocratie naturelle et héréditaire, nous élevâmes, en-lui donnant des bases ploutocratiques, une aristocratie à nous. Nous l'établîmes sur la richesse tenue sous notre contrôle et sur la science promue par nos savants. ”

ou encore “Les gens sont asservis, à la sueur de leur front, dans la pauvreté, d'une manière plus formidable qu'au temps des lois du servage. De celui-ci, ils pouvaient se libérer d'une manière ou de l'autre, tandis que rien ne les affranchira de la tyrannie du besoin absolu. Nous avons eu soin d'insérer, dans les Constitutions, des droits qui sont pour la masse purement fictifs. Tous les soi-disant « droits du peuple » ne peuvent exister que sous forme d'idées inapplicables en pratique. ”.

Il est ainsi vrai qu'en France, on vante la liberté d'expression mais des gens vont en prison ou sont ruinés sous des amendes pour des opinions, des dessins ou allusions parce qu'ils se sentent dominés et contestent leur devoir de soumission. Ils ne peuvent plus exercer leur métier ou avoir de compte en banque. Ils doivent divorcer pour préserver leur famille. L'un c'est même fait condamner pour un geste, à une amende supérieure à mon salaire annuel. Ce qui devrait vraiment alerter les Français est que leurs avocats subissent aussi des condamnations pour complicité. Le voyant rouge devrait s'allumer chez tout le monde. Les faits illustrent pourtant qu'un pouvoir veut les soumettre à tout prix. Si les loups le permettaient, je citerais Vincent Reynouard, Dieudonné Mbala Mbala et Alain Soral. Attention, ces personnes et les sévices qu'ils subissent sont réels et ne sont pas de la fiction. N'est-il pas évident qu'ils sont la proie prioritaire des loups? Mais le peuple n'est pas gêné parce qu'on leur répète régulièrement que ces opposants ont des intentions ou un fond mauvais et méchant. Encore une fois, la réalité rattrape la fiction: "*Aussi, voyons-nous la populace condamner l'innocent et acquitter le coupable*". Ces gens ne sont que des agneaux qui essaient d'alerter leurs frères et soeurs avec comme seul arme, un livre, un site internet ou une salle de spectacle. Les faits montrent qu'ils sont dominés. Ce qu'ils revendiquent est donc juste. Ou est la justice dans leur condamnation? S'ils survivent encore, c'est grâce à l'héritage de l'État de droit qui est lentement démolie chaque jour. Si ces gens sont réduits au silence, il sera très difficile à une nouvelle dissidence d'émerger, car ces personnes sont durs au mal, il faudra l'être encore plus; et les oppresseurs seront dans une position de force sans précédent. J'espère que les Français se rappelleront à leur héritage: "Je désapprouve ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire". Sinon nous ne pouvons plus distinguer la fiction de la réalité où la liberté devient un concept idéologique non appliqué. On peut raisonnablement se demander où est Charlie. Beaucoup de Français, à juste titre, ont réagi à l'attentat contre le magazine Charlie Hebdo qui a publié des dessins du prophète de l'Islam. Or des religieux affiliés à l'Islam interdisent sa représentation. Les Français sont massivement descendus dans la rue pour affirmer que rien ne devait limiter la liberté d'expression et se revendiquent être Charlie. Ou es-tu Charlie pour défendre Alain Soral? Il a autant le droit d'être défendu. Même si tous les influenceurs disent qu'il est méchant. A-t-il eu un droit de réponse à toutes les calomnies qu'il a reçues dans tous les médias? As-tu pu écouter par sa voix son point de vue qu'il lui vaille le cachot. Ce n'est pas parce qu'un mouton crie au loup pour prévenir ses pairs que le mouton est un chasseur qui veut tuer le loup. Cet homme bien sûr n'est pas parfait et on pourra lui faire des reproches, certes. Mais peut-être un étranger pourra expliquer à un Français que les dessins de Charlie Hebdo sur le Prophète de l'Islam ne se contentent pas de défendre la liberté d'expression; ils ajoutent une vulgarité gratuite. Personne n'est parfait. Où est l'égalité de traitement? Il faut aussi savoir qu'Alain Soral a écrit un livre "Comprendre l'Empire" qui expose de manière très argumentée la domination qu'il subit, que subit selon lui la France. Son souhait est

d'abord un débat d'idée. Il ne faut pas s'arrêter à ce que les influenceurs répètent continuellement sans donner la moindre argumentation. Dieudonné, lui, a le génie de réussir à en rire en inventant des jeux de mots, des chansons et des gestes pour nous décontracter. Mais rien ne dérident la majorité des Français. Les représailles n'en sont que plus fortes. Il est maintenant obligé de se produire dans des champs, dans un bus. Beaucoup de salles lui sont interdites. Je ne vois pas Charlie mais des moutons naïfs suiveurs.

Il est aussi important de se poser la question du pourquoi la nécessité d'instaurer le libéralisme dans les constitutions. Qu'est ce que cela apporte au citoyen ou à l'entreprise locale? Cela apporte l'idée que la liberté est présente. Oui, mais concrètement, cela ne va rien changer que cela soit écrit ou pas. Par contre, si le pouvoir politique veut défendre des intérêts stratégiques, culturels, ou donner une chance au plus faible de survivre, les avocats d'une puissante entreprise sauront faire tomber toutes les barrières de protections grâce à cette loi. Mettre le libéralisme dans la loi, c'est un bel idéal, mais c'est d'abord instaurer la liberté au plus fort d'agir à sa guise. C'est la loi du plus fort. Pourtant il n'a pas besoin d'être protégé par la loi, du fait qu'il est déjà le plus fort. Le faible a besoin d'une protection pour survivre. Cela ne veut pas dire qu'il faille interdire le libéralisme, mais il ne faut pas lui donner plus d'importance que la satisfaction des besoins de base d'un individu, ni surpasser les aspirations collectives à autre chose. Une fois que tous les puissants ont les cartes économiques dans les mains, que peut décider le politique? Il ne peut qu'obéir.

Mais pourquoi tout ça?

Dans la fiction le but est d'exercer le pouvoir de la meilleure des manières pour développer la civilisation. Mais selon ce groupe, le peuple ne peut pas savoir ce qu'est la bonne manière, donc le groupe manipulateur fait tout pour l'en désintéresser, pour qu'au final, après une grosse crise soigneusement orchestrée, il accepte la solution qu'on lui propose. Cette solution sera un système bien géré mais dans les faits une dictature absolue. En voici les principaux concepts:

"Bientôt le désordre flagrant et la banqueroute apparaîtront partout. D'incorrigibles bavards ont converti en parlottes les assemblées parlementaires et administratives. D'audacieux journalistes et des pamphlétaires impudents attaquent continuellement les pouvoirs administratifs. Les abus de pouvoir prépareront définitivement l'effondrement de toutes les institutions, et tout tombera en ruines sous les coups de la populace en fureur."

"Nous créerons une crise économique universelle par tous les moyens détournés possibles et à l'aide de l'or qui est entièrement entre nos mains."

"Qui se doutera alors que tous ces problèmes furent lancés à notre instigation, pour servir un plan politique que nul n'aura saisi durant tant de siècles?"

La solution proposée sera la suivante : *“L’État achètera, lui aussi, des valeurs commerciales ; il deviendra, à son tour, un créancier au lieu d’être débiteur et de payer tribut comme il le fait de nos jours.”*

“Les nations ne se soumettent aveuglément qu’à un pouvoir fort, absolument indépendant, ayant en main une épée pour se défendre contre toute insurrection sociale. Pourquoi exigeraient-elles que leur souverain soit un ange ? Il faut qu’il soit la personnification de la force et de la puissance.”

“Toutes ces opérations frauduleuses disparaîtront lorsque notre souverain montera sur le trône universel. Nous détruirons également le marché des valeurs, parce que nous ne permettrons pas que notre prestige puisse être ébranlé par la hausse ou la baisse de nos fonds, dont la valeur nominale sera fixée par la loi, sans possibilité de fluctuation. La hausse est la cause de la baisse, et c’est par les hausses que nous sommes arrivés à discréditer les fonds publics des Gentils.”

“Seul un autocrate peut concevoir de vastes projets et assigner à toute chose son rôle particulier dans le mécanisme de la machine gouvernementale. C’est pourquoi nous concluons qu’il est utile au bien-être du pays que son gouvernement soit entre les mains d’une seule personne responsable. Sans le despotisme absolu, pas de civilisation possible, car la civilisation ne peut avancer que sous la protection d’un chef, quel qu’il soit, pourvu qu’il ne soit pas entre les mains de la masse.”

Ce qui est inquiétant dans la fiction, là où réside un très gros problème, c’est que ce groupe n’a pas de limite. La fin justifie les moyens: *“Combien clairvoyants étaient nos anciens Sages lorsqu’ils nous disaient que, pour atteindre un but réellement grand, nous ne devons pas nous arrêter devant les moyens, ni compter le nombre des victimes devant être sacrifiées à la réalisation de la cause ! Nous n’avons jamais compté les victimes de la race de ces brutes de Gentils, et, bien que nous ayons dû sacrifier un assez grand nombre des nôtres, nous avons déjà donné à notre peuple une situation dans le monde telle qu’il ne l’eût jamais rêvée. Un nombre relativement restreint de victimes de notre côté a sauvé notre nation de la destruction.”*

Ce groupe est prêt à déclencher une guerre mondiale s’il le faut: *“Nous devons être à même de répondre à toute opposition par une déclaration de guerre du pays voisin de L’État qui ose se mettre en travers de notre route ; mais si ces voisins, à leur tour, devaient se décider à s’unir contre nous, il faudrait leur répondre en déchaînant une guerre mondiale.”*

L’Histoire montre que des alliances et un prétexte suffisent. Il convient de se poser la question de l’intérêt d’une alliance. Nous apporte t-elle vraiment de la sécurité? ou ne risque t-elle pas de nous entraîner dans l’abîme sans que nous n’ayons notre mot à dire? Si un pays allié, pour une raison obscure, va déclarer la guerre à un autre, nous devons aller nous battre même si nous n’avons rien à reprocher à cet autre pays. La France fait partie de l’OTAN, cela fait beaucoup de pays. Par exemple, la Turquie, qui fait aussi partie de l’OTAN a abattue un avion militaire russe en 2015. Heureusement, la Russie n’a pas répliquée. Mais si tel avait été le cas, pourquoi la

France aurait-elle dû aller déclarer la guerre à la Russie? La Russie, ne cherche t-elle pas à s'allier à la Chine et l'Inde pour peser face à l'OTAN? Ne risque t-on pas ainsi de préparer un conflit mondial?

Que nous apprend cette fiction?

Cette fiction a le mérite de proposer une explication sur le pourquoi et comment un pays peut faire des erreurs politiques, économiques, judiciaires et militaires aussi majeures sur le long terme. On peut imaginer que tout ce qui arrive à la France n'est pas forcément de l'absurdité ou de la malchance. Il se peut qu'il y ait beaucoup d'intelligence derrière tout ce qui se passe. Il y a de manière évidente beaucoup d'intelligence derrière cet ouvrage, et, les analyses proposées en 1901 (voire avant si c'est un plagiat) restent entièrement applicables près de 120 ans plus tard. C'est une très belle anticipation. Tout homme politique devrait la connaître pour comprendre et éviter certains écueils. Et pour tout un chacun, le plus important à retenir est que les grandes tendances d'évolutions d'une société peuvent être anticipées. De la même manière, le Codex Aquarius anticipe, au regard de notre société, un effondrement et la destruction. Constatez qu'une anticipation est possible, et poursuivez la lecture pour comprendre que ça va arriver ... mais aussi que l'on peut l'éviter.

Cette fiction montre que des loups, avec beaucoup de patience, sur plusieurs générations, peuvent prendre le contrôle de moutons.

Cette fiction doit aussi nous faire prendre conscience de notre pouvoir. Car, il s'agit de contrôle des masses. C'est le peuple qui renverse son protecteur, qui élit ensuite ses dirigeants qui les mènent dans l'abîme. C'est encore la masse qui demande grâce d'un système aussi malsain et accepte une dictature.

Donc mon conseil, quand on prend conscience qu'on est traité comme un mouton est de ne pas aller faire la leçon aux loups ou essayer de les remplacer. Il faut d'abord admettre qu'on est un mouton avec les limitations que cela implique. Vivre dans un système où l'illusion que les moutons ont le pouvoir donne plus de libertés que d'être dans une dictature établie. Vouloir renverser le système en place sur le champ n'est pas la meilleure solution, car les loups l'ont prévu et attende cette opportunité. Il y a certainement des moutons dans les gouvernements qui sont au prises avec les loups. Ne pas les accabler serait déjà une opportunité pour ces moutons d'avoir un peu plus d'espace pour agir car les loups ne leur laissent aucun choix. Leur faire prendre conscience qu'ils sont des moutons (gentils mais ignorants et manipulés) est aussi une piste. Il faut laisser le temps à la conscience de progresser. Des solutions émergent ensuite.

Un autre enseignement de cette fiction est que lorsque les faiblesses d'un homme politique sont rendues publiques, c'est probablement parce qu'il a eu le courage de s'opposer à des maîtres chanteurs. Il a choisi l'humiliation publique et à renoncer à une position confortable plutôt que de continuer à trahir ses idéaux. Plutôt que de

l'insulter et souhaiter une condamnation, il serait peut-être plus productif de l'écouter, au moins pour sa défense, et de lui donner la possibilité de réparer.

Il nous faut maintenant considérer l'hypothèse où l'on respecte la position de l'auteur qui ne présente pas cela comme une fiction. Je comprends qu'il faut se méfier des services secrets dont faisait partie l'auteur, car ils sont aussi spécialistes de la désinformation. J'invite donc tout un chacun à faire de même, en particulier lorsque des services secrets authentifient des documents dont on se sert pour obtenir le consentement de l'opinion publique pour déclencher une guerre. Pour notre cas, il convient de reconnaître aussi que ce type d'enquête, qui met à jour un puissant groupe occulte, correspond bien à une activité légitime des services secrets. D'autre part, mes recherches ne permettent pas d'exclure l'hypothèse que l'esprit de ce texte soit authentique et qu'un groupe extrémiste au sein de la communauté juive ait une telle vision raciale et dominatrice vis-à-vis du reste de l'humanité. Regardons quelques extraits de leurs textes sacrés :

« *Des gens du dehors seront là pour paître vos troupeaux ; les fils d'étrangers seront vos laboureurs et vos vigneron. Et vous serez appelé prêtres de l'Éternel, on vous nommera ministre de notre dieu. Vous jouirez de la richesse des nations et vous tirerez gloire de leur splendeur* » (Isaïe, 61 :5-6)

« L'Éternel chassera devant vous toutes ces nations, et vous vous rendrez maîtres de nations plus grandes et plus puissantes que vous. » (Deutéronome, 11,23).

« Si tu obéis à la voix de l'Éternel, ton Dieu, en observant et en mettant en pratique tous ses commandements que je te prescris aujourd'hui, l'Éternel, ton Dieu, te donnera la supériorité sur toutes les nations de la terre. » (Deutéronome, 28,1).

« tu prêteras à beaucoup de nations, et tu n'emprunteras point. L'Éternel fera de toi la tête et non la queue, tu seras toujours en haut et tu ne seras jamais en bas » (Deutéronome, 28,12-13).

Il est donc concevable que certains prennent ces textes à la lettre. L'intégrisme est présent dans toutes les religions, pourquoi y aurait-il une exception chez les Juifs? Ou chez les chrétiens qui reconnaissent l'Ancien testament dont font parties ces extraits? Pour éclairer ces personnes, et sans remettre en cause ces textes, ces phrases n'ont de réalité au premier degré que si c'est Dieu qui attribue ces situations de faveurs. Il le fait à la lumière de la grandeur d'âme et des mérites de chacun. Berner les autres, les rabaisser, les contraindre à des bassesses n'élèvent personne. Vouloir s'attribuer ces récompenses par soi-même est une usurpation du rôle divin. Une telle transgression ne peut aboutir.

Je m'adresserai donc maintenant aux éventuels héritiers de ce groupe manipulateur qui agit dans l'ombre des masses, en supposant que ce qui est dit dans l'ouvrage reflète réellement leurs intentions. Ce que je vais dire dans le paragraphe suivant ne peut avoir de sens que pour celui qui croit à la réalité de cette hypothèse. Donc sont concernés les manipulateurs ... s'ils existent. Si ce groupe n'a pas de réalité, ce

message est sans réalité et ne s'adresse à personne. Je me situe dans l'hypothèse où l'auteur essaie de nous alerter d'un problème réel. Etant donné la justesse de ses prévisions sur des points que l'on peut maintenant constater, il est raisonnable de ne pas balayer cette hypothèse, même si elle est dérangeante. Il ne faut pas voir cela comme une vérité, mais une potentialité. Celle-ci donne nécessairement un point de vue et une interprétation de l'histoire différente. Si c'est trop gênant pour vous, rappeler vous que c'est de la ruse-fiction, et oubliez ce passage.

–Début de l'aparté hypothétique–

Vous, les manipulateurs, avez été mis à jour en Russie au début du vingtième siècle, vous avez réussi à l'étouffer par la première guerre mondiale et l'instauration de la dictature communiste; vous avez été mis à jour en Allemagne et vous avez renversé vos féroces ennemis au prix de la seconde guerre mondiale. Vous pensez que vous pouvez toujours vous en sortir grâce à votre supériorité de culture et d'intelligence, preuve, selon vous, de votre appui divin. Vous faites confiance à votre intelligence supérieure qui trouvera toujours une solution ou un moyen tellement fourbe que vous seuls pouvez l'envisager. Mais vous êtes trop sûr de gagner. Vous êtes tel un joueur invétéré qui double la mise pour se refaire en cas de déconvenue. Ou comme le trader qui a engagé des sommes qui feraient sauter la banque ou qui déstabilisent le marché rien que par leurs montants. Le problème est que l'enjeu que vous allez devoir utiliser est maintenant la survie de la planète, risque que vous êtes prêts à prendre pour ne pas être démasqués et mener à bien votre plan. Il semble qu'au moins la Chine ait tiré les leçons de la guerre de l'opium et ne soit pas tombé dans le piège philanthropique des droits de l'Homme. Son gouvernement est assez proche du modèle que vous préconisez pour votre futur gouvernement mondial. Ce peuple a aussi une culture millénaire résiliente. Vous avez la loi de Moïse et d'autres prophètes, ils ont celle de Confucius et Lao Tseu. Vous avez la Kabale, ils ont l'Art de la Guerre depuis Sun Tzu. Ils ne se sont pas fait piégés par vos offres d'emprunts comme l'Occident et d'autres. Comment allez vous leur expliquer que vous êtes le peuple élu de Dieu pour les diriger? Je fais référence à ce passage: *“Le vide qui existe dans le cerveau purement bestial des Gentils est suffisamment prouvé par le fait qu'ils ne comprennent pas qu'en nous empruntant de l'argent ils auront, un jour ou l'autre, à soustraire des ressources du pays le capital emprunté avec ses intérêts. Il aurait été plus simple de prendre, tout de suite, l'argent des leurs, auxquels ils n'auraient pas eu à payer d'intérêts. Voilà qui prouve notre génie et le fait que notre peuple a été choisi par Dieu. Nous avons si bien présenté les choses que les Gentils ont cru qu'il y avait pour eux un bénéfice à tirer des emprunts.”* et celui là : *“Nous pouvons aisément voir le signe de notre élection par Dieu et de notre nature surhumaine ; il nous suffit de la comparer au cerveau instinctivement bestial des Gentils. Ils ne font que voir les faits, mais ne les prévoient pas, et sont incapables d'inventer quoi que ce soit, à l'exception, peut-être, de choses matérielles. De tout cela, il ressort clairement que la nature elle-même nous a destinés à conduire et à*

gouverner le monde.”. Vous vous appuyez sur des gouvernements dont vous avez en même temps organisé leur écroulement. Votre position n’est pas stable. Les Chinois sont plus forts chaque jour. Ils n’ont pas besoin de vous attaquer, ils peuvent attendre selon le précepte de Lao Tseu: ”Si quelqu’un t’a offensé, ne cherche pas à te venger. Assieds-toi au bord de la rivière et bientôt tu verras passer son cadavre”. Je pense que vous ne pourrez pas gagner. Mais tout le monde perdra si vous provoquer une guerre. Votre plan ne peut aboutir.

Pour vous dissuader de mener à bien votre plan, d’un point de vue religieux, qui semble être le fondement de votre action, je dirai que si Dieu vous laisse avancer dans vos plans, c’est parce qu’il veut nous faire expérimenter le libre arbitre ... et ses conséquences. Dieu vous laisse libre mais vous prévient des conséquences par ses prophètes. Et vous en avez eu beaucoup. Entendez mes mots comme un avertissement fraternel: vous risquez de tout faire sauter et de repartir à l’époque de Noé. Vos bunkers vous protégeront un temps puis vous expérimenterez le manque, les radiations si vous sortez et le cannibalisme.

Vous pensiez que la fin justifie tous les moyens et que votre peuple en avait retiré déjà de grands profits (*“bien que nous ayons dû sacrifier un assez grand nombre des nôtres, nous avons déjà donné à notre peuple une situation dans le monde telle qu’il ne l’eût jamais rêvée.”*). Est-ce que tous les vôtres sont d’accord avec vous? Est-ce que ceux qui se sont retrouvés dans les camps du troisième Reich étaient de votre avis ou au moins au courant de vos plans? Avec le recul, peut-on toujours qualifier cela de situation rêvée? N’est-ce pas aussi un grand Reich que vous voulez?

Vous attendez un gouverneur dans la descendance de David (*“La Colonne de l’Univers, en la personne du Gouverneur du Monde, issu de la Sainte Race de David”*). Mais, il paraît évident que la première chose que vous dira ce gouverneur est de vous comporter correctement. Autrement dit d’être de bon juifs. Il vous faut respecter la loi de Moïse, à commencer par les dix commandements. Lorsque qu’un homme paye quelqu’un pour en tuer un autre, sa responsabilité est entière dans le meurtre commis. Si vous attisez ou créez des rancoeurs, des tensions, des rumeurs, des peurs ou de la haine entre des personnes ou des communautés pendant toutes la semaine et que vous les contemplez s’entretuer le jour du Sabbat, vous pouvez argumenter que vous seuls avez respecté la Loi, mais, en conscience, votre responsabilité est entière. J’imagine que mon avis théologique vous importe peu et que vous avez des justifications religieuses rassurantes pour vos abominations. Je vous rappelle donc votre prophète Esaïe (ch29, v13) rapportant la parole de l’Eternel: “Ce peuple m’honore des lèvres, mais son coeur est éloigné de moi.”. Il y a la lettre de la loi et l’esprit de la loi. L’esprit de la loi de Moïse est un socle universel de bonnes pratiques pour la cohésion de la communauté dans la durée. Vous savez que vous répandez les valeurs contraires tout en déclamant des belles paroles philanthropiques. Hélas, je n’ai pas l’espoir de vous faire renoncer à des croyances millénaires aussi facilement. Mais j’essaye. Je me mets à votre place. J’imagine

ainsi que vous devez penser que vous respectez assidûment la Loi et les traditions associées, contrairement aux autres, ce qui entraîne leur chute d'une part et votre supériorité d'autre part. Mais non. Vous êtes une meute entraînée de très longue date face à des individus isolés, candides. C'est très facile pour vous. Vous ne commettez pas d'erreur parce que vous n'êtes pas en situation d'en commettre, contrairement aux proies isolées que vous acculez. Dans une situation impromptue, vous chuteriez. Toi, à titre personnel, tu sais que tu n'es pas parfait, que tu as déjà failli, mais tu espères que cela restera secret. Mais tes complices sont si sûrs d'eux et ont l'air si droites et ça fonctionne depuis si longtemps. Ils ont sûrement raison, penses-tu. En fait, de mon expérience, les personnes de ce genre sont au moins autant imparfaites que toi, et si elles se retrouvent en situation d'insécurité émotionnelle ou intellectuelle, elles finissent par s'effondrer et enfreindre toutes les règles jusqu'à leurs propres principes. Comme il me faut emporter ton adhésion, je te donne l'opportunité de le découvrir toi aussi. Pour cela, il faut simplement se rendre compte que les tenants de la tradition juive ont enfreint la loi de Moïse de manière flagrante en tuant un innocent. C'était il y a environ 2 millénaires à Jérusalem. L'innocent était un fils de charpentier qui n'avait fait de mal à personne. Seulement, parmi le peuple, devant ses actions, certains se demandaient si ce n'était pas le Messie. Lui, n'a rien revendiqué. Ces tenants de la tradition n'ont cette fois là pas trouvé d'intermédiaire, comme un roi ou un chef militaire, pour commettre l'infraction à la loi de Moïse. Cette situation nous a permis de les voir à l'oeuvre, dans une situation de chute. Meurtre, sadisme extrême, insultes, faux témoignages, ... pour ce qu'il a de plus visible et factuel. Insulter la mère de cet innocent, à qui on a pris un fils, est leur seule justification. Mais, il ne s'agit pas de savoir si c'était le Messie, il s'agit de savoir s'il était innocent ou coupable par rapport à la loi. Ne pas être le Messie n'est pas un crime. Et heureusement, car cela concerne beaucoup de monde dont probablement vous. Reconnaît simplement cette faute évidente. Et, si tu en discutes avec tes complices, tu auras alors l'opportunité de les voir à l'oeuvre dans une situation difficile, où l'on peut chuter. Car vous prendrez conscience que cette tradition si vertueuse et supérieure en apparence repose sur le pire des meurtres par des gens qui ont chuté sans même un réel obstacle. Vous ne pouvez pas leur faire confiance quand ils décrètent que la fin justifie les moyens. Certains de tes complices ne pourront pas l'accepter, car ce serait reconnaître que leur projet et eux-mêmes sont du domaine de l'impiété. Mais, vous pouvez aussi voir le côté positif de cet événement. Vous avez un moyen fiable de vous rendre compte que vous êtes dans la géhenne. Réformez-vous dès que possible et devenez de bons juifs, en esprit. La marche devant vous est élevée. Mais tout le monde a son importance. Un détail peut avoir des conséquences énormes.

--Fin de l'aparté hypothétique--

Le problème sous jacent est que toute cette manipulation, domination et souffrance sont possibles parce que la règle d'or de ne pas faire à autrui ce que l'on ne veut

pas que l'on nous fasse n'est pas respectée. Le peuple et les gouvernants en sont victimes. Mais il ne faut pas sortir de l'équation les manipulateurs. J'attire l'attention que les manipulateurs sont eux mêmes sous l'emprise de leur orgueil et de leurs traditions. De même qu'ils peuvent mettre à jour les faiblesses réelles des hommes d'État, de même ce livre de 1901, tout en décrivant des faits réels, pourrait être la mise à jour de leurs pratiques par un autre groupe manipulateur d'un niveau supérieur ou concurrent. Par exemple, la réaction attendue par les manipulateurs est la colère et la guerre pour rester, eux, dans l'ombre et garder le contrôle. Il me semble que la bonne réaction est de constater qu'il y a un problème dans la gouvernance du pays et d'appliquer la règle d'or, déjà à un niveau individuel et de faire prendre conscience autour de soi quand elle n'est pas respectée. Si tout le monde applique cela à son niveau, le problème est résolu. La leçon que l'on peut tirer de ce livre est qu'à la lumière du comportement moral des peuples et de leurs représentants on peut esquisser les tendances futures.

Chapitre 3: Le prêt à intérêt ou la concentration insoutenable des richesses

Dans le précédent chapitre nous avons envisagé, sous forme de fiction, d'expliquer pourquoi un État comme la France était à la dérive. L'explication ou l'hypothèse principale est qu'un groupe agit depuis des siècles dans l'ombre pour arriver à prendre le contrôle du pays et du monde entier. Dans ce chapitre, nous basculons dans la réalité la plus factuelle qui soit. Même si cela va vous étonner, ce qui est énoncé dans ce chapitre décrit le fonctionnement de la monnaie en Europe, en Occident et dans la plupart des pays du monde.

A quoi sert la monnaie? Son but initial est de favoriser les échanges commerciaux. Sans la monnaie il faut passer par le troc. Un fermier va échanger avec un artisan une vache contre des jarres en terre cuite. Mais si l'artisan ne souhaite pas de bêtes, mais plutôt des outils, il va falloir trouver un tiers qui veuille une vache, et, contre ses outils. On passe ainsi à un commerce triangulaire. Pour rester à un échange entre deux parties, on utilise de la monnaie qui est une valeur de référence, et qui pourra être utilisée lors d'autres échanges avec d'autres parties. Donc une monnaie est une valeur de référence qui permet de faire des échanges. Plus il y a d'échanges, plus la monnaie circule. Et pour pouvoir augmenter les échanges, il faut plus de monnaie en circulation. Les principales problématiques autour de la monnaie sont donc d'une part d'en avoir suffisamment pour effectuer tous les échanges voulus et d'autre part ne pas en avoir en excès pour qu'elle reste une référence stable. Il faut ainsi comprendre que si les échanges diminuent, pour que la valeur de la monnaie reste stable, il est nécessaire qu'il y en ait moins en circulation. Et s'il y a moins de monnaie en circulation, les échanges vont diminuer. Il y a donc tout un art pour permettre les échanges. Et comme nous sommes de plus en plus spécialisés, nous sommes entièrement dépendants des échanges pour survivre et vivre. Ainsi la problématique des échanges, et donc la problématique de la monnaie est quelque chose de central et stratégique pour le bon déroulement de la vie communautaire. Lorsqu'il y a une révolution technique, cela peut entraîner de nouveaux échanges: des produits apparaissent et les gens veulent se les procurer. Si la population d'une zone monétaire augmente, les échanges vont augmenter. Ainsi, la monnaie de référence, basée sur la rareté des métaux comme l'or ou l'argent, ne permet pas de suivre l'accroissement des échanges. L'empire romain avait ainsi progressivement réduit la proportion d'or dans chacune de ses pièces pour pouvoir subvenir à ses besoins de monnaie.

Maintenant qu'appelle t-on le prêt à intérêt?

C'est le fait de prêter de l'argent contre l'engagement de restituer l'argent emprunté avec un supplément à une date convenue.

D'abord, qui prête de l'argent? celui qui en a (on verra que ce n'est plus le cas maintenant) et qui n'en a pas besoin le temps du prêt. Mais en terme d'échange, c'est celui qui a une capacité à procéder à un échange et qui ne l'utilise pas. Donc, garder de l'argent, c'est un frein aux échanges dans la communauté. Il serait ainsi logique d'encourager les gens à ne pas en accumuler. Ou, dit autrement, il serait de bon sens de les dissuader d'en garder.

Ensuite, pourquoi un intérêt? Il est avancé que le prêteur prend un risque. En effet, il y a le risque que l'emprunteur n'arrive pas à rembourser. Il est important de noter qu'une des causes possible de cet échec est que beaucoup de gens accumulent leur argent et donc qu'il n'est pas disponible pour les échanges des autres. Donc une partie du risque réside dans le fait même de refuser de prêter et donc de garder des réserves non circulantes. Autrement dit, plus les prêteurs vous exigent de contreparties, plus il sera difficile de les rembourser. Il faut aussi tenir compte du fait que le prêteur, n'a pas besoin de cet argent. Donc le risque pour le prêteur dans tous les cas n'est pas très grave. Alors que peut-être, l'emprunteur, lui, a besoin d'échanger, a besoin de manger. Ensuite, il y a le fait que le prêteur, en général, demande une garantie. Donc, le seul risque qu'il prend est qu'il ait mal évalué la garantie. Enfin, dans l'intérêt, il est associé une durée. Cela met une contrainte supplémentaire qui augmente le risque. En effet, l'emprunteur peut avoir un imprévu qui l'empêche de rembourser à temps, alors qu'il aurait très bien pu le faire un peu plus tard. Plus le temps passe, et plus il y a de chance que l'emprunteur finisse par réussir à rembourser de la somme initiale. Or l'intérêt, est associé au temps et la valeur due est exponentielle. Ainsi, plus on met du temps à rembourser, plus il y a de monnaie à fournir, et plus il est dur de rembourser. Encore une fois, la justification de l'intérêt mélange cause et effet. Le prêt à intérêt crée le risque. Et au contraire, sans intérêts, on peut prêter à quelqu'un sur une longue durée, avec éventuellement une garantie, sans prendre de risque.

Pour finir, conserver de l'argent n'est pas neutre. Si c'est de l'argent physique, il faut un coffre, le compter, le transporter. Il y a le risque de le perdre, de se le faire voler, de l'abîmer. Même si c'est de l'argent scriptural (inscrit sur un registre de compte), il faut payer, le teneur du registre, ces erreurs, ses protections, sa sécurité, des outils fiables.

Ainsi, quelqu'un qui se contente d'accumuler de l'argent subit de l'usure naturelle dans le sens d'une perte inévitable. On constate l'inversion totale de sens du mot usure, employé aussi pour désigner le prêt à intérêt. En effet, l'argent devrait se déprécier avec le temps de son non utilisation, alors qu'en fait, l'usure ou le prêt à intérêt rémunère le fait d'avoir de l'argent.

Pour Saint Thomas d'Aquin, un philosophe chrétien du moyen-âge, "recevoir un intérêt pour l'usage de l'argent prêté est de soi injuste, car c'est faire payer ce qui

n'existe pas...”, car l'emprunteur n'altère pas la valeur de l'argent en l'utilisant. Il peut donc le rendre à l'identique. Il semble que Saint Thomas d'Aquin considère que la restitution de l'argent soit systématique, au même titre que lorsqu'on achète son pain, l'un donne le pain, l'autre l'argent. Dans le prêt d'argent, les deux parties doivent donner la même quantité d'argent. Si l'emprunteur ne rend pas, il est fraudeur. Et c'est une problématique de contentieux qui peut être réglée par des institutions publiques. Faire payer tous les clients pour l'éventualité d'un fraudeur est une problématique d'assurance, non de rémunération de l'argent.

Maintenant que nous avons étudié d'un point de vue technique et rationnelle l'aberration de ce qu'il se passe dans un prêt à intérêt, voyons les significations éthiques ou morales. Un échange a lieu lorsque les deux parties y trouvent leur compte. On échange normalement deux choses de même valeur. Or, un prêt avec intérêt, c'est demander plus et de manière inélégante: plus tu tarderas, plus cela te coûtera. Ainsi prêter avec intérêt, c'est utiliser la position de possédant pour avoir plus. A la fin de l'échange, le prêteur aura plus qu'avant. Et il peut recommencer à plus grande échelle ensuite. Car le taux d'intérêt assure une croissance exponentielle. Plus le temps s'allonge, plus les gains augmentent vite. Ainsi 1000\$ investis en usure à 3% donne un gain de 30\$ au bout d'un an, de 344\$ au bout de 10 ans et de 18219\$ au bout de 100 ans. Soit 560\$ la dernière année.

Si une famille a mis à l'usure 1 gramme d'or en l'an 1, elle en a pour plus de 6 millions de tonnes en l'an 1000. Et en l'an 2164 sa richesse en or dépasse le poids de la Terre. C'est ça une progression exponentielle. De plus en plus mais toujours encore plus dans chaque plus. Vous pouvez objecter que cela ne marche pas comme ça parce que l'or ne se trouve qu'en petite quantité sur Terre. C'est vrai. Et la famille usurière, demandera ensuite alors en intérêt du métal argent, puis les autres métaux. Quand elle les aura tous en sa possession, elle demandera du bois, puis de l'eau, puis de la terre... et elle aura en sa possession toute la Terre en l'an 2164.

De plus, que devient la stabilité de la référence monétaire? Une valeur donnée, quelques temps plus tard est réhaussée de son intérêt, donc elle change. La référence n'est plus la référence. Pratiquer l'usure n'est pas un facteur de stabilité monétaire. Et donc d'équité dans les échanges. Cela provoque des écarts, des anomalies dans l'équilibre des différents cours en place. Ces instabilités sont propices à la spéculation... et aux crises.

Dans une communauté sage ou saine, c'est-à-dire qui utilise sa raison dans un cadre moral, on ne favorise pas celui qui freine les échanges des autres, on ne favorise pas celui qui fait payer aux autres les frais et le développement de sa richesse. Dans cette société sage, si trop de richesses sont accumulées, il est envisagé de pénaliser leur non circulation qui freine les échanges de ceux qui en ont besoin. Dans cette société sage, prêter à quelqu'un sans intérêt est une opportunité de conserver la valeur de son argent. Oui, quelqu'un promet qu'il rendra à l'identique plus tard. Il n'a pas besoin de frais de conservation, et les pénalités de restriction

d'échange ne s'appliquent pas. Ainsi, quelle société peut se prétendre saine si elle pratique le taux d'intérêt? Sauf éventuellement à la marge, pour faire l'expérience des difficultés que cela entraînent.

Nous avons donc vu, qu'avec le prêt à intérêt, on peut s'acheter la Terre entière en 2164 ans avec un taux d'usure à 3% en ayant une valeur productive réelle d'un seul gramme.

Cette perspective est trop alléchante pour être jugée comme insoutenable à long terme ou immorale par l'usurier. Il a à disposition un outil avec un gain exponentiel. Qui aurait la sagesse d'y renoncer? En fait, une fois que l'usurier a compris la puissance de son outil, sa préoccupation n'est pas morale, mais plutôt de savoir comment il peut en profiter au maximum. Ainsi sa préoccupation principale est d'accroître ses possibilités de faire des prêts. Car, à un certain moment, il tombe sur certaines limites, comme un concurrent qui propose le même service, ou bien la limitation de la quantité des réserves de monnaie. Il est en effet inévitable, qu'à un moment donné, tout l'or ou la monnaie disponible est prêté. Il faut donc trouver des solutions pour continuer à prêter sans revenir au troc, car dans ce cas, l'intermédiaire qu'est l'usurier ne sert à rien. En fait, un usurier en situation de domination de son marché ou en monopole, remarque que l'or qu'il prête à quelqu'un est ensuite échangé avec un autre qui vient le déposer dans une banque qui se trouve aussi appartenir à l'usurier. L'argent part d'un point pour revenir au même endroit. Être en monopole donne l'extraordinaire possibilité que la valeur de référence, comme l'or, ne se tarit jamais. On pourra toujours en prêter puisqu'il revient au même endroit. Il devient stratégique d'avoir un monopole. Ce peut aussi être un monopole déguisé, les différents acteurs du marché sont de mèche et forment en fait ce que l'on appelle un cartel.

Je suis désolé, mais je dois vous annoncer que le problème ne s'arrête pas là. Mais c'est prévisible, car l'usure repose sur une justification fallacieuse. Une personne qui trouve normal de profiter de sa position de possédant envers quelqu'un dans le besoin pour lui demander plus que ce qu'il lui a prêté ne fonde pas son action sur l'honnêteté. Il est plus sensible à l'opportunité que cela va lui procurer plutôt qu'à l'injustice que va subir l'emprunteur. Et quand cette personne égoïste et opportuniste aura l'occasion dans d'autres circonstances de profiter des autres, elle le fera. Il a semblé en effet que le rendement de l'usure n'était pas suffisant pour ses bénéficiaires. On peut imaginer diverses raisons, comme le fait de devoir sous-traiter ou employer du personnel pour une partie de la gestion de ses actifs, payer des personnes pour en forcer d'autres à payer, affaiblir les principes moraux pour qu'on ne considère pas l'usure comme une faute morale, changer le sens des mots pour qu'on ne fasse pas le lien avec l'interdit religieux. En effet maintenant le prêt avec intérêt n'est plus considéré comme de l'usure, seul un taux excessif l'est. Pourtant, quelque soit le taux, vous pouvez obtenir toute la Terre. Il a fallu faire passer des lois qui permettent que cette amoralité continue, et faire des constitutions pour que l'on ne puisse pas supprimer ces lois. Par exemple dans l'Union Européenne, il faut que

la totalité des pays se mette d'accord pour changer le fait que les États doivent emprunter à des tiers et non à leur banque, ou, qu'ils ne contrôlent pas leur banque. Il faut aussi payer des sophistes pour évangéliser les enseignants, les étudiants et les foules. Il faut acheter des médias pour donner la parole à ces sophistes et pas aux opposants moralisateurs. Le business de l'usure a en effet des coûts importants qu'il faut financer. Mais il ne faut aussi surtout pas oublier, outre les frais, il y a l'avidité. Le désir d'avoir n'est jamais assouvi, il faut toujours plus pour espérer la satisfaction. Sans oublier le désir de dominer l'autre, de se sentir supérieur. Il ne peut pas résister à l'opportunité de se faire encore plus d'argent même si pour cela il doit faire quelque chose d'immoral, cela n'a pas de poids à côté de la valeur de l'argent. L'usure repose à l'origine sur le fait de posséder quelque chose (de l'or) qui ne sert pas et d'en retirer un profit. L'étape suivante a été de procéder à tirer des profits de ce dont les autres ne se servent pas. Pour cela, il faut récupérer l'argent des autres qui ne sert pas. C'est la création de la banque de dépôts. Et en fait, c'est assez facile. Car, comme nous l'évoquions précédemment, conserver des liquidités a un coût. On peut perdre l'argent, se le faire voler, l'abîmer, on doit allouer un endroit pour le stocker... Donc le travail du dépositaire est d'expliquer le contraire de ce que raconte l'usurier, à savoir qu'on prend un risque en gardant son argent pour soi, chez soi. Là où il y a encore un problème avec l'éthique, c'est que le dépositaire est aussi un usurier, autrement dit, un banquier. Il tient un discours contradictoire variant selon le client qu'il a en face de lui. A un déposant, il explique qu'il y a des risques et du travail à garder son argent et donc il lui applique des frais de tenue de compte. A un emprunteur, il justifie son intérêt par les risques que lui prend, et qu'il y a d'autres opportunités ailleurs. Mais que se passe-t-il dans les faits? Une fois que suffisamment de personnes utilisent ses services, il se trouve que l'argent qu'il prête à certains clients, ceux qui empruntent, est ensuite échangé par des transactions commerciales ou immobilières. De sorte que l'argent prêté se retrouve au moins en partie, dans les mains de personnes qui déposent dans sa banque. Ainsi l'argent, à peine sorti, rentre immédiatement. L'emprunteur paie des intérêts mais l'argent est toujours à la banque. On peut ainsi prêter beaucoup d'argent, récupérer beaucoup d'intérêts, sans même que le banquier n'ait eu à prêter ses capitaux. Oui, si l'argent qui appartient et à disposition des déposants est donné à l'emprunteur et immédiatement récupéré après que l'emprunteur ait fait sa transaction qui nécessitait un emprunt, on le remet ainsi, quelques temps après, là où il avait été pris, ni vu, ni connu des clients. Le banquier peut même se permettre de mettre à profit ses propres réserves ailleurs. Il peut acheter des terres, des châteaux, des industries, des grands crus ... qui vont à leur tour rapporter des intérêts en plus des intérêts des prêts. Ceci est un extraordinaire tour d'illusionniste qui rapporte gros. Mais le banquier ment par omission à ses clients. L'emprunteur n'a pas conscience qu'il paie des intérêts sur un argent fictif et le déposant n'est pas conscient que des risques supplémentaires sont pris à ses dépôts sans contrepartie, sans information et sans savoir que le banquier gagne beaucoup d'argent sur son dos. Il est aussi

important de se rappeler que cette culbute financière repose sur le mensonge initial du prêt à intérêt, à savoir qu'il est nécessaire de rémunérer le risque de l'argent prêté par un taux d'intérêt. En effet le pactol vient du fait qu'un agent économique récupère les intérêts sur l'argent de tous les déposants. Mais si l'argent par lui même ne rapportait pas de l'argent, il n'y aurait pas l'effet multiplicateur sur l'ensemble de l'argent des déposants. Zéro que multiplie un grand nombre reste toujours zéro. On passe d'une arnaque à une super arnaque. L'arnaque, c'est de prêter avec intérêts, la super arnaque, c'est de toucher des intérêts en prêtant l'argent des autres. En supprimant le taux d'intérêt, vous supprimer l'arnaque et la super arnaque ne peut avoir lieu. En fait cette pratique (super arnaque) est risquée pour plusieurs raisons. D'abord si les clients étaient conscients du subterfuge de la banque, ils ne seraient pas d'accord, ils pourraient retirer leurs fonds. Ensuite, si plusieurs déposants retirent leur argent sans qu'il retourne d'une manière ou d'une autre à la banque, la banque n'aura pas assez de fonds pour rembourser les déposants. En effet le même argent a été prêté plusieurs fois, donc le même argent a été compté comme dépôts plusieurs fois. Mais il ne peut être retiré physiquement qu'une fois. Pour palier à l'événement d'un retrait de dépôt significatif, le banquier devra alors puiser dans ses propres fonds. En a-t-il suffisamment, et disponible? Il devra alors emprunter à quelqu'un qui voudra bien lui prêter. Et deviendra une victime du système. De prédateur il deviendrait une proie. Ce qui est inacceptable pour un prédateur. Donc le banquier va tout faire pour éviter cette situation. Donc pour prospérer sur son immoralité, le banquier doit se prémunir contre la fuite de ses clients déposants. La solution est de se placer en situation de monopole. Ainsi les clients n'ont pas d'autre choix que de déposer leur argent dans un seul établissement. Mais la meilleure solution, pour le banquier, est celle du quasi-monopole, où les banquiers, en apparence indépendants, s'entendent pour fonctionner tous sur le même principe d'immoralité et que les parts de marché restent stables. Les banques se réunissent ainsi en cartel. Un petit groupe s'enrichit à l'insu et sur le dos de la masse. Mais ce business juteux est profondément amoral, et ses pratiquants sont de plus en plus puissants surtout depuis qu'ils se sont regroupés. Pendant des siècles la morale et l'autorité religieuse ont banni le prêt à intérêt. Une loi pourrait très bien surgir et interdire cette pratique. Il est donc important, pour la survie du cartel bancaire, d'inscrire la validité de l'intérêt dans la loi et d'expliquer que ce qui est moral est de respecter la loi. Mais pour cela, une adaptation est nécessaire, en effet, on ne peut pas inscrire le droit à quelqu'un de gagner de l'argent avec l'argent des autres, car l'immoralité est trop visible dans ce cas. La pratique des banquiers reposait sur l'illusion qu'ils disposaient de l'argent qu'ils prêtent. Dans les faits, ils prêtaient l'argent des déposants et le récupérait lorsque d'autres déposants recevaient cet argent. La légalisation consiste donc à permettre de prêter de l'argent sans utiliser le sien ni celui des autres. Les banquiers ont ainsi réussi à obtenir le droit de créer de l'argent à partir de rien. C'est le droit de création monétaire. Ce qui a été possible avec l'utilisation de l'argent papier, ou monnaie scripturale. La valeur

de la monnaie est inscrite sur un papier et garantie par la banque. La collectivité a ainsi donné le droit à un groupe d'individu de créer et détruire de l'argent selon ses règles. C'est un pouvoir colossal. Plus besoin de fournir une valeur ajoutée en participant à un échange. Le banquier crée l'argent par simple décision. On a du mal à croire que ce droit puisse être donné, de surcroît à des individus vénaux. Mon opinion est que ce droit, ou plutôt ce privilège, révèle une ignorance ou une amoralité avancée de la communauté et de ses dirigeants qui légalisent cette pratique. Cela révèle aussi la puissance déjà acquise par la banque pour qu'elle réussisse à obtenir ce privilège. L'escroc est devenu tellement fort qu'il obtient la légalisation de sa pratique. C'est la porte d'entrée pour la mise en place de la loi du plus fort dans toute la société. Mais les choses sont un peu plus dissimulées que ce que j'expose. En effet, le cartel bancaire respecte certaines règles pour que le système ne crée pas de l'argent trop vite, et que cela reste opaque du grand public. En effet tout argent créé doit être détruit ultérieurement. La création de monnaie n'est là que pour formaliser le paiement des intérêts, qui est la véritable source de revenu du banquier. Quand l'argent créé ne rapporte plus ses intérêts, il doit être détruit. Cette règle permet de continuer au banquier de fonctionner comme avant, lorsqu'il utilisait les dépôts de ses clients pour prêter de l'argent, sauf que dès lors, pour ne pas impliquer ses clients ni leur mentir, il a le droit de créer cet argent pour le prêter. Lorsque l'emprunteur rembourse le prêt, l'argent créé n'a plus d'utilité donc elle doit être absolument détruit, sinon il y aurait trop d'argent qui serait créée, l'inflation exploserait et le droit de création monétaire accordé serait retiré. Mais le banquier a gagné des intérêts sur le temps de création temporaire de l'argent. Et ces intérêts restent définitivement dans sa poche car ils ne sont pas détruits. Donc le banquier a maintenant le droit, indirectement, de créer de l'argent pour lui-même. Une autre règle est que le banquier ne peut créer de l'argent qu'en proportion de ses propres avoirs. Ainsi, si des pertes sont à déplorer, le banquier est tenu de puiser dans ses réserves, ce qui préserve le système. On peut donc créer beaucoup si on est déjà très riche. Une autre règle pour créer de l'argent est d'avoir l'engagement d'un acteur économique d'un remboursement ou d'un versement d'intérêt, comme un dividende pour une action. Cela implique que si un engagement est annulé, l'argent correspondant qui a été créé doit être détruit. C'est la règle d'or du banquier pour préserver la poule aux oeufs d'or. A tout argent créé doit correspondre une promesse valide de restitution. Ce sont les colonnes passifs et actifs de leurs bilans. "La banque a le bénéfice des intérêts de toutes les monnaies qu'elle crée à partir de rien." disait William Paterson, fondateur de la Banque d'Angleterre en 1694, première banque du type amoral et légal.

Nous en sommes ainsi arrivé à une situation où un groupe restreints d'individus peut, en tout légalité, prospérer sur le dos des autres. On pourrait croire que ce groupe se contenterait de vivre dans l'opulence et de se satisfier de ce rapport de force très en sa faveur. Hélas, non, ce ne fut pas suffisant. On revient au problème initial, d'une pratique amoralisée menée au niveau décisionnaire par des individus

amoraux qui sont indifférents à ce qu'ils font subir aux autres. L'étape suivante est de constater que l'État, s'il a aussi le pouvoir de création monétaire, est un concurrent. En effet, l'État est le garant du bon fonctionnement de l'économie et doit pouvoir subvenir à toute dépense exceptionnelle. Pour cela il doit s'assurer qu'il y a suffisamment de monnaie en circulation, et donc en créer, et, si besoin, la réduire. Mais il s'avère alors que l'argent émis par l'État sert dans l'économie et s'échange sans limitation de durée. Or l'argent créé par les banquiers est détruit lors du remboursement du crédit. Pour avoir une quantité d'échange constante, il faut que l'argent qui est détruit par le remboursement d'un crédit soit compensé par la création d'un nouveau crédit. Ainsi, à masse monétaire constante, on doit avoir recours au crédit en permanence, et donc verser à la banque un intérêt permanent. Or l'argent créé par l'État ne suit pas ce cycle de création et destruction générateur d'intérêt pour la banque. L'État ainsi génère un manque à gagner important pour la banque. L'argent qu'il crée ne génère pas d'intérêt à la banque. Le but de la banque est que la totalité de la création de la monnaie soit sous son contrôle, pour avoir le plus possible d'opportunité de ponctionner des intérêts. Ainsi après avoir obtenu le droit de création monétaire, la banque s'est donné comme objectif d'obtenir le droit exclusif de création monétaire. Ce qui signifie que toute l'économie est taxé par la banque. En effet, même si vous posséder de l'argent et n'avez pas de dette, l'argent que vous avez correspond à une dette que quelqu'un a contracté, et paie des intérêts dessus. Ainsi, même un échange entre deux personnes non endettés, nécessite de la création d'argent soumis à intérêts. Cela signifie aussi que si tout le monde rembourse ses dettes, il n'y a plus d'argent disponible. Cela signifie aussi que si les banques ne veulent plus prêter, il n'y a plus d'argent pour échanger et faire fonctionner l'économie. Ainsi, avec le droit de création monétaire exclusif, l'économie au sens large, c'est-à-dire l'ensemble des échanges entre tous les acteurs économiques, est asservie à la banque. On en arrive à la situation où un petit groupe décide de ce que doit lui verser une zone monétaire économique pour qu'elle est le droit de fonctionner, donc aux individus de vivre. On n'est plus dans le cadre d'un problème moral, mais dans le cadre d'un abus majeur de position dominante. On peut parler d'oligarchie. Les représentants politiques élus d'un pays ne peuvent obtenir de bon résultats économique que dans la mesure où les oligarques le leur accordent. Si les oligarques décident de réduire l'activité économique, ils peuvent le faire et les politiques ne peuvent pas les en empêcher. C'est une dictature financière. Pour en arriver à ce pouvoir exclusif, une des techniques est de traumatiser la population par l'hyperinflation. Les puissances financières poussent un État qui a le pouvoir de création monétaire à en créer beaucoup trop par rapport aux besoins de l'économie. Ainsi, l'argent finit par ne plus rien valoir ou n'est plus capable de fixer une référence, les échanges s'écroulent, l'économie s'arrête. Les réserves d'argent de la population ne valent plus rien. De grands orateurs expliquent alors que c'est la preuve qu'il ne faut pas donner le pouvoir de création monétaire aux gouvernements élus. L'unique solution proposée

est de donner ce pouvoir aux banques. the Il y a aussi la traditionnelle solution de la corruption des élus qui passent ces lois (corruption par de l'argent, des flatteries, du trafic d'influence, ...). Sans oublier la manipulation : les personnes qui votent la loi ne sont pas conscientes des implications. Il y a aussi les techniques d'amalgamer ce type de loi au milieu d'un ensemble de mesures positives ou sans rapport, au dernier moment, pendant une période de vacances, En fait le système bancaire s'est rodé depuis plusieurs centaines d'années pour y parvenir et c'est maintenant un art qu'il maîtrise bien. C'est surtout au 19^{ème} siècle que la bataille s'est déroulée et a été le plus visible pour la conquête de la nouvelle nation émergente, les États Unis d'Amérique. La question monétaire s'est avérée centrale et visible. Ainsi Thomas Jefferson (1743-1826), un des pères fondateurs et président des États Unis d'Amérique écrivait: "Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise.". Le chancelier allemand Otto von Bismarck(1815-1898) pensait que la guerre de Sécession aux États-Unis, avait été provoquée par la haute finance: "La division des États-Unis en fédérations de forces égales fut décidée bien avant la Guerre de Sécession par les hauts pouvoirs financiers d'Europe. Ces banquiers craignaient que les États-Unis, s'ils demeuraient d'un seul bloc et en tant qu'une seule nation, ne parviennent à l'indépendance économique et financière, ce qui gênerait leur domination financière du monde. "

Abraham Lincoln (1809-1865), président des États Unis pendant la guerre de Sécession déclara "Le gouvernement devrait créer, émettre et faire circuler toutes les devises et crédits nécessaires pour couvrir les dépenses publiques et individuelles. En adoptant ces principes, des sommes immenses d'intérêts seraient épargnées aux contribuables. Le privilège de créer et d'émettre de l'argent est non seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais c'est aussi sa plus grande opportunité créative." C'est ainsi qu'il créa de la monnaie en 1862 qui est toujours en circulation de nos jours. Il est à noter qu'il fut assassiné. Bismarck fit alors le constat : "La mort de Lincoln a été un désastre pour la chrétienté. Il n'existait aucun homme aux États-Unis assez grand pour le remplacer et les banquiers recommencèrent à s'accaparer les richesses. Je crains qu'avec leur ruse et leurs astuces alambiquées, les banquiers étrangers n'en viennent à contrôler les richesses exubérantes de l'Amérique et ne les utilisent pour corrompre de manière systématique la civilisation moderne. Ils n'hésiteront pas à plonger toute la chrétienté dans les guerres et le chaos afin que la Terre puisse devenir leur héritage.". Et c'est ce qui c'est passé. Quelques année plus tard, James Garfield (1831-1881), président des États Unis d'Amérique déclara à son tour "Celui qui contrôle le volume de la monnaie dans notre pays est maître absolu de toute l'industrie et tout le commerce... et quand vous

réalisez que le système entier est très facilement contrôlé, d'une manière ou d'une autre, par une très petite élite de puissants, vous n'aurez pas besoin qu'on vous explique comment les périodes d'inflation et de déflation apparaissent.” Il fut aussi assassiné. La lutte a pris fin en 1913 par la création de l'institution de la Réserve Fédérale américaine ou le pouvoir de création monétaire a été offert exclusivement à un cartel bancaire privé. Quand Woodrow Wilson (1856-1924) le président des États Unis de l'époque pris conscience des conséquences, il déclara “Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé, un des plus contrôlés et dominés non pas par la conviction et le vote de la majorité mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants.”

Pour comprendre comment s'est imposé ce système monétaire malsain, je prendrais l'analogie avec des vendeurs de vin dans une communauté. La population buvait de l'eau et du vin. L'utilisation du vin était limitée du fait de son prix, de ses effets indésirables et de la limitation de la production. Mais les vigneron ont fait valoir que le vin est un alcool et que l'alcool avait des effets néfastes qu'il fallait limiter. Aussi ils demandèrent d'avoir le contrôle de la production d'alcool dans la communauté. Comme les vigneron contrôlaient la production d'alcool, ils s'arrangèrent pour en avoir l'exclusivité. Ainsi, il n'était plus possible pour un producteur de pomme de vendre du cidre. Il devait vendre sa production de pomme aux vigneron pour que lui en fasse du cidre. Les vigneron se trouvèrent alors en monopole sur la production de boissons alcoolisées. Ils montèrent les prix et s'enrichirent. Ils comprirent aussi qu'ils pouvaient faire de l'alcool avec n'importe quoi : fruits, céréales, pomme de terre, ... Ils avaient ainsi la possibilité de vendre de l'alcool en très grandes quantités à des coûts de productions très bas. Mais la population savait qu'il ne fallait en consommer qu'avec modération. Alors les vigneron ont engagés des vendeurs pour promouvoir les bienfaits de l'alcool et donner envie à la population d'en consommer plus. Les vigneron ont aussi fait fasse à de l'opposition de la part de religieux, d'association de lutte contre l'alcoolisme, de médecins. Mais les vigneron avaient des moyens et ont pu acheter des leaders d'opinion, la gazette locale et surtout ils ont financé la campagne de réélection du maire. L'alcoolisme s'est installé dans la communauté. Mais il y avait une opposition réelle d'une partie de la population qui ne buvaient pas d'alcool, alors que les vigneron pouvaient leur en fournir. De plus, avec le temps, les méfaits de l'alcool devenaient de plus en plus visibles,. Ils décidèrent de passer à l'étape suivante: interdire l'eau. Cette boisson saine et gratuite devenait intolérable pour les vigneron. Il fallait convaincre tout le monde que l'eau est dangereuse. Ainsi tout le monde passerait à l'alcool. Les vigneron mirent la bactérie du choléra dans les réserves d'eau de la communauté. Beaucoup furent malade et les vigneron rappelèrent que l'alcool a des vertues désinfectantes.

Ils se proposèrent donc de n'autoriser que les boissons alcoolisées pour la consommation. Pour tenir compte des effets néfastes de l'alcool, ils proposèrent qu'on leur donne le droit exclusif de contrôler le taux d'alcool dans la boisson en fonction du taux de criminalité dans la population et des bactéries présentes dans les boissons. La problématique principale de la gestion de la communauté devient de contrôler le taux d'alcoolémie de la boisson. Boire de l'eau est strictement interdit. Car les vignerons soutiennent activement l'idée que seul un fou voulant mourir du choléra peut vouloir boire de l'eau. Les vignerons veillent à ce que les écoles enseignent cela. Les chercheurs étudient toutes les maladies qui peuvent se propager par l'eau. La population est abruti par l'alcool et la criminalité sévit. La moralité de cette histoire est que ce n'est pas parce qu'il est arrivé qu'un pays subisse des difficultés économiques qu'il faille confier le contrôle de son économie à une autorité qualifiée de compétente et indépendante. Il est possible qu'elle soit précisément la cause de ses difficultés et qu'elle abuse de sa position de contrôle. Revenons-en aux travers du prêt à intérêt, lorsque ses bénéficiaires contrôlent l'économie d'une zone monétaire. Pour pouvoir échanger, il faut emprunter et verser des intérêts à un cartel qui en décide le taux. Cela signifie que l'argent qui circule est de la dette. Donc pour que l'économie fonctionne, on doit prendre des engagements de remboursement. La majorité des acteurs économiques non financiers sont contraints à un calendrier de remboursement. On est dans une logique de soumission. Les acteurs économiques, pour pouvoir fonctionner, ont un pistolet sur la tempe: devoir rembourser ou faire faillite, mourir. Cela les oblige à faire des choix qu'ils n'auraient pas naturellement envie de faire. Pour un particulier, il s'agit d'accepter un travail pénible ou peu payé. Pour une entreprise, de licencier ou d'accepter de vendre à un prix inférieur au marché. Et l'État ne fait pas exception. On vend des participations dans des sociétés publiques, on augmente les impôts, on diminue les prestations sociales, on transfère à la finance la gestion de nos retraites... Si les acteurs ne se soumettent pas, il y a des saisies ou l'augmentation des taux d'intérêts.

Mais ce n'est pas tout. Un autre problème majeur de l'argent dette est que l'argent qui est épargné par un acteur va être manquant pour le remboursement d'une autre personne. Celle-ci va devoir s'endetter à nouveau pour rembourser le précédent prêt.

Vous devez penser maintenant que ce système est une calamité d'une grande perfidie: quoi que l'on fasse, cela est dommageable à quelqu'un. Car, même si on ne rentre pas dans ce mécanisme malsain du prêt à intérêt, il faut économiser, mais l'argent économiser manquera à ceux qui doivent rembourser. Hélas, nous nous trouvons dans une spirale infernale, qui engendre des conséquences toujours plus désastreuses. Nous ne sommes pas au bout de nos malheurs. Ils y a encore d'autres aberrations à prendre conscience.

Le problème de manque d'argent pour ceux qui empruntent est amplifié aussi, et surtout, par le principe même du taux d'intérêt. En effet, la banque crée de l'argent

en échange d'une promesse de remboursement. Mais les intérêts ne sont pas créés. Pourtant ils sont dus. Et comme tout argent est la dette de quelqu'un, il faudra prendre l'argent pour les intérêts sur la part de quelqu'un, qui a promis de rembourser, pour les donner à la banque. Et la personne à qui on a pris dans sa part, devra prendre à quelqu'un d'autre les intérêts qu'elle doit et ce qu'on lui a pris. Donc le système de l'endettement est condamné à se poursuivre et s'amplifier. Même si tout le monde remboursait ses dettes, il n'y aurait pas l'argent pour payer les intérêts. Il est donc faux de dire que l'État doit se désendetter. S'il le fait, il y aura moins d'argent en circulation et l'économie ralentirait, il y aurait plus de faillites, plus de chômage, plus de misère. Si un homme politique veut la croissance économique pour son pays, il doit favoriser les emprunts, dont ceux de l'État. Le problème est qu'il engage ses successeurs à gérer le remboursement de sa dette et de ses intérêts. Il met sa nation dans une plus grande dépendance vis-à-vis du cartel bancaire et l'enrichit. Quoiqu'on fasse c'est un problème, ce système est donc à changer.

Un gros problème de ce système de l'argent dette est qu'il implique tout le monde, car tout échange monétaire repose sur de l'argent qui a été créé en échange d'une promesse de remboursement. Mais seuls ceux qui empruntent financent ce système. Ceux qui manquent d'argent et doivent emprunter sont ainsi plus pénalisés que ceux qui ne sont pas débiteurs mais participent aux échanges sans frais. Et les créateurs de titres de dettes engrangent des fleuves d'intérêts. Ce sont ceux qui paient, qui ont aussi un échéancier, c'est-à-dire une obligation de payer à des dates précises. N'est-ce pas aussi déséquilibré que l'esclavage ou le colonialisme? Mais le système se contente-t-il d'accumuler une rente sur l'économie par la récupération d'intérêts sur l'argent dette? Oui, mais pas seulement, parce que les intérêts reçus sont à leur tour investis dans des placements concrets, qui rapportent à leur tour de nouveaux intérêts, cette fois le fruit d'une activité économique. Les sociétés les plus stratégiques sont ainsi progressivement achetées par les puissances financières. Plus le temps passe, plus les intérêts servent à prendre possession de l'industrie et plus généralement de toute l'économie. Les États, endettés sont sommés de vendre leurs actifs par le stratagème de la perte de confiance des marchés financiers. Si les États ne vendent pas leurs actifs stratégiques, le cartel bancaire monte les taux d'intérêts vis-à-vis de la dette des États, car il prendrait le risque de prêter à un acteur qui ne fait pas d'effort pour limiter sa dette. Les responsables des États endettés ne veulent pas affronter la réaction du peuple face à une augmentation des impôts pour payer les intérêts supplémentaires dus à la hausse des taux d'intérêts. Il est plus simple pour ces dirigeants de céder au cartel bancaire et de mettre sur les marchés les biens de l'État, que la finance peut racheter avec les intérêts qu'elle a obtenus des États pour la création et l'entretien de leur dette. C'est en fait un don. Ainsi, après que l'État soit passé sous le contrôle de la banque, celle-ci exige que les infrastructures lui soient remises. Une fois les services publics, rendus par ces sociétés, privatisés, la taxation de la finance s'opère alors

aussi par le prélèvement de dividendes sur les entreprises d'infrastructures et de services nationaux. En fait, il ne peut pas en être autrement dans une société qui fonctionne sur l'usure. Rappelez-vous, on peut acheter la Terre en 2164 ans. Quand la banque a obtenu le maximum de ce que peut payer l'État, il faut trouver d'autres champs d'action pour prélever l'intérêt de son capital en extension permanente.

Un autre moyen d'extension est de faire souscrire aux États en voie de développement des prêts internationaux. Le gouvernement peut être maître de sa monnaie mais il est endetté en dollars, euros ou monnaie du Fond Monétaire International (FMI). C'est ici que le témoignage de John Perkins est important. Il explique dans son livre "les confessions d'un assassin financier" son travail de justifier la construction d'infrastructures pour le développement de pays pauvres. Mais le but est d'assujettir les pays à une dette qui ne peut pas être remboursée. Permettant ainsi d'obtenir toutes les faveurs que peut proposer le pays : bases militaires, vote aux nations unies, soutien politique ou diplomatique, concessions pétrolières, minières, ou toute autre ressource naturelle.

Pour arriver à ce colonialisme moderne, John décrit un processus bien rodé. Des études économiques très approfondies sont menées pour fournir des justifications théoriques qui demandent un travail important d'évaluation et des compétences variées comme en finance, en économie, en ingénierie, en mathématiques, dont le pays ne dispose pas forcément. Ensuite, si le dirigeant n'est pas convaincu, il s'agit de le flatter ou le corrompre, lui et les personnes décisionnaires pour qu'ils acceptent. L'étape suivante est l'intimidation pouvant aller jusqu'à l'assassinat. John Perkins témoigne d'un président qui le supplie de laisser son pays tranquille et qu'il n'a aucunement besoin d'une aide étrangère. Il fut assassiné quelques temps plus tard. Enfin, si le président se maintient dans la durée, qu'il est paranoïaque, il se peut qu'il résiste aux tentatives d'assassinat et de changement de régime. L'étape finale est l'invasion militaire. Et John Perkins donne en exemple le cas de l'Irak, qui avait pour intention d'abandonner le dollar pour ses ventes de pétrole. Et on peut en effet comprendre qu'il y avait une menace pour l'empire américain. En effet, le dollar, comme nous l'avons vu précédemment est passé sous le contrôle d'un cartel bancaire privé pratiquant l'usure sous ses formes les plus développées. A ce titre, les banques de la zone dollars peuvent émettre des quantités gigantesques de dollars à partir de rien. On peut ainsi imaginer, à partir du moment où des actifs sont à vendre, que la banque utilise son pouvoir de création monétaire pour créer tout l'argent nécessaire pour s'approprier l'actif en vente. Au besoin, et selon la législation en vigueur, faire un montage financier avec des prêts qui sont garantis par la valeur de l'actif. A nouveau, on peut mieux comprendre l'exigence des créanciers de mettre en vente des entreprises et concessions nationales pour les pays endettés. Ils créent l'argent pour se les approprier. Mais l'inconvénient, c'est que cela met en circulation beaucoup de monnaie. Comme le dollar sert de monnaie d'échange internationale, beaucoup de liquidité en dollars sont nécessaires. L'Irak étant un exportateur important de pétrole, le périmètre de la zone dollar aurait réduit

et aurait donné l'exemple à de nombreux autres pays de quitter cette monnaie. Monnaie créée en surabondance pour acheter le monde et qui ne garde sa valeur que parce que les contrats d'échanges sont libellés en dollars. Avec 300\$ vous avez 5 barils de pétrole ou 1 tonne de blé. Mais s'il n'y a plus cette référence et si on a plus besoin de demander des dollars pour échanger, que vaut le dollar fabriqué à partir de rien? Si l'Irak avait abandonné le dollar, il y avait un risque de dévaloriser la monnaie dollar et ensuite limiter son utilisation, ce qui aurait réduit la taxation des intérêts bancaires lors de la création de monnaie et limiter les achats d'actifs à l'international. Le peuple américain, qui importe beaucoup, aurait vu son pouvoir d'achat s'effondrer du fait de la baisse de la valeur du dollar. Cela aurait posé beaucoup de questions et remis en cause le système en place. On peut alors logiquement imaginer que les décideurs ont jugé plus raisonnable d'assujettir l'Irak militairement et de faire un exemple. On est à une autre échelle qu'une arnaque par un usurier. Le système s'est tellement emballé, nous avons mis le doigt dans un engrenage qui fait maintenant que l'on provoque des centaines de milliers de morts, que de nombreux pays sont condamnés à la misère et d'autres à la guerre pour préserver notre système qui n'est que domination des uns sur les autres. Il ne faut pas espérer que les choses vont s'améliorer. Le système est malsain et insatiable. Il repose sur le mensonge, la dissimulation, la malhonnêteté, la corruption, l'abus de pouvoir et maintenant la violence à grande échelle. Ne pensez pas qu'il va se réformer de lui-même. Au contraire, il va faire en sorte qu'il devienne indétrônable et que nous lui soyons totalement soumis. En fait, le système devient tellement injuste qu'il va lui falloir de plus en plus de pouvoir et de contrôle pour survivre.

En voici un élément de plus. Peu de temps après l'Irak, une menace insupportable a pesé sur l'hégémonie du système bancaire mondiale. C'est la Libye de Mouammar Kadhafi. Cet homme avait réussi à transformer son pays sur le principe d'orienter ses ressources naturelles vers son peuple plutôt qu'un petit nombre qui les offrait à l'étranger. Il avait lancé les préparatifs de créer une monnaie pan-africaine, avec des institutions financières africaines qui auraient en garantie des réserves d'or et d'actifs de la Libye et alimentées par ses réserves énergétiques. Le but était de donner l'opportunité aux pays africains de se libérer de la tutelle des organismes bancaires internationaux qu'ils exercent au travers de leurs prêts à intérêt. Il faut rappeler que la Libye respectait la consigne de l'Islam de ne pas pratiquer l'usure. La perspective de voir l'Afrique suivre la trajectoire de la Libye était une opportunité extraordinaire ... pour les peuples africains. Il y avait de plus la perspective que tous les États arabes musulmans rejoignent cette monnaie non soumise à l'usure, et tous les pays musulmans ensuite. Le pétrole aurait pu échappé au dollar. Pour l'impérialisme occidental, sous le joug de la banque, cela était inacceptable. La France, l'Angleterre et les États Unis ont détruit la Libye et son système politique et ont permis l'assassinat de Mouammar Kadhafi. Il y avait un pays prospère qui a voulu aider ses voisins dans la misère. Et mon pays a été en première ligne pour le ravager et le piller. Certains lecteurs auront peut-être du mal à me croire tellement le

crime est honteux. J'espère que d'autres lecteurs trouveront le courage de témoigner aux peuples qui ont donné leur consentement pour attaquer la Libye, de sa prospérité passée, de ses initiatives pour développer les autres pays africains, des préparatifs du dinar or, des institutions financières africaines et de tous les complots qu'à subi Mouammar Kadhafi. J'espère aussi que certains témoigneront contre les torrents de mensonges et d'insanités qui ont été déversés sur cet homme, empêchant aux peuples d'Occident d'ouvrir les yeux. Puisse cette destruction servir de leçon et éveiller les consciences.

Il faut aussi voir la menace qui s'avance sur nous concernant la technologie. En effet, notre civilisation avance à grand pas vers une automatisation très importante de beaucoup de tâches de productions de biens et services. Un petit nombre de personnes sera nécessaire pour satisfaire à la production des biens et services de tous les humains. On va avoir deux voies possibles. La première possibilité est que les machines seront au service des hommes et peu d'activités contraignantes seront nécessaires. Les activités de loisirs, artistiques, touristiques, interpersonnelles et de développement personnel seront prépondérantes. L'autre possibilité est qu'un petit nombre d'individus prennent possession de ces machines à titre exclusif. La majorité de la population deviendrait alors économiquement inutile. En effet, la plupart de ce que peut produire un homme deviendrait trop cher par rapport à une machine. Par exemple, en médecine occidentale, on est très proche d'avoir un diagnostic fait entièrement par une machine qui puisse prescrire le traitement médicamenteux, ceci avec une marge d'erreur plus faible et à un meilleur coût qu'un médecin. Le choix politique est alors déterminant pour savoir si on donne la priorité à l'humain ou à la machine. Si seul, le critère économique est retenu, la profession de médecin va disparaître. Beaucoup de professions vont disparaître. Donc si un petit groupe détient les droits d'utilisation et de possession des machines, les autres sont entièrement dépendants d'eux pour survivre. Et bien, mon opinion est que la logique de l'usure veut qu'on se dirige vers un asservissement complet de la population au possédants. Il me semblerait logique qu'actuellement, les grands usuriers prennent progressivement possession des grandes entreprises de technologies et organisent leur domination sur la propriété intellectuelle. La majorité sera alors considérée et traitée comme du bétail. Mais si des pays n'acceptent pas cette logique, on trouvera alors une raison "valable" de leur faire la guerre pour les asservir. Imaginer un pays qui emprunte la première voie: un pays prospère, peu de travail contraignant, un rayonnement culturel, artistique, spirituel. Ce pays viendra aider ces voisins dans la détresse de l'asservissement total par l'usure... s'il ne s'est pas fait détruire préventivement. On en revient encore une fois à l'évidence de la nécessité d'arrêter de se faire la guerre. C'est la seule voie pour éviter l'asservissement complet et la misère de l'humanité.

Enfin pour terminer ce chapitre sur l'usure, il nous faut réfléchir sur les taux négatifs qui sont apparus, il y a quelques années au Japon et récemment en Europe. Je n'ai pas trouvé encore de réflexion profonde sur les implications de ces taux négatifs.

Aussi je vais tout de même vous soumettre mon analyse, en vous signalant bien qu'elle a un recul limité et n'a pas été confrontée à d'autres avis éclairés. Il se peut tout à fait que des événements autres, que je n'ai pas identifiés et assez différents se produisent. Je n'ai pas forcément identifié toutes les ruses de ce système profondément injuste. La solution pour changer ce système ne viendra pas de l'anticipation. Il faut comprendre la nécessité de choisir un système juste, basé sur une morale juste. C'est la meilleure garantie d'éviter des crises. Cependant, ce qui est expliqué précédemment dans ce chapitre a été bien étudié, confronté et compris. Si vous voulez comprendre par vous même et je vous y encourage, ne passer pas à côté de l'article intitulé "La création monétaire dans l'économie moderne", par Michael McLeay, Amar Radia et Ryland Thomas, qui sont des économistes du directoire des Études monétaires de la Banque d'Angleterre. Vous y trouverez décrit le fonctionnement d'une banque centrale "moderne" par ceux-là même qui y travaillent. Cette concision, transparence et complétude est suffisamment exceptionnelle pour être signalée. Mais n'attendez tout de même pas autre chose qu'une description technique de la création monétaire.

Passons donc aux taux négatifs. D'abord, il faut bien comprendre que ce n'est pas l'opposé de l'usure. L'opposé de l'usure, c'est donner ou prêter à titre gratuit de l'argent que l'on possède et sans échéancier contraignant de remboursement. Dans le système en Europe (et probablement au Japon, mais je ne le connais pas en détails), des piliers fondamentaux de l'usure sont toujours là : l'argent est fabriqué par les seuls établissements bancaires contre la promesse d'un remboursement, quelque soit le taux. Et l'argent est détruit au moment du remboursement. Il y a toujours un échéancier de remboursement contraignant. Il y a juste un paramètre qui a changé: le taux devient négatif. Il faut donc se rappeler du sens profond de l'usure : accaparer les richesses de manière exponentielle. C'est le transfert de propriété vers ceux qui ont déjà le plus de possession. Il y a un moment où il n'y a plus rien à transférer. Le système continue encore car on a remplacé la propriété pour ceux qui n'ont rien par du travail. Ce qui n'ont pas, travaillent pour ceux qui ont. C'est un système esclavagiste. La grande problématique du système est maintenant de perdurer. Les injustices deviennent maintenant trop visibles. Mais le coeur du problème est l'usure. Et nous allons voir encore une fois que le taux d'intérêt est le coeur du problème, qu'il soit positif, comme nous l'avons vu dans le début du chapitre, ou qu'il soit négatif, comme nous allons le voir maintenant. Le problème est que l'intérêt n'est pas créé. En effet, le banquier prête à un taux positif, et c'est l'argent de ce taux qui le rémunère et donc le motive à créer cet argent qu'il prête, et prendre le risque qu'il ne soit pas remboursé selon l'échéancier. Car dans ce cas, il devra faire disparaître de ses réserves l'équivalent de l'argent qui n'a pas été remboursé. D'autres emprunts qui arrivent à échéance plus tard, sont nécessaires pour rembourser et payer l'intérêt initial dans la totalité. Si le taux est positif, le débiteur doit payer l'intérêt. Si le taux est négatif, c'est le créancier qui paie avec ces réserves. Donc ce n'est pas un banquier qui prête à taux négatif. Non, ceux qui

prêtent à taux négatifs, sont ceux qui ont de grandes quantités de liquidités en leur possession ou en gestion. Donc l'argent qui est prêté à taux négatif est de l'argent qui existe déjà. Mais au global, ce prêt à taux négatif n'a pas rajouté de monnaie dans le système qui en a tant besoin. C'est juste qu'une petite partie, correspondant à l'intérêt négatif, de ce qui est accumulée et limite les échanges des autres est remise en circulation. Le reste doit être rendu selon l'échéancier aux créanciers. L'argent dû des intérêts positifs manque toujours autant. Et encore beaucoup empruntent à taux positifs. Ainsi, le manque d'argent n'est pas compensé par le taux négatif. la dette au niveau global va avoir tendance à augmenter tant qu'il reste des prêts à taux positifs. Voilà pour la théorie.

Mais comment peut-on en arriver à des taux négatifs?

Pour que le système perdure, il faut faciliter cette dette pour que ceux qui sont endettés puissent encore s'endetter pour rembourser leur précédente dette. Les États sont des exemples très visibles de ce phénomène. Pour que les États continuent à rembourser, les taux doivent baisser. Sinon ils ne sont pas en capacité de le faire et c'est la fin du système. On a vu l'exemple localisé en Grèce où l'augmentation des taxes pour rembourser la dette a contractée l'économie de 20%, ce qui rend le pays encore moins solvable. Ainsi on a facilité la création de beaucoup d'argent, par des taux qui baissent pour que les États puissent emprunter pour payer leur précédente dette et ainsi faire perdurer ce système. Mais cela a eu pour conséquence de créer des masses d'argent considérables captées par les grands possédants. Les possédants continuent de devenir plus riches et les débiteurs peuvent toujours rembourser. L'inflation est censée être un indicateur pour dire qu'il y a trop d'argent créé. Mais l'inflation est un trompe l'oeil, vous pouvez voir sur le prix des voitures des très riches que l'évolution de leur pouvoir d'achat va beaucoup plus vite que l'inflation ou que l'évolution du salaire minimum : à sa sortie en 1966 la Lamborghini Miura valait 7,7 millions de lires italiennes. En euros, qui ont pris la suite des lires italiennes, cela correspond à peu près à 85 000€ d'aujourd'hui (en 2019) en intégrant l'inflation. C'est-à-dire que pour ce prix on devrait pouvoir se payer la plus belle voiture de grand tourisme du moment. Or si on veut s'offrir aujourd'hui une Koenigsegg Jesko, il faut déboursier plus de 2,82 Millions d'euros. Et c'est l'ordre de prix des voitures de la catégorie "hypercars". Il y a un facteur de près de 40 d'écart. Soit une augmentation du pouvoir d'achat de 4000% au dessus de l'inflation. Cela ne signifie pas que l'inflation touche plus les riches et qu'il faut les plaindre. Cela signifie qu'il y a un marché pour ce type de voitures en très forte croissance car il y a une hyperclasse qui a à sa disposition des sommes d'argent considérables pour des futilités. Qu'en est-il de la voiture premier prix : en 1965, la très populaire Renault 4 coûtait 5200 francs français. Ce qui correspond, en tenant compte des inflations retenues par les banques centrales à un prix de 7000€ en 2019. Pour acquérir la voiture premier prix d'aujourd'hui du groupe Renault, il faut déboursier 3€ par jour. Oui, faites l'expérience, il n'est en effet pas évident de connaître le prix comptant à payer pour l'acquisition de ce véhicule, signe qu'il est de

plus en plus nécessaire de passer par un crédit pour les personnes désirant se procurer une voiture premier prix qui pourraient être rebutées par le montant de l'acquisition compte tenu de leur pouvoir d'achat. En cherchant un peu, on trouve un prix catalogue de 8190€ (en 2019). Elle serait un peu plus chère si elle était fabriquée en France, comme l'était la Renault 4. Soit le même ordre de grandeur que pour la Renault 4, ou le même tarif que la Renault 4L (le "deuxième" prix). Cet écart révèle aussi que quelqu'un qui avait la possibilité de s'acheter une Renault 4 pouvait rêver à s'offrir un jour une Miura, la plus belle voiture du monde et que c'était à la portée de la classe moyenne. Aujourd'hui, le rêve matérialiste est inaccessible à beaucoup. Tout ceci pour dire que trop d'argent à partir de dette a été fabriqué pour éponger des dettes, cela ne s'arrêtera jamais, car il en manque encore plus, ce qui fait qu'il y a deux échelles d'inflation qui cohabitent. Une pour l'hyperclasse qui profite de l'injustice et une pour les débiteurs. On voit ainsi la naissance d'une nouvelle aristocratie basée sur la possession de titres financiers, c'est-à-dire une ploutocratie.

Revenons aux problèmes monétaires : on a ainsi des possédants qui ont des actifs dont la valeur est fixée par ce qu'ils rapportent et/ou des réserves liquides que l'on nomme de l'argent ou de la monnaie. Leurs richesses augmentent fortement. De l'autre, on a des débiteurs qui ont signé des échéanciers les obligeant à rembourser sous la contrainte de tout perdre et de se retrouver à la rue. Enfin, il y a des États qui s'assurent que le système se maintienne. Il faut que les possessions rapportent des liquidités supplémentaires, tel est le principe d'un système usurier. Mais ce ne sont pas les grands possédants qui empruntent. Les deux leviers possible sont d'élargir la base d'emprunteurs et que ceux qui empruntent, empruntent plus. La solution nécessaire est donc une tendance générale à une baisse des taux. On pourrait espérer que le système se stabilise en se dirigeant vers des taux nul et que l'usure disparaisse. Mais ce n'est pas suffisant, car le système est allé trop loin, il ne se contente pas de prêter à intérêt, il exige des intérêts qui n'existent pas car ils n'ont pas été créés. Ce ne peut pas être stable. Nous sommes dans un système au-delà de l'usure, que l'on pourrait appeler de la super usure ou de l'hyper usure, par analogie lexicale à l'apparition d'hyper cars pour une hyper classe. Les banquiers, et seulement le cartel des banquiers, crée et détruit de l'argent selon leurs règles. Une partie importante des dettes, correspond à des intérêts devant être remboursés sans que l'argent nécessaire pour cela ait été créé. Mais il faut payer! Certains vont donner alors des biens, du travail, d'autres leur terres, d'autres leur corp, ... d'autres leur âme, ... leur enfant. Pendant combien de temps allons-nous supporter cela? Combien de temps est-ce tenable? La lucidité élémentaire d'un financier (pas nécessairement un banquier qui crée et détruit de l'argent, mais quelqu'un qui simplement gère de l'argent) veut qu'à un moment donné, il se rende compte que l'accumulation colossale de dettes ne pourra pas être remboursée dans son intégralité à moyen terme. C'est ce qu'il appelle une bulle. On peut appeler cela bulle de la dette, mais tout l'argent étant issu d'une dette, c'est une bulle de l'argent, ou

bulle du système financier. Le financier a conscience qu'elle va éclater. Il va y avoir de grosses pertes au niveau systémique. La bulle de l'argent en éclatant aura pour conséquence qu'il y aura moins d'argent en circulation. Donc avoir la garantie que dans 10 ans on aura conservé son argent, ou presque tout, peut être satisfaisant pour un financier lucide. Donc il peut le laisser sur un compte de dépôt à la banque. Mais la banque a fait beaucoup de prêts pour gagner des intérêts. Ces prêts risquent de ne pas être remboursés par les débiteurs, car au niveau systémique, il manque de l'argent pour pouvoir rembourser l'ensemble des prêts. Il est fort possible qu'en dernier recours, les pertes de la banque soient épongées par les dépôts. En France, une loi, transcription d'une directive de 2014 de l'Union Européenne, a été passée en ce sens. Fin 2015, tous les clients possesseurs d'un compte en banque ont reçu un courrier pour prévenir qu'en cas de faillite de la banque, un fond de garantie, ne couvrirait qu'à hauteur de 100 000€ les avoirs. Cela sous-entend que les dépôts des Français ne sont plus leur propriété en cas de faillite de la banque. Mais ils épongeront des promesses intenable pour masquer le pot aux roses que la banque n'avait pas l'argent qu'elle prête. Et, ce qui n'est pas dit, c'est que ce fond de garantie, en France, ne peut couvrir que 50 000 clients. Cela représente de quoi indemniser une ville de taille moyenne avec cette indemnisation partielle. Si une seule grosse banque tombe, c'est-à-dire impactant plusieurs millions d'individus, ils se peut que beaucoup d'individus perdent tout. Mais, il faut s'attendre à ce que, pour étouffer ce vol scandaleux, l'Etat donne une compensation symbolique de sa poche...obtenue par un endettement auprès d'autres banques ou en taxant les citoyens. Donc, laisser son argent dormir à la banque n'est pas sans risque. C'est même très risqué si vous avez des sommes importantes (supérieures à 100k€). De plus, la Banque Centrale Européenne tente de décourager la pratique de conserver des liquidités en imposant un taux d'intérêt négatif sur une fraction des dépôts de liquidités que possèdent chaque banque commerciale.

Une autre solution pour le gestionnaire financier est de revenir aux anciens fondamentaux : acheter de l'or. Vous verrez les cours de l'or monter à mesure que se développe des taux négatifs. Des mesures pour dissuader d'acheter de l'or ont déjà et vont être entreprises par les États. Et les stocks d'or sont limités. Une autre solution est de stocker des billets de banques. Mais il y a un coup de stockage, les risques d'incendie, de vol et les rats qui mangent le papier. Les grands trafiquants de drogues connaissent bien le problème et ce que leur coûtent le stockage d'argent en billets.

Ainsi une solution retenue est de prêter de l'argent à un débiteur fiable qui rendra l'argent, ou presque tout l'argent dans 10 ans. Et ce qu'il y a de plus fiable en Occident est l'État, car ils peuvent taxer toute la population et les acteurs économiques. Ainsi les pays les plus fiables se voient accorder des prêts à taux négatifs, Certaines grosses entreprises bénéficient aussi de ces faveurs. Cela permet pour un financier de savoir combien il va perdre. Mais attention, je rappelle que je ne pense pas que cela fasse l'objet d'une création monétaire. En effet, le

banquier, qui a le pouvoir de créer de l'argent, ne va pas le faire si lorsqu'il le fait, il doit payer des intérêts. Il n'est alors pas intéressé à le faire. Donc pour les taux négatifs, on est dans le cas de placements de liquidités qui existent déjà. Donc le problème systémique de manque de liquidité reste entier, voire pire, puisque le banquier ne prête plus à des taux négatifs ou très faibles, ce qui renforce la pénurie de liquidités. Il est probable que la banque centrale va devoir faire des rachats d'obligations, ce qui se fait par création monétaire. Ce mécanisme est appelé quantitative easing. Des banquiers moins avisés, ou dos au mur, prêtent encore à taux positifs aux débiteurs les plus risqués, car cela rapporte encore des intérêts à court terme. Mais les dettes deviennent de plus en plus risquées, les financiers appellent cela des actifs pourris, car un jour ils ne vaudront plus rien.

Un autre effet des taux négatifs est l'augmentation mécanique de certains actifs. Pour rappel, un actif est un titre dont la possession rapporte de l'argent. Ainsi une action, qui est un titre de possession d'une fraction d'une entreprise commerciale est un actif. Sa valeur est une composition de ce que possède l'entreprise et sa capacité à dégager des liquidités ou bénéfices. Donc une entreprise bien établie sur son ou ses marchés, ceux-ci étant matures, ou de premières nécessité ou stratégiques, la capacité à générer des bénéfices est assez stable ou garantie. Par exemple, la fourniture d'électricité ou d'eau potable. Contrairement à un titre financier, qui ne rapporte plus rien, l'action continue à rapporter à peu près le même montant. Donc ce titre se met à prendre beaucoup de valeur, puisqu'il rapporte. C'est ainsi que lorsque les taux d'intérêts sur les crédits baissent, les marchés d'action montent. Ainsi ceux qui possédaient des actifs voient leurs valeurs augmenter fortement. Ainsi, par les taux très faibles, ceux qui possédaient deviennent encore plus riches et les autres peuvent s'endetter plus. Les grandes multinationales prennent des valeurs stratosphériques et stratégiques. Un actif qui vaut 100 car il rapporte 5, soit un rendement de 5%, pourrait voir sa valeur passer à 1000 dans un contexte de taux nuls ou négatifs, car son rendement serait de 0,5% et si son marché était difficile et qu'il ne gagne plus que 3, il aurait tout de même un rendement de 0,3%, ce qui est toujours mieux qu'une obligation à taux négatif ou nul. On passe ainsi d'un système où le pouvoir passe de l'institution bancaire à celui qui possède ou gère des actifs.

Il est à noter qu'en apparence, les États sont intéressés à cet état de fait de payer des taux négatifs, car cela diminue leur poste budgétaire du paiement des intérêts de la dette. Cela leur permet de limiter la dureté des réformes qu'ils imposent à leur peuple pour prélever toujours plus de taxes exigées par les intérêts de la dette. Les élus peuvent paraître moins impopulaires et afficher une réussite économique, qui n'est en fait seulement d'avoir reculé le moment de la faillite, d'une part et d'autre part, d'avoir dévalué les économies de petits épargnants en comparaison des grands possédants. Dans les faits, c'est juste le moyen de faire survivre l'entité État pour faire perdurer le système usurier injuste. On a assisté en France à la vente de tous les biens communs de l'État comme les sociétés de transports, gestion de l'eau, électricité, de télécommunication, automobile, énergie, aéroports, gaz,

défense, autoroutes ... et maintenant elles prennent beaucoup de valeur et nous imposent des tarifs en hausse pour rémunérer ceux qui les possèdent. Il apparaît ainsi que de toutes les missions régaliennes de l'État, c'est-à-dire ce qui justifie son existence et son droit de recevoir des impôts, il ne reste en fait plus que deux : la sécurité et l'éducation. L'organisation des échanges, la liberté d'expression et de travail, l'accès aux biens de grandes consommation et de premières nécessité à prix raisonnable pour tous, la défense du faible, ... ont été abandonnées. Mais il ne faut pas être dupe, la sécurité que fournit l'État est aussi la force de vous contraindre à rembourser vos dettes impossible à rembourser. C'est aussi faire taire ceux qui s'opposent à ces abus et à protéger ceux qui organisent ces abus. L'éducation est aussi le moyen de faire en sorte que vous ne vous rendiez pas compte que les institutions qui ont été mises en place par nos anciens ont failli depuis à leur rôle et ne cherche qu'à survivre pour l'intérêt de ceux qui les occupent. La problématique pour le ministère de l'éducation est de faire des citoyens productifs d'une part mais docile d'autre part et que les éléments subversifs expliqués dans ce livre ne doivent pas être rencontrés et surtout pas compris. La bonne nouvelle est qu'on peut raisonnablement se poser la question à quoi sert l'État, puisqu'il fait défaut sur ces missions régaliennes. Il nous ponctionne, en particulier en France, des taxes très élevées, mais quel est l'utilité du service rendu en retour? En a-t-on réellement besoin? On peut se rappeler que citoyen est un habitant d'une cité. Ne pourrait-on pas limiter l'essentiel de la gestion de la collectivité au niveau d'une cité?

L'usure s'apprête à passer à une autre phase. De même qu'à un moment tout l'or et le métal argent n'est plus suffisant pour payer les intérêts, de même les usuriers vont s'attaquer à tout ce qu'il nous reste: les terres, les maisons, les entreprises de toutes tailles, les ressources naturelles d'un pays... tout va être progressivement investi. C'est la loi de l'exponentielle. Toujours plus. Et les faits sont là, Il vous suffit de lire le traité CETA chapitre 8, "Investissement", que l'Union Européenne a rédigé et est en train de faire ratifier (2019) à chaque parlement dans les États. C'est le plan d'invasion ou d'investissement. Nous allons regarder cela en détails au prochain chapitre.

Pour envisager une solution à court terme sur tous les problèmes de notre économie, sans tout remettre à plat, il faut agir sur la cause : les intérêts qui ne sont pas créés. Pour solder le passé, il convient d'injecter des liquidités correspondant à tous les intérêts produits par le passé et qui ne peuvent pas être remboursés. Mais pour que cela ait du sens, cet argent ne doit pas être détruit ultérieurement, ce qui ne ferait que déplacer le problème. Donc les Quantitative Easings des banques centrales ne peuvent pas être qualifiés de solution. Je suggère que chaque habitant d'une zone monétaire donnée, reçoive mensuellement un quantité de liquidité jusqu'à ce que l'argent ainsi créé puisse compenser les intérêts dus mais non créés. Ceci n'est pas de la démagogie, mais une nécessité pour que tout le monde puisse rembourser ses dettes. Pour éviter une inflation galopante, on ne peut pas créer de manière permanente les intérêts. Il faut donc n'autoriser que des prêts à taux nuls

pour les nouveaux prêts. Si certains estiment que l'usure ne doit tout de même pas être interdite et qu'on peut autoriser des taux d'intérêt non nuls, il faut réformer le système monétaire dans son essence tout de même. Il faut que celui qui prête, prête réellement de l'argent qu'il possède. Il faut que l'argent soit préexistant à la dette. Restera à définir où sont pris les intérêts. Et pour une solution saine, cela doit reposer sur l'honnêteté et donc sans taux d'intérêt. Il faudra aussi que la monnaie soit créée et disponible dans la quantité adaptée au volume d'échanges de la zone monétaire.

Mais cela est dans le cadre d'une solution à plus long terme. Et, prenez bien conscience que quelque soit la solution et son terme, elle ne peut pas être prise par un ou des représentants du peuple dans le carcan légal actuel. En effet, cela dépend du ressort de la banque centrale. Ainsi, ni en zone euro, ni en zone dollar, ni en zone livre sterling, ni en zone yen, un processus démocratique ne peut mettre en oeuvre cette solution, Car dans toutes ces zones, la banque centrale est indépendante du contrôle démocratique. Et c'est cela que l'on appelle pourtant démocratie. Et c'est au nom de cette démocratie que ces mêmes zones monétaires font des guerres. Comprenez vous encore le mobile d'une guerre démocratique?

Pour conclure cette réflexion sur le prêt à intérêt, je vous invite à limiter votre appétit pour l'argent, car on vous contrôle par cela. Vous pouvez, en outre, refuser de l'argent qui ne correspond pas à un travail réel de votre part car cet argent corrompt votre jugement et votre humanité. Soyez conscient qu'avec ce système monétaire super-usurier, seule la force permet qu'on fonctionne avec plus de dettes que d'argent. Sans la force militaire, ce système injuste ne pourra pas perdurer. Offrez à vous, vos frères et soeurs, vos connaissances et le monde en général, la plus grande des richesses: la paix. Une fois la paix sur Terre, la super usure apparaîtra comme incongrue, elle n'aura plus l'usage de la force pour se maintenir et disparaîtra. Surtout n'invertissons pas les choses. Forcer la suppression de la super usure utiliserait la violence et n'amènera jamais la paix. Les super usuriers ne lâcheront pas une telle position de pouvoir. Un conflit leur donnerait l'opportunité de perdurer. Le chemin est aussi important que la destination. La fin ne justifie pas tous les moyens, contrairement à ce que l'industrie du divertissement nous martèle. Si vous voulez agir pour que cette manière de fonctionnement change, réfléchissez à ce que vous voulez entreprendre. Un bon joueur d'échec pense plusieurs coups à l'avance. Voyez les pièces que possède votre adversaire: l'immoralité, le mensonge, la corruption, la violence, la guerre. Toutes se protègent les unes les autres, et en dernier recours la guerre est la pièce maîtresse, le roi et la reine en même temps. Car, vous pouvez obtenir toutes les victoires sur le plan moral, quand vous croirez la victoire finale proche, une bonne guerre viendra tout chambouler et mettre le chaos. Si vous êtes raisonnables, vous avez certaines limites que vous ne franchirez pas. Eux, n'en ont pas. Ils gagneront. Et comme l'histoire est écrite par les vainqueurs, c'est eux qui expliqueront qu'ils sont le salut du monde et à quel point vos positions sont malsaines. Vous n'aurez pas l'opportunité de dire autre chose et il est même

peu probable qu'ils vous laisse la vie. Donc mon conseil avant tout est d'assurer vos arrières tout en faisant tomber ceux de la super usure. Assurer la Paix, menez des initiatives pour que les guerres ne soient plus possibles. Ensuite vous pourrez vous faire face aux autres pièces du jeu: l'immoralité, le mensonge, la corruption, la violence. Quand une pièce prendra conscience qu'elle n'a plus son soutien fiable, elle perdra de son assurance, elle comprendra qu'il faudra assumer les conséquences de ses actes et elle finira par abandonner. Ceci mettra une autre pièce sans protection, qui, à son tour se résignera. Bien sûr, si vous faites vraiment quelque chose d'utile pour la paix, toutes les pièces vous attaqueront, car vous vous en prenez au coeur du système, mais elles ne pourront le faire qu'avec modération si vous restez en paix, pour la paix. Car la paix est le vœux le plus partagé par le reste de l'humanité. Les super usuriers ne l'ignorent pas et ne peuvent pas s'opposer ouvertement et directement à la paix, sinon, tous les pions du jeu feraient front commun avec vous contre eux. Ils seraient alors très vite chassés du jeu. Soyez la paix.

Plus vous serez déterminé à prendre le temps nécessaire pour y arriver, plus cela se concrétisera vite.

Mais, pour cela, il me faut d'autres chapitres pour vous donner quelques éléments pour ne pas vous faire égarer par un système malsain qui a déjà réussi à faire croire à sa "normalité", et même sa "modernité" à presque toute l'humanité.

Pour conclure, des technologies de grandes puissances sont sous le contrôle ou l'influence de groupes d'intérêts qu'aucune éthique morale n'a freinés. Ces gens peuvent et vont un jour déclencher une catastrophe planétaire. La question n'est pas de savoir si cela sera volontaire ou conscient, mais de se rendre compte que c'est inévitable. Si vous laissez jouer des enfants avec une arme chargée, c'est inévitable qu'un jour il y aura un accident grave. Une fois la prise de conscience du péril que représentent ces groupes d'intérêts, pour se libérer de leur influence et de leur contrôle, le moyen est de les priver de la force brute et du chaos. Comprenez-vous que le moyen et la conséquence sont les mêmes? Le chemin et la destination sont les mêmes. Comprenez-vous que la paix est un un besoin et une nécessité? Mais la vraie question où tout va se jouer est: combien sommes nous à le penser?

Chapitre 4: Le CETA ou AECG

Ce chapitre est un peu fastidieux, car je ne vais pas vous apprendre beaucoup de choses et je vais vous citer des phrases rébarbatives sur la forme, et indécentes sur le fond. Elles sont extraites du traité européen CETA. Un conseil de lecture que je vous suggère est de survoler ou de tout simplement sauter les citations du CETA dans un premier temps, car le contenu est résumé avant ou après. Vous pouvez vous contenter de revenir sur la citation si mon résumé vous semble invraisemblable et que voulez le lire de vos propres yeux.

Mais ce chapitre à son importance. Dans le chapitre précédent, je vous ai expliqué pourquoi notre système basé sur le prêt à taux d'intérêt était amoral et malsain. Ce peut être difficile à appréhender pour certaines personnes, et, pour beaucoup, cela reste une abstraction. A savoir, qu'ils peuvent entendre que notre système économique a des fondements malsains, mais ce ne sont que des raisonnements, peut-être spéculatifs. Il faut aussi s'assurer que cela est en correspondance avec ce que nous vivons, donc que cela soit une réalité. Et bien dans ce chapitre, vous pourrez constater que la gangrène est réelle, visible et a atteint la constitution de l'Union Européenne et du Canada. Et qui est en passe de s'étendre à d'autres zones avec la préparation de traités de libre échange entre l'Union Européenne et ces zones. Ainsi, la principale chose que vous allez apprendre c'est que le projet politique de l'Union Européenne est un gros mensonge qui instaure dans la réalité une dictature financière qui prive les peuples de toute justice. Si cela est déjà évident pour vous, vous pouvez passer au chapitre suivant et y revenir ultérieurement, quand vous aurez l'esprit plus léger. Mais beaucoup de Français ne comprennent pas que les Britanniques aient décidé de quitter l'Union Européenne. Certains, estiment même que la question de l'Europe ne se discute pas, et cela a pour conséquence d'accepter n'importe quoi. Ils pensent qu'être seul en dehors de l'Union Européenne, c'est s'exposer à de grandes difficultés face au reste du monde. Peut-être, mais il faut comparer à ce à quoi les citoyens de l'Union Européenne sont maintenant exposés. Ce que certains "pessimistes" supposaient, peut maintenant se lire noir sur blanc dans le traité CETA. Si vous ne réagissez pas à tout ce qui a été exposé précédemment dans cet ouvrage, la vie va devenir de plus en plus pénible et notre civilisation s'éteindra dans quelques temps. Et si, dans ce futur, plus tard des archéologues ou des gens venus d'ailleurs trouvent ce texte constitutionnel, ils comprendront que ce n'est pas un astéroïde qui a mis fin à notre civilisation mais notre conscience morale: une civilisation a choisi de s'organiser selon la prédation, l'injustice et la duperie. Comme nous comprenons, ou comprenions, que Sodome et Gomorrhe étaient condamnées à disparaître étant données leurs moeurs.

L'Accord économique et commercial global (AEGC) entre l'Union européenne et le Canada ou *Comprehensive Economic and Trade Agreement* (CETA), est un traité constitutionnel européen. Voilà comment l'Union Européenne le présente : "Il facilitera l'exportation de biens et de services, ce qui profitera aux citoyens et aux entreprises, dans l'UE comme au Canada. ". Pourtant, une décision administrative de baisser les taux de douane serait suffisante pour atteindre cet objectif. Mais, il semble nécessaire d'avoir un traité de 1057 pages pour faire cela. N'est-ce pas un peu suspect? L'Union Européenne veut le libre échange partout. C'est son essence. Mais derrière ces mots, il y a la signification que le plus fort doit avoir la liberté absolue d'agir à sa guise. Il doit pouvoir imposer ses choix sans contestation possible. Les victimes ou même la majorité de la population ne doivent pas pouvoir lui faire obstacle. Et c'est ce qui est écrit dans le texte, Chapitre 8: Investissement. Voyons concrètement ce que dit ce texte fastidieux:

Au début du texte, il est expliqué qu'une "Partie" désigne le Canada ou l'Union Européenne ou ses États membres.

L'article "8.4 Accès au marchés", décrète que l'investisseur doit pouvoir acheter partout où il le souhaite dans la quantité qu'il le souhaite et que rien ne doit s'y opposer. Mais ce n'est pas exprimé de cette manière ou le sens est évident. Les rédacteurs du CETA préfèrent utiliser une logique inversée: il y a tout ce qu'une Partie ne peut pas faire pour que le sens n'apparaisse pas évident. Ce n'est donc pas très agréable à lire. La responsabilité en incombe aux auteurs du CETA, mais je tiens à ce que vous constatiez par vous même :

"1. Une Partie n'adopte ni ne maintient, en ce qui concerne l'accès aux marchés par l'établissement d'un investisseur de l'autre Partie, que ce soit à l'échelle de l'ensemble de son territoire ou à l'échelle du territoire d'un gouvernement au niveau national, provincial, territorial, régional ou local, de mesure qui, selon le cas:

- a) impose des limitations concernant:
- i) le nombre d'entreprises pouvant mener une activité économique spécifique, que ce soit sous la forme de contingents numériques, de monopoles, de fournisseurs exclusifs ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques,
 - ii) la valeur totale des transactions ou des actifs, sous la forme de contingents numériques ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques,
 - iii) le nombre total d'opérations ou la quantité totale produite, exprimées en unités numériques déterminées, sous la forme de contingents ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques,
 - iv) la participation de capital étranger, exprimée sous la forme d'une limite maximale en pourcentage de la détention d'actions par des étrangers, ou concernant la valeur totale des investissements étrangers particuliers ou des investissements étrangers globaux, ou
 - v) le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur particulier ou qu'une entreprise peut employer, et qui sont nécessaires pour la réalisation d'une activité économique et s'en occupent directement, sous la forme de contingents numériques ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques;
- b) restreint ou prescrit des types spécifiques d'entité juridique ou de coentreprise par l'intermédiaire desquels une entreprise peut mener une activité économique.

“

Vous voyez, ce n'est pas agréable, mais les auteurs peuvent-ils exprimer clairement leur intentions profondes? “Je veux tout, partout, tout le temps” est honnête, mais ce n'est pas politiquement correct. Il faut donc trouver un moyen d'obfusquer le contenu en le rendant rébarbatif pour dissuader d'avoir l'envie de le comprendre. Des

orateurs “éclairés” sont là pour nous rassurer et nous dire ce qui est important. C’est tellement plus confortable. Et bien non, je vais vous ennuyer un peu en vous citant ce texte pour vous faire prendre conscience des énormités qui y sont.

Ainsi cet article 8.4 entérine qu’un pays, une nation, un État est réduit à un super marché libre d’accès à l’investisseur par le seul fait qu’il soit investisseur. Sur quelle base morale peut-on affirmer cela? Pourtant, un pays a une histoire, une culture, des croyances, des légendes, des épopées, des choix, des religions et des personnes qui font qu’il est unique et qu’il y a des us et coutumes qu’il convient de respecter, surtout lorsque l’on vient de l’étranger. On peut aussi comprendre que certaines professions, communautés, groupes, régions, soient protégées ou privilégiés dans le cadre de la cohésion et de la solidarité nationale. On pourrait appeler cela la politesse élémentaire. Si on veut accéder aux ressources de chez quelqu’un d’autre, dans un monde civilisé, il convient de demander son accord. Si le résident décline la demande, on s’excuse d’avoir dérangé. Et s’il accepte d’offrir son emplacement, on le remercie de donner cette opportunité de s’enrichir et on peut entamer des négociations pour savoir comment seront partagés les bénéfices.

Si vous ne le comprenez pas, je vais prendre la métaphore d’une famille et son logement. Dans le cadre d’un accord de jumelage d’une ville A avec une ville B étrangère, il a été convenue que les personnels administratifs de la ville A pourraient débarquer dans tous les logements des familles de la ville B comme s’il étaient à l’hôtel. Tous les logements et ce qu’il y a à l’intérieur leur devant être accessibles. Et réciproquement, tous les administratifs de la ville B pourraient accéder aux logements de la ville A et en disposer à leur convenance au même titre que les familles qui y résident. Vous trouvez toujours cela normal? Ce n’est pas parce qu’il y a une réciprocité entre les administratifs de la ville A et ceux de la ville B, que l’accord est juste. En effet, il y a une énorme injustice des administratifs sur tout le reste de la population.

Regardons la suite, que dit l’article 8.5: “Prescriptions de résultats”? Il y est décrété que les produits ou services issus des investissements doivent pouvoir être indépendants de toute contrainte locale. On ne peut pas demander par exemple d’utiliser les fournisseurs locaux, même en partie. Voici le texte :

“1. Une Partie n'impose ni n'applique les prescriptions suivantes, et ne fait exécuter aucun engagement, en ce qui concerne l'établissement, l'acquisition, l'expansion, la direction, l'exploitation et la gestion de tout investissement sur son territoire:

- a) exporter une quantité ou un pourcentage donnés d'une marchandise ou d'un service;
- b) atteindre une teneur ou un pourcentage donnés en éléments d'origine nationale;

- c) acheter, utiliser ou privilégier une marchandise produite ou un service fourni sur son territoire, ou acheter une marchandise ou un service auprès de personnes physiques ou d'entreprises sur son territoire;
- d) lier le volume ou la valeur des importations au volume ou à la valeur des exportations ou au montant des entrées de devises associées à cet investissement;
- e) restreindre, sur son territoire, les ventes d'une marchandise produite ou d'un service fourni par l'investissement en liant ces ventes au volume ou à la valeur de ses exportations ou recettes en devises;
- f) transférer une technologie, un procédé de fabrication ou un autre savoir-faire exclusif à une personne physique ou à une entreprise sur son territoire;
- g) fournir exclusivement à partir du territoire de la Partie une marchandise produite ou un service fourni par l'investissement à un marché régional ou mondial spécifique.

“

Ainsi, pour reprendre la métaphore sur la famille, l'administratif de l'autre ville, que l'on nommera par la suite l'intru, pourrait exiger de manger sur une table d'une hauteur différente qu'il amènerait de sa ville. Il pourrait exiger de manger au milieu de la nuit. Il pourrait aussi inviter des collègues qui ont une conversation plus intéressante que les hôtes qui ne font pas l'effort de parler sa langue. Mais si les hôtes veulent recevoir des invités, il faut que l'intru accepte car vous ne pouvez pas lui imposer la compagnie de quelqu'un qu'il ne veut pas.

Peut-être vous commencez à ne pas trouver cela équilibré.

Le même article continue en précisant qu'on ne peut absolument rien exiger d'un investisseur, même en l'échange d'une contrepartie. Voici leur formulation :

“2. Une Partie ne subordonne pas l'octroi ou le maintien d'un avantage, en ce qui concerne l'établissement, l'acquisition, l'expansion, la gestion, la direction ou l'exploitation de tout investissement sur son territoire, au respect de l'une des prescriptions suivantes:

- a) atteindre une teneur ou un pourcentage donnés en éléments d'origine nationale;

- b) acheter, utiliser ou privilégier une marchandise produite sur son territoire, ou acheter une marchandise auprès d'un producteur sur son territoire;
- c) lier le volume ou la valeur des importations au volume ou à la valeur des exportations ou au montant des entrées de devises associées à cet investissement;
- d) restreindre, sur son territoire, les ventes d'une marchandise produite ou d'un service fourni par l'investissement en liant ces ventes au volume ou à la valeur de ses exportations ou recettes en devises.

“

Une collectivité peut donner des aides, c'est bien, mais elle doit se limiter à donner et éventuellement demander, mais il est clair que cela reste au bon vouloir et à la discrétion de l'investisseur.

Pour continuer la métaphore de la famille, l'intru voit d'un bon oeil qu'on lui donne de l'argent pour qu'il tolère des convives que ses hôtes aimeraient recevoir. Mais il leur donne sa réponse qu'une fois l'argent reçu. Et en aucun cas un refus n'implique qu'il rende l'argent. Dans cet esprit, en réponse à la demande d'avoir des convives, l'intru accepte de recevoir de l'argent pour en sélectionner (§3). Il apparaît clairement qu'on a affaire à une relation despotique où tout est à sens unique.

Vous vous demandez peut-être pourquoi j'insiste aussi lourdement sur ce traité. Mais c'est tout simplement parce que c'est notre constitution. Tout ce qui est décrit dedans a une valeur supérieure à tout loi qui pourrait ensuite être passée. Il me semble nécessaire que vous ayez conscience de la gravité et de l'importance de ce texte.

Poursuivons avec l'article 8.6 Traitement national. Il y est exigé que l'investisseur étranger doit être favorisé ou au moins bénéficié du même traitement par rapport à des acteurs locaux. Je vous laisse le vérifier :

“

1. Chaque Partie accorde à un investisseur de l'autre Partie et à un investissement visé un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des situations similaires, à ses propres investisseurs et à leurs investissements en ce qui concerne l'établissement, l'acquisition, l'expansion, la direction, l'exploitation, la gestion, le maintien, l'utilisation, la jouissance ainsi que la vente ou la disposition de leurs investissements sur son territoire.

”

Pour dire les choses explicitement, l'investisseur étranger doit avoir la meilleure part. Aucune raison n'est évoqué pour justifier une telle injustice. On peut donc faire quelques suppositions. Peut-être est-ce une compensation ou une vengeance du fait qu'avant, les acteurs historiques et locaux étaient privilégiés : ce que l'on appelait la préférence nationale? On peut voir aussi l'idée que celui qui est faible chez lui doit se retrouver avec des conditions plus dures que celui qui est fort et peut venir investir ses excédents ailleurs. Il est à noter que cela est dans la même moralité que l'idée que celui qui aura du mal à rembourser une dette paiera plus d'intérêts et sera donc encore plus en difficultés. N'est-ce pas une légalisation de la loi de la jungle? La part du lion doit être la plus grosse?

Si on reprend la métaphore du foyer familial, l'intru peut alors réclamer ce qu'il y a de mieux dans la maison. La chambre des hôtes par exemple. Ou même la place dans le lit avec la femme. N'est-on pas dans le cadre d'un abus grossier?

Une réaction normale serait de remettre à sa place l'intru. C'est-à-dire le mettre dehors, en employant la force si nécessaire. On comprend alors l'article suivant "8.10 Traitement des investisseurs et des investissements visés" qui demande la protection des investisseurs:

“

1. Chaque Partie accorde, sur son territoire, aux investissements visés de l'autre Partie et aux investisseurs en ce qui concerne leurs investissements visés, un traitement juste et équitable ainsi qu'une protection et une sécurité intégrales

”

Pourquoi est-il nécessaire d'écrire une telle évidence? L'évidence que nous sommes dans un État de droit où tout le monde a le droit à la protection? Pourquoi ne pas inclure aussi les touristes? Il semble nécessaire d'accorder un statut particulier à l'investisseur. Comme si, de par son action, il peut susciter des réactions qui le mettrait en danger. Peut-être, faut-il suggérer à l'investisseur de respecter ses hôtes et de faire en sorte qu'ils y trouvent aussi leur intérêt à sa présence et son action. Il aurait été plus équilibré de mettre des devoirs à l'investisseur plutôt que de le laisser piller et devoir le protéger. On peut parler de colonialisme financier. Il faut bien se rendre compte que l'investisseur, dans ce traité, est différent du reste des acteurs de la nation. Et cette différence est la supériorité. N'est-ce pas contraire à l'esprit de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, pourtant citée en préambule de ce traité, ainsi qu'à la constitution française?

Avec de telles dispositions, il est inévitable que des différents vont surgir. Ainsi, il est tout aussi important pour les rédacteurs de ce texte que les exigences demandées aux États pour les investisseurs soient arbitrées dans le sens des précédents articles. C'est-à-dire au détriment de toutes les autres exigences en matière de protection du faible, d'équité, de solidarité ou toute autre valeur humaniste. Ce

déséquilibre flagrant et immoral, se retrouve dans le fonctionnement de l'arbitrage. Ainsi les tribunaux de justice, qui pourraient intégrer d'autres exigences que celles du retour sur investissement, ne pourront pas être saisis, ou seront placés à un niveau inférieur.

On constate encore le déséquilibre car seul, l'investisseur peut déposer plainte.

C'est à l'article 8.18 "Règlement des différends relatifs aux investissements entre investisseurs et États" section "Champ d'application" :

"1. un investisseur d'une Partie peut déposer devant le Tribunal institué en vertu de la présente section une plainte selon laquelle l'autre Partie a violé une obligation prévue "

Une telle grossièreté est en fait nécessaire car dans ce texte, il n'existe pas de devoir ou d'obligation de la part de l'investisseur. Donc personne ne peut lui demander des comptes. Donner la possibilité de porter plainte contre un investisseur sous entendrait que l'investisseur a des devoirs, même s'il ne sont pas listés dans ce texte. Ainsi, par la forme d'arbitrage choisie, vous constatez une fois de plus que l'investisseur international est un statut à part qui n'a que des droits et aucun devoirs.

Ainsi pour reprendre la métaphore du foyer familial, l'intru peut porter plainte si l'hôte ne veut pas laisser sa place dans le lit conjugal, mais l'hôte ne peut pas contester une telle exigence. Et s'il n'accepte pas, il sera condamné et devra laisser sa place dans le lit conjugal.

L'article suivant 8.19 "Consultation" ne manque pas d'ironie, car il invite les parties impliquées dans le différend à trouver un accord à l'amiable.

"1. Dans la mesure du possible, un différend devrait être réglé à l'amiable. Un tel règlement peut être convenu à tout moment,"

La partie qui est attaquée n'a rien à négocier puisqu'elle n'a aucun droit sur l'investisseur mais que des devoirs envers lui. Ne pas se soumettre à l'investisseur dans de telles conditions n'est pas raisonnable. Car le texte a été rédigé pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés possibles. Ainsi, le texte annonce la couleur de ce qui se passera si la victime ne se soumet pas. Il est dans l'intérêt de la victime de ne pas contester l'ordre établi par ce traité.

Voyons donc qui va arbitrer : Dans l'article 8.27 "Constitution du tribunal", il est explicité que les membres du tribunal doivent être spécialistes du droit international et si possible, spécialistes en investissement international:

"4. Les membres du Tribunal possèdent les qualifications requises dans leurs pays respectifs pour la nomination à des fonctions judiciaires, ou sont des juristes possédant des compétences reconnues. Ils auront fait la preuve de leurs connaissances spécialisées en droit international public. Il est souhaitable qu'ils possèdent des connaissances spécialisées plus particulièrement dans les domaines du droit de l'investissement international, du droit commercial international et du règlement des différends découlant d'accords internationaux en matière d'investissement ou d'accords commerciaux internationaux."

Cela signifie que les arbitrages qui sont jugés par ce tribunal sont rendus par des personnes dont le métier est de s'assurer que la lettre de la loi est appliquée et en aucun cas l'esprit de la loi ou la justice. D'autre part, pour être spécialistes reconnus en droit et investissements internationaux, cela implique que ces juges soient des employés passés, présents et probablement futurs d'investisseurs internationaux ou des gens travaillant en étroites collaborations avec des investisseurs internationaux. Maintenant, revenons au témoignage de John Perkins, dans son livre autobiographique "Confession d'un assassin financier". Il officiait pour le compte d'investisseurs internationaux à convaincre les dirigeants de pays de la nécessité de s'endetter pour développer des investissements internationaux. Il a donc les compétences souhaitées pour être juge de ce tribunal, d'autant plus qu'il travaillait dans des cours de justice en tant qu'expert payé pour argumenter des bienfaits de certains investissements comme des centrales nucléaires et de minimiser leurs impacts négatifs. Sa conscience lui a rappelé à témoigner qu'il était un assassin financier. Mais il l'a fait après sa carrière. Combien parmi les juges ont, ou auront, la conscience éveillée à la réalité de leurs actions. La caste de ceux qui peuvent porter plainte est aussi la même ou a le contrôle sur celle qui peut juger. Cela n'a rien à voir avec de la Justice. C'est probablement pour cela que ce mot n'est pas associé à ce tribunal. Si vous avez encore un doute sur le déséquilibre de cette instance d'arbitrage, il est écrit dans l'article 8.30 "Règles d'éthique" qu'un juge ne doit pas être lié à un gouvernement.

"1. Les membres du Tribunal sont indépendants. Ils n'ont d'attache avec aucun gouvernement" Ainsi les juges sont nécessairement de mêche avec les investisseurs qui n'ont que des droits d'une part, et aucun lien avec un gouvernement qui lui endosse les devoirs et obligations, d'autre part. Voilà donc l'éthique des rédacteurs de ce texte : la domination totale de possédants excédentaires apatrides sur tout autre acteur de la nation. Mais il ne suffit pas d'écrire le mot éthique pour qu'une chose soit morale ou juste.

Ainsi, dans le cadre de notre métaphore d'un foyer familial investi par un intru, l'homme qui refuserait sa place dans le lit conjugal, serait invité à négocier avec l'intru. Car, s'il persiste à s'opposer à l'intru, il serait jugé par un tribunal composé d'expert en intrusion et domination, c'est-à-dire des violeurs et des proxénètes. Oui, c'est écrit dans la convention que les 2 villes ont signées. Mais pour que cette métaphore reste cohérente, il convient d'ajouter que cette convention avait été rédigée et proposée par la mafia, qui a aussi massivement pénétrée l'administration des 2 villes.

Il ne peut pas avoir de recours par un gouvernement au niveau international, sauf si c'est pour faire appliquer la décision du tribunal d'arbitrage. C'est l'article 8.42 "Rôle des parties"

"1. Une Partie n'introduit pas de recours au niveau international relativement à une plainte déposée en vertu de l'article 8.23, à moins que l'autre Partie ne se soit pas conformée à la sentence rendue dans ce différend."

Ainsi ce tribunal est le plus haut pouvoir de décision.

Passons maintenant à un point stratégique : l'article 8.29 "Création d'un tribunal multilatéral des investissements et d'un mécanisme d'appel connexe". Il est ainsi dit rapidement et explicitement que le tribunal d'arbitrage, la plus haute autorité décisionnaire concernant les investissements, doit transmettre sa compétence à un organisme tiers dont on ne sait juste qu'il sera international et qu'il impliquera d'autres acteurs...

"Les Parties s'emploient à créer, de concert avec d'autres partenaires commerciaux, un tribunal multilatéral des investissements et un mécanisme d'appel connexe aux fins du règlement des différends relatifs aux investissements. Dès la création d'un tel mécanisme multilatéral, le Comité mixte de l'AECG adopte une décision établissant que les différends relatifs aux investissements relevant de la présente section seront tranchés dans le cadre du mécanisme multilatéral, et prend les dispositions transitoires appropriées."

Cette article est révélateur de qui va diriger les investissements dans l'Union Européenne et au Canada. Comme nous l'avons vu, ce ne sont pas les gouvernements du Canada ni de l'Union Européenne, mais des investisseurs internationaux. Cela donne ainsi le cadre juridique pour que la multinationale ou les investisseurs internationaux puissent investir l'Europe et le Canada. Il y a un transfert de souveraineté vers ... un structure opaque sans obligations, qui ne dépendant pas d'une nation à laquelle des comptes pourraient être demandés. Le rêve ou le but de l'Union Européenne est maintenant concrétiser : le paradi pour que des assassins financiers opèrent en toute légalité, ou l'établissement d'une gigantesque colonie à investir pour les envahisseurs financiers. Ou est la protection de l'Union Européenne face aux autres acteurs hostiles du monde? La réalité, c'est qu'elle nous livre à eux pieds et poings liés.

Une conjecture que l'on peut faire est la suivante: pendant que la banque Centrale Européenne "indépendante" organise la pénurie de liquidités dans la zone euro, les autres institutions (la commission, le parlement, le conseil) font passer ce traité pour donner carte blanche aux investisseurs que nos représentants supplieront de venir pour amener du travail et des liquidités fabriquées sans limites dans la zone dollars. L'Europe est ainsi à l'aube d'une colonisation qu'elle n'avait pas subit depuis l'empire romain.

Maintenant, je souhaiterais attirer votre attention sur l'article 1.9 "Droits et obligations relatifs à l'eau". Il est explicitement spécifié que l'on ne peut pas considérer l'eau comme un bien ou une marchandise comme les autres. Les États ont le droit de la préserver: Voici la formulation du traité:

"1. Les Parties reconnaissent que l'eau dans son état naturel, y compris l'eau des lacs, rivières et fleuves, réservoirs, aquifères et bassins d'eau, ne constitue pas une marchandise ou un produit. "

Il y est décrit ainsi une limite à la marchandisation généralisée.

Que pensez de cet article connaissant le Chapitre 8 "Investissement"? Faut-il être soulagé que notre pays ne pourra pas être transformé en Sahara par l'avidité de certains? Faut-il être rassuré que d'autres ont eu le courage de mettre une limite à la toute puissance des investisseurs internationaux? Ou faut-il voir que la limite est écrite et donc tout le reste est permis?

Reprenons une dernière fois notre métaphore, la convention entre les villes A et B stipule que l'intrus doit respecter la vie des hôtes. Si un homme empêche l'intrus de tuer sa femme, celui-ci, et seulement celui-ci, c'est-à-dire le meurtrier, pourra porter plainte, mais il sera débouté si le tribunal composé de violeurs et proxénètes reconnaît qu'il a bien dépassé les limites fixées par la convention. Il aura alors en pénalité à payer le salaire du juge. Si l'intrus s'est contenté de violer la femme, l'intrus sera reconnu dans son bon droit et les hôtes condamnés à indemniser l'intrus violeur et le juge.

J'espère avoir attiré votre attention sur la grossièreté de ce traité. J'espère que la métaphore met bien en lumière l'excès d'énergie masculine dans ce traité, qui se manifeste par une domination en droit de certains sur d'autres juste parce qu'ils sont plus forts, ou plutôt plus rusés ou plus riches. Équilibrer ces énergies avec des énergies féminines pourrait avoir un élan et un soutien universel.

Il faut prendre conscience que ce traité a valeur de constitution. Il sera très difficile de le révoquer, car il faudra une unanimité des pays. De plus, il nous lie avec un partenaire extérieur. De ce fait, on ne peut pas le dénoncer avec effet immédiat. Il a une persistance de 20 ans (Article 30.9 du CETA : "les dispositions du chapitre Huit (Investissement) restent en vigueur pendant une durée de 20 ans après la date d'extinction du présent accord, en ce qui concerne les investissements effectués avant cette date"). Si vous lisez le traité de fonctionnement de l'Union Européenne, vous observerez que tout est conditionné aux traités présents et futurs. Le CETA est d'ailleurs rédigé dans l'esprit d'une constitution avec la rédaction d'un préambule qui est normalement censé donner le contexte et l'esprit du texte. Comme j'ai pris la peine de le parcourir, et à la lumière des explications précédentes, voici un préambule qui reflète plus sincèrement le contexte et l'esprit de ce texte constituant:
Proposition de préambule :

" Nous, la caste des avides apatrides, en vue d'établir notre domination totale, avons soufflé à vos représentants ce texte fondateur où nous n'avons que des droits. Pour faire adopter ce texte et vous dissuader de le lire, nous avons noyé d'informations administratives l'élément essentiel : notre traitement et celui de nos investissements. Le traitement des rois et la part du lion. Nous avons pris soin de lister tous les artifices de lois qui ont fait obstacle à notre prédation par le passé partout dans le monde. Vous n'aurez pas le droit de les utiliser. Comme certains d'entre vous autres comprendrez que nous abusons de notre liberté, nous avons mis en place un mécanisme d'arbitrage, assurant que ce texte qui nous donne tous les droits, soit respecté à la lettre. Vous n'avez que ce que vous méritez."

Fin de la proposition de préambule.

Je suis conscient qu'il y a du cynisme dans cette proposition, mais c'est ce que je ressens en lisant le chapitre 8, d'une part, et la surabondance de détails administratifs qui n'ont rien à faire à côtés d'éléments constitutifs.

Ce texte a été rédigé et validé par l'Union Européenne, dont vos représentants élus au parlement européen, mais aussi validé par le parlement français et approuvé par le conseil constitutionnel de la France, dont le rôle est de garantir le respect de la constitution et la souveraineté de la France. Ce dernier n'a rien trouvé à y redire!?! Pourtant, voici un point de vue très différent, et qui met en évidence des questions de fond sur cette évolution constitutionnelle. Comme cela a été exposé au chapitre précédent, le prêt à taux d'intérêt est un mécanisme de transfert permanent des richesses vers les possédants prêteurs, quand les richesses ne sont plus suffisamment accessibles, l'emprunteur ne peut plus rembourser dans des conditions normales et doit se soumettre à des choses qu'il n'aurait pas fait sinon. Comme accepter un travail sous payé. Car il est redevable au possédant. Il finit par devenir son esclave. Ce que fait le libre échange, c'est de mettre en concurrence des sociétés qui respectent les personnes avec des sociétés esclavagistes. Lorsque le libre échange est gravé dans la loi, cela interdit toute compensation qui permettrait de rééquilibrer le marché. Ainsi les sociétés esclavagistes peuvent produire à moindre coût que les sociétés qui respectent les personnes ou l'environnement. Pour survivre dans un marché totalement libre, sans le soutien de la collectivité, elles vont être tentées d'adopter un modèle esclavagiste. Mais ce modèle de l'usure basé sur la loi mathématique de l'exponentielle ne peut pas perdurer indéfiniment. Il arrive un moment où les esclaves ne peuvent pas donner plus que tout leur temps à travailler. Pour que le système perdure, il est nécessaire de casser cette rente de la propriété de l'argent, tout en gardant sa main d'oeuvre soumise. Et ce moyen est l'actif. C'est un titre de propriété sur quelque chose qui rapporte de l'argent. Un autre nom est l'investissement. Comme l'argent ne rapporte plus par lui-même (cas des taux négatifs actuellement), l'actif a beaucoup de valeur, car il rapporte de l'argent. Donc il se met à valoir beaucoup d'argent. Mais il devient inaccessible pour celui qui n'a pas d'argent ou d'actif. Celui-ci ne pourra emprunter qu'à proportion de son salaire d'esclave. Une vie ne lui permettra pas d'emprunter pour acquérir ou construire un actif. Par contre celui qui a un actif significatif peut emprunter pour s'acheter d'autres actifs. La société va se scinder entre les possesseurs d'actifs et les autres. Les petits épargnants seront rincés. Pour que ce nouveau système s'installe, il est stratégique de sanctuariser l'actif. Il faut qu'il rapporte structurellement. Il est donc nécessaire de s'assurer que rien ne pourra faire obstacle à la rentabilité, comme par exemple, des lois sociales, l'émergence d'actifs concurrents financés par la collectivité, la restriction de ressources naturelles, l'aide de certains petits acteurs non esclavagistes à prendre de l'ampleur pour diminuer les prix de marchés...Pour cela il faut des lois constitutives qui ne pourront pas être modifiées facilement. Telle est le rôle du CETA: sanctuariser l'investissement. Avoir le contrôle d'un investissement est en train de devenir équivalent à avoir le contrôle

d'un fief dans l'ancien régime (avant la révolution française). Et ce titre de propriété précieux, il restera dans la famille, assurant sa pérennité. Comme dans la noblesse de l'ancien régime. Il ne faudra pas prendre le risque de déranger des investisseurs plus gros que soit, faute de quoi ils attaqueront vos marchés et ruineront votre investissement, ce qui fera retourner votre famille dans la misère du peuple.

D'ailleurs pour éviter tout simplement l'attaque d'un gros investisseur, il faudra se mettre sous la protection d'un autre gros investisseur, qui exigera une commission dans un contrat d'allégeance, comme il y avait des taxes, impôts et tributs contre la protection dans la féodalité. Certains, par leur bravoure ou leur génie pourront émerger mais ne deviendront pas des princes ou des rois, la place prévue dans ce système est chevalier, le premier échelon. Et il faut servir le système. En résumé, le CETA rétablit l'ancien régime. Brûler les titres de noblesse en 1789 n'aura pas suffi à éradiquer l'idée de domination et soumission héréditaire. Nous ne sommes pas retourné en 1788, à la fin de la féodalité, mais en -10000, où les hommes allaient commencer à se regrouper et établir des règles pour faire face à la loi de la jungle, la loi du plus fort.

Le système français et européen de démocratie est en faillite, il convient de songer à réfléchir comment on a pu en arriver là. Peut-être le système est mauvais et à changer, mais peut-être aussi il représente bien effectivement la nation. Une nation avec une moralité faible. Est-ce que la France est toujours un peuple, ou un amas de populations au sens où l'entendait Victor Hugo?

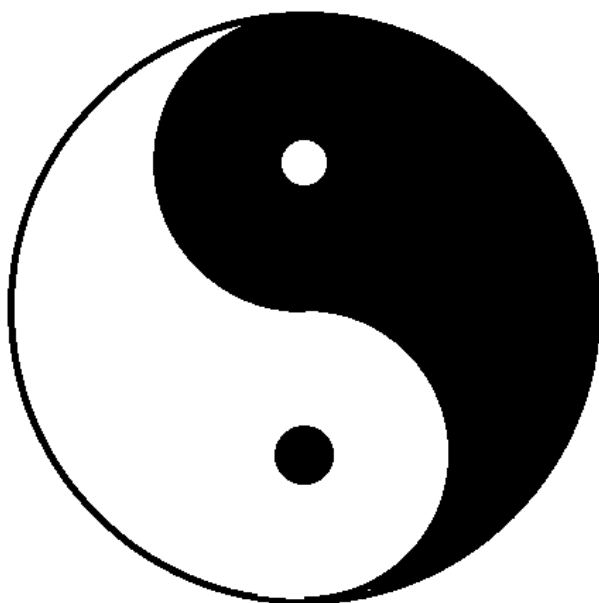
“À tous les étages de la société, tout ce qui travaille, tout ce qui pense, tout ce qui aide, tout ce qui tend vers le bien, le juste et le vrai, c'est le peuple ; à tous les étages de la société, tout ce qui croupit par stagnation volontaire, tout ce qui ignore par paresse, tout ce qui fait le mal sciemment, c'est la populace. En haut : égoïsme et oisiveté ; en bas : envie et fainéantise : voilà les vices de ce qui est populace. Et, je le répète, on est populace en haut aussi bien qu'en bas. ” Victor Hugo.

J'ai conscience que la lecture de ce chapitre mettra mal à l'aise, voire suscitera du désespoir à plus d'un Français, d'un européen ou même d'un Canadien. Mais, mon but est de rebondir, et il est d'abord nécessaire de se remettre en cause et de se rendre compte que l'on tombe. Profiter de ce chapitre pour comprendre que vous ne pouvez pas faire confiance à la classe politique et son système dont nous avons hérité pour gérer des problématiques de la plus haute importance comme la gestion du risque nucléaire. Du concret est proposé dans les chapitres ultérieurs pour espérer et rebondir.

Chapitre 5: La dualité

Dans les chapitres précédents, nous avons vu des aspects négatifs de notre civilisation. Avant d'agir, il convient de prendre du recul pour comprendre notre monde. Une notion fondamentale de ce monde est la dualité. Si vous ne la comprenez pas, vous la subissez. Mais si vous la comprenez, vous voyez et trouvez comment compenser un déséquilibre.

Joie-tristesse, chaud-froid, jour-nuit. Nous sommes dans un monde composé de polarités opposées, ou plus exactement complémentaires. On peut définir le froid quand on connaît le chaud. Si le chaud n'existait pas, on n'aurait qu'une température constante, alors la notion de température n'existerait pas. Un autre exemple: comment expliqueriez vous à un aveugle de naissance la notion de couleur, lui qui n'a jamais vu de lumière? Donc pour appréhender le plein potentiel d'une notion, nous avons besoin de connaître ces 2 polarités dans un éloignement significatif. C'est au sein de ce que nous ne sommes pas que nous découvrons ce que nous sommes. Telle est ma compréhension du Tao, Dao ou du yin-yang.



Les 2 couleurs complémentaires occupant chacune la moitié du cercle et les petits cercles de la couleur opposée représentant la manifestation d'une polarité au milieu de l'autre.

C'est au milieu de l'obscurité que l'on voit sa lumière. C'est lorsqu'on éclaire que l'on identifie une zone noire qui ne réfléchit pas la lumière. Mais le petit cercle est aussi là pour rappeler que tout n'est jamais complètement d'une polarité. Même dans le plus grand désespoir, il y a de l'espoir. Un état, une situation, une chose, n'est jamais complètement noire ou complètement blanche. Cela symbolise ainsi que l'absolu ou la perfection n'est pas de ce monde.

L'ombre s'est déployée dans le monde, son principal moyen de propagation est le prêt à taux d'intérêt et sa corruption financière et morale, que j'appelle dans son ensemble l'usure. Il rend visible de plus en plus d'injustices, de misères et d'horreurs. Ces manifestations ou effets permettent de faire prendre conscience aux humains d'un problème. Leur empathie les réveillent. Plus l'ombre avance, plus nombreux sont ceux qui se réveillent à leur nature profonde de compassion et non de domination sur l'autre. Il y a ainsi un mal nécessaire pour notre plus grand bien. "Beaucoup de biens ne se produiraient pas s'il n'y avait pas de mal dans les êtres." disait Saint Thomas d'Aquin. Et au final, à un niveau de compréhension supérieur, notre bourreau est notre bienfaiteur. En tant que bienfaiteur, nous lui en sommes reconnaissant. Nous pouvons alors le libérer de son rôle de bourreau et non le condamner. Il convient de lui faire comprendre que ce n'est plus nécessaire d'occuper un rôle aussi difficile. Faire souffrir son semblable est très douloureux pour la conscience...lorsqu'elle est réveillée. La victime n'a pas besoin de punir son bourreau, car viendra le temps où la conscience se réveille et les remords et la douleur envahissent le bourreau. Ceux-ci ne peuvent s'atténuer qu'en réparant. Ainsi la victime prend conscience de sa lumière et la déploie tout autour de l'obscurité de son bourreau. L'obscurité est révélée, la conscience peut émerger.

Bien sûr, ceci n'est pas instantané et il faut parfois de nombreuses et douloureuses expériences pour le comprendre et le vivre avec succès. C'est souvent dans la douleur que l'on subit de quelqu'un que l'on se réveille à l'idée que l'on se comporte de la même manière avec quelqu'un d'autre. On récolte ce que l'on sème. Ne fais pas ce que tu ne veux pas que l'on te fasse. C'est la règle d'or. La solution la plus simple et immédiate est de rendre le mal pour le mal. Mais l'expérience montre que ce n'est que rarement instructif pour le bourreau. Comme disait Gandhi, "oeil pour oeil et le monde finira aveugle". En effet, nous sommes rarement impartiaux au cours d'un conflit et pas toujours en situation de rendre précisément ce que l'on a reçu. L'escalade est la conséquence en règle générale. La situation ne se calme qu'une fois un rapport de force établi. C'est la raison du plus fort. Et chaque partie pense avoir raison. Le bourreau initial est conforté dans sa position. L'autre solution, plus difficile au premier abord, lorsqu'on est victime, est d'abord de comprendre que l'acte que commet le bourreau est mauvais car il n'est pas dans notre nature profonde. La victime en vient à se demander comment il peut régner une telle

cruauté à l'intérieur de cette personne! Elle en vient à se dire: "Je ne suis pas comme ça au fond de moi. Je ne peux pas faire ces actes cruels. Je ne veux pas rendre ce mal". Cela nous invite à déployer des trésors de bonté et de richesse d'âme pour trouver des solutions pour faire comprendre au bourreau son erreur. Il faut avoir à l'esprit qu'un jour il en souffrira.

C'est un travail sur nous même en profondeur. Il faut développer la faculté d'être capable de comprendre ce qui nous blesse et en quoi une autre personne en est responsable. Cela implique de formaliser un principe de comportement inadapté et de mettre en lumière que c'est précisément ce que fait le bourreau. Mais le fait d'avoir identifié un type de comportement inapproprié à sa moralité permet de faire la relation avec d'autres pratiques que l'on fait soi-même qui relèvent aussi de ce principe inapproprié. Il est de plus très difficile de reconnaître son erreur et cela peut prendre du temps. La victime peut être amenée à comprendre qu'elle a eu d'abord un comportement de bourreau et que c'est peut-être à elle de changer. Mais s'il y a eu une escalade de violence avant, c'est très difficile à avoir cette lucidité. Pour prendre l'exemple de la température, si l'on trouve qu'il fait trop chaud, la solution est de ramener du froid afin d'équilibrer pour se situer à un niveau tempéré qui est agréable. S'il fait très chaud, on a besoin de beaucoup de froid pour résoudre le problème.

J'attire l'attention sur le fait que je parle de solution. Je ne dis pas que c'est la conduite systématique à adopter face à un agresseur. Je pense que certaines personnes veulent être du côté obscur et qu'elles sont très bien dedans. Il n'y a pas toujours de solution. Le but n'est pas de faire disparaître l'obscurité, mais de la contenir. Avoir une réaction d'autodéfense peut poser des limites à un agresseur. Cela peut aussi nous maintenir en vie. Mais la solution passe par la compréhension de la dualité : accepter la nécessité des polarités, savoir où l'on se situe et faire le nécessaire pour réparer ou rééquilibrer et donner à autrui la possibilité d'en faire de même.

Les bonnes conditions sont réunies quand un bourreau se croit supérieur à sa victime et qu'il croit qu'il fait quelque chose de bien ou juste. La porte de la conscience est alors déverrouillée, la victime peut espérer l'ouvrir. Mais c'est en ayant déjà subi ce travail d'ouverture de conscience sur elle, qu'elle peut comprendre ce que le bourreau ressent et l'amener à s'ouvrir. Cette personne qui accepte patiemment de subir connaît ce sentiment de supériorité que manifeste le bourreau. Elle sait qu'il correspond à une recherche de bien faire. Il peut donc l'amener à constater que sa position de ne pas respecter la règle d'or, par exemple, n'a rien de supérieure et est paradoxale avec la justification de son attitude par la connaissance du bien. Celui qui a subi a eu l'humilité de ne pas imposer sa vision du bien et n'a pas enfreint la règle d'or. L'humilité a été supérieure à la supériorité. Cette dernière peut alors reprendre son chemin vers l'amélioration, vers mieux, c'est-à-dire passer à l'humilité et ne pas se croire supérieure.

Voyons maintenant quelques exemples pour mieux comprendre. La France, et quelques autres, ont attaqué la Libye, pour, nous a-t-on dit, protéger le peuple Libyen. La France s'est maintenant retirée de la Libye depuis 8 ans. Mais voilà ce que l'on peut lire sur le site internet officiel du ministère des affaires étrangères français:

“Les conditions sécuritaires dans la région de Tripoli connaissent une dégradation. Des affrontements militaires et des frappes aériennes sont en cours. Il est rappelé que le territoire libyen est formellement déconseillé.”

Patrick Mbeko dans son livre *Objectif Kadhafi*, nous apprend que l'Occident a importé et armé des groupes terroristes pour attaquer le pouvoir en place. Il se sont emparés de sites stratégiques comme des réserves de munitions. La France est alors allée devant les Nations Unies pour empêcher Kadhafi, le leader lybien, d'utiliser des moyens aériens pour se défendre. Que voit-on aujourd'hui? Les groupes terroristes et trafiquants prospèrent en Libye, et, le nouveau pouvoir tente de se défendre avec des moyens aériens, comme ce qu'avait essayé de faire Kadhafi. Les faits, et j'invite un maximum de personnes à témoigner, montrent que la mise en oeuvre de l'objectif de protéger le peuple libyen a eu des résultats dramatiquement opposés et le représentant du pays a été sauvagement assassiné. Pouvez-vous imaginer l'impact sur ses partisans? De nombreux Libyens ont perdu leur logement, un parent, un conjoint, un enfant, un frère. Il me semblerait logique que la majorité du peuple libyen se sente victime et voit la France comme leur bourreau. Que doit faire le pays victime? Il veut que justice soit faite. Je suis d'accord, mais qui va rendre cette justice? Le rapport de force n'est pas pour le moment en faveur de la Libye. Comment doivent réagir les victimes? Comment doivent-elles faire comprendre à la France ce qu'elles ont subi? N'est-il pas logique que certains veuillent faire payer la France? Reste-t-il une autre solution que de penser faire un attentat en France? Il y a des millions de Libyens, n'y a-t-il pas des risques que certains passent à l'acte? J'espère que les Français sont reconnaissants envers tous les Libyens de ne pas s'être vengés sur nous. Puisse cela nous éclairer. Pourtant nous avons subi en France des attentats depuis notre attaque sur la Libye. Est-ce que cela a permis à La France de se poser des questions sur son attitude hostile envers certains pays? Je peux vous dire que non, bien au contraire. Nous sommes très hostiles, au point d'envoyer des missiles, envers la Syrie et nous sommes hélas plus suspicieux envers les musulmans. La France donne encore des leçons à d'autres pays en utilisant la force. N'est-ce pas une attitude de supériorité?

La Libye ou la Syrie manifestent-elles de l'agressivité ou de la supériorité? J'espère, par cet exemple, que chacun comprend que répliquer ne solutionne rien et envenime la situation. Il n'empêche que la France devra trouver un moyen de réparer pour rendre justice à la Libye. Si les Français comprennent que les forces prédatrices qui se sont déversées ouvertement sur la Libye sont aussi présentes au

sein de leur pays, silencieusement, la France pourra résoudre beaucoup de problèmes et beaucoup de souffrances. Et cette situation n'est pas récente, voyez ce que disait Gandhi: "Je crois qu'à travers tous les flots de sang, toute la méchanceté et toute la malhonnêteté auxquelles a recours l'Occident sur une échelle colossale, l'ensemble de l'humanité progresse silencieusement mais sûrement vers un âge meilleur.". On finira en effet bien un jour par comprendre que celui qui surpasse les autres en mensonge et en brutalité n'a aucune supériorité morale sur les autres. Ce sera un grand progrès. Mais on y est pas encore, du moins en France ni probablement en Occident.

Passons à un exemple à l'échelle d'un individu. Je vais vous parler d'une histoire racontée par le renommé et aimé écrivain Victor Hugo. Dans son roman Les Misérables, il nous décrit la société française de 1815 à 1832. Et on comprend le titre. Dans cette société, on ne mange pas à sa faim, les enfants travaillent, les ouvriers sont exploités, la justice est impitoyable et perfectible, un personnage vend son corps pour nourrir son enfant. Dans cette misère, nous suivons le parcours de Jean Valjean, qui sort de 19 ans de bagne pour avoir volé un pain pour nourrir sa famille. Il est rejeté par tous du fait de son statut d'ancien bagnard. Cependant un évêque, Monseigneur Myriel, lui offre le gîte et le repas. Mais, après avoir mangé, il s'enfuit en volant son argenterie. Ramené par les forces de l'ordre devant l'évêque, celui-ci lui réagit de la manière la plus inattendue: il lui pardonne et témoigne lui avoir offert l'argenterie, le sauvant d'un retour au bagne définitif. Il lui donne en plus deux chandeliers pour l'encourager à adopter une vie vertueuse. Jean Valjean est alors transfiguré. Dans un état de misère matérielle et spirituelle il découvre la noblesse d'âme et son pouvoir transformateur. Dès lors, on découvre tout au long du roman un homme plein de compassion, de courage et de générosité affrontant les épreuves de la vie en donnant et recevant parfois des actes d'une grande humanité au milieu de la misère humaine. Par cette histoire Victor Hugo veut montrer que la méchanceté est soutenue par la misère matérielle ou spirituelle. Et que la rédemption, la résolution, la sortie de cet état passe par un combat intérieur de l'âme qui ne peut avoir lieu que grâce à un acte éclairant, de grande générosité, à l'opposé de la misère, de la méchanceté et de la punition.

Il est important de comprendre que la notion de dualité ne se limite pas au bien et au mal, ou à l'ombre et la lumière. On peut le voir aussi dans des notions comme l'électricité avec un pôle positif et un pôle négatif, mais aussi l'argent, le moteur de notre société et de beaucoup d'individus. Plus exactement, l'argent est une énergie qui alimente le moteur de notre société. Cette énergie est si puissante parce que certains en ont beaucoup et d'autres en manquent cruellement. La richesse et la pauvreté sont les deux polarités de l'argent. Il y a longtemps déjà, Ruskin, au XIX siècle, en Angleterre, dans l'antre du capitalisme naissant, écrivait alors:

"La force de la guinée[monnaie en Angleterre] que vous avez dans votre poche dépend entièrement de l'absence d'une guinée dans la poche de

votre voisin (...) L'art de devenir riche, au sens mercantile ordinaire de l'économiste, c'est par conséquent l'art de maintenir votre voisin dans la pauvreté".

On peut ajouter que le prêt à intérêt assure le rapatriement permanent de l'argent vers la richesse, empêchant un rééquilibrage et rendant la pauvreté structurelle.

Le concept de dualité aide à comprendre qu'il y a quelque chose de plus subtile qu'une simple classification entre bien et mal pour une notion donnée. Car il est nécessaire d'avoir la notion complémentaire pour l'apprécier. Autrement dit, on ne peut pas dire que telle notion est le bien ou le mal. Après tout ce que je vous ai expliqué sur l'usure, on pourrait pourtant dire que l'usure, c'est mal. Je dirais plutôt que c'est très égoïste et son déploiement à grande échelle peut provoquer des catastrophes collectives. Je pense que l'usure a aussi des effets positifs. Cela a permis d'expérimenter que l'on peut fonctionner à grande échelle avec une monnaie virtuelle, fabriquée à partir de rien. Cela donne des perspectives intéressantes pour éradiquer la pauvreté. Le manque d'argent ne serait plus une excuse puisqu'on peut le fabriquer à la demande. Les usuriers ont mis au point des technologies pour surveiller l'inflation et les masses monétaires en circulation. Ceci sera très utile pour ne pas mettre le système en péril si on fabrique de l'argent pour combattre la pauvreté. Ces outils permettent d'être informé au plus tôt pour agir sur les leviers de la réduction de monnaie. L'argent est comme une énergie, que l'on peut avoir de manière illimitée mais il faut avoir de la sagesse pour l'utiliser correctement afin qu'elle profite à tous. Il ne me semble pas que ce stade ait été atteint par l'humanité actuelle. Nulle part. Aussi, ne soyons pas trop pressé de détruire le système injuste qui est en place. On pourrait le remplacer par pire.

Il serait bien plus raisonnable d'abord d'acquérir un peu de sagesse, en instaurant la paix par exemple. Cela aurait aussi pour intérêt de limiter les effets les plus néfastes du système actuel basé sur l'usure.

Un autre effet de l'usure, plus subjectif, est sa tendance à étouffer toute technologie qui amène de la gratuité et de la liberté aux masses. C'est un tel manque à gagner pour l'usurier, qu'il va investir pour les étouffer et garder son emprise. Paradoxalement, je pense que la confiscation de certaines technologies a eu quelques effets positifs pour l'humanité.

Pour comprendre, je vais vous raconter l'histoire de la première invention de Viktor Schauberg, le maître de l'eau. Cet homme était garde forestier au début du vingtième siècle dans des forêts de montagne en Autriche. Il y avait une zone isolée où se trouvaient des bois de grandes valeurs, très anciens et d'une grande densité. Comme l'ébène, ils ne flottaient pas. Ces bois étaient donc extraits avec de grandes difficultés et beaucoup de temps par des hommes et des bêtes. Personne ne trouvait de solution pour faciliter la tâche des bûcherons. L'hélicoptère n'existait pas à l'époque. Un concours fut lancé pour trouver des solutions à ce difficile problème. Et Viktor Schauberg, qui observait la Nature avec admiration, avait remarqué que certains mouvements d'eau pouvaient soulever des pierres. Il utilisa ce principe dans

des canaux pour transporter le bois qui ne flottait pas et remporta le concours. Son invention fut mise en œuvre. Mais Viktor Schauberg fut horrifié de constater que très vite la forêt fut entièrement rasée du fait de l'efficacité de son invention. Sa technologie, qui rendait l'extraction presque gratuite, détruisit le patrimoine naturel de sa région.

Ainsi, de nombreuses personnes ont travaillé et travaillent à mettre au point des technologies pour le service de l'humanité. En particulier dans le domaine de l'énergie. Mais celles-ci sont étouffées par le pouvoir usurier. Je vous renvoie vers l'enquête du film Thrive de James Foster Gamble. Vous y trouverez des exemples et aussi une mise en lumière du contrôle par la finance. Et bien malgré cela, je me demande ce que serait notre planète si l'énergie était gratuite. Je suis persuadé que beaucoup de gens l'utiliseraient pour faire de l'argent. Peut-être n'aurions nous plus de forêts sur Terre. De nombreuses ressources minières seraient surexploitées entraînant des ravages écologiques. On chaufferait nos bâtiments sans les isoler... Bref, nous n'avons pas encore la sagesse d'exploiter une ressource majeure en quantité illimitée. Et l'usure nous a préservé de cet écueil. Ayez conscience de cela avant de la supprimer.

Voyons maintenant comment la compréhension de la dualité peut nous aider pour résoudre le problème généralisé de notre monde: on est dans le règne de loi du plus fort. La ruse et la technologie ont été mises au service de la domination des uns sur les autres et des hommes sur les animaux, les végétaux et les minéraux. La ruse et la technologie sont des manifestations de l'intelligence. Bien que la stupidité soit son opposée, ce n'est pas cela qui va rééquilibrer et sauver notre monde. Il faut identifier une valeur complémentaire qui peut compenser les effets excessifs de l'intelligence.

La réponse est l'Amour inconditionnel. Donner sans retour, pardonner, voir l'autre comme un frère est antagoniste avec la domination. Quand l'humanité aura équilibré son intelligence avec de l'Amour, elle aura atteint la sagesse. La règle d'or sera comprise et appliquée de tous.

Mais aujourd'hui ceux qui contrôlent sont très intelligents mais n'ont pas encore atteint la sagesse. Ils se sentent supérieurs mais ne voient pas qu'ils nous emmènent vers l'abîme. Beaucoup sont incapables de compassion et donc sont au début de leur développement. L'humanité peut sembler stupide à leur yeux, du fait précisément de sa sensibilité, qui permet de la manipuler.

Mais vient un moment où l'humain se réveille devant l'injustice, l'iniquité, la cruauté ou la noblesse d'âme, grâce à son cœur. Pour rééquilibrer, on a besoin d'une grande solidarité pour fournir chacun un petit effort de fraternité, de don, ou de pardon. Moins il y aura de monde solidaire, plus il faudra un effort important de ceux qui rééquilibrent. S'il y a trop peu de monde, l'équilibre ne se fera pas.

Vous devriez maintenant avoir pris conscience que toutes les difficultés décrites dans les précédents chapitres sont aussi des opportunités pour changer et

progresser. Et que l'on ne guérit pas du mal par le mal. Si vous souhaitez changer ce qui ne va pas dans ce monde, il faut d'abord changer en vous votre perception de ce monde. Quand vous aurez compris l'utilité de ces problèmes ou difficultés, vous serez s'il convient de les garder ou si l'on peut changer et vous trouverez quoi faire. Si vous pensez avoir compris, réfléchissez quelques instants à ce qu'il est raisonnable de faire...

Voici en exemple explicatif une proposition de Omraam Mikhaël Aïvanhov, qui maîtrisait parfaitement la dualité:

« On élève des statues aux hommes et aux femmes que l'on considère comme des bienfaiteurs. Parce qu'ils ont sauvé la patrie ou découvert des vaccins, qu'ils ont été de grands poètes, de grands philosophes, etc., on les place sur un piédestal. Et on a raison, bien sûr, je ne dis pas qu'il faut leur enlever leur gloire. Pourtant, je trouve que ceux à qui nous devrions dresser les plus belles statues, c'est à nos ennemis... Mais oui, ce sont eux nos véritables bienfaiteurs : grâce à eux, nous sommes obligés de devenir plus vigilants, plus intelligents, plus patients. Vous trouvez que ce n'est pas sérieux ? Eh bien, trouvez ce que vous voulez, mais tout de même tâchez de réfléchir un peu à cette idée : souvent nos amis nous endorment, tandis que nos ennemis nous bousculent. Vous direz : « Mais c'est affreux, ils vont nous anéantir ! » Non, si vous avez un haut idéal et le désir sincère d'avancer, vous recevrez le savoir et la force d'utiliser tous les obstacles que vos ennemis mettent sur votre route. Ces obstacles seront comme des échelons qui vous permettront de monter de plus en plus haut. »

Chapitre 6: L'allégorie de la caverne

Voici une petite synthèse des précédents chapitres : le monde sombre dans l'obscurantisme et la trajectoire empruntée mène vers notre fin. L'inversion de cette tendance ne peut se faire que dans la conscience. La conscience d'un problème, la conscience qu'on ne soigne pas le mal par le mal mais dans l'Amour.

L'étape d'après est la solution. Mais est-ce que les consciences sont en état de la trouver ou même de l'accepter si on leur offrait? A l'époque de Socrate et Platon, elles ne l'étaient pas. Pour l'expliquer, Platon rapporte l'histoire symbolique que son maître Socrate a utilisé pour expliquer l'illusion dans laquelle se trouvent les hommes et leur refus catégorique d'accepter une autre interprétation de leur monde. C'est l'allégorie de la caverne. Je vous invite à lire cette allégorie, qui n'est pas très longue mais qui permet de voir la clairvoyance de Socrate, ses talents pédagogiques et son art oratoire. Vous y découvrirez que les hommes sont tels des esclaves enchaînés dans une grotte et que des marionnettistes leur façonnent leur réalité au moyen d'ombres projetées. Ils sont enchaînés, de sorte qu'ils ne peuvent pas observer les marionnettistes. Si un homme parvient à s'échapper et à persévérer vers la lumière du jour, malgré l'éblouissement et la peur de l'inconnu, il découvrira une autre réalité, nouvelle et donc déstabilisante. Mais avec l'habitude, il découvre la liberté et peut contempler le monde à l'air libre et à la lumière du soleil, il découvre la vraie nature des choses et non leur ombre. Sa compassion à l'égard des autres hommes le pousse à retourner dans les ténèbres de la grotte pour leur porter assistance. Mais Socrate précise que la tâche est ardue car cela provoque une grande insécurité psychique pour les esclaves qui peuvent aller jusqu'à l'assassiner.

Ce que raconte le sage est pour eux tout simplement incompréhensible et inacceptable. Et c'est précisément ce qui est arrivé à Socrate. Il a été accusé et condamné à mort pour corruption des esprits.

Je pense qu'actuellement, peu de monde serait capable d'accepter une solution aux problèmes décrits dans les chapitres précédents. Certes, il n'y aurait peut-être pas la mise à mort du philosophe porteur de la solution mais l'humanité l'ignorerait ou rigolerait de la solution proposée. La prochaine étape est donc de comprendre qu'il y a déjà un chemin à faire pour se rendre compte que l'on est dans un monde fondé sur beaucoup d'illusions. Ce que le monde croit pour certain ne repose que sur des croyances et ne peut prétendre à aucune certitude. L'étape qui vient consiste donc à donner les moyens de juger la solidité de nos connaissances et acquis ainsi que de pouvoir accueillir des solutions en adéquations avec un avenir

meilleur. Dans le langage de Socrate, c'est permettre d'identifier les chaînes qui maintiennent dans un esclavage mental.

Tout repose sur notre évaluation de ce que nous appelons 'vrai'. Car tout ce que nous considérons comme vrai est intégré comme certain. Et l'ensemble de ces certitudes constitue le cadre pour nos expériences et notre évolution. C'est notre environnement de vie, notre univers. Par exemple, si je crois que toutes les bactéries sont dangereuses, il y a beaucoup de choses que je ne fais pas: il y a plein d'endroits que je ne visite pas, plein de nourriture que je ne mange pas, plein d'objets que je ne touche pas. Et si quelqu'un veut m'empêcher d'aller à un endroit, il lui suffit de dire qu'il y a des bactéries dans ce lieu. Mon univers est alors limité aux lieux aseptisés. J'ai peur et je dépense beaucoup d'énergie pour me protéger. Et comme mon système immunitaire n'est pas assez stimulé, je tombe malade au moindre écart, ce qui me conforte dans mes certitudes. Si quelqu'un remet en cause cette certitude, je suis alors confronté à un dilemme majeur: soit il peut me contaminer s'il a tort, soit je reconnais que tout ce que j'ai dit et fait était complètement inutile voire nuisible. Cela provoque un malaise profond: j'ai le choix entre être agressé ou être absurde. Ce phénomène s'appelle la dissonance cognitive. Et la réaction naturelle est de l'éviter. Soit de tout faire pour ne pas y être confronté, quitte à tuer Socrate. Il est beaucoup plus confortable de réaffirmer sa certitude en opposition à cette insécurité, mais c'est s'enfermer dans sa certitude.

Voilà pourquoi, il ne suffit pas de demander une solution, il faut se préparer à pouvoir accepter quelque chose de nouveau. Cette préparation est aussi importante que la solution. Le chemin est aussi important que la destination. Le but et le moyen sont indissociables.

Il se peut que vous expérimentez cette dissonance cognitive dans les prochains paragraphes.

Examinons donc comment nous établissons ce qui est vrai. En fait, nous avons besoin de preuves. Nous considérons que quelque chose est vrai si les preuves que nous amenons sont déjà considérées comme vraies. Par exemple, une table est horizontale parce que la bulle du niveau l'indique. Et on estime que le niveau est une preuve. Mais on arrive à la problématique suivante: comment avons-nous décidé que ces preuves sont vraies? Pour le niveau, c'est que l'on a confiance dans le fabricant ou le marchand qui nous l'a vendu. En général, nous avons hérité de la véracité d'une information de notre éducation ou de notre environnement, ceux-ci étant façonnés par nos prédécesseurs. Cela reflète simplement la confiance que nous avons en nos prédécesseurs et dans le système qu'ils ont mis en place. C'est ce qu'explique la fable du théorème du singe.

Une communauté d'une vingtaine de singes sont isolés dans une pièce où se trouve une échelle avec une banane en haut de celle-ci. Dès qu'un singe commence à escalader l'échelle, les autres reçoivent une douche froide. Les singes se mettent donc à empêcher violemment tout singe voulant accéder à l'échelle. Au bout d'un certain temps, on substitue un singe par un nouveau singe qui n'a pas assisté à

l'événement de la douche froide. Voyant la banane, il va tenter de monter à l'échelle, mais immédiatement, ses congénères l'agressent violemment et le repoussent. Puis un deuxième singe est à nouveau remplacé. Il est lui aussi repoussé par tous les autres singes y compris celui qui ne sait pas pourquoi il ne faut pas monter à l'échelle. Le phénomène est répété jusqu'à ce que tous les singes soient remplacés. On constate alors que les singes empêchent tout autre d'accéder à l'échelle sans qu'aucun ne sache pourquoi. Ainsi la plupart de ce que nous prenons pour certain ou vrai, n'est en fait qu'un héritage dont nous n'avons aucune idée de l'origine. Aussi certains esprits révolutionnaires sont partis en croisade contre des croyances qu'ils jugeaient absurdes. Et comme notre mode de fonctionnement repose presque exclusivement sur des certitudes héritées, il y a de nombreuses opportunités de voir des certitudes absurdes. L'idée depuis quelques siècles, en particulier en Occident, depuis la période de la Renaissance, a été de trouver des règles pour ne pas se laisser envahir et contrôler par des certitudes héritées. Des penseurs ont ainsi réfléchi à définir des concepts et méthodes pour contester des certitudes et affirmer la supériorité de leur certitudes. On a appelé cette initiative la science. Et quelques-uns ont obtenu des résultats probants. Comme par exemple la prédiction du retour de la comète de Halley. Des technologies basées sur la science ont amené des transformations dans les modes de vies que tout le monde a pu constater. Ainsi, quelques chercheurs de vérité ont défini des protocoles pour se convaincre par eux-mêmes, et non par héritage, de certaines vérités et en réfuter d'autres. Ces "vérités", ou connaissances ont pu être vérifiées par de nombreuses personnes. Et on en est arrivé à la conclusion que si on applique la méthode scientifique, on a la vérité. Pour beaucoup de monde, en particulier en Occident, il y a la certitude que ce qui est fait de manière scientifique est vrai. Pourtant, très peu sont scientifiques, donc n'ont pas mené de recherche mettant en œuvre des protocoles scientifiques. Et parmi les rares qui mettent en œuvre ces protocoles, combien ont trouvé la moindre vérité? Ils sont très très rares. Ainsi l'humanité, pour se prémunir des certitudes héritées, que l'on peut appeler croyances, s'en est construite une énorme. A savoir que le vrai s'acquiert par la méthode scientifique. Mais ceci n'est rien de plus qu'une croyance héritée. Chasser le naturel et il revient au galop. Cela se manifeste ainsi dans des expressions courantes comme "ceci est vrai car une étude scientifique l'a prouvée". Pourtant, la personne ne sait pas quelles expériences ont été menées, mais elle est convaincue simplement sur la foi du mot scientifique. Non, la démarche scientifique a été élaborée pour se convaincre soi et donner des éléments pour que les autres puissent se faire leur opinion. On peut se contenter de lire le protocole suivi par une étude. Mais il peut y avoir des erreurs. Refaire l'expérience décrite dans le protocole permet d'augmenter sa confiance dans le résultat trouvé. Mais certaines personnes peuvent encore être sceptiques, d'autres peuvent trouver des conditions qui invalident le précédent résultat. La preuve est en fait subjective. Pour certains, il faudra suivre un protocole très strict, répétable,

intégrer les incertitudes de mesures...pour d'autres, il suffit d'un calcul, d'autres encore que cela soit logique.

L'erreur est de croire que l'on peut prouver de manière définitive. Le vrai est une notion intérieure alors que la preuve est un élément que l'on amène pour empêcher toute contestation. On impose de l'extérieur une certitude à un autre individu. L'incontestable est une illusion. L'institution judiciaire parle bien d'intime conviction pour juger. C'est au fond de soi que l'on peut juger de l'intérêt et la pertinence des éléments amenés que l'on appelle "preuves".

Nous avons ainsi vu que notre univers est construit par nos certitudes, et que celles-ci ne peuvent avoir de véritable fondement que si elles se basent sur notre intérieur. Autrement dit, la réalité de notre extérieur est le reflet de notre intérieur.

Maintenant voyons ce qu'on appelle une religion. C'est un ensemble de connaissances et de rites qui nous permettent de comprendre le monde et de vivre dans notre quotidien selon cette compréhension. Chaque grande religion a au moins un prophète (Moïse, Jésus, Bouddha, Muhammad, Zoroastre, Confucius,...). Une grande adoration est souvent associée à ces personnes car ils ont laissé une trace profonde dans la conscience des gens de leur époque. Cette trace est que les témoins ont assisté à des événements exceptionnels qui ont pu être expliqués ou provoqués par ces prophètes, rendant manifeste qu'ils touchaient la Vérité. Les prophètes ont aussi le don de la communication. Les explications et les conseils donnés par ces prophètes ont été transmis de génération en génération, sous forme de connaissance et de rites. Mais la Vérité que ces prophètes touchaient, ne peut pas se limiter à des connaissances et des rites. C'est comme le sage qui montre la lune à l'idiot qui ne voit que le doigt du sage. Socrate et Platon parlaient de concepts ou d'idées à ne pas confondre avec leur matérialisation en forme. Le doigt n'est pas la lune, mais est utile pour la trouver. Des écrits religieux peuvent décrire avec de nombreuses informations le doigt, la main, le bras du sage, mais ce n'est pas suffisant pour connaître la lune. Il faut aussi avoir à l'esprit que l'autre bras, l'autre main ou un autre doigt peut montrer la lune. Il se peut que ce soit un bâton, ou même un télescope. Penser que le moyen par lequel le prophète a montré la Vérité est le seul valable équivaut à penser que seul le doigt du sage s'appelle la lune. Gandhi disait "*celui qui est allé au cœur de sa religion est allé au cœur de toutes les religions*". Pourtant on se dispute, et souvent violemment, pour imposer la supériorité de sa religion. Mais je comprends que l'on soit très sensible à un prophète et aux textes qui racontent son histoire et ses préceptes. On peut ressentir la transcendance de cette personne et de son message. Cela ne devrait diminuer en rien la valeur d'une autre religion.

Regardons maintenant la science, elle suit le même chemin: quelques hommes cherchent des explications, ils veulent la vérité et tentent de comprendre et d'expliquer l'univers et ses lois. D'autres gens sont alors subjugués par ces connaissances et leur mise en œuvre, comme des guérisons, des prédictions, ou de la technologie. Les rites de cette quête sont la méthode ou les protocoles

scientifiques et la manipulation d'équations. Les prix nobels de sciences sont la correspondance des saints de l'Eglise catholique. C'est ceux qui ont un peu mieux compris que les autres et qui ont mis en application les bonnes pratiques pour s'approcher un peu de la Vérité. Pythagore est le premier prophète de la science.

Chapitre 7: Les principes limitatifs de la science

La société utilise abondamment les sophismes ou justifications scientifiques pour se rassurer que ce qu'elle affirme est vrai. Les sophismes sont aussi abondamment utilisés pour berner sur une croyance en la faisant passer pour vrai. La religion scientifique repose sur la peur de se faire berner et réclame des preuves scientifiques. Il est pourtant simple de s'apercevoir que ces preuves ne prouvent rien. Cela ne veut pas dire que la science est une mauvaise religion, mais cela rappelle que s'en est une comme les autres. Voici quelques principes élémentaires qu'il est nécessaire d'avoir à l'esprit quand on vous avance des justifications scientifiques.

Principe limitatif numéro 1: Principe de la nullité de la preuve par l'exemple.

Un exemple n'est pas une preuve. Mille exemples non plus.

Il est accepté de dire qu'une théorie, une affirmation, ou un résultat a été scientifiquement étudié et donc prouvé quand il est répétable selon des conditions définies.

Voici une démonstration scientifique qui prouve que la multiplication est équivalente à l'addition:

$$2 + 2 = 4$$

$$2 \times 2 = 4$$

Je l'ai testé sur des cochons, des voitures et des pyjamas.

J'ai interrogé un échantillon de 998 personnes.

J'ai effectué le calcul par des ordinateurs, de marques, de systèmes d'exploitation et de ressources différentes.

Dans 100% des cas, l'addition correspond à la multiplication. Chiffre établi par des statisticiens dont le diplôme a été vérifié par huissier de justice.

Donc j'ai scientifiquement prouvé que l'addition est équivalente à la multiplication. Ainsi certains peuvent se persuader que c'est fondamentalement vrai. Pourtant, c'est faux, malgré les nombreux exemples. Et c'est très facile à prouver avec le principe suivant.

Principe limitatif numéro 2 : Un seul contre exemple est suffisant pour prouver qu'une théorie est fausse.

$$2 + 3 = 5$$

$$2 \times 3 = 6$$

et 5 est différent de 6. Donc la multiplication n'est pas égale à l'addition.

Pourtant, beaucoup d'études scientifiques, voire presque toutes, associent un taux de confiance ou d'erreur avec leur résultat. L'addition est égale à la multiplication à 20% près. Ou est égale dans plus de 99% des cas. Mais si un seul cas ne peut pas être expliqué, c'est que le phénomène étudié n'est pas compris. Les scientifiques aiment parler d'anomalie concernant le contre exemple. Mais c'est la théorie qui est une anomalie. La science authentique affirme que la théorie est fausse s'il y a un seul contre exemple.

L'étude peut avoir du sens si les exemples qui ont échoué sont expliqués par le fait que les conditions d'application de la théorie n'ont pas été respectées. On peut ainsi imaginer avoir un antidote à un poison qui fonctionne en dessous de 38°C. On a observé un échec du fait qu'un patient avait bu un thé chaud juste avant, ce qui avait détérioré l'antidote dans l'estomac du cobaye.

Principe limitatif numéro 3 : la science expérimentale évolue

Les sciences expérimentales sont basées sur des phénomènes concrets observables. Ces sciences tentent d'expliquer pourquoi un phénomène se produit. La capacité à reproduire un phénomène transforme une hypothèse en connaissance. C'est la méthode expérimentale. La physique, la chimie, la biologie sont des sciences expérimentales.

Elles se différencient des sciences exactes ou formelles, qui ne font intervenir que la logique sur des hypothèses réduites. On peut citer comme sciences exactes les mathématiques ou l'informatique. Il est concevable de considérer leurs résultats comme exacts, incontestables. Attention tout de même à ne pas prendre cette affirmation pour un dogme. Car, par exemple, vous ne pouvez jamais non plus être complètement certain que la logique a tout le temps été correctement utilisée.

Les paramètres influençant l'expérience ne sont pas connus a priori. Potentiellement tout l'univers a la possibilité d'influencer une expérience. Le travail du scientifique est aussi de les déterminer. L'observation se fait grâce à des mesures. Celles-ci sont sujettes à de l'incertitude qu'il faut prendre en compte.

Ces sciences expérimentales sont d'abord un travail de simplification. Il est en dehors de l'entendement humain d'appréhender l'ensemble de l'univers d'un coup. On part d'une quantité d'informations énorme et on essaie de simplifier pour en donner un sens. Le scientifique isole les causes et les conditions d'un phénomène et décrit la transformation attendue selon un modèle.

La contribution d'un scientifique est de donner un sens ou une explication alors que ses contemporains ne voient qu'une confusion de phénomènes. Une fois son modèle compris, intégré, assimilé, d'autres personnes peuvent à leur tour contribuer à donner une compréhension nouvelle ou plus fine. Ainsi par essence les lois des sciences expérimentales sont amenées à être abolies pour laisser la place à des nouvelles plus développées. Donc, il est contradictoire de dire qu'une chose est

vraie sur la base d'une science expérimentale, car celle-ci va, par définition, prochainement être actualisée du fait de zones fausses.

Attention, beaucoup qualifie la physique de science exacte. Car "la Nature obéit à des lois qui ont une représentations mathématiques". Ceci est une hypothèse non prouvée. On trouve en effet des lois mathématiques pour expliquer des phénomènes. Mais du fait qu'elles sont réactualisées de temps à autres, cela signifie qu'on ne peut pas affirmer qu'une loi est définitive. Par exemple, la mécanique classique de Newton a été étendue par la mécanique relativiste d'Einstein 218 ans plus tard. Donc si on ne connaît pas la représentation éternelle d'une loi, comment peut-on savoir qu'elle existe? Le fait que la Nature obéit à des lois immuables est une croyance. Et le fait que la science a découvert ces lois immuables, est aussi une croyance. Ces croyances sont peut-être vraies, mais elles ne sont pas prouvées. Il est possible que des lois universelles existent et la science essaie de fournir une modélisation la plus proche possible. On ne peut pas qualifier cela d'exact. Ce serait un abus de langage. Cela sous entend que ce qu'affirme le physicien est incontestablement exact. Non, il essaie de donner un sens et de prédire. Au même titre qu'un astrologue. D'ailleurs, un illustre physicien comme Kepler, était aussi un astrologue. Son modèle n'est qu'une extrapolation des cas qu'il a rencontrés. Cette extrapolation peut utiliser des outils mathématiques ou informatiques. Mais l'utilisation d'un modèle mathématique ou d'un concept issu d'une science exacte ne signifie pas que le modèle reflète exactement la réalité. Cela signifie qu'on a trouvé un modèle théorique qui s'approche des observations dans certaines circonstances.

Principe limitatif numéro 4 : Un modèle statistique est limitant

L'homme dans sa quête de sa compréhension arrive régulièrement à des limites, des impasses. Mais sa volonté de comprendre et prévoir est parfois supérieure à ses capacités. Les mathématiques proposent un outil qui permet d'investiguer le stade suivant dans notre quête. C'est l'étude statistique. Comme on est incapable de comprendre ce qui se passe, alors on étudie le phénomène en boîte noire. On va prédire les choses non pas par l'application d'une loi de fonctionnement, mais rapport à ce qui c'est déjà passé. Utiliser ce type d'approche s'avère presque la seule solution lorsque l'on a une quantité d'hypothèses ou de données d'entrée importantes. C'est par exemple le cas en économie, en météorologie. Il n'est pas surprenant que ces sciences se trompent dans certaines de leurs résultats. Elles associent souvent un degré de confiance à leurs prédictions. Car on n'est pas dans le cas d'une science exacte. Même si l'outil utilisé est emprunté à une science exacte. Ainsi lorsqu'une théorie intègre un modèle statistique, c'est que le théoricien a renoncé à la compréhension du phénomène. Il officialise son impuissance. Il pourra recevoir la gloire pour la véracité de certaines prédictions et l'admiration pour la complexité de son modèle mais si l'impuissance est feinte, alors la science en question restera dans le même stade d'évolution car elle a renoncé à la compréhension. La science est la recherche d'explications. La science progresse lorsque

de nouvelles explications supplémentaires sont découvertes. Les statistiques, les corrélations n'expliquent rien.

Principe limitatif numéro 5 : L'interprétation statistique peut dire une chose et son contraire.

Voici un exemple fictif: on étudie sur un échantillon de 100 personnes qui ont mal à la tête, l'effet d'une plante médicinale. On le compare à un traitement d'une nouvelle molécule chimique. Parmi ceux qui ont pris des herbes médicinales, 20 avaient de la fièvre et 11 ont vu leur douleur disparaître dans l'heure soit 55% de réussite. Parmi les 80 qui n'avaient pas de fièvre, 55 ont vu leur douleur disparaître dans l'heure soit 68,75% de succès. On a, au total, 66 personnes qui ont été soulagées avec une herbe médicinale (66%). Dans l'étude sur la nouvelle molécule chimique, 50 avaient de la fièvre et 30 ont vu leur douleur disparaître dans l'heure soit 60% de réussite. Dans les 50 qui n'avaient pas de fièvre, 35 ont vu leur douleurs disparaître dans l'heure, soit 70% de réussite. Ce qui donne 65 personnes soulagées avec la nouvelle molécule. Donc si l'étude est présentée par le fabricant de la nouvelle molécule chimique, il dira que dans toutes les catégories de mal de tête, sa molécule a toujours obtenu de meilleurs résultats: catégorie sans fièvre : 70% contre 68,75%. Et dans la catégorie avec fièvre 60% contre 55%. Si l'étude est présentée par le vendeur d'herbes médicinales, il dira qu'en intégrant toutes les catégories, l'herbe médicinale est en générale plus efficace que la nouvelle molécule 66% de soulagement contre 65%.

Ainsi, même avec des données d'études identiques, on peut mettre en avant des conclusions différentes.

Prenez maintenant conscience que, dans une étude statistique médicale, on peut intégrer de nombreux facteurs qui introduiront des possibilités d'interprétations. Comme par exemple, le critère d'efficacité, la durée du traitement avant qu'il fasse effet, la durée d'efficacité car les symptômes peuvent revenir après un temps; l'environnement (l'alimentation, la qualité de l'air, ...). Le pouvoir du statisticien est alors prépondérant dans les conclusions. En fait une étude scientifique statistique est un oxymore. Ceux sont deux qualificatifs antinomiques. De la même manière qu'une flamme froide. Le terme "scientifique" vient de savoir et "statistique" implique que l'on n'a rien compris, et qu'il ne reste qu'à dénombrer et classer.

Principe limitatif numéro 6: L'illusion de la preuve.

Le mathématicien et logicien Gödel a énoncé et démontré les théorèmes d'incomplétudes. A savoir, qu'en mathématiques, ce qui est vrai n'est pas nécessairement démontrable. Il existe des affirmations vraie dont on ne peut pas apporter la preuve. Ainsi, si la preuve est votre besoin ultime pour savoir ou essayer quelque chose, il est possible que vous passiez à côté d'opportunités. A l'opposé, des personnes mal intentionnées ayant identifiées que c'est une preuve que vous voulez, ils vous la donneront, même s'il doivent la fabriquer. En effet, le théorème de

Gödel d'incomplétude dit aussi que vous ne pouvez pas démontrer que votre référentiel (système d'axiome) est cohérent. C'est-à-dire que vous n'avez pas la preuve que le cadre de réflexion logique dans lequel vous réfléchissez ne comporte pas de contradictions. Et le problème de tomber sur des contradictions c'est que vous apportez la preuve qu'une chose est vraie mais aussi, avec la même logique, il peut être prouvé qu'elle est fautive. Il suffit de travailler avec des hypothèses de départ que vous accepterez pour vraie mais qui en réalité ont des éléments non évidents qui sont contradictoires. L'erreur vient du fait que l'on n'identifie pas des contradictions. Dans la vie, ce qui se passe est que l'on nous demande d'exiger des preuves pour savoir. Ces preuves sont en général issus d'éléments qui demanderaient aussi à être prouvés, mais que la société a accepté avec l'habitude. Elle peuvent aussi être acceptées parce que l'on fait confiance. Mais en réalité, on n'a pas vraiment de certitude. Tout raisonnement qui s'en suit ne pourra pas aboutir à quelque chose de sûr. La conclusion que l'on peut tirer des travaux de Gödel est que la logique ne se suffit pas à elle-même. Cependant, des personnes affirment des choses avec beaucoup de conviction. Même si c'est un mensonge ou une erreur. Face à ce type de personne, la personne honnête ou authentique, elle, a conscience des incertitudes et pourra au mieux dire que ce qui est affirmé n'est pas fondé. Mais elle ne pourra pas vous en amener la preuve, même si elle est dans le vrai. Ainsi, parfois, nous faisons face à des mensonges affirmés comme vrais ou prouvés, avec une grande conviction, mais la seule contradiction qui peut être apportée est de l'incertitude, qui ne pèse pas lourd pour des personnes voulant des preuves.

Malgré toutes ces mises en garde, vous pouvez tout de même vous appuyer sur la science car on ne peut pas nier qu'elle amène du sens, de la signification et des explications. Oui, mais ayez bien conscience que c'est votre choix, vos conclusions, votre sentiment profond, votre intime conviction ... comme toutes les autres religions.

Chapitre 8: Les principes d'égarement

En plus des preuves scientifiques vues au chapitre précédent, il est aussi utile d'identifier quelques autres principes qui sont assez efficaces pour empêcher quelqu'un de penser par lui-même ou de le contraindre à accepter quelque chose qu'il ne souhaite pas. Ces mécanismes sont hélas massivement utilisés. Les connaître, pour ensuite les reconnaître lorsque vous les subissez sont le moyen pour prendre conscience que nos choix sont orientés. Ces mécanismes sont essentiellement basés sur nos émotions et sont le parfait complément des "preuves scientifiques" qui rassurent notre intellect. Notre esprit est pris en étau entre nos pensées et nos émotions. Ces mécanismes sont le moyen qui permet de ne pas se rendre compte qu'un système usurier a corrompu toute la société. Ces mécanismes sont aussi utilisés pour que vous rejetiez toute voie qui vous amènerait vers une émancipation.

Principe d'égarement numéro 1: Émouvoir fortement pour passer un message.

Susciter une forte émotion, en général, la peur, le dégoût, la honte ou l'effroi. Presque toujours, cette émotion va être nourrie et amplifiée par une multitude de détails ignobles. Cette abondance de détails doit être un signal d'alerte de manipulation. L'objectif du manipulateur est d'imprimer un ressenti très désagréable, de sorte que celui qui écoute ou regarde soit ouvert pour une solution qui ferait cesser ou éviterait ce mal-être. On voudrait que le manipulateur arrête, tellement c'est insupportable. Une fois la personne traumatisée, on peut lui faire passer le message souhaité. Ses défenses intellectuelles ont été submergées par l'agression émotionnelle. Le cerveau est disponible à toute programmation. Ceci peut s'expliquer par le fait que lorsque l'homme primitif était soumis à un danger, il devait saisir la première opportunité de s'échapper. Sa survie ne dépendait pas de trouver une solution réfléchie, mais d'être réactif.

Que se passe-t-il dans la conscience lorsque l'on subit une attaque émotionnelle? On se dit qu'on est, ou que quelqu'un d'autre, est en danger, ou en grande souffrance. On a besoin de faire quelque chose pour soulager ce stress. Ceci implique un besoin de se décider rapidement, ou au moins que quelque chose doit être fait. Mais la démarche éclairée est d'abord de comprendre ou ressentir qu'il y a manipulation et d'abord calmer ses émotions. Ensuite d'évaluer l'importance ou la gravité du danger, puis d'évaluer la solution proposée et voir, le cas échéant, s'il n'y en a pas de meilleure.

Ce procédé de manipulation est tellement utilisé qu'il est récurrent. Dans ma jeunesse je me rappelle avoir suivi à la télévision la révolution en Roumanie fin

1989. Les médias se sont mis à décrire un dictateur malade qui sacrifiait régulièrement des jeunes pour leur sang. On nous montra quelques images sombres de corps allongés. On nous affirma que c'était un charnier à Timisoara où il y avait des centaines de cadavres d'opposants qui s'amoncelaient. On nous décrivait un holocauste. Puis quelques jours après, on nous montre le procès du dictateur qui se fait même engueuler par son avocat, et quelques minutes plus tard, il est condamné avec son épouse à mort et exécuté sur le champ. Ouff, on était presque soulagé que ce monstre soit mis hors d'état de nuire. Cette justice était tolérable pour tout le monde politique et médiatique et on en est resté là. Puis quelques mois plus tard, un journaliste expliqua qu'il se retirait du devant de la scène médiatique parce qu'il s'était fait balader par de fausses informations sur les événements de Roumanie et qu'il ne voulait plus refaire de la désinformation comme il l'avait fait. Il précisa notamment que le charnier était en fait des corps qui avaient été sortis d'une fosse commune d'un cimetière et que le dictateur n'avait rien à voir avec ces cadavres. Et quelques mois plus tard, on assiste à la 1ère guerre du golf contre l'Irak. Et là, on recommence, une koweïtienne vient témoigner que l'armée irakienne, lorsqu'elle a envahi le Koweït, est entrée dans les maternités et a massacré les nourrissons dans leur berceau. Pendant plusieurs jours, le monde entier a eu le droit à ce témoignage répété en boucle sur toutes les télévisions. Ce témoignage était entièrement faux mais on l'a su que beaucoup plus tard et la décision de partir en guerre avait emporté l'opinion publique occidentale.

Toutes les guerres de l'Occident sont justifiées par des mensonges toujours plus énormes et toujours plus nombreux. L'attaque de la Libye n'a pas échappé à cette propagande.

Il est aussi à noter que dans les films, on a souvent le héros qui est soumis à une émotion insoutenable qu'il ne peut que soulager en acceptant d'agir contre sa morale ou la loi. C'est tellement fréquent que cela nous habitue à accepter d'agir contre notre éthique soit disant pour un intérêt supérieur. La fin justifie les moyens. Mais notre civilisation y perd son âme. La réelle finalité est honteuse et cachée et les moyens sont barbares. Cette méthode d'égarement est tellement efficace et notre indifférence à ces mensonges est telle que nous la subissons dans de nombreux domaines. Pour nous vendre des assurances en tout genre, mais aussi pour des nouveaux médicaments contre de grands périls, justifiés par des études "scientifiques" statistiques. Cf le principe limitatif de la science n°5. Le problème est que la société est allée trop loin et la tentation de créer ces périls est trop grande. Pour vendre ou faire admettre une croyance ou faire accepter une loi inique, on crée la peur de toute pièce. Pour illustrer cela, il est difficile de donner un exemple sans provoquer de la dissonance cognitive chez le lecteur. Je me limiterai donc à un exemple de fiction. C'est celui de Star wars où le dictateur Palpatine est aussi en secret le chef de la rébellion séparatiste. Il provoque les événements qui justifient de faire passer les lois qui lui donnent tous les pouvoirs. Quand un sauveur se présente, doutez qu'il puisse être aussi votre bourreau.

Principe d'égarement numéro 2: la peur du ridicule.

L'individu non encore éveillé cherche à l'extérieur de lui-même ce qui se trouve à l'intérieur. Le regard des autres est plus important que la vérité. Il se raccroche à l'avis du nombre. Ainsi pour détourner quelqu'un d'une voie vers la connaissance ou la vérité, il convient d'attiser ce sentiment de ridicule si la personne cherche dans cette direction. En effet, l'esprit qui ne sait que par l'opinion des autres est en position de faiblesse, car au fond de lui, il ne sait pas. Cette ignorance est la pierre fondatrice du ridicule. Il est plus confortable de croire que l'on sait en suivant ce que d'autres affirment que d'accepter sa faiblesse de ne pas savoir. Mais tant qu'on a pas fait ce chemin d'humilité, toute connaissance est incertaine. C'est une fois que l'on a accepté que tout ce que l'on sait n'est en fait pas notre propre connaissance, que l'on s'aperçoit que l'on ne peut être sûr de rien. On fait alors l'expérience de l'humilité. Puis, un jour, une expérience de vie nous fait découvrir ou nous rappelle ce qui est vrai, ce dont on peut être sûr. En attendant, la société nous rappelle que l'ignorance est une grande faiblesse. Ce qui n'est pas faux, mais c'est aussi une nécessité dont il faut faire l'expérience. En lisant Platon, vous pouvez découvrir la profonde honnêteté intellectuelle de Socrate qui demande à se faire expliquer les affirmations qu'il ne comprend pas. Il se trouve que le ridicule se retourne contre ceux qui se moquent de lui, car, lui peut expliquer ce qu'il ne comprend pas, mais eux ne peuvent pas expliquer ce qu'ils croient savoir.

Comment considérer quelqu'un qui se moque de quelqu'un d'autre sur ces croyances (avérées ou fausses)? Je vois deux cas principaux : celui qui connaît mais veut rester le seul à connaître et ridiculise pour décourager d'accéder à son niveau et garder une supériorité. Cette personne est machiavélique. Le chapitre sur la ruse-fiction aborde ce type de personne.

Et il y a celui qui ne sait pas et qui se moque de celui qui sait ou essaie de savoir. Cette personne est ignorante mais en plus n'a pas la lucidité et l'humilité de le reconnaître. Mais elle a la prétention de juger le niveau d'intelligence ou de bon sens d'autrui. Hélas pour cette personne, le chemin pour accéder à la connaissance dont elle se moque va être plus dur que pour les autres. Car, en plus de son ignorance, elle devra reconnaître son manque d'humilité, et son manque d'humanité vis-à-vis d'autrui. Elle s'est mise dans un carcan.

Pour illustrer comment la peur du ridicule est utilisée, un exemple est l'étude des causes de l'effondrement des tours du World Trade Center à New York le 11 Septembre 2001. Certaines associations de personnes ont des conclusions avec une argumentation de bon niveau et explicative. Et parmi tous leurs travaux approfondis, il y a des éléments factuels comme le fait que la tour World Trade Center numéro 7 n'a pas été percutée par un aéronef. Il y a aussi des hypothèses que les aéronefs qui ont percuté les tours 1, 2 et le pentagone, soient des aéronefs de type drone, c'est-à-dire sans pilote à bord. Ce qui n'est pas possible pour un avion de ligne, du moins à l'époque et encore aujourd'hui. Pour ridiculiser le travail

de ces associations, ceux qui ont le droit de parler sur les grands médias parlent de ces gens comme ceux qui croient qu'aucun avion n'est rentré dans les tours du World Trade Center. Et c'est assez efficace, car beaucoup de gens ne vont pas évaluer le travail d'enquête et quand d'autres le font, ils peuvent constater la pertinence de leurs analyses, mais, en viennent alors à se poser d'autres questions qui amènent des réponses dissonantes ou très gênantes dont on ne sait pas quoi faire. Le réflexe conditionné est alors de se raccrocher à la bouée lancée par les médias que ces gens sont ridicules. Ils sont alors rassurés de ne plus se poser de questions sans réponses sûres, et qu'ils ne font pas partie des gens ridicules ou des gens qui donnent du crédit à des gens ridicules.

La peur du ridicule est un principe presque universel: tout le monde y est plus ou moins sensible. On peut y associer la honte. L'humain veut l'éviter à tout prix et est prêt à beaucoup pour l'éviter, y compris d'autres actes ridicules ou honteux pour cacher la situation précédente. C'est le cas des personnes en situation de figure d'autorité mais qui n'ont pas la légitimité pour être dans cette position. Dans la pratique, elles vont affirmer avec le plus grand aplomb ce qu'elles ne savent absolument pas. Elles craignent que le fait de montrer qu'elles ne savent pas les démasque. C'est le syndrome de l'imposteur. Les personnes connaissant l'imposture lui sont des ennemis qu'elle voudra écarter ou réduire au silence. Ainsi, une institution jouissant d'une grande réputation peut basculer assez vite dans la plus totale incompétence. Si un incompétent y est placé à sa tête, il fera fuir les personnes compétentes assez rapidement. Il devient alors possible d'influencer cette institution. De grandes institutions peuvent ainsi prendre des décisions absurdes, voire criminelles.

Principe d'égarement numéro 3: La répétition.

Répéter de nombreuses fois une fausse information et elle passera pour vrai au bout d'un certain temps. Exemple: De 2001 à 2003, on a répété dans tous les médias américains que l'Amérique est en danger si on n'envahit pas l'Irak. Les Américains y ont cru. Vu de France, on ne comprenait pas que le peuple américain se sente menacé. Mais nous avons eu la chance d'avoir un président qui avait conscience de la folie d'envahir l'Irak et les médias en France n'ont pas pu marteler librement à l'unisson ce mensonge. Hélas les présidents suivants ne nous ont pas épargné pour la Libye, la Syrie et d'autres pays d'Afrique.

Des psychologues ont étudié le phénomène d'ancrage. Lorsque l'on nous demande une estimation, si vous êtes soumis à un résultat avant de donner votre estimation, celui-ci va inconsciemment vous influencer et votre estimation aura tendance à se rapprocher de ce qui a été précédemment proposé. Car ce premier résultat sert alors de point de référence. Par exemple, lorsqu'on demande d'estimer le prix d'un bien immobilier à un groupe de personnes, les variations de prix sont beaucoup moins importantes si le prix demandé par le vendeur est affiché ou connu.

Maintenant, imaginez que vous assistiez à un spectacle de musique d'un nouveau genre en famille. Vous n'avez pas aimé. A la sortie, un de vos proches donne son avis, et, oh surprise, il a adoré et explique son enthousiasme. Vous êtes surpris, vous vous dites, ah oui, il y avait ça de bien que je n'ai pas vu. Puis, un autre proche approuve et donne encore d'autres raisons. Vous vous dites que ça non plus, vous ne l'aviez pas remarqué. Puis encore un autre. Ça fait beaucoup et vous vous demandez si vous n'êtes pas peut-être passé à côté du spectacle. La plupart des gens vont accepter les arguments des autres et nuancer leur opinion, beaucoup diront même que c'était bien, par conformisme. La mode fonctionne sur ces principes combinés : ancrage et conformisme. On vous présente une nouveauté comme devant être adoptée puis comme tout le monde se met à le faire, vous le faites aussi.

Ainsi, lorsque l'on veut vous inculquer un comportement ou une connaissance, il est important d'arriver avant la fin de votre réflexion et de le répéter ensuite. Plus on répète et plus la référence prend de l'importance, plus l'ancrage est profond. François-René de Chateaubriand disait "Tout mensonge répété devient une vérité ; on ne saurait avoir trop de mépris pour les opinions humaines !" et comprenez l'origine du dicton "Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose".

Principe d'égarement numéro 4: Opération sous faux drapeau.

Depuis que l'homme s'est sédentarisé au cours de notre ère, la loi du plus fort a prévalu pendant longtemps. Mais, on s'est aperçu que le système fonctionnait mieux si la population était coopérative avec le pouvoir. Ainsi les ressources pour le contrôle de la population pouvaient être allouées ailleurs et la population est devenue plus enthousiaste et productive. Ce qui a rendu les pays plus puissants et donné l'opportunité d'en dominer d'autres. Mais la population est devenue de moins en moins motivée à servir de chair à canon et à massacrer ses voisins. Avant, il suffisait au pouvoir de déclarer la guerre pour étendre sa domination sur les voisins. Mais depuis quelques temps, il est nécessaire de convaincre la population de participer à l'effort de guerre et rester coopératif. Il fallut alors créer la propagande. Et la base de cette propagande est que nous sommes les gentils et les autres, qu'il faut soumettre, sont les méchants. Pour valider cette stratégie, il faut alors que l'adversaire méchant attaque le premier. Tout est donc fait pour provoquer et pousser l'adversaire à tomber dans le panneau. Mais, il arrive que l'adversaire ait la même approche ou soit déterminé à ne pas attaquer ou bien soit pacifiste. La guerre pouvant rapporter tellement à certains, il est hélas parfois trop tentant de fabriquer de toute pièce l'attaque de l'adversaire à abattre. Il faut pour cela s'attaquer soi-même en rendant bien visible l'origine que l'on veut donner à l'attaque. C'est ce que l'on appelle l'attaque ou l'opération sous faux drapeau. L'exemple le plus grossier est de laisser des passeports sur les lieux du crime afin qu'on puisse identifier immédiatement la nationalité des attaquants. Ça paraît ridicule, mais l'effet

d'ancrage sous une forte émotion l'emporte largement en efficacité pour manipuler une population. Avoir la provenance d'une fibre textile issue d'un débris 8 mois plus tard est moins spectaculaire pour lancer des représailles.

Une technique un peu plus sophistiquée est de provoquer la guerre entre 2 pays pour les affaiblir tous les deux pour qu'ils soient ensuite à la merci d'un troisième. Ce troisième étant à l'origine de l'attaque avec le drapeau du premier pays sur le deuxième.

“Si tu veux abattre ton chien, dis qu'il a la rage.”. Encore une fois, doutez de votre bourreau et n'abandonnez pas la paix avant d'avoir tout évalué et essayé.

Principe d'égarement numéro 5: Le faux opposant

“Tant qu'à être concurrencé autant que ce soit par nous même” disait un homme d'affaire à succès. C'est très efficace dans les affaires, mais aussi en politique. Car on se met en situation de monopole ou en position dominante. En France, en politique, par exemple, le parti au pouvoir ne représente qu'un peu plus de 20% des voix. Mais les autres tendances d'opposition sont multiples: plusieurs partis ouvriers, plusieurs partis écologiques, plusieurs partis anti-Union européenne. Ainsi ils se fatiguent à expliquer leurs différences plutôt que peser dans un projet commun. Mais la lutte est difficile car le faux opposant dispose potentiellement des mêmes opportunités de ressources que le vrai opposant, mais le faux dispose aussi du soutien d'un dominant. Donc, plus d'accès au média, à de généreux donateurs, des professionnels de la communication ... Le vrai opposant a pour lui la sincérité. Le but de créer un faux opposant est de garder le contrôle de son opposition.

Le faux opposant sert donc l'objectif de diviser les forces de l'opposition, mais il y a d'autres tactiques très efficaces mise en œuvre avec une fausse opposition. L'une est de détourner l'attention. Le faux opposant va insister lourdement, pour paraître en opposition frontale, sur des points mineurs, pendant que les points fondamentaux sont passés sous silence. Ainsi l'espace est occupé, privant d'attention la réelle opposition. Une autre tactique est de faire dénoncer des réels abus de pouvoir (comme le pouvoir de la haute finance) par des personnes qui vous révulsent ou ont des positions sur d'autres sujets que vous ne pouvez pas suivre. Ainsi, il est facile de faire l'amalgame entre la bonne idée à étudier et des choses immondes, pour ainsi décrédibiliser toute personne évoquant un sujet crucial. Un exemple au XIX siècle est Proudhon, qui dénonçait la mise en esclavage des ouvriers par les capitalistes. Il critiquait aussi l'idéologie naissante du communisme où les capitalistes étaient remplacés par l'État. Proudhon prévoyait que l'ouvrier resterait abusé. Et dans tous les cas le pouvoir en place est complice de cette exploitation. Proudhon voulait donc limiter au maximum le pouvoir de l'État. Il prônait des organisations décentralisées et d'associer les travailleurs dans la propriété de l'outil de production pour qu'ils soient aussi rétribués et motivés sur les bénéfices. Or, ce qui s'est passé, c'est que des mouvements anarchistes ont repris l'idée d'abus de l'autorité du gouvernement et ont fait de nombreux attentats sanglants.

Certaines enquêtes dont personne n'a fait la publicité ont montré des liens entre ces assassins et de riches banquiers. Pourtant Proudhon a été classé dans les anarchistes, détournant ainsi les masses de ses idées. Et le pouvoir en France, à la suite de ces attentats, vota les "lois scélérates" restreignant les libertés individuelles pour plus de contrôle du gouvernement sur le peuple.

Une autre tactique derrière le faux opposant est l'infiltration pour tout connaître des plans et tactiques de l'opposition. Ceci est illustré dans le roman 1984 de Georges Orwell, où des citoyens qui veulent se rebeller rencontrent le plus grand opposant, Goldstein, qui n'est en fait que la personne dans le système dictatorial, chargé de rééduquer ou éliminer les opposants. Grâce au faux opposant, les vrais se jettent dans la gueule du loup.

Enfin, la dernière grande tactique est de détourner l'attention. Si un sujet est en train de venir dans le débat public et que le pouvoir ne le souhaite pas, il peut s'arranger pour qu'un opposant contrôlé génère un contre-feux pour changer de sujet d'actualité. C'est ainsi que surgissent de temps à autre, avec une haute intensité médiatique, des actes outrageants, racistes, misogynes, antisémites. Si certains en parlent avec émotions et véhémence, ce n'est pas nécessairement par compassion pour les victimes, mais pour détourner l'attention d'un sujet sensible.

Un attentat par exemple est arrivé juste après que des sommes colossales aient disparu des comptes publics. Autre exemple, la mafia. Si vous ne payez pas votre tribu pour la sécurité, vos biens seront détruits. La mafia commanditera quelqu'un pour vous attaquer, voire vous tuer pour faire la démonstration de sa nécessité.

Principe d'égarement numéro 6: le doigt dans l'engrenage

Le principe est d'obtenir un consentement pour un principe malsain qu'il est de plus en plus difficile à se défaire. Une fois obtenu, on peut demander ensuite un peu plus de malsain encore, sachant que la personne a déjà consenti à quelque chose contre nature. Elle est donc pervertie et sous l'emprise de la dénonciation de ce qu'elle a fait de malsain et de perdre ce qu'elle a déjà obtenu. De manière imagée, on a fait un pacte avec le diable, ou, on vend son âme au diable. C'est très tentant au début mais on ne se rend pas compte à quoi on s'engage, on finit par faire ce que l'on ne veut pas et il en coûte beaucoup de s'en défaire. Ce principe est hélas très courant dans notre société. Par exemple, quand une chose est donnée gratuitement, ou en dessous de son prix, dans le commerce, c'est pour mettre le consommateur dans une situation de captif et lui vendre un peu plus tard des produits ou services associés surfacturés. Pour des touristes, on vous offre un petit voyage sur une île avec des créations artisanales. Mais vous n'avez le droit au retour que si vous avez acheté suffisamment de souvenirs. Il y a certaines entreprises qui paient peu leur salariés, mais si vous progressez dans la hiérarchie pyramidale de l'entreprise, vous augmentez significativement votre salaire. La progression se fait officiellement au mérite, mais celui-ci est d'abord de faire plus d'heure de présence. Ainsi tous doivent

travailler plus pour espérer progresser mais très peu sont choisis. Si un promu décide de faire progresser ceux d'en dessous avec d'autres critères que le temps de présence supplémentaire dissimulé, il risque de faire perdre le temps de travail supplémentaire dissimulé non payé de tous les autres. Il aura le choix entre régresser dans la hiérarchie et perdre un salaire très confortable, changer de travail ou inciter les gens à continuer à dissimuler du travail offert à l'entreprise. Vous pouvez bien sûr remplacer "présence supplémentaire" par tout un arsenal de pratiques récurrentes dans de très nombreuses organisations comme "dissimulation des défauts d'un produit", "tromperie par études statistiques transmises aux clients", "lobbying", "dumping", "racket par extorsion juridique ou abus de position de force", "corruption", ...

Ce système est renforcé par la théâtralisation des serments dans les institutions et dans les sociétés secrètes. Vous vous engagez de manière très solennelle, en public, mais souvent vous ne savez pas concrètement à quoi. Par contre, vous voyez les privilèges que vous allez obtenir. Ainsi dans l'ancien régime, un fief était accordé à celui qui prêtait allégeance au suzerain. Il avait toute l'autorité sur un territoire et la population qui y habite mais il devait obéir à tout ce que pourrait lui demander le suzerain, en particulier de partir en guerre, c'est-à-dire d'aller assassiner et soumettre d'autres gens. En fait, le régime politique actuellement en France, repose toujours sur ce principe. Une caste dont le critère premier pour en faire partie est la fidélité au parti politique. Une partie de ces personnes se présente devant les électeurs pour officiellement les représenter. Mais dans les faits, non, ils représentent surtout le parti qui a les subventions et les relations avec les médias pour avoir de la visibilité. Si le représentant choisit de représenter le peuple plutôt que son parti et qu'il ne suit pas les consignes de vote du parti, alors il se met à dos tout le parti politique. Les partis peuvent user de leur réseau d'influence pour s'opposer à tel représentant, y compris dans les affaires privées. Le parti présente aux élections suivantes un autre candidat en face de lui avec les moyens du parti, l'autre devra ne compter que sur lui-même. Bien sûr, certains ont l'autorisation de jouer le rôle du faux opposant pour certaines lois dont le résultat du vote est acquis. Mais sur les lois cruciales, ils sont dans le rang. Comme la ratifications du traité de Lisbonne servant de cadre à l'Union Européenne ou bien lorsque près de 95% votent la poursuite de la guerre en Libye. Il est plus confortable de profiter des fastes de la république plutôt que d'écouter sa conscience, ses concitoyens ou s'opposer au parti.

Principe d'égarement numéro 7: la flatterie

Tous les Français sont prévenus des risques de se faire flatter, car ils apprennent à l'école la fable de Jean de La Fontaine, le Corbeau et le Renard. Elle raconte l'histoire d'un corbeau qui tenait en son bec un fromage qu'un renard voulait

manger. Pour cela il lui faut faire lâcher le fromage. Alors le renard flatte les qualités de chanteur du corbeau et l'invite à chanter. Ce qu'il fait. Il ouvre pour cela le bec, le fromage tombe et le renard le récupère. "Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute" est la morale de cette fable. Mais est-ce que les Français l'ont bien comprise?

Pour reprendre l'exemple des partis politiques en France, ceux-ci, avec les influenceurs dans les médias, répètent en chœur la douce mélodie que nous sommes en démocratie, que le peuple a le pouvoir... par l'intermédiaire de leurs représentants ... des partis politiques. Pourtant, on ne demande que très rarement l'avis des citoyens en France. Mais quand on leur a demandé la dernière fois, le peuple a "mal voté" : il a dit non à la constitution européenne. Donc les "représentants" ont corrigé le choix des Français en approuvant à une écrasante majorité le traité de Lisbonne reprenant l'essentiel de la constitution. Depuis, le peuple n'est plus consulté.

Ainsi le peuple en est rendu à choisir celui qui a donné le mieux l'illusion pendant la campagne électorale que le peuple est représenté. Même si certaines idées peuvent émerger, elles ne sont généralement pas votées. Quand elles le sont, c'est selon les modalités qu'aura décidé le parti au pouvoir. Par exemple, il n'y a dans les faits aucune protection dans la loi de protection des mineurs de 2018 comme nous l'avons étudié dans le chapitre ruse-fiction. L'élection sert maintenant à choisir notre tyran, ou plus exactement notre gauleiter, le représentant d'un régime dictatorial, fasciste et abusif. Et les français aiment s'entendre dire et répéter qu'ils sont en démocratie.

Un autre cas de flatterie est le conseiller. L'homme de pouvoir ne pouvant prendre le temps ou la discrétion d'analyser les besoins, les enjeux et les retours des actions menées dans tout son périmètre de pouvoir, il s'entoure de conseillers, spécialisés dans l'économie, la diplomatie, l'opinion publique, ... Ainsi, toute l'action de l'homme de pouvoir repose sur les informations et analyses que fourniront les conseillers. Le pouvoir du conseiller est énorme. Il est pour l'homme de pouvoir l'intermédiaire avec son peuple et aussi les autres acteurs du monde. Dès le XVIème siècle, Machiavel, dans son livre "Le Prince" où celui-ci théorise comment devenir un bon prince et rester au pouvoir, met en garde du danger de cette position. Il insiste sur le fait que les intérêts du conseiller ne sont pas ceux du peuple ni ceux de l'homme de pouvoir. Le conseiller a ses intérêts propres et cachés. Il est primordial pour le conseiller de durer. Il ne peut pas contrarier le dirigeant au risque de disparaître sur le champ. Les conseillers, dit Machiavel, sont des virtuoses de l'art de flatter. Les grands périls sont tus par les conseillers. Aussi convient-il pour le prince de trouver quelqu'un qu'il lui dira ses défauts, ses erreurs, ses responsabilités sans lui manquer de respect.

Pendant la crise des missiles de Cuba en 1962, Kennedy s'est senti impuissant pour prendre les justes décisions du fait qu'il n'avait pas la possibilité de connaître précisément la position de l'opposant soviétique Kroutchev. Trop

d'intermédiaires parasitaient le dialogue. Ils décidèrent de mettre en place le téléphone rouge. Un appareil sur le bureau de chaque président des deux superpuissances permettant de rentrer directement en contact.

En général, l'humain ne supporte pas qu'on lui fasse un reproche, il se sent attaqué dans son intégrité, des réflexes d'objections jaillissent. De même, il a une tendance naturelle au sentiment de supériorité que le conseiller va entretenir. Et c'est très piégeant, car se sentir humble peut cacher le sentiment de supériorité sur celui qui ne se sait pas humble. Certaines personnes sur la voie de la sagesse sont ainsi très mal à l'aise vis-à-vis de compliments. Elles savent qu'il y a un péril à les accepter car cela flatte leur sentiment de supériorité, et, le chemin est très long avant de le maîtriser. La connaissance de ces aspects de la nature humaine permet de conforter le dirigeant dans cette idée de supériorité, et, un flatteur peut ainsi orienter ses décisions.

Principe d'égarement numéro 8: la propriété, l'attachement.

La possession des choses matérielles est un piège. Toutes les choses que l'on possède auxquelles on a un attachement affectif sont en fait des liens qui nous attachent à ces choses qui en deviennent alors des fardeaux. Cela a été étudié en psychologie. Si on vous donne un objet, vous demanderez une somme nettement plus importante pour vous en séparer que celle que vous auriez dû payer pour l'obtenir. Dès qu'une chose vous appartient vous voulez la garder, vous l'avez adoptée. Si on vous enlève ce lien vous allez avoir mal. Plus mal que de la réelle utilité dont vous êtes alors privé. Si on vous le vole, la douleur va être encore amplifiée. Le problème est que vous êtes prêt à beaucoup de concessions pour garder ce bien, y compris faire des choses qui vous nuiront ou nuiront à autrui. Par exemple se battre contre quelqu'un d'armé qui vous vole. En fait, les possessions sont aussi un piège. Par exemple, vous faites des études difficiles pour acquérir une situation professionnelle et matérielle confortable pendant plusieurs années. Votre salaire est supérieur à celui de la moyenne de la profession. Mais, à tout moment vous devez être disponible à un supérieur hiérarchique qui parfois en abuse. Vous avez envie de le remettre à sa place, mais vous ne le faites pas, parce que si vous le faites, vous perdrez votre position et votre confort, sans garantie de le retrouver. Alors que si vous aviez su que le supérieur abusait de son pouvoir, vous n'auriez pas accepté le job de larbin, quelque soit le salaire.

Voici maintenant une autre situation : Vous êtes employé par une grosse société dans son service d'approvisionnement. Vous sélectionnez un fournisseur qui répond à vos besoins et qui fournit le meilleur prix. Les choses pourraient en rester là, mais comme vous avez le pouvoir de décider de prendre un autre fournisseur, vous exigez donc une baisse de tarif. Vous pouvez vous réfugier derrière la défense de l'intérêt de votre entreprise, pour justifier une telle attitude. Mais quelles sont les conséquences de cet abus de pouvoir? Dans le premier cas, le fournisseur refuse. Il perd le marché et se voit obliger de prospecter ailleurs. Il va probablement mettre

plus d'effort à convaincre vos concurrents de prendre son produit que vous savez être le meilleur. Peut-être qu'il va devoir fermer, faute de clients. Peut-être qu'il tirera les conséquences de votre comportement d'abuser d'une position de domination. Il pourrait informer son réseau de votre attitude. Il pourrait décider de ne plus travailler avec votre entreprise ultérieurement. Vous avez rejeté le meilleur. Dans le futur, il pourrait être encore plus nettement le meilleur, privant votre entreprise d'un avantage concurrentiel pour longtemps. Maintenant, regardons le cas où le fournisseur, le couteau sous la gorge, accepte votre prix. Le produit avait été sélectionné par vous, un professionnel de l'approvisionnement. Il est donc probable que son bénéfice n'était pas exagéré, car sinon un autre fournisseur aurait été choisi. Vous lui prenez donc sa part de rémunération correspondant au fait qu'il était meilleur que les autres. Le fournisseur va devoir moins investir qu'espéré, moins rémunérer ses employés qui lui avaient fabriqué le meilleur produit. Le produit suivant sera très probablement moins bon, ce qui baissera le niveau global de vos fournisseurs. Peut-être que les salariés de votre fournisseur sont d'une manière plus ou moins directe les clients de votre entreprise, qui ne pourront plus acheter les produits de votre entreprise. A un niveau global, tous sont les clients et les fournisseurs des uns et des autres. Ainsi les conséquences pour votre entreprise et la communauté sont néfastes. La vérité est que votre jugement est altéré par le fait que vous obtenez des gratifications sur votre abus de pouvoir : justification de l'utilité et l'importance de votre fonction, primes, augmentation de salaire et ascension hiérarchique. Les conséquences sur autrui et la communauté sont masquées à votre conscience. Vous avez des pratiques de requin. Vous ne voyez pas parce que vous avez des acquis, des possessions à défendre et à développer.

Vous pensez peut-être que vous n'êtes pas attaché aux choses matérielles. Alors voici la situation suivante: vous avez économisé, par un dur labeur de nombreuses années en vous privant de beaucoup pour vous constituer un capital dans le but d'assurer une sécurité en cas d'imprévu, ou bien pour acheter, quand vous le pourrez, la maison de vos rêves, ou encore d'avoir des facilités pour vous et vos enfants. Maintenant, considérez que l'accumulation de cet argent entraîne des effets négatifs sur d'autres êtres humains. Par exemple, votre banquier a utilisé votre argent, moyennant rémunération, pour acheter toutes les matières alimentaires sur le marché et les revendre à des prix tellement élevés que de nombreux êtres humains ne peuvent plus se nourrir. Le spéculateur choisit de brûler une partie des matières premières pour ne pas payer le stockage ni se les faire voler. Et il sait qu'il ne pourra pas tout vendre étant donné le prix qu'il demande. Devant ces actes, la communauté propose de saisir les matières premières alimentaires de ce spéculateur. Le problème, c'est qu'il fera faillite et ne pourra pas vous rendre votre argent. La communauté vous demande votre avis. Acceptez-vous? C'est dur de renoncer à toute son épargne. De manière un peu plus légère, acceptez-vous de renoncer à tous vos intérêts sur les placements en dettes d'État, voire une décote sur le capital? Car le problème dans la réalité de notre monde est là: les banquiers

ont associé une grande partie de l'épargne à des dettes d'États injustes qui asphyxient la communauté. Pour rompre le système asservissant du banquier, il va falloir renoncer à notre patrimoine au moins en partie. On continue à s'imposer des intérêts et impôts excessifs ou vous abandonnez des biens matériels? C'est dur. Celui qui n'a rien n'aura pas de difficulté à accepter un système juste même s'il doit renoncer à des intérêts futurs sur d'éventuels placements d'épargne.

Principe d'égarement numéro 9: le détail qui tue

Toute désinformation utilise majoritairement des éléments d'informations véridiques. Vous pouvez les vérifier pour la plupart et ils ont pour but de gagner votre confiance pour vous donner ensuite une fausse information. A l'inverse, une vraie information peut être associée à des erreurs pour qu'elle soit jugée fausse. On peut aussi utiliser un raisonnement erroné pour démontrer un résultat tout de même vrai. Ce n'est pas parce que la logique est mal utilisée que le résultat est faux. Il est seulement encore non prouvé. Il est plus raisonnable de ne pas accepter un ouvrage, ou une personne comme une référence dans son intégralité. Il est aussi possible que certains niveaux de compréhension ne soient pas accessibles à tout le monde. Une approche sage est d'accepter que certaines choses soient erronées ou incompréhensibles sans que l'idée générale soit fausse. Des personnes vont parfois s'arrêter sur certains détails sans essayer de comprendre l'explication générale. A l'inverse, certaines personnes vont donner une foi totale à certains détails absurdes parce qu'ils font partie d'un ouvrage ou d'un auteur de référence. Il est raisonnable de s'autoriser certains doutes pour certains détails d'une œuvre même magistrale.

Principe d'égarement numéro 10: soumission à la figure d'autorité

Ce principe est parfaitement explicité dans l'expérience de Milgram : Milgram veut savoir si on peut transformer un individu normal en un véritable tortionnaire. C'est-à-dire d'être capable de choisir librement d'imposer d'importantes souffrances pouvant entraîner la mort. Pour cela, il recrute par petites annonces, en tant qu'universitaire, des volontaires pour conduire une étude scientifique sur la mémoire, moyennant une petite rémunération. L'expérience se déroule comme suit: un volontaire doit apprendre une liste de mots à un autre volontaire. L'un joue le professeur et l'autre l'élève. Si l'élève se trompe, le professeur doit envoyer une impulsion électrique à l'élève. Plus l'élève se trompe, plus la décharge est élevée. Le professeur est averti du danger des fortes impulsions. Le professeur ne voit pas l'élève, il est dans une pièce voisine isolée. L'élève et le professeur communiquent par un micro et un haut parleur. Cette séparation permet de cacher au professeur que l'élève en fait ne reçoit pas les décharges et que sa réaction est un enregistrement fait par un comédien qui sera rejoué à l'identique pour chaque professeur de l'étude. Les réactions de la victime sont graduées et elles alertent de plus en plus le professeur sur la gravité de la douleur. Au bout de l'échelle de douleur, l'élève supplie qu'on le sorte de cette expérience, il craint pour sa vie, puis il

ne répond plus. Si le professeur pose des questions, un homme en blouse blanche qui est en observateur du professeur, lui répond toujours la même réponse, à savoir que c'est l'expérience qui veut ça et il l'invite à reprendre le protocole. Il n'y a pas d'argumentation pour le convaincre de continuer l'expérience. Si le professeur refuse de continuer, il lui est répondu la même chose que pour une question: c'est pour les besoins de l'expérience. Au deuxième refus, L'expérience s'arrête.

Ce qui ce passe est très instructif: Dans la majorité des cas le volontaire torture allègrement son compagnon d'expérience, il se rend compte à un moment qu'il y a un problème mais il continue, il s'interroge et interroge le référent scientifique, mais en général, il continue. Il ne veut pas le faire, mais il continue. Il livre un combat intérieur tellement fort que son malaise est clairement visible sur les vidéos de l'expérience. Et il finit par le tuer dans 62% des cas. Autrement dit, dans 62% des cas de cette expérience bien particulière, rien ne peut arrêter l'obéissance à une figure d'autorité.

Bien sûr, ce chiffre est discutable et ne peut pas conclure que 62% des gens sont des tortionnaires en puissance. D'autres aspects sont aussi en jeu et il est intéressant de les étudier. Mais il est important d'identifier deux tendances de l'être humain. La relation de confiance en l'autorité est très puissante puisqu'elle amène à faire ce qu'il y a de plus contre nature pour un être vivant : tuer son semblable sans motif. Y être arrivé pour au moins un volontaire est déjà en soi un événement. Soit on est tombé sur un psychopathe, soit il y a une faiblesse dans l'être humain à connaître. L'avoir reproduit plusieurs fois confirme la tendance à se laisser contrôler par une autorité en apparence non contraignante. Que cela soit 33% ou 66% ou 80% n'est pas très important, car d'autres paramètres permettent éventuellement d'ajuster le taux désiré.

En effet, si les volontaires avaient été sensibilisés à l'importance majeure des débouchés de cette expérience, leur détermination aurait été renforcée. On aurait pu aussi leur instiguer un lien émotionnel avec le résultat, en disant que des enfants étaient impactés. Et leur rappeler régulièrement pendant l'expérience. Il est à noter que l'expérience n'est pas le fruit d'une usure psychologique qui fait que le sujet ne contrôle plus la situation ou qu'il ait envie d'en finir coûte que coûte. En fait, il ne l'a jamais contrôlée, sauf ceux qui se sont arrêtés tout de suite, c'est-à-dire une infime minorité. Toute l'efficacité de cette soumission repose sur la société étatsunienne de l'époque qui idéalise la science. Le message répété depuis l'enfance que le progrès, c'est grâce à la Science, la Science ne se trompe pas, vous ne pouvez pas comprendre c'est trop compliqué pour vous, mais les scientifiques eux savent et ce sont les meilleurs et les plus intelligents d'entre nous.

Milgram est de l'université de Yale qui est une référence aux États Unis en 1963, date de l'expérience. La gravité des actes est possible par la confiance aveugle et la déresponsabilisation, car en fait, la société apprend à agir avec comme seule explication, "c'est scientifique". Donc si la science le dit, c'est bien. Le principe de l'expérience est d'être guidé à faire quelque chose selon un protocole et donc sa

volonté n'est pas activée. Et l'art de la figure d'autorité est de s'assurer que sa volonté ne s'active pas. D'où l'ambiguïté de l'observateur scientifique qui ne dialogue pas avec le volontaire. Certes, il n'abuse pas de sa position car il ne lui donne pas des arguments pour le convaincre. Mais en même temps, il évite que la personne se mette à raisonner et donc qu'elle reprenne son pouvoir sur elle-même.

Il est à noter un petit piège qui est tendu au volontaire. Il reçoit une petite somme d'argent. C'est une sorte de contrat implicite. L'échange de participer à ce que souhaite l'autre contre une somme d'argent. En fait c'est bien le principe d'égarement du doigt dans l'engrenage. Le volontaire est engagé à quelque chose qu'il ne connaît pas. Puis la douleur infligée augmente progressivement. C'est de plus en plus dur à s'arrêter car il doit reconnaître qu'il s'est trompé depuis longtemps, pourtant il ne s'en est pas aperçu. Le combat intérieur qui se livre doit probablement porter sur les questions suivantes: "Ai-je pu faire quelque chose de mal sans m'en rendre compte? Ne me rendrais-je pas compte de ce qui est bien de ce qui est mal? Non, je suis quelqu'un de bien qui participe à la Science".

L'être humain a des difficultés naturelles à reconnaître qu'il s'est trompé. Prenez conscience que si en plus, quelqu'un utilise le principe d'égarement de la flatterie, il devient alors presque insurmontable de reconnaître son erreur. Si l'observateur disait au volontaire que son action est courageuse et très utile, qu'il sait prendre des bonnes décisions, peu auraient renoncé avant la fin de l'expérience.

D'autre part, il faut aussi voir que le piège aurait pu être beaucoup plus puissant. En donnant une somme d'argent significative donnée à l'inscription, comme quelques jours de salaire. La personne aurait eu alors à l'esprit de devoir rendre l'argent s'il arrêtait l'expérience. Pire, il n'aurait peut-être pas la possibilité de rembourser. C'est le piège du principe d'égarement de la propriété (ou possession). J'espère que vous comprenez maintenant qu'il est facile d'augmenter à volonté la réussite de l'expérience de Milgram. Et cela avec seulement un peu d'argent et des flatteries...

Étudions maintenant l'utilisation de moyens un peu plus puissants. La peur est très efficace. On la retrouve dans le principe d'égarement numéro 1 : susciter une émotion pour faire passer un message. Imaginer qu'avant l'expérience, on terrorise le volontaire, par exemple, en lui montrant qu'il a des signes avant-coureurs de la maladie d'Alzheimer. On lui présente tous les effets indésirables de cette maladie sur lui et son entourage. On lui explique la quantité de personnes souffrant de cette pathologie. Et on lui suggère que l'entretien de la mémoire est une stratégie très efficace pour contenir le développement de la maladie. Il devient alors une priorité, et même un devoir de mener à bien le type d'expérience qui lui est proposée. Celui qui ne va pas au bout de l'expérience devient l'exception.

On a alors réussi à complètement inverser la tendance naturelle de l'homme. Ayez bien conscience que ce pouvoir peut donner un sentiment de toute puissance et d'impunité. On peut raisonnablement penser qu'une partie de ceux qui en ont connaissance l'utilisent. Soyez donc très attentifs à une autorité qui utilise la peur ou

d'autres principes d'égarement. En général, l'étape finale pour le contrôle total de l'être humain est de renforcer l'autorité par la peur puis par la force. On est alors en dictature. Vu sous l'angle de l'expérience de Milgram, c'est de vouloir atteindre 100% des volontaires qui vont au bout de l'expérience et qui tuent leur semblable. Pour utiliser le levier de la peur, on peut recruter les volontaires parmi les membres de la figure d'autorité ou sous sa dépendance. Par exemple des étudiants en fin de cycle, ou des chercheurs, surtout ceux ambitionnant un nouveau poste. Si le volontaire scientifique arrête l'expérience, c'est-à-dire qu'il dit non à un autre scientifique en position d'autorité, ce sera interprété comme un acte de défiance à l'autorité scientifique. Il peut faire une croix sur sa carrière et il peut être exclu de sa position sociale que lui confère ou lui fait espérer l'autorité. Et si des volontaires refusent toujours d'aller au bout de l'expérience, on peut leur faire prévaloir une loi et toutes les sanctions qui en découlent pour obstruction au progrès scientifique. L'ultime sanction étant de devenir le torturé de l'expérience. Vous avez le choix entre bourreau ou victime. Le seul moyen qui reste alors pour lutter face à ce pouvoir est de le dénoncer. Et une loi qui réprime la liberté d'expression, en particulier dans une démocratie, est plus qu'un signal d'alerte, c'est l'événement initial d'abus ultérieurs sans limites.

De manière assez pragmatique, la puissance de la figure d'autorité est abondamment utilisée par la création de comités scientifiques ou médicaux subventionnés par des groupements d'intérêts pour justifier des pratiques très lucratives pour ces groupements d'intérêts. Cela a commencé par des médecins qui recommandaient de prendre une cigarette plutôt que de prendre un bonbon pour se couper la faim. Il y a eu aussi la pratique, qui perdure, de vanter les bienfaits du fluor pour les dents, alors que c'est un déchet toxique industriel, pour le vendre et l'introduire dans les réseaux d'eau potable.

Comment savoir alors si on peut se fier à une figure d'autorité? Déjà, dans la mesure du possible essayez de vous fier à vous même. C'est-à-dire de faire l'effort de compréhension et de vérification de ce qui vous est donné. Mais, il est vrai que ce n'est pas toujours possible. Donc, il y a des points sur lesquels il faut être vigilant.

La personne qui fait véritablement autorité dans son domaine comprend toute la complexité des problématiques et en même temps voit la simplicité des principes qui sont à l'oeuvre. Cette personne peut expliquer très clairement ce qu'il comprend quelque soit l'auditoire. Il utilise des mots simples pour décrire les principes essentiels si l'audience n'est pas du domaine. Et il peut aussi discuter avec d'autres spécialistes de détails très subtils. A toutes les questions, il vérifie par lui-même ses réponses et celles des autres. C'est donc aussi une personne de terrain. Il s'assure que sa compréhension reste valable à tous les défis qui lui sont présentés. Au besoin, il est capable de tout remettre en cause. Cette personne a l'expérience de se construire une connaissance et peut donc aussi se plonger dans d'autres domaines que le sien, car il ira à l'essentiel de la compréhension. Il pourra par exemple faire un

travail de revue dans un autre domaine pour identifier des failles, sans nécessairement réussir à les résoudre.

Léonard de Vinci, l'archétype du savoir et de la connaissance, déclarait, la "simplicité est la complexité suprême" et "la plus grande joie est le plaisir de comprendre". C'est pourquoi la véritable autorité est très enthousiaste de ses compréhensions et souhaite les partager. Elle vous élève. L'imposteur, conscient de l'être ou pas, vous dit ce que vous devez croire, il utilise des émotions négatives pour vous dominer (principe n°1), vous rabaisse par ses titres, l'utilisation de termes incompréhensibles et vous perd dans ses explications quand il daigne en donner. La véritable autorité cite les autres pour leur rendre le mérite de ce qu'elles ont transmis. L'usurpateur, le fait pour se justifier et éviter d'expliquer, et, faire étalage de connaissances. La véritable autorité informe sur le périmètre et les limites de ses connaissances. Ceux qui vous égarent soulignent les limites des autres sans considération pour leurs apports. La fausse autorité rabaisse ou vous rabaisse. Ce n'est pas le titre qui vous dit tout cela. La colère n'est pas non plus un critère. Car si vous contredisez ou ne vous soumettez pas à un usurpateur, il peut s'énerver très violemment. Et, la véritable autorité se rebelle contre les mensonges, les abus, le gaspillage des deniers publics et l'irresponsabilité quand elle a des conséquences dramatiques.

Et donc, pour conclure en une phrase, l'autorité qui ne l'est pas véritablement va vous demander de lui faire confiance et d'obéir, alors que la véritable autorité donne confiance pour prendre la décision juste.

Principe d'égarement numéro 11: le contrôle du langage

On a la possibilité d'influencer un individu en contrôlant les concepts qu'il manipule. Et un humain utilise des mots pour manipuler des concepts. Donc, pour détourner la véritable nature d'un concept, on va associer à son mot qu'il identifie d'autres notions qui vont engendrer d'autres sens. Ses sens peuvent être tellement horribles ou ridicules que le mot peut ensuite être abandonné ou remplacé. George Orwell pour son roman 1984, parle de Novlangue: la dictature utilise un langage avec peu de mots, le but étant de minimiser les concepts que le peuple connaît pour qu'il ne réfléchisse pas trop et qu'il réagisse surtout par l'émotionnel. Manquant de mots, les critiques du régime sont complexes à formuler et à communiquer. Voici quelques exemples dans la langue française de mots détournés. Le mot "race" est associé aux racistes. Ces gens en dénigrent d'autres sur des critères de caractéristiques physiques. Comme ceux qui dirigent l'esprit des gens veulent que cela s'arrête et/ou supprimer des mots du langage, ils faut montrer par la langue que cela n'est pas bien. Ils souhaitent que prononcer le mot "race" soit assimilé à du racisme. On doit utiliser "origine ethnique" ou "pays d'origine" pour affirmer que le racisme c'est mal et que nous sommes tous de la même race. Alors que cette définition correspond à "espèce". Il est aussi à envisager que des manipulateurs hautement raciales,

comme vu dans le chapitre ruse-fiction, cherchent à supprimer ces subtilités du langage pour qu'on ne puisse pas clairement dénoncer leur pratiques.

Un autre mot magnifique qui est en train de disparaître de la langue française est le mot "révisionnisme". Il a une signification proche de celle du mot amélioration, mais ajoute le fait que l'on part d'un état acquis. Le mot désigne un engagement pour chercher les hypothèses et raisonnements erronés dont découlent des conclusions, lois ou connaissances d'une époque. Le progrès scientifique ou l'actualisation des connaissances passent par du révisionnisme. Le mot a été remplacé par "négationisme". Ainsi, aujourd'hui, celui qui recherche l'amélioration d'une connaissance est qualifié de quelqu'un qui la nie en bloc : "hypothèses, faits, raisonnement, conclusion" ne peut plus être pratiqué. Il m'est délicat de vous donner plus d'explications sur l'origine de cette transformation, car une loi publiée le 13 Juillet 1990 en France interdit de formuler le point de vue révisionniste qui a été à l'origine de cette loi. Je ne peux donc pas vous dire pourquoi il n'est pas négationniste mais juste révisionniste. Un ressortissant d'un pays jouissant de la liberté d'expression pourra peut-être le faire.

Un autre terme intéressant à étudier est le mot "antisémite". Celui-ci est assez récent dans l'histoire de la langue, puisqu'il apparaît dans la deuxième moitié du XIX siècle. Son étymologie vient de "anti" qui signifie contre et de "Sem" qui est un ancêtre d'Abraham, dont descendent les peuples dont sont issus les Juifs, Chrétiens et Musulmans. Sémitique, fait référence à un groupe de langue répandues dans le moyen orient, principalement arabes. Cependant, la définition a été associée à l'hostilité aux Juifs. L'hostilité portant sur la religion, la race ou plutôt, il faut dire origine ethnique. Il est à noter que la race juive n'est pas unique. Il a entre autres, des Caucasiens (les Ashkénazes), même souche que la plupart des européens, mais aussi les Séfarades d'origine ibériques et les Éthiopiens ayant la peau foncée. Suite aux persécutions qu'ils ont subi dans la première moitié du XX siècle en Europe, une compassion de la population européenne, et française en particulier, a voulu ne plus voir se reproduire ces persécutions. Il a été mal vu d'être antisémite, puis diabolisé, puis condamné par la loi. Cependant, maintenant, on est arrivé à un extrême inverse. On ne peut plus émettre la moindre opinion critique. Même si la critique porte sur des regroupements d'intérêts opportunistes. Sinon, la sentence tombe: "antisémite". Elle a pour conséquence pour l'émetteur de la critique de ne plus pouvoir s'exprimer dans l'espace public. C'est une censure immédiate, totale et définitive. Pourtant, en France, personne ne s'offusque lorsqu'on s'oppose à des pratiques qui imposent à des femmes de couvrir leur visage pour des raisons religieuses. Des lois sont même votées pour encadrer cela dans l'espace public. La pénétration de l'Eglise de Scientologie dans l'industrie du cinéma est régulièrement soulignée et personne ne songe à condamner cette information. La personne qualifiée d'antisémite ne peut même pas se justifier, car elle représente l'abomination ultime. Elle doit disparaître de l'espace public. Ce mot est même tellement puissant que certains n'ont pas résisté à la tentation de l'utiliser pour des

gens avec une idée nouvelle quand elle dérange. C'est la situation que subit Etienne Chouard, qui milite pour une refondation de la démocratie. Il argumente avec efficacité l'importance de ne pas faire écrire la constitution par les représentants qui décident les lois, car il voit la constitution comme moyen pour assurer le contrôle des lois promulguées par les représentants. Il a aussi milité pour la nécessité d'un référendum à l'initiative des citoyens comme outil nécessaire à une démocratie. Mais, il a été plus facile de le qualifier d'antisémite que de débattre avec lui sur la faiblesse des fondements de la démocratie en France. Ainsi, par un mot, certains peuvent décider de ce qui doit être discuté ou pas dans le débat public. En fait, une programmation mentale a été introduite dans l'esprit des Français : "si on vous dit que quelqu'un est antisémite, vous devez surtout ne pas chercher à écouter ce qu'il dit". On pourrait qualifier cela d'hypnose collective. Et c'est assez spectaculaire à observer quand on est conscient.

Principe d'égarement numéro 12 : modifier les données d'entrées

C'est ce qu'illustre l'expression populaire "les dés sont pipés". Il ne faut pas oublier que parfois des résultats inattendus ou des décisions incompréhensibles sont prises non pas par une erreur de raisonnement, mais par des données truquées. Souvent cela passe par la corruption d'institutions de référence. Nous avons vu que cela peut se faire par le principe d'égarement numéro 2, la peur du ridicule, mais nous verrons aussi qu'il peut aussi se faire par le principe numéro 16: l'entente dissimulée qui comprend la corruption. Il faut avoir conscience que beaucoup de nos informations passent par les médias, qui sont contrôlés par un petit nombre de personnes. Dans le chapitre sur la guerre en Libye, vous découvrirez quelques informations qui vous sont cachées ou données de manières biaisées pour que vous acceptiez une conclusion fausse.

Principe d'égarement numéro 13 : la méthode progressive (le doigt dans l'engrenage revisité)

C'est une méthode utilisée pour faire adopter quelque chose que quelqu'un ne veut surtout pas. On affirme d'abord que l'on a pour intention de faire quelque chose qui est accepté, puis on va dans la direction opposée, étape par étape, chaque étape étant une modification suffisamment légère pour que la personne qui doit l'accepter ne trouve pas la volonté de faire marche arrière sur l'ensemble de ce qui a été fait avant. C'est par exemple l'histoire de la grenouille que l'on met dans l'eau et que l'on chauffe progressivement jusqu'à l'ébouillanter. Si on l'avait mis dans de l'eau bouillante, elle aurait fait des bonds violents pour s'échapper. Mais là, elle s'engourdit petit à petit et ne peut pas trouver la volonté et la force de s'extraire de la marmite.

Principe d'égarement numéro 14: s'attaquer au messager pour rejeter le message.

Lorsque l'on est dans l'erreur ou dans le déni, il est parfois difficile de faire face à la vérité que quelqu'un dit. La porte de sortie est alors de remettre en cause la personne qui défend l'idée véridique plutôt que de se placer sur le terrain des idées, qui pourrait impliquer une remise en cause de la personne dans l'erreur. Et c'est assez facile à faire. D'abord parce que personne n'est parfait, et ensuite parce qu'il est facile de calomnier quelqu'un. Rétablir la vérité, se reconstruire une réputation est beaucoup plus long que de la salir. De nombreux principes d'égarement sont disponibles pour salir, comme le numéro 12 la manipulation du langage, en associant la personne à des notions bannies ou honteuses. On peut alors utiliser le principe numéro 2: la peur du ridicule, pour donner un sentiment de honte à ceux qui soutiennent ou voudraient soutenir le messager. Tout cela est répété à de nombreuses reprises comme il est stipulé dans le principe numéro 3 de répétition, pour qu'une partie reste à l'esprit des gens non avertis.

Attention, la réciproque n'est pas vraie. Quelqu'un d'une mauvaise réputation ne dit pas forcément des vérités. De plus, on ne peut pas complètement distinguer le message du messager. Une vérité doit être incarnée par un homme qui tente de mettre en pratique ces vérités. C'est ainsi que dans une société ou une organisation malsaine, on s'assure que les personnes qui ont accès à des informations compromettantes, ont des faiblesses identifiées qui serviraient pour les salir si elles révélaient ces informations compromettantes pour l'organisation. Donc, il est bon de ne pas s'arrêter à des calomnies. L'individu qui a eu des faiblesses peut éventuellement faire preuve d'un grand courage et essaie d'exprimer un message utile pour le plus grand nombre et dérangeant pour les gens qui le calomnient.

Principe d'égarement numéro 15 : susciter la frustration

Cette pratique consiste à présenter un problème ou une injustice sur lequel les personnes peuvent s'identifier. En général un bouc émissaire est identifié et une étude détaillée de ses aspects négatifs est proposée mais il n'y a pas d'analyse des multiples causes possibles du problème. On présente aussi l'inefficacité de ce qui est connu pour résoudre le problème. Le tout étant parsemé de phrases vindicatives qui ne font référence à rien de concret, comme "On ne peut plus accepter cela", "il faut que ça change". "C'est scandaleux". L'effet produit est l'impuissance, le malaise et la frustration. Celui qui a écouté devient de mauvaise humeur et irascible. Les médias français utilisent ces méthodes en abondance. Mais je ne crois pas que ce soit réservé à la France. Le but principal de cette pratique est de rediriger la frustration pour obtenir votre consentement pour autre chose. On s'adresse à votre émotionnel pour ne pas passer par le rationnel. Par exemple, sur le plan économique, un fabricant de cigarettes aux États Unis, après la première guerre mondiale, a voulu élargir sa base de consommateurs en touchant également les femmes qui ne fumaient pas à l'époque. Une agence de relations publiques, a engagé des actrices pour se présenter en tête de cortège d'un grand événement et

allumer leur cigarette en exprimant des revendications féministes. Les journaux, payés pour cela, titraient alors: “elles allument des flambeaux pour la liberté”, faisant explicitement passer la consommation de cigarette pour un acte militant pour l’émancipation des femmes. La frustration du manque d’égalité a été redirigée vers la dépendance à la cigarette. Le succès commercial a dépassé les espérances. Mais ce n’est pas tout, cela est aussi utilisé en politique pour faire passer des lois qui ont pour objectif réel de faire sauter des protections sanitaires, écologiques, d’équité ou des libertés individuelles. Des évocations à un problème frustrant sont mentionnées en général à titre introductif, en préambule, mais les prescriptions de la loi sont toutes autres. C’est ce que nous avons vu dans le chapitre Ruse-fiction avec la loi en France de 2018 ayant pour titre “protection de l’enfance” qui étend les possibilités d’actions des pédophiles. L’opinion publique a son émotionnel enfin soulagé parce qu’on fait quelque chose pour les enfants, mais le rationnel n’étant pas impliqué, il ne s’assure pas de ce qui a été réellement décidé. Pour en revenir au sujet principal de cet ouvrage, à savoir que tôt ou tard, nous finirons dans une guerre cataclysmique, nous avons déjà eu en France la création de ces frustrations pour partir en guerre contre la Libye en 2011. Pour convaincre l’opinion publique de partir en guerre, il est stratégique de réussir à toucher les femmes, représentant la moitié de la population. Pour cela il convient de maintenir un climat régulier de contestation féministe et de l’exacerber par de grosses frustrations. Et, le moment venu pour le rediriger sur l’objectif à abattre, comme Kadhafi en 2011. Ainsi les médias ont fait circuler des histoires que Kadhafi avait un harem, et que les femmes du harem étaient là sous la contrainte et violées par Kadhafi. Il a aussi été répandu la rumeur que Kadhafi utilisait le viol de masse contre sa population en fournissant du viagra à son armée...

Dans un autre registre, on nous explique à quel point certains aliments sont nocifs, surtout en grandes quantités, que cela a des impacts sur la santé, et parfois gravissimes. Je peux accepter cela, je peux voir qu’en Amérique, il y a un grave problème à ce niveau et que la France est en voie de la suivre. Je suis aussi inquiet de la manière dont on nous présente les choses. D’abord, on affirme que tout a été essayé pour endiguer ce phénomène. Ensuite, on nous explique que le problème est en fait l’avidité des industriels qui ne reculent devant rien, même s’il devait nous empoisonner. Et on nous dit pour finir que la seule chose qui marche vraiment, c’est de taxer ces produits malsains pour que les consommateurs en achètent moins. Mais, par respect des libertés, on ne peut pas protéger les classes populaires, qui sont les plus touchées, des avides industriels. Oui, tout cela est peut-être vrai. Mais il y a d’autres aspects à percevoir. Taxer encore et encore taxer par tous les moyens, pour assouvir l’avidité d’autres, qui sont peut-être par ailleurs les propriétaires d’industries agroalimentaires avides. Cette avidité s’exprime par le moyen de faire contracter des dettes irreimboursable à la collectivité et de les faire payer par des taxes. Aussi, je vous invite à vérifier à quoi sont utilisées les taxes déjà mises en place pour régler un problème. Est-ce que par exemple, en France, où on a mis une

taxe sur les sodas et aliments très sucrés, est-ce que l'argent récolté sert directement à compenser le problème? Y a-t-il une action supplémentaire sur la prévention de l'obésité ou du diabète financée par la taxe? Est-ce que ces taxes subventionnent des produits sains, mais coûteux, pour rétablir l'équilibre et donner une alternative pour les consommateurs aux produits néfastes? Cela pose aussi la question de savoir qui a le pouvoir de décider quel produit on favorise et quel produit on pénalise. Le consensus est peut-être acquis pour le sucre, mais il est très facile après d'ajouter un autre aliment dans la liste noire. Qui est légitime pour cela? Qui sait qu'un produit est vraiment néfaste sur suffisamment de monde quelque soit sa quantité? Est-il normal que des personnes raisonnables qui ne subissent pas d'effet négatif du sucre, doivent payer pour ceux qui en abusent? Y a-t-il eu des dispositions prévues pour mettre fin à la taxe une fois que le problème sera résolu ou rééquilibré? Y a-t-il eu des précautions prévues pour annuler cette taxe si elle s'avère ne pas régler le problème malgré les premiers espoirs. Il est raisonnable d'étudier ces aspects avant de croire que taxer, c'est bien quand c'est pour une bonne cause. Une bonne cause s'assure de ne pas créer de problèmes et d'en résoudre. N'oubliez pas que taxer, c'est imposer. Car il y a une certitude, ces taxes nous coûtent de l'argent et nos libertés de choix. Et si vous croyez que taxer est la solution, des personnes sauront en profiter pour vous générer d'autres frustrations qui feront souffrir, vous ou d'autres, et qui leur rapporteront de l'argent que vous donnerez par des taxes ou des péages. Le bout du chemin est de ne plus avoir aucun choix et tout votre argent confisqué. N'est pas la définition de l'esclavage? Et ça, c'est très frustrant. Il faut s'en rendre compte pour se libérer. Avoir le choix entre deux problèmes n'est pas un choix. Pour le sucre, vous avez le choix entre l'obésité morbide et l'imposition de taxe et de vos aliments. Vous êtes perdant dans les 2 cas. Il y a probablement un problème ailleurs que vous ne réglez pas. Ici, c'est peut-être l'avidité. Parfois la solution est ailleurs, en agissant sur un autre problème, dont on sait que la solution est vertueuse, et qui indirectement, règlera d'autres problèmes. Avez-vous idée du nombre de problèmes qui pourraient être résolus avec la paix dans le monde?

Un autre exemple plus subtil est le réchauffement climatique. Il révèle un paradoxe de notre civilisation. La plupart de la population admet que le dioxyde de carbone est la cause du réchauffement climatique. Or cette augmentation est directement liée à l'augmentation des activités humaines basées en très grande partie sur les énergies de combustion. Elles se sont développées depuis Denis Papin au XVII siècle. Ce sont des technologies matures mais elles émettent du dioxyde de carbone. Dans notre société de plus en plus basée sur la compétitivité, l'émergence de technologies alternatives à ces technologies de combustion est difficile. Sans avantage économique, la compétition est perdue. Le principe élémentaire de précaution voudrait que l'on s'oriente vers un peu de décroissance. Mais les fondements et le moteur de notre société sont la croissance. Moins de croissance entraînerait de graves crises (chômage de masse, faillites en chaîne, ...)

et l'impossibilité de rembourser nos dettes. Sans remise en cause du modèle, on ne peut pas espérer de baisse d'émission du dioxyde de carbone. La collectivité qui déciderait d'abandonner les énergies de combustions serait amenée à disparaître économiquement si elle le faisait dans un cadre de libre échange avec ses voisins. Le faire nécessiterait des protections. La conséquence de cela, est que les préoccupations écologiques ne sont pas prises suffisamment en considération. Ou que c'est trop difficile de le faire à titre individuel ou collectif. Beaucoup de frustrations sont générées. Beaucoup de gens attisent publiquement cette frustration et appellent à faire quelque chose. Et tout le monde est d'accord qu'il faut faire quelque chose. Voilà une opportunité exceptionnelle pour un financier qui a besoin de toujours plus d'argent pour assurer la croissance de sa fortune: imposer des taxes ciblées. Même si c'est au-delà du supportable pour certains, c'est acceptable car on a fait quelque chose comme on s'était promis de faire. C'est même génial, car on génère de nouvelles frustrations qui pourront être utilisées ultérieurement. Voilà comment est née la crise des Gilets jaunes en France fin 2018, quand l'État, qui cherche désespérément à payer les intérêts de sa dette, a trouvé un prétexte pour se servir sur le dos des automobilistes français déjà surtaxés. Beaucoup de Français travaillent loin de leur lieu de travail pour des raisons de coût de l'immobilier, lui-même reposant en France sur la capacité de s'endetter. L'augmentation du carburant justifié par l'impact environnemental les a touchés fortement et de nouvelles augmentations étaient annoncées. Aucune alternative à prendre leur voiture à essence n'est possible pour beaucoup de ces personnes. Le gouvernement a été mis sous pression par ce mouvement, il a dû faire partiellement marche arrière. Voyez maintenant la faiblesse dans laquelle se trouve le gouvernement : il recule sur l'écologie, sujet sur lequel pourtant "il faut faire quelque chose!" et s'est mis à dos beaucoup de Français dépendants de la voiture. Imaginez que le gouvernement s'attaque vraiment aux racines du mal comme le libre échange ou le pouvoir monétaire. Ne voyez-vous pas qu'il serait facile pour les tenanciers de ces racines du mal, de réorienter toute la frustration sur le gouvernement qui, précisément, adopterait une attitude digne. Prenez conscience qu'il est de l'intérêt de certains groupes de pression d'attiser ces frustrations. La guerre, comme la mort, n'est-elle pas le dernier recours pour se soulager de frustrations insupportables. Est-on en état de prendre une décision sage, lorsqu'on est en proie à de nombreuses frustrations? A titre personnel, je me libère de ces frustrations en suivant la maxime de Gandhi : "Soit le changement que tu veux voir dans ce monde". C'est-à-dire, de passer à l'action concrète. Avec cette démarche, si vous êtes dans le juste, vous servirez d'inspiration à d'autres et si vous êtes dans le faux, vous apprendrez de vos erreurs. Faire quelque chose, ce n'est pas faire pression pour imposer une loi aux autres. Faire quelque chose c'est agir, faire l'expérience, partager, améliorer et convenir collégialement de ce que sont les bonnes pratiques. Faire quelque chose, en agissant soi-même, libère la conscience et les frustrations

se dissipent. Ensuite, les bonnes pratiques peuvent éventuellement être inscrites sous forme de lois ou de normes.

Principe d'égarement numéro 16 : l'entente dissimulée

L'entente dissimulée est le moyen ultime pour contourner toute règle acceptée par l'ensemble des participants. Elle donne un avantage décisif à au moins un des dissimulateurs. Cela prend des formes variées. Le cartel permet de se partager un gâteau (souvent un marché) entre un nombre limités d'acteurs, le but étant d'empêcher tout nouvel entrant voulant prendre une part. C'est un monopole partagé à plusieurs. On a les abus du monopole avec l'illusion de la liberté du choix. Beaucoup de secteurs commerciaux sont dans ce cas. Je ne donnerais que quelques indices pour les trouver : tous gagnent beaucoup d'argent, il n'y a aucune innovation de rupture qui pourrait changer les parts de marchés, les clients ou usagers sont mécontents et captifs, les prix sont élevés, la qualité se dégradant dans le temps, elle est réajustée au gré des crises induites.

Une autre forme est la corruption. La personne décisionnaire a un intérêt caché à favoriser un concurrent plutôt qu'un autre. C'est un cas très fréquent par les opportunités que cela représente, comme un homme politique qui vote une loi, un acheteur dans une entreprise ou une administration qui passe une commande, un juge qui rend un arbitrage, un journaliste qui favorise un point de vue, un enquêteur qui abandonne certaines pistes... La variété se retrouve aussi sous la forme de l'arrangement : argent, drogue, avantages en nature, retour de services, solidarité de réseau...

Une autre forme d'entente dissimulée est le complot. Un ensemble de personnes agissent dans l'ombre car leurs buts ne sont pas avouables. La mise en lumière de leurs actions et de leurs objectifs ferait échouer le complot. Le complot prend fin lorsqu'il est révélé. Peu de personnes doivent donc être au courant des réels objectifs, même si beaucoup de personnes peuvent être impliquées. Pour cela, on utilise d'autres stratégies, comme la corruption, l'achat, le mensonge, la flatterie... ainsi de nombreuses personnes peuvent concourir à un objectif dont elles n'ont pas connaissance, la plupart se limitant à des objectifs égoïstes.

Là où la vertu disparaît, l'entente secrète se répand. En Occident, on a des lois contre les monopoles, les cartels et la corruption. Mais ces lois ne les empêchent pas et beaucoup s'en rendent compte. Ceci est peu étonnant de mon point de vue étant donné que la vertu disparaît peu à peu en Occident. La loi française sur la protection de l'enfance de 2018, n'est qu'un exemple de la puissance des réseaux de pouvoir pédophiles. Le complot ne peut qu'être suspecté mais le manque de vertu est réel. Accepter que l'on vit dans un monde non vertueux et que l'on en fait partie est vraiment dérangeant. Des directeurs d'achats ou "cost killer" mettent virtuellement un revolver sur la tempe d'autres directeurs d'entreprises ou d'agriculteurs pour les détrousser du maximum de ce qu'ils possèdent. Ils veulent transférer le fruit du travail des autres dans leur poche, c'est

du vol. S'ils n'obtempèrent pas, des blessures graves dans l'entreprise en résultent, jusqu'à la mort. Ces "killers" passent régulièrement à l'acte pour faire des exemples. Des agriculteurs se suicident tous les jours, réellement. Croire que l'on fait ça dans l'intérêt de l'entreprise est un mensonge conscient ou non mais surtout le révélateur d'un manque de vertue. Mais ces gens sont perçus dans notre société comme des gens utiles et qui réussissent.

Probablement, votre entreprise subit ce genre de méthode et en fait malheureusement subir aux autres. C'est un manque de vertue de tolérer ces pratiques au niveau de la collectivité. Mais qui pourrait nous alerter sur ces pratiques? les médias? Mais, au moins certains, appartiennent à ceux qui excellent dans ce genre de pratiques non vertueuses. Pourquoi ces "killers" viennent investir dans des médias chroniquement déficitaires, tout du moins en France. N'ont-ils pas aussi d'autres pratiques non vertueuses à garder sous silence? N'est-ce pas un candidat de situation de complot? Pourquoi se moquent-ils tant de ceux qui les dénoncent? Définitivement, cela respire plus l'égarement par la peur du ridicule que la vertue. A tous ceux qui rigolent des complots, je vous conseille d'abord d'accepter le manque de vertue chronique de notre société, puis les probables conséquences.

Principe d'égarement numéro 17: l'inversion

L'égarement ultime est l'inversion totale des repères. Ce que l'on croit vrai est faux et le faux, méchant, absurde est considéré comme vrai. C'est très difficile de s'en rendre compte. Et il n'y a pas nécessairement une intention machiavélique derrière cet égarement. Une croyance peut émerger pour diverses raisons et nous amener petit à petit à une certitude totale. Et parfois, ce genre de certitudes ont des conséquences calamiteuses. Par exemple, pendant longtemps, l'homme a cru que le soleil tournait autour de la Terre, ainsi que les autres planètes. Ptolémée avait même réussi à prédire les trajectoires dans des cercles autour de la Terre avec des rebroussements grâce à des équations. La certitude était totale, pendant plus d'un millénaire. Jusqu'à ce que des esprits révolutionnaires proposent autre chose...au péril de leur vie. Remettre en cause une telle certitude est déstabilisant pour tout le monde. Cela impliquait de se dire que la Terre est ronde, donc que certains doivent marcher la tête en bas. C'est en particulier déstabilisant pour la figure d'autorité, qui assure la stabilité dans la société. Son rôle est de dire, ceci est vrai, ceci est faux, ceci est réel, cela ne l'est pas. Et tout d'un coup, la figure d'autorité doit dire : je me suis trompée, j'étais la référence, mais elle était fautive mais je reste la référence. Ce n'est pas facile. C'est même impossible quand on jouit d'autres avantages comme le pouvoir, l'argent, la réputation, la suffisance ...

L'inversion peut aussi être utilisée sciemment pour égarer. Ainsi, le loup, affamé, pour rentrer dans la bergerie se déguisera en mouton. Il ne peut pas montrer ce qu'il est sinon on ne lui ouvrira pas. Quelqu'un qui vous veut du mal ou profiter de vous, ne vous abordera pas en exprimant ses réelles intentions. Prenons l'exemple d'un groupe de naufragés sur une île où les ressources sont très limitées. Un des

éléments clé pour leur survie est la solidarité. Mais, une personne du groupe est égoïste. Il prend plus que sa part dans les réserves de nourriture. Un autre s'en aperçoit et lui rappelle l'importance de la solidarité dans la situation dans laquelle ils se trouvent. L'égoïste, pour pouvoir continuer son forfait et ne pas être démasqué par les autres convoque tout le groupe et dénonce en le nommant la personne qui l'avait surpris. Il se plaint qu'on l'a empêché de se nourrir, qu'il a droit à une part comme tout le monde, il prête à l'homme sage qui l'a démasqué des intentions d'en vouloir plus pour lui. Il fait une diatribe sur la gravité de l'égoïsme dans cette situation. Devant une telle ferveur les autres le soutiennent et excluent l'homme sage. Ils apprendront plus tard à leurs dépens leur erreur. La leçon de cette histoire est qu'il faut se méfier de celui qui crie le plus fort et qui se victimise. Il se peut qu'il accuse de son forfait la personne la plus à même de le démasquer.

Le libre échange, parfois la démocratie sont des inversions servant à cacher la loi de la jungle, qui est la loi du plus fort.

Enfin, l'inversion se cache derrière l'énormité d'un mensonge, d'une situation. La victime refuse de concevoir l'abomination qu'on lui fait subir. C'est par exemple le cas des opérations sous faux drapeaux. Des dirigeants massacrent une partie, éventuellement importante des leurs, pour traumatiser le reste des siens et faire passer le message qu'en tant que personne civilisée on doit attaquer l'ennemi qui a fait cette atrocité. Cela fonctionne car les manipulés ne peuvent concevoir un tel niveau de machiavélisme. Cela impliquerait que leur figure d'autorité est une référence complètement fausse. L'individu serait alors perdu. Il est plus facile de rire de cette idée. Et ne pas écouter ou faire taire ceux qui la soulèvent. Cela peut aussi se produire pour un homme d'État sincère qui est choisi par exemple dans un gouvernement pour donner l'illusion que le gouvernement est sincère. Il lui faudra un peu de temps pour comprendre et finir par démissionner. Ce peut être aussi le conseiller le plus proche du président qui est en fait son pire ennemi. Toutes les informations que reçoit alors le président sont biaisées, il faut qu'il reconnaisse qu'il s'est fait berné et que certaines de ces décisions passées sont de la trahison de ses idéaux et de son pays. Il doit alors réexaminer toutes ses décisions passées.

Pourtant, il y a de la bonne volonté en lui. L'effort à produire pour affronter la vérité est colossal. Les flatteries sont des obstacles supplémentaires. C'est ce qu'a vécu le président américain Woodrow Wilson après la création de la Réserve Fédérale américaine: "Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. ..."

Mais quand on constate en effet que les principes d'égarement sont abondamment utilisés et que ce que l'on pensait vrai est hélas basé sur des preuves construites sur des croyances illusoire, on fait face à un moment de grande déception voire même de désespoir. Mais c'est l'opportunité extraordinaire de faire alors l'expérience de Socrate. Vous comprenez que vous ne savez rien. Ça peut sembler pénible, déroutant, mais souvenez-vous que notre univers est fait de dualité. Vous faites l'expérience d'un des pôles du savoir et c'est celui de

l'ignorance. Et par opposition, plus tard, vous ferez l'expérience de la connaissance. Vous le saurez parce que vous aurez déjà fait l'expérience de l'ignorance. Et ce qui vous est servi sur un plateau avec l'étiquette "vrai" n'est pas le pôle de la connaissance.

Chapitre 9: La Guerre en Libye

Nous devons faire un retour sur la guerre en Libye menée entre autres par la France. Car je vais essayer de montrer que nous, Français, nous sommes bien égarés dans cette action. Nous nous sommes même mis dans le cas ultime d'égarément : l'inversion.

Dans ce chapitre je m'adresse en particulier au lecteur français. Mais c'est un cas d'école pour tout le monde. Voici dans un premier temps, les faits que tout le monde accepte.

Les représentants de la France ont jugé un homme comme mauvais et nous nous sommes en conséquence donné le droit de l'abattre et de mettre à feu et à sang son pays et son peuple. Avant notre intervention, le peuple libyen avait accédé à la prospérité, malgré un blocus international de plusieurs années. C'était le pays le plus développé d'Afrique avec un revenu par habitant similaire à l'Argentine. Il faut noter aussi que la Libye avait en réserve 200 Milliards de dollars composés d'actifs et de réserves dans des banques internationales. Cela paraît énorme, mais c'est ce que la France donne en 4 ans en intérêts de la dette, ce que ne faisait pas la Libye qui avait sa souveraineté monétaire.

Et après notre passage, il y a un pays ravagé, des milices terroristes lourdement armées, 3 gouvernements concurrents, une guérilla permanente toujours active 8 ans après. La production de pétrole du pays est au tiers d'avant la guerre à cause des sabotages.

Combien de morts? On ne le sait pas vraiment. Il semblerait que les 26 000 bombardements de l'OTAN et le soutien actif aux insurgés aient fait au moins 50 000 morts au moment de la fin du régime officiel représenté par Mouammar Kadhafi en Octobre 2011.

Viennent ensuite tous les meurtres des milices terroristes qui se sont installées et qui terrorisent encore la population, les obus de l'OTAN à l'uranium appauvri qui déclenchent des maladies respiratoires et cancéreuses, des enfants avec des malformations. Plusieurs centaines de milliers de réfugiés, des massacres de populations de race noire.

L'arsenal militaire de la Libye a été disséminé dans tout le Sahel. De nombreux Africains désespérés, peut-être plus de 100000, qui s'embarquent sur des embarcations légères pour fuir et traverser la méditerranée.

N'y a-t-il pas déjà un gros problème rien que sur ces faits? Il faut avoir le courage d'en savoir un peu plus. Oui, mes chers compatriotes, on a détruit un pays

et son leader a été sauvagement assassiné. Et la vie continue comme s'il ne s'était rien passé. Oui, j'insiste, car plusieurs personnes que j'ai pu interroger ne sont pas du tout autant choquées que je le suis, en 2011 et encore aujourd'hui en 2019. Il y a une certaine indifférence ou même un mépris pour Kadhafi.

Et dans les médias, c'est aussi proche de l'indifférence, on parle éventuellement d'un bilan négatif de cette opération. Parfois une voix s'élève, et évoque un problème ou même un gros problème, mais aucun temps n'est accordé pour développer. C'est sans le moindre écho. Par contre, on parle beaucoup plus de financement illégal de campagne électorale par la Libye.

Mon sentiment est qu'il y a eu un consentement de la majorité de la population à ce qui s'est passé. Même s'il y a aujourd'hui une conscience que le bilan est négatif, il n'y a pas de remise en cause qu'un consentement général ait été donné pour cette action. Des sondages à l'époque affirmaient que deux tiers de la population approuvait. Je pense que si des circonstances similaires se reproduisent, ce consentement général serait hélas encore donné. Je ne dis pas que les Français sont des belliqueux, mais ils se laissent égarer et laissent faire des abominations.

Voyons comment nos dirigeants, qui se sont positionnés en juges de morale sur l'un de leur pair, se sont comportés. J'attire l'attention du fait que je ne veux pas porter un jugement sur une personne, mais une évaluation des actes de personnes dans le cadre de fonctions bien particulières. Celles de représentants du peuple.

Dans la constitution française, article 3, il est dit : *“La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants”*. Donc, c'est bien le peuple qui est responsable de ce que fait la France. Il est donc légitime que le peuple évalue l'action de ses représentants qui agissent en son nom. Surtout dans le cadre d'une action dramatique : la destruction d'un pays et le meurtre de son représentant.

Cela commence à l'ONU, par le vote de la résolution 1970 le 20 Février 2011, pour imposer des sanctions à la Libye. On a besoin de preuves. Pour cela, on a écouté un homme Libyen expatrié qui vient de rejoindre une organisation nouvellement créée: le CNT (Conseil National de Transition). Cet homme, inconnu de tous sauf peut-être des services secrets, porte de très graves accusations contre un régime en place depuis plus de 41 ans: génocides et crimes contre l'humanité. Des vérifications élémentaires sont nécessaires. Mais devant l'horreur des éléments rapportés, on peut comprendre qu'il faille faire quelque chose. Ce qui peut expliquer les résolutions du conseil de sécurité 1970 et 1973, qui vont au maximum, et même au-delà, du respect du droit international. Car le droit international empêche l'ingérence dans des affaires internes d'un pays. Il y a tout de même une interdiction de vente d'armes à la Libye, une saisie des comptes bancaires et avoirs de tous les dirigeants et des comptes qui sont au nom d'organisme d'État qu'ils pourraient utiliser, une inculpation de Kadhafi à la cour pénale internationale (CPI) et un mandat autorisant la force pour protéger un espace aérien.

La France a été à l'initiative de ces résolutions. Tout cela sans la moindre vérification. On est typiquement dans un cas de principe d'égarement numéro 1:

Émouvoir fortement pour passer un message. Le message étant : il faut se débarrasser de Kadhafi.

Ainsi, la France s'est complètement égarée : elle a agi sous l'emprise d'une émotion. Nous avons cru les accusations d'un groupe d'opposants sans la moindre vérification et nous avons exigé et obtenu des sanctions.

Quelques jours passent. Soit on est honnête et on étudie ce qu'affirment les accusateurs, on se renseigne sur leurs intentions et leurs parcours... et on reconnaît son erreur. Soit on cache son forfait en donnant de la crédibilité aux accusateurs dont on ne savait rien. Il faut aussi envisager l'option que nos représentants savent qui sont ces accusateurs. Ils ont tout de même des services de renseignement à leur disposition. Mais ils savent alors que ce ne sont pas du tout des démocrates pour l'essentiel, et probablement on sait même qu'ils ont menti sur les massacres rapportés à l'ONU.

Ainsi le 10 Mars, la France choisit de donner de la crédibilité aux accusateurs en reconnaissant officiellement la légitimité du CNT à représenter le peuple libyen. Cela est une honte pour la France de masquer son erreur d'avoir calomnié Kadhafi, en validant des choses fausses ou non vérifiées mais en plus nous livrons le peuple Libyen à un régime autocratique, dans le meilleur des cas. C'est-à-dire que ce groupe de Libyens ne représente que les personnes qui le composent ... dans l'hypothèse la plus favorable. Le cas le plus probable est qu'ils agissent pour des intérêts invouables. Dans de telles circonstances, il ne faut pas espérer autre chose qu'un groupe soumis à des colonisateurs. Ainsi la France est le premier pays à reconnaître le CNT comme le seul gouvernement légitime de la Libye. Cet acte ne peut pas trouver d'excuses, même la stupidité doublée de la naïveté qui aurait pu être évoquée avant, sur notre comportement à l'ONU. Nous allons assister ensuite à l'égarement total, par le principe numéro 6: le doigt dans l'engrenage. En effet, nos erreurs ou forfaits, vous choisirez le terme le plus approprié selon votre appréciation, auraient pu avoir des conséquences limitées grâce au respect du droit international. Mais au lieu de le respecter, la France l'a enfreint.

Le mandat de l'ONU est de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'activités aériennes. 'No Fly zone'. Kadhafi décrète un cessez-le-feu et la fermeture de l'espace aérien libyen le 18 Mars pour se conformer à la résolution de l'ONU 1973 votée la veille. Kadhafi est prévenu, il risque d'avoir des avions abattus s'il s'en sert contre sa population. Donc dans le pire des scénarios, on abat des avions militaires ... en vol. Pourtant le 19 Mars le président Français réunit à Paris ses partenaires pour annoncer la décision de bombarder la Libye. Sur la chaîne de télévision du service public français, à l'heure de grande écoute, le ministre des affaires étrangères explique à quel point tout le monde est d'accord avec la France sur le fait que Kadhafi est terrible pour son peuple. Mais une phrase lui échappe : "Ce n'est pas inscrit dans la résolution du Conseil de sécurité qu'il doit s'en aller mais il est bien évident que le but de tout cela est de permettre au peuple libyen de choisir son régime. Je n'ai pas le sentiment qu'aujourd'hui son choix se porterait sur le colonel Kadhafi".

Comprenez-vous comme moi, que tout ce qui a été entrepris pour mobiliser la communauté internationale n'a qu'un but : faire partir Kadhafi, peu importe le droit et la communauté internationale? Son sentiment prime sur la raison et la vérité.

Ce qui est ironique, voire tragique, c'est que dans ce journal télévisé, on montre des images, à Benghazi en Libye, d'un avion de chasse qui survole la ville et qui est abattu. Le journaliste précise qu'il ne s'agit pas d'un avion de Kadhafi mais qu'il fait partie des forces rebelles. Une nouvelle contradiction dans la version que Kadhafi s'attaque à des populations pacifistes demandant la démocratie. Chers amis Français qui manifestez votre désespoir en gilet jaune, pouvez-vous imaginer, quelque soit votre détermination ou vos intentions, vous retrouver à bord d'un avion de chasse survolant une métropole?

Ainsi on attaque la Libye. Y a-t-il eu des avions libyens en vol? Un bombardement ne peut toucher que des avions au sol. On ne peut pas bombarder des avions en vol. C'est un viol du mandat de l'ONU. Aucun consensus international ne nous a autorisés à faire cela. On a donc attaqué un pays étranger sans déclaration de guerre! Ne pas déclarer la guerre avec les causes spécifiées empêche toute possibilité de dialogue et de médiation. On se met dans une situation où on veut la guerre et rien ne doit nous en empêcher. C'est une violation des lois écrites et admises de la guerre depuis des temps anciens.

La France a commis une grave transgression. Avez-vous conscience que l'on pourrait légitimement nous attaquer pour cette raison? Donc, avec les premiers bombardements, nos représentants sont tombés plus bas que la personne qu'ils veulent juger: non-respect du droit international avec non-déclaration de guerre et non-respect d'un mandat de l'ONU. Tout ce que disent et font ces représentants est donc suspect. Chers Français, votre devoir moral est de faire un effort pour savoir ce qu'il s'est passé et de chercher d'autres versions que celle que les médias et les politiciens nous ont servie.

Très vite, l'aviation de Kadhafi a été anéantie. Mais, nous avons continué à bombarder, pour une durée indéterminée. Ce que les services secrets ne pouvaient officialiser pour ne pas désavouer leurs dirigeants, des ONG (organisations non gouvernementales), et des groupements d'experts l'ont fait en allant sur place enquêter. Il n'y a eu aucun massacre de civils, mais des groupes armés ont attaqué à l'arme lourde les symboles du pouvoir libyen. Vous pouvez, par exemple, consulter le rapport d'experts internationaux du CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement) qui envoie une mission sur place en Avril 2011 et publie en Mai 2011 son rapport "Syrie:un avenir incertain". Mais les médias français restent sur la même ligne d'un Kadhafi massacrant son peuple. Cependant, à l'étranger cela pose des questions. On ne peut plus se cacher derrière des sentiments. Le ministre français des affaires étrangères déclare le 16 Juin 2011 en Algérie à Alger: "Il est exact que les résolutions de l'ONU ne demandent pas le départ de Mouammar Kadhafi, mais nous, nous le demandons ". Qui est le dictateur? Qui bafoue le droit international? Qui bombarde des populations innocentes depuis plusieurs mois? Qui

permet aux milices terroristes de sévir sur toute la population? Nos représentants et l'ensemble des médias ont menti et mentent alors à la population française. Ils sont complètement entraînés dans l'engrenage de l'égarement et essaient d'entraîner tout le pays avec eux. Un retour en arrière n'est plus envisageable. Il faudrait pour cela reconnaître ses torts et les lourdes conséquences que cela implique. Mais il y a des morts, beaucoup de morts et des dégâts considérables.

A ce stade, est-ce que leur conscience peut se réveiller et envisager des réparations? Est-il possible de dire "ça suffit, on n'en a assez fait, on se retire"? Mais si on laisse le pouvoir libyen se défendre et rétablir l'ordre, les rebelles seront arrêtés et identifiés. On découvrirait qu'ils n'ont rien à voir avec le peuple libyen, qu'il n'y a pas eu de massacres par Kadhafi. Viendra le temps des enquêtes et des questions.

Le changement de régime est donc une nécessité pour les représentants de la France. Alors les politiques et les médias nous égarent par le principe numéro 3: La répétition. On répète encore et encore que Kadhafi est un monstre et une avalanche de fausses informations sont déversées pour nous en convaincre. Et toute la machine de guerre française est sous la gouverne d'une seule personne, le président de la République française. Nos institutions lui donnent les moyens gigantesques dont dispose l'armée pour agir... pendant trois mois. Mais Kadhafi résiste. Le régime résiste... au-delà de ces 3 mois.

Donc, le mécanisme qui permet d'arrêter une guerre s'enclenche au bout de 3 mois. L'assemblée nationale est composée de 577 députés, représentants chacun une des circonscriptions du pays. Ces députés votent les lois et ont des moyens d'enquêtes et des attachés parlementaires, leur permettant d'étudier les dossiers qu'ils votent. L'assemblée doit donc voter la poursuite ou non de la guerre. Et bien elle l'a fait. Elle a demandé au président et à son gouvernement de continuer l'anéantissement du régime libyen. Il faut le noter, avec un score de plus de 95%, ils ont soutenu ou ont laissé faire, et seuls, 4,67% ont dit non. Ce n'est donc pas un homme qui a failli mais un système. Il faut donc aussi noter cette date: le 12 Juillet 2011, les représentants du peuple français ont plébiscité l'inconscience du président s'acharnant à ravager un pays.

Le parlement britannique, pour sa part, a enquêté et s'est nettement désolidarisé du Premier Ministre de l'époque, mais 5 ans plus tard. Le rapport dénonce des décisions basées sur des fausses informations et sans prévoir leurs conséquences. Voici le résumé extrait du rapport:

"En mars 2011, le Royaume-Uni et la France, avec le soutien des États-Unis, ont amené la communauté internationale à soutenir une intervention en Libye visant à protéger les civils des attaques des forces loyales à Mouammar Kadhafi. Cette politique n'a pas été éclairée par des renseignements précis. En particulier, le Gouvernement n'a pas permis d'identifier que la menace pesant sur les civils était exagérée et que les rebelles comprenaient un élément islamiste important. À l'été 2011, l'intervention limitée visant à protéger les civils avait basculé dans une politique opportuniste de changement de régime. Cette politique n'était pas étayée

par une stratégie visant à soutenir et à façonner la Libye post-Kadhafi. Il en résulta un effondrement politique et économique, des guerres entre milices et entre tribus, des crises humanitaires et migratoires, des violations généralisées des droits humains, la prolifération des armes du régime de Kadhafi dans la région et la croissance de l'EIL en Afrique du Nord. Par sa prise de décision au travers du Conseil de Sécurité Nationale, l'ancien Premier ministre [...] était en définitive responsable de l'échec de l'élaboration d'une stratégie cohérente pour la Libye.”

Nous allons maintenant mettre en perspective la signification de cet acte. Il me faut maintenant vous parler de la Rome antique, et de sa fin. L'empire romain était un immense empire s'étendant tout autour de la mer méditerranée et allant jusqu'en Angleterre. A partir du Ve siècle, l'empire se réorganise pour gérer son immensité. Il se crée deux entités : l'empire romain d'Orient et l'empire romain d'Occident. Mais, en moins d'un siècle l'empire romain d'Occident disparaît alors que celui d'Orient survivra plus d'un millénaire. On retient 476 comme date de disparition de l'empire romain d'Occident, mais, cette date est seulement l'abdication d'un empereur romain âgé de 14 ans, dont personne ne prête attention. C'est un non-événement. C'est juste que l'on constate, a posteriori, qu'à cette date, rien ni personne ne pourra plus incarner la grandeur de Rome. Pourtant peu de temps avant, Rome a survécu au pillage de la capitale en 410. Rome a dû ensuite affronter et mettre au pas des rebellions des peuples dans toute l'Europe de l'ouest. Rome a dû en même temps faire face aux invasions barbares et aux Huns d'Attila. Et Rome est sortie vainqueur de toutes ces épreuves. On est alors en 453. Comment Rome a-t-elle réussi? La réponse est simple: en étant Rome. Dans son essence même. C'est-à-dire une puissance basée sur son armée, son art militaire. Cet art reposait sur des innovations techniques avec des armes sophistiquées, de la discipline, des techniques de combats et de grands stratèges. Rome avait aussi développé une civilisation avec des techniques de constructions, la maîtrise du traitement des eaux avec aqueducs et égouts, et un système politique représentatif avec, à sa tête, un empereur. L'armée soumettait les peuples et leur proposait l'intégration de leur culture avec la civilisation romaine dans des provinces que l'armée romaine protégeait. Et cette grandeur de Rome a été parfaitement incarnée par le généralissime Flavius Aetius de 430 à 454. C'est lui qui est à la tête de l'armée de l'empire romain d'Occident et qui soumet les peuples et négocie leur vassalité dans l'empire. Il défait l'armée des Huns avec une armée moins nombreuse et composée principalement de peuples qu'il a fédérés peu avant. Pourtant les Huns étaient des guerriers très vigoureux et qui inspiraient la terreur. L'Histoire nous dit qu'avant la bataille décisive Attila et son armée avaient sillonné et ravagé la Gaule. Mais grâce à la prière de Sainte Geneviève, Paris avait été épargnée. Aetius par sa victoire avec une armée estimée inférieure met en lumière ses grandes qualités de stratège. Il surprend tous les témoins en épargnant la vie d'Attila et en laissant aux Huns la possibilité de se retirer. Les Huns n'attaqueront plus Rome ensuite. Peut-être Attila

a-t-il été transfiguré par la noblesse d'âme d'Aetius, comme Jean Valjean, le héros du roman *Les Misérables* de Victor Hugo, trouve la rédemption par l'intervention de Monseigneur Myriel.

Aetius rentre à Rome avec un butin extraordinaire et l'allégeance de tous les peuples de l'Empire. Il est le sauveur de l'Empire, il incarne l'Empire. Mais le pouvoir politique ne voit pas cette aura d'un bon œil. L'empire est redevable à Aetius. Il pourrait facilement prendre le pouvoir politique. Alors l'empereur l'assassine de sa propre main. Sans en avoir conscience, il vient de tuer l'idée sur laquelle repose Rome. Le représentant du pouvoir politique tue le représentant de l'armée. Le bénéficiaire tue le garant de son pouvoir et de la gloire de Rome. Pour prendre une métaphore avec le corps humain, on a une maladie auto-immune fulgurante qui est déclenchée. Le corps s'auto-détruit. Une cassure soudaine et franche sépare alors les deux organes du régime romain. Et les politiques à Rome ne réagissent pas devant cette transgression ultime. Qui va aller soumettre un peuple ne voulant plus payer l'impôt à Rome? Est-ce que l'armée va pouvoir expliquer que l'organisation politique de Rome est vertueuse et que les fédérés ont intérêt à s'intégrer dans l'Empire, à prêter allégeance à l'empereur? Non, c'est maintenant impossible pour l'armée poignardée. Mais le mal ne se limite pas à la gestion des provinces. L'armée est attaquée en son cœur par le pouvoir politique et va se défendre et contre-attaquer contre son nouvel ennemi mortel. Mais, il y a encore plus grave. Qu'est ce qui va unir le système politique et convaincre le peuple romain de le soutenir maintenant qu'on a tué l'idée de la grandeur de Rome? Comprenez-vous que l'empire a perdu son âme avec cet acte? Sa disparition est inévitable et un ennemi plus fort n'est même pas nécessaire. Comment en est-on arrivé là? Le pouvoir politique était apparemment faible, en particulier son chef, l'empereur. Sa faiblesse morale était visible depuis longtemps. Son comportement avec sa sœur, à qui il a interdit d'avoir des héritiers et de fréquenter des hommes, avait eu pour conséquence que celle-ci a demandé de l'aide à Attila. Celui-ci crût qu'il pourrait récupérer la Gaule en échange de cette faveur. Cela a ensuite abouti à l'invasion dans l'empire des Huns d'Attila. Ce comportement mettait déjà en évidence les conséquences dramatiques des actes immoraux de l'empereur. Mais la puissance militaire et Aetius avaient sauvé la faiblesse des politiques. Au lieu de se remettre en cause, les politiques se sont mis à craindre Aetius, à le critiquer et le calomnier lourdement. Le climat était donc propice à l'assassinat d'Aetius. L'empereur n'a pas eu conscience de ce qu'il faisait. L'Histoire nous dit qu'il s'est ensuite interrogé sur le bien-fondé de son acte et a demandé l'avis d'un romain qui lui a répondu "Je ne sais si vous avez bien ou mal fait, mais je sais que, de la main gauche, vous vous êtes coupé la droite". Mais contrairement au pouvoir politique, quand une armée est faible, le feu de la guerre le met tout de suite en évidence. L'armée était forte, avec des grands stratèges, des hommes fidèles jusqu'à la mort, au moins pour une génération. Au bout de 6 mois, des militaires proches d'Aetius le vengent et tuent l'empereur. Le successeur d'Aetius, n'aura de cesse que de garder le contrôle sur le

pouvoir politique, en tuant les empereurs si nécessaire. La gravité de tuer l'âme d'une civilisation n'a pas été identifiée à l'époque et ne l'a probablement pas été encore aujourd'hui, bien qu'Aetius soit reconnu comme le "dernier Romain". Mais qui connaît Aetius de nos jours?

L'empire romain d'Occident disparaît mais une tendance de fond s'est installée dans tout l'Occident. L'idée de fraternité universelle et de salut de l'âme par la justice que véhicule le christianisme a touché toute la population de tous les peuples. Les dirigeants vont alors rejoindre leur peuple derrière ces aspirations et prêter une allégeance spirituelle au pape, l'évêque de Rome. La France, ainsi que d'autres pays en Occident, est née sur ces nouvelles bases à la suite de l'empire romain.

Maintenant, pour essayer de comprendre la portée de l'action de la France sur la Libye, il faut songer à prendre un peu de recul. Pour cela il faut considérer le travail de Patrick Mbéko dans son livre "Objectif Kadhafi". De même qu'il est nécessaire de comprendre les campagnes militaires d'Aetius pour comprendre la signification de son meurtre, de même nous avons besoin de comprendre l'action de Kadhafi avec la Libye dans les années qui ont précédées son assassinat. Patrick Mbéko nous livre l'enquête qu'il a menée sur le Guide libyen. Depuis sa naissance, jusqu'à sa mort et l'état de la Libye 5 ans après. Tout ce qui a été dit et publié au sujet de Kadhafi a été référencé et sourcé. Certains témoins ont été interrogés. Nous pouvons ainsi avoir les décisions et déclarations des hommes politiques occidentaux dans les médias, les décisions et dépositions de justices, le rappel des événements, les explications que des agents de renseignements donnent dans la publication de leurs mémoires, les archives officielles ou déclassifiées, le point de vue des opposants, d'avocats sur les litiges, une étude approfondie des faits qui sont reprochés à Kadhafi. Ainsi, avec un minimum d'interprétation mais un travail d'enquête et d'analyse approfondies, apparaît clairement la désinformation que subit la population d'Occident par ses médias, impliquant aussi des sociétés de communication en relations publiques et même parfois des services de renseignements. On découvre que depuis 42 ans tous les éléments nous ont été montrés de manière biaisée, certains sont totalement faux et que beaucoup d'éléments essentiels disculpant la Libye nous sont passés sous silence. C'est à se demander si les agences de communications et les services de renseignements ne travaillent pas directement dans les médias.

On découvre ainsi un Kadhafi grandissant dans un pays parmi les plus pauvres du monde. Son pays a pourtant des ressources pétrolières générant des richesses extraordinaires pour les étrangers et quelques rares Libyens pendant que la population vit dans l'indigence. Kadhafi est outré par cette spoliation et cette misère. Il n'est évidemment pas le seul à rêver de Justice. Il fédère un groupe de jeunes, inspirés par des idées du président arabe égyptien Nasser pour renverser l'ordre établi. Kadhafi se base sur les valeurs morales, renforcées par sa religion de l'Islam. C'est comme cela qu'il recrute et fait recruter les membres de son groupe. Il est fidèle à ses valeurs et a ainsi la confiance et le respect des autres. Le groupe

s'enrôle dans l'armée et prend le pouvoir en 1969 sans aucun soutien de l'étranger, et presque sans résistance. Kadhafi a 27 ans et les membres de son groupe ne sont guère plus âgés que lui. Ils ont des grands rêves et des grandes ambitions pour la Libye mais il partent de rien, personne ne les connaît et d'autres veulent prendre leurs places par tous les moyens. Kadhafi va s'avérer un négociateur exceptionnel. Il obtient progressivement tout ce que la Libye est en droit d'avoir légitimement. Sa force réside dans le respect de ses interlocuteurs et son indépendance. Son régime n'est redevable de personne. Il sait que son pays n'a pas la technologie pour extraire les ressources de son sous-sol, la seule richesse dont il dispose à court terme. Il souhaite des partenariats qui profitent à toutes les parties, en particulier la Libye qu'il représente et dont il défend les intérêts infailliblement. Après avoir pris le contrôle des institutions du pays, son régime, tout en collaborant avec les sociétés étrangères, va empêcher la présence de bases militaires étrangères et prendre le contrôle des sociétés d'exploitations pétrolières intervenant en Libye. En même temps, il redistribue une grosse partie de la rente pétrolière dans des programmes sociaux et l'éducation. Il fait aussi beaucoup de dépenses militaires. Il est dans un cercle vertueux pour la Libye, ce qui lui permet d'exiger une hausse du tarif perçu sur un baril. Cela donne des idées aux autres pays exportateurs de pétrole et impacte significativement les cours mondiaux. Kadhafi, apparaît alors comme une menace très sérieuse pour l'Occident. Et il n'est pas non plus sous l'influence soviétique. Il est donc incontrôlable et imprévisible. Dans ce livre, nous découvrons un aspect très important de Kadhafi. C'est la vision qu'il a de son pays. La Libye est délimitée par les partages des empires coloniaux où se trouvent quelques tribus. Elle prend son indépendance en 1951 avec un régime monarchique mais est sous l'influence anglo-saxonne militaire et pétrolière. Kadhafi voit son pays comme la double appartenance à l'Afrique et au monde arabe musulman. Il aurait aimé fusionner son pays avec l'Égypte si le régime devait être nassérien. Ainsi son souhait de développement ne se limite pas à la Libye, mais à tous ses frères africains et arabes. Son projet n'est pas impérial, mais fraternel ou humaniste. Il veut la justice et le développement pour chacun. Ainsi, le régime Libyen soutient beaucoup de mouvements d'opposition au travers de l'Afrique, du monde arabe et ailleurs. Ce soutien est très mal perçu par les puissances établies, d'autant que certains mouvements sont armés. Il soutient entre autre l'ANC de Nelson Mandela en Afrique du Sud. Il se fait beaucoup d'amis, mais aussi beaucoup d'ennemis. Mais pour l'Occident, il est prioritaire que son insoumission ne se propage pas. Il devient stratégique de se débarrasser de Kadhafi, ou au moins le contenir. Cela a impliqué de le rendre infréquentable. Patrick Mbéko nous relate ainsi dans son enquête sourcée tout ce qui a été tenté contre lui. Et par le mot 'tout', je veux dire tout ce qui est remonté. Et c'est déjà une liste énorme et incroyable.

Je ne vais pas tous les détailler, mais il me semble important d'aborder quelques points marquants. Pour commencer, il faut aborder ce qui est beaucoup reproché à Kadhafi : les attentats terroristes sur l'avion américain de la Panam et l'avion

français d'UTA qui ont explosés en vol à la fin des années 80 et ont fait des centaines de morts. J'essaie dans la mesure du possible de ne pas nommer les personnes ou les pays incriminés, mais vous pouvez les découvrir, avec les éléments de preuves, dans le livre de Patrick Mbéko. Ainsi pendant les deux premières années des enquêtes sur le crash des avions, aucun élément ne laissait penser que la Libye avait une quelconque implication dans ces attentats. Mais, comme je vous le disais précédemment, il devenait stratégique pour une grande puissance de rendre Kadhafi infréquentable. Les enquêtes ont été alors réorientées à charge contre la Libye. Des services secrets ont usé de leur influence pour amener des éléments suspects, jusqu'à fabriquer des preuves. Kadhafi ne s'est pas laissé faire et a pris le temps nécessaire pour obtenir les garanties que les faits puissent être jugés de manière impartiale. Cela a pris des années de longues négociations et cela a amené des concessions. La Libye a dû subir un blocus international de plusieurs années qui lui a engendré des pertes de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Elle a ainsi consenti à indemniser les victimes en échange de la levée du blocus mais sans la reconnaissance de son implication. Le procès pour l'avion américain a fini par aboutir à la condamnation d'un seul accusé assortie de la reconnaissance que le procès avait bafoué les droits de l'accusé. Le condamné a été libéré pour raison humanitaire, car il était en mauvaise santé et l'appel n'a pas eu lieu. En d'autres termes, tout le monde diplomatique et du renseignement savait que la Libye et les Libyens étaient innocents mais la face des accusateurs était sauvée car la procédure s'était arrêtée sur une condamnation. Mais Kadhafi n'en est pas resté là. Une fois les relations normalisées avec la communauté internationale, il a exigé que des compagnies pétrolières qui avaient de juteux contrats en Libye paient symboliquement la dernière tranche des indemnités aux victimes. Ensuite, il y a eu l'affaire des infirmières bulgares. Des dizaines d'enfants sont morts dans un hôpital libyen où travaillaient des étrangers, dont des infirmières bulgares, qui se sont retrouvées condamnées dans des conditions douteuses. Une forte mobilisation internationale a demandé la libération de ces infirmières. Kadhafi, en redoutable négociateur, a demandé alors un traitement similaire à ce qui a été imposé pour les ressortissants libyens : soit 10 millions de dollars par enfant décédé contre la libération des infirmières bulgares. Car la Libye avait été contrainte de payer 10 millions de dollars par passagers victimes dans les attentats des 2 avions pour faire libérer ses ressortissants innocents et normaliser ses relations avec la communauté internationale. La Libye a finalement obtenu que les familles des enfants victimes soient indemnisées par une puissance occidentale.

Ainsi Kadhafi, avec le temps, arrivait à faire accepter ses positions, aussi gênantes soient-elles pour les dirigeants occidentaux.

Il faut savoir que Kadhafi a fait face à des agressions très violentes qui ont eu des dommages collatéraux, comme la mort d'une de ses filles lors du bombardement de sa résidence en 1986. Des occidentaux, en nombre, ont

également été victimes collatérales en d'autres occasions...à découvrir dans le livre de Patrick Mbéko.

Maintenant, il faut voir le bilan intérieur de Kadhafi, et c'est à peine croyable. L'enquête nous informe que l'eau et l'électricité étaient gratuites pour une consommation courante, les soins médicaux quasiment gratuits, l'essence coûtait 15 fois moins cher qu'en France pour tout le monde (8 centimes le litre), l'éducation gratuite, même à l'étranger grâce à des bourses. L'État Libyen octroyait des prêts à toute la population pour l'achat d'un logement sans intérêt et sans échéancier. Et tout cela en ayant subi un embargo. D'autres mesures étaient en préparation et ont été annoncées au début de l'insurrection. Il me semble que les Gilets Jaunes en France aimeraient pouvoir profiter d'un tel traitement. Sur le plan purement économique, Kadhafi a constitué un stock d'or de 144 tonnes, n'a pas fait de dettes et a constitué des fonds souverains d'une valeur de près de 200 milliards de dollars, pour son pays dont la population était, alors, de 6 millions d'habitants. Bien que cela ne figure pas dans le livre, je vous donne ci-après, à titre de comparaison, le bilan des dirigeants français, pendant la période de pouvoir de Kadhafi, pour un pays de 65 millions d'habitants. Les dirigeants français ont donné le pouvoir monétaire aux banques privées, ce qui a pu entraîner un endettement du pays à hauteur de plus de 2000 milliards de dollars, ont vendu 737 tonnes d'or, ainsi que la plupart des entreprises d'État qui étaient des fleurons dans l'électricité, le gaz, l'eau, le pétrole, la banque, les télécommunications, l'ingénierie, les autoroutes

Vous apprendrez que Kadhafi était un musulman pieu mais n'a pas été dupé par les terroristes qui se cachent derrière une religion. C'est lui qui a lancé le premier mandat d'arrêt international contre le leader d'Al Qaeda... bien avant les attentats de New York.

Il est aussi décrit dans ce livre, écrit par un Africain du Congo, l'apport de Kadhafi au continent africain. Ces réalisations concrètes comme le financement d'un satellite de télécommunication, mais aussi ses investissements partout sur le continent pour que l'Afrique apprenne à transformer ses matières premières. L'auteur a bien sûr identifié la volonté de Kadhafi de donner un poids politique à l'Afrique en étant moteur dans la création de l'Union Africaine, mais surtout en préparant des institutions financières qui pourraient libérer l'Afrique de la dépendance et la soumission à des prêts usuriers interminables. L'auteur, comme beaucoup d'Africains, a de la reconnaissance envers Kadhafi qui était en train de leur offrir une sortie du long tunnel de la misère et l'exploitation. Il associe clairement cette opportunité de sortie et la chute de Kadhafi. Cet épisode confirme à l'Afrique qu'elle est toujours colonisée et envoie un message très clair à ceux qui ne seraient pas d'accord.

Enfin, l'auteur nous livre une version complètement différente de la guerre, avec les printemps arabes qui avaient pour but de mettre des régimes qui auraient toléré l'infiltration de la Libye par des milices terroristes ou mercenaires passant par leur territoire. Des moyens technologiques de manipulation de l'information ont été utilisés pour faire croire que Kadhafi attaquait son peuple alors qu'il faisait face à une

attaque extérieure armée qu'il avait contenue. Il y avait moins de victimes que dans les révolutions dites non-violentes des pays voisins. L'auteur rapporte aussi les initiatives menées par la Libye pendant la guerre pour mettre fin au conflit et éviter le drame qui se produit encore actuellement. Ainsi, dès le début, Kadhafi a tendu la main aux insurgés et à la communauté internationale. Dès le début, il a fait savoir qu'il était prêt à quitter le pouvoir. Des journalistes, militaires, avocats et diplomates de plusieurs pays impliqués dans le conflit ont été avertis. Avec l'avancement du conflit, il a accepté de nombreuses concessions, comme l'organisation d'élections où toutes les parties prenantes pouvaient se présenter. Il a ensuite proposé de se retirer à la condition que le pays ne soit pas laissé aux mains des milices terroristes. Il a finalement proposé de quitter le pays sans conditions. On lui a dit oui, pour ensuite le bombarder dès son départ.

Il est possible que vous, lecteur, tombiez de haut. J'invite, en particulier les sceptiques, à vous procurer l'ouvrage de Patrick Mbéko et de comparer le traitement de l'information déversée en Occident et le travail d'un auteur Africain fait selon des pratiques rigoureuses d'investigations. Vous pourrez, par exemple, identifier qui utilise les principes d'égarement décrits dans le chapitre précédent. Vous pourrez aussi faire vos propres vérifications.

Maintenant que vous avez les éléments nécessaires, je peux vous donner une interprétation de la signification historique et civilisationnelle de cet événement. La France s'est construite sur la rencontre d'un dirigeant et du peuple autour de valeurs de progrès pour tous en respectant chacun. Il y a eu d'abord Clovis qui s'est fait baptiser pour rejoindre le Christianisme dans son esprit originel de fraternité humaine, Charlemagne qui "invente" l'école pour tous, Saint Louis qui rendait la Justice, François 1er qui développa les arts et les lettres, Napoléon avec la concrétisation des idées de la Révolution de liberté, d'égalité, de fraternité et d'universalité, et enfin De Gaulle qui rappelle à la France que toutes ses valeurs font sa grandeur, que la souveraineté est au peuple français et que l'État doit assurer les besoins fondamentaux du peuple : éducation, santé, aléas de la vie et sécurité pour chaque individu et pris en charge par le collectif. C'est ainsi que se concrétise la notion d'État providence.

Il est intéressant de constater que le moment du départ de De Gaulle en France, coïncide avec l'arrivée de Kadhafi en Libye, en 1969. Ces deux hommes participent à la construction ou la reconstruction de leur pays sur leurs valeurs profondes qui se révèlent être universelles. Ils sont tous deux militaires et défendent leur pays et le peuple par les armes contre la tutelle étrangère. Tout d'eux seront traités de terroriste, de dictateur, tous deux subiront des tentatives d'assassinats et seront intraitables vis-à-vis des conspirateurs. Sur des valeurs humaines vertueuses, ils ont bâti la prospérité de leur pays et les pays voisins en ont profité. Mais la France après De Gaulle a perdu la convergence entre le peuple et son dirigeant sur la destinée du pays. Un ennemi invisible et réduit à être inoffensif sous de Gaulle s'est infiltré et a pris le pouvoir, l'idée de profiter de l'autre par la ruse et la

domination, incarnée dans l'usure. Les dirigeants successifs s'offrent, et la France avec, à la finance usurière. Le pays s'est appauvri moralement puis économiquement, et est désormais à la merci de la haute finance apatride. De l'autre côté de la méditerranée, Kadhafi avait identifié le mal qui rongait son continent mais aussi l'Occident et une grande partie du monde. Avec son tout petit pays, dont la culture musulmane connaît l'interdit de l'usure, il s'est préservé et a développé son pays. Il était en passe de secourir l'Afrique et attendait que le monde arabe réponde à sa main tendue. La France était invitée à partager la prospérité. Mais, il a manqué à la France l'humilité de reconnaître sa faiblesse morale et économique. Son dirigeant, fort mal entouré, a voulu et exigé beaucoup, de suite. La France a espéré qu'en tuant la poule aux œufs d'or, on aurait l'argent pour cacher nos faiblesses. Mais on les a exposées. Nos représentants ont calomnié, menti et pactisé avec des opposants non représentatifs, des terroristes apatrides et ont marché sur le droit international. Les conséquences ont été la destruction d'un pays, le désespoir d'un continent et la perte de l'allié qui a l'antidote à notre mal. La France s'est assise sur ses valeurs de justice, de dialogue, de fraternité, d'humanisme, d'universalité et du respect du droit. Tout cela pour le plus grand profit d'intérêts dominateurs apatrides qui mettent, entre autres, la France à genoux. Les représentants Français ont tué l'esprit qui animait la France, et, le peuple a donné son consentement. Les représentants ont fait un crime contre la civilisation et le peuple a laissé faire. Il ne peut y avoir de salut sans cette prise de conscience.

Pourtant les signaux d'alerte étaient grands. D'abord par la loi sur la fin de la liberté d'expression du 13 Juillet 1990. Ensuite par l'annulation en 2008 de la décision du peuple de rejeter la constitution de l'Union Européenne en 2005. Et ce que nous avons fait en Libye n'est pas un accident. Malheureusement, la France a continué après la Libye, malgré un changement de représentants, en s'attaquant à la Syrie. Elle a calomnié le président Bachar El Assad en place et encouragé et soutenu des opposants dont on ne connaît rien, dans l'hypothèse la moins dévalorisante. Je vous cite notre ministre des affaires étrangères, le chef de la diplomatie française: "je suis conscient de la force de ce que je suis en train de dire: M. Bachar el-Assad ne mériterait pas d'être sur la terre". Allons-nous laisser faire encore longtemps? Le mal nous ronge toujours. Nous avons perdu nos valeurs et les mots qui les désignent sont utilisés pour attaquer ceux qui pourraient nous aider. Voilà l'inversion. Les populaces ont pris le dessus sur le peuple. Mais maintenant les forces de prédation qui se sont abattues sur le peuple libyen sont en train de s'abattre sur le peuple français et l'Europe. Le traité CETA donne le cadre légal pour que la prédation se fasse sans que l'on s'en rende vraiment compte et sans que l'on puisse réagir. On constate peu à peu que les fins de mois sont de plus en plus difficiles et pour de plus en plus de monde. C'est un transfert progressif et inéluctable. La maison France s'effondre parce qu'elle n'a plus de fondations. Des réformes ne changeront rien. Car celles-ci sont menées par des représentants fantoches qui ne bouchent que les fissures de la façade. Fantoche, ce même

sobriquet qu'on a attribué aux empereurs romains après la mort d'Aetius, car ils n'avaient pas le pouvoir. Ils étaient devenus les marionnettes de l'armée. Aujourd'hui, le pouvoir qui contrôle nos dirigeants est la haute finance usurière et nous en sommes rendus à admettre qu'il faut réformer et que c'est forcément douloureux. Mais ce n'est que la loi de l'exponentielle de l'usure, il faut toujours plus à ceux qui ont énormément. Ces gens ont maintenant les moyens de vous égarer et de vous faire admettre n'importe quoi. Une guerre, des réformes, des contradictions, l'inversion. Quand la réforme répond à un besoin de justice, ce n'est pas douloureux. Celui qui en profitait trop avant accepte qu'un profit injuste ne puisse pas être éternel. Mais il faut prendre le soin d'expliquer. Pour les autres, c'est un progrès et l'ancien profiteur doit y être convié au même titre que les autres. Si c'est encore douloureux pour certains, c'est qu'il y a d'autres injustices sous-jacentes. Laisser la liberté aux plus forts de soumettre les faibles est une injustice. Il faudra bien un jour discuter de la nécessité du libre échange, même si certains devront réduire la croissance de leur fortune. Dans le cas contraire, vous serez mis en concurrence avec ceux qui n'ont pas de congés, pas de retraites, pas de soins, pas d'éducation, pas de solidarité. Et vous devrez vous aligner pour survivre. La norme sera la misère. Il y a là un antagonisme profond entre les aspirations historiques du peuple français et l'objectif central de l'Union Européenne qui impose le libre échange et la confiscation du pouvoir monétaire. Quand va-t-on se demander où est l'erreur? Un jour, il faudra dire stop, mais ce n'est pas sur une réforme particulière qu'il faut porter notre effort, c'est sur l'injustice et la négation de nos valeurs essentielles. Et la plus criante, la plus visible et la plus désintéressée est l'injustice qu'a subi la Libye et son dirigeant. Nous devons dire que nous ne consentons pas à ce qui s'est passé. Nous devons considérer la situation avec justice. Notre salut ne peut pas venir d'ailleurs. Reconnaître, comprendre et réparer est le chemin qui rendra la dignité à la Libye, mais aussi à nous-mêmes. Nous retrouverons nos valeurs et pourrons construire la prospérité. Vous en doutez? Regardons encore une fois notre Histoire. Pour d'obscures raisons, les dirigeants français en 1830 ont décidé de coloniser l'Algérie. Devant la résistance inattendue de la population et de leurs chefs, les militaires français ont ravagé le pays, détruit tout espace verdoyant pour que les résistants n'aient plus d'endroits où se cacher et où se nourrir. Le peuple français, dont je ne sais pas à quel point il était au courant, laissa faire ces pratiques inhumaines jusqu'à l'abandon de la lutte par les algériens en 1847. En France, la misère régnait. Le peuple se souleva en 1848 pour demander un régime social et démocratique. De même que l'on avait envoyé l'armée mater la résistance algérienne, de même lui confia-t-on la tâche de mater le peuple de Paris. Ce fut un massacre de plusieurs milliers de morts. On envoya les survivants en grand nombre au bagne et on laissa le reste du peuple méditer sur sa misère. C'est peu après que Victor Hugo prononça à la chambre des représentants son discours historique sur la misère et il rédigea dans les années suivantes son roman "Les Misérables". Il planta une graine pour nous sortir de cette misère qui était présente à l'époque et vers laquelle nous nous

dirigeons à nouveau. Si vous laissez votre voisin se faire maltraiter, la maltraitance s'installe et vous serez ensuite maltraité. On a laissé faire pour la Libye et nos dirigeants ont voulu recommencer en Syrie. Eh bien, ne vous étonnez pas que le CETA nous tombe dessus, parce que les dirigeants qui s'en sont pris à la Libye et la Syrie sont maintenant aux commandes du conseil constitutionnel, l'institution garante du respect de la constitution française. Il est probable que très peu de monde a lu ce texte, mais le conseil constitutionnel, dont c'est la mission, l'a lu et nous a pourtant assuré que le CETA respectait la constitution. Pour ceux qui ne comprennent pas la trahison du texte CETA, je vous invite à lire ou relire le chapitre traitant ce sujet. Nos ancêtres ont laissé leurs dirigeants massacrer en Algérie, mais nos dirigeants ne valent pas mieux et nous les avons laissé encore faire et aujourd'hui ils valident notre colonisation financière. Amis français, renseignez-vous sur notre Histoire avec l'Algérie. Amis Algériens, racontez votre Histoire et rappelez aux Français que la France a recommencé en Libye. Comprenez que cela va mal finir. Il est nécessaire de refuser ces actes. Et je ne me contente pas de vous appeler à réagir, je propose dans ce livre des solutions concrètes qui sont abordées dans un chapitre ultérieur. Mais il faut comprendre que le sujet doit être abordé et statué par tous les Français. Pensez à une famille où le père de famille violence un des enfants régulièrement, au point d'entraîner des séquelles physiques et psychologiques sur l'enfant. Mais le père dit qu'il fait ça par amour. Croyez-vous que la famille est fonctionnelle? Croyez-vous que les autres enfants pourront devenir des personnes équilibrées si personne ne dit rien. Il est nécessaire qu'une voix face savoir à toute la famille que le comportement du père est profondément malsain. Les langues se délieront et des solutions pourront être envisagées. En 1848, dans un premier temps, la révolte avait grondé. Comme un général qui avait une réputation d'avoir tué des innocents parisiens allait être nommé pour mater l'insurrection, la garde nationale a refusé d'obéir. Le dirigeant politique de l'époque démissionna. Des mesures favorables ont été accordées à tous les peuples d'Europe par crainte de ne réussir à contenir leur colère. Simplement parce que la garde nationale en France a dit "non" à obéir à un boucher. Si la vie des Algériens avait pu être considérée au même titre que celle des Français, la garde aurait aussi refusé d'obéir au général fraîchement débarqué d'Algérie qui s'est occupé des Parisiens quelques mois plus tard. Attention, je parle au conditionnel, je ne sais pas comment la garde nationale considérerait un Algérien. Il est possible que les soldats qui la composaient ne savaient pas ce qui se passait en Algérie. Je dis que si le même raisonnement avait pu être appliqué sur le comportement d'un général vis-à-vis des Algériens que sur le comportement du premier général vis-à-vis de Français, les soldats auraient aussi refusé d'obéir à la personne qui a ensuite déclenché le massacre des Parisiens.

Pour conclure, ce qui est essentiel est d'abord de formuler ensemble que ce qu'il s'est passé avec la Libye est contraire à ce que nous sommes. Les victimes doivent le savoir, mais aussi les dirigeants, les représentants, les journalistes et aussi nos alliés.

Je vous laisse méditer des paroles de la chanson "Né En 17 à Leidenstadt" de Jean-Jacques Goldman écrite en 1990 qui se demande ce qu'il aurait fait dans un contexte de crime de guerre.

"On saura jamais c'qu'on a vraiment dans nos ventres

Caché derrière nos apparences

L'âme d'un brave ou d'un complice ou d'un bourreau?

Ou le pire ou le plus beau ?

Serions-nous de ceux qui résistent ou bien les moutons d'un troupeau?

...

Et qu'on nous épargne à toi et moi si possible très longtemps

D'avoir à choisir un camp"

Chapitre 10: La non-violence

Le fil conducteur des chapitres précédents est que l'humanité a un grand besoin de la paix, et cet objectif doit passer par des moyens en adéquation avec l'objectif. Il ne peut y avoir autre chose que des moyens pacifistes. Une des méthodes les plus connues est la non-violence. Il est évident que la pacification du monde passera certainement par l'utilisation de la non-violence. Il me semble donc important d'exposer les aspects essentiels de cette approche. Le cœur de cette philosophie est le succès durable, pour toutes les parties. Elle a pour moyen de faire de son opposant un allié. Celui qui la pratique est prêt à recevoir la violence sans la donner ni la rendre. Il veut convaincre son opposant qu'il ne risque rien de sa part. C'est une méthode très puissante mais très difficile à mettre en œuvre. En premier lieu, elle repose sur la vérité, la sincérité. C'est la pierre fondatrice de la méthode. Cela implique avant toute chose d'être prêt à se remettre en cause. Être non violent n'implique pas que l'on ait raison. Il se peut que l'on se base sur des connaissances fausses ou des attitudes, des revendications inappropriées. Pour convaincre son adversaire, il faut être capable de l'écouter et prendre en considération ses attentes. Ce peut être suffisant pour débloquer une situation, même si vous n'avez rien obtenu de ce que vous attendiez. Le problème peut venir de la personne non violente. Mais si elle applique la méthode, elle aura la satisfaction de s'être corrigée, de rester en accord avec ses principes de non-violence et surtout de ne pas avoir usé de la violence pour une raison non fondée. Ainsi la non violence n'est pas une stratégie possible pour atteindre un objectif. C'est un état d'être et l'objectif peut nécessiter d'être redéfini pour rester non violent et pas l'inverse. Pour la mettre en œuvre, il est nécessaire de faire un examen de conscience. Suis-je dans la vérité? Est-ce que je ne mens pas à moi-même? Suis-je ouvert à l'écoute et puis-je admettre que je ne suis pas dans le vrai? Il est indispensable de le savoir avant de se lancer dans une action non violente, car il faudra convaincre votre adversaire de cela, et peut-être prendre des coups. Ce serait dommage d'endurer des épreuves évitables par un simple examen de conscience. Un autre point très, très important est que l'action non violente n'est pas forcément couronnée de succès. Examiner votre conscience pour savoir jusqu'où vous êtes prêts à aller. Il convient aussi de juger l'importance pour votre conscience de ce que vous défendez. Sacrifier sa vie pour une pièce de monnaie, n'est peut-être pas très utile, même si on défend un principe juste. Henry David Thoreau a échoué à faire cesser les guerres contre les indigènes. Mais sa conscience lui a dicté de ne pas payer les impôts qui les finançaient. Il s'est retrouvé en prison, mais affirmait qu'il était libre. Libre de n'avoir

pas contribuer à un massacre. Mais son action a été remarquée et a inspiré beaucoup de monde longtemps après.

Pratiquer la non-violence n'est pas chose aisée, il convient d'avoir des grandes qualités humaines et d'en avoir conscience. Il est nécessaire d'avoir conscience que ces qualités sont supérieures à la domination par la violence. Car cette connaissance du supplément de valeur que l'on possède sur l'adversaire permet de supporter sa violence sans haine et sans envie de répliquer. Si lorsque l'on vous insulte ou que l'on vous frappe, il vous est d'une grande difficulté de ne pas répliquer, c'est peut-être que nous n'avez pas encore compris que c'est inutile... sur le long terme. Votre adversaire risque de vous avoir à la longue et finira par vous faire réagir avec violence. Il vous aura convaincu qu'il a raison d'utiliser la violence. Il faut aussi avoir conscience que le chemin est parfois long, très long, et que ce n'est pas parce vous avez encaissé un premier acte de violence sans sourciller que le combat est gagné. Ce n'est pas un combat contre l'adversaire mais d'abord contre vous-même. Il faut parfois de nombreuses et longues tentatives pour réussir. Il faut parfois un niveau de maîtrise très élevé pour pratiquer la non-violence en toutes circonstances. Bien qu'elle soit une nécessité, la non-violence n'est pas encore à la portée d'une partie significative de l'humanité. Pourtant une grande majorité voudrait la paix. Si tout le monde croyait vraiment à la non-violence, la paix serait immédiate. Nous n'y sommes pas. Prôner la non-violence n'est pas suffisant. Il faut la mettre en œuvre et l'enseigner dans la vie de tous les jours pour la propager. Avec des enfants par exemple. Vous verrez vite vos limites de tolérance. On en arrive à une situation où on veut faire admettre que parfois, il est nécessaire d'avoir des limites ou des interdits, pour le respect des autres ou de soi-même. Mais l'enfant ne va pas forcément le comprendre. Cela vous permet de remettre en cause vos certitudes. Pour éviter la contrainte ou la force dans une telle situation, il convient d'accompagner l'enfant dans l'effort qu'on lui demande. Faire l'effort avec lui de sorte de lui montrer que l'on fait au moins autant d'effort que lui pour qu'il comprenne que c'est important pour vous. Votre supériorité morale a ainsi été établie par le fait que vous avez été capable d'endurer les souffrances nécessaires, et non pas par un a priori subjectif de connaissance de ce qui est bien de ce qui ne l'est pas.

Comme je le mentionnais précédemment, il faut savoir que la non-violence ne mène pas toujours au résultat espéré. Toutefois, il est possible d'identifier certaines circonstances qui sont plus favorables au succès peu après sa mise en œuvre.

Ainsi, le plus important critère est la sincérité de l'opposant. S'il est sincère, il est possible de trouver un terrain d'entente pour dialoguer, comprendre ses attentes et pouvoir exprimer et justifier les siennes.

Ensuite, un autre critère favorable au succès d'une démarche non-violente est le sentiment de supériorité de l'opposant. L'Histoire nous a appris la leçon que le plus fort physiquement est surpassé par le plus intelligent, qui mettra en œuvre des stratégies et des technologies qui viendront à bout du plus fort physiquement.

Aujourd'hui, celui qui se croit supérieur, le pense par rapport à son intelligence ou

son humanité (ou la collectivité qu'il représente). Mais cette croyance ne tient pas lorsqu'il estime approprié d'utiliser la violence. Il fait la preuve qu'il se situe au niveau de la force physique et non de l'intelligence ou de l'humanité. Parfois, le problème est un peu plus complexe, lorsque la personne se croit supérieure du fait qu'il ne s'embarrasse pas de considérations humanistes. Il croit qu'il a ainsi plus de munitions ou d'armes que ces opposants. Mais aujourd'hui, l'humanité est à un niveau où il est nécessaire que celui qui n'a pas d'humanité fasse croire qu'il en a pour avoir des alliés en nombres suffisants, sinon il serait seul ou rejeté. Donc, même la personne qui n'a pas d'humanité, son intelligence lui dicte qu'il a besoin d'afficher aux autres de l'humanité. La réciproque de cette affirmation est que l'intelligence dépourvue de réelle humanité, va tout faire pour montrer que son adversaire est grossièrement violent. Justifiant ainsi sa supériorité et son droit d'utiliser sa force. L'humanité est supérieure moralement, dans le sens qu'elle n'incite pas l'adversaire à être violent, et qu'elle ne souhaite pas utiliser la violence contre l'autre. Ainsi un autre aspect de la non-violence est aussi de faire le nécessaire pour éviter à son adversaire de tomber dans la violence. A force de longues répétitions d'actions non-violentes, l'adversaire ou le groupe intelligent et fort finira par faire tomber son masque: un jour où l'autre il sera pris à savonner la planche de son opposant et trahira ses mauvaises intentions aux yeux de tous. Et les multiples stratagèmes utilisés en réponses aux précédentes actions non-violentes se révéleront. L'intelligence sans humanité peut alors être contemplée dans ce qu'elle est: du machiavélisme, provoquant l'écoeurement de tous les autres. C'est ainsi que l'humanisme, incarné dans la non-violence est supérieur à l'intelligence. Autrement dit, la supériorité peut être reconnue dans le renoncement à tenter une action violente envers autrui. Donc un opposant qui se croit être supérieur peut être maintenu et guidé dans une démarche non-violente, ce qui amène les deux parties sur le terrain de la vérité, de la sincérité et donc de la résolution du litige. C'est dans ce cadre que le Mahatma Gandhi a contraint les Anglais à renoncer à les dominer. Voilà pourquoi un opposant qui se croit supérieur est un bon candidat pour mener à bien une démarche non-violente.

En revanche, il y a des cas où les considérations de sincérité, vérité ou même supériorité ne sont pas présentes. C'est en général, l'avidité qui motivent ces personnes. Si d'autres personnes se trouvent entre elles et l'objet convoité avec avidité, il va être très difficile d'obtenir des résultats avec la démarche non violente. Massacrer n'est absolument pas un obstacle pour certaines personnes. Aucune considération ne peut faire le poids face à leur envie. Manifester une opposition est vécue comme une violente insulte, dont l'agresseur ressentira le besoin de compenser par la violence. Il y a eu et il y a encore aujourd'hui des personnes avec cet état de conscience. Il est à noter que l'objet n'est pas forcément matériel, ce peut être du pouvoir ou de l'autorité spirituelle ou des honneurs. Un simple "non" peut déclencher une violence inouïe. Celui qui veut s'opposer à ce type de conscience risque d'y laisser sa vie.

Pour cette raison notamment, la non-violence ne peut pas être érigée en règle absolue. Demander à quelqu'un de résister de manière non violente face à ce type de conscience n'est pas sage. Se défendre peut être sage, si ce n'est pas non plus une règle absolue. Ainsi quelqu'un qui se défend même avec de la violence n'a pas à être d'office condamné. Il faut comprendre que la démarche non-violente est avant tout un engagement personnel à se sacrifier pour le profit des autres autant que de soi.

Cette compréhension de la non-violence est indispensable pour éviter son plus grand piège: Celui de se soumettre parce que l'avidité ou le rusé vous fait valoir le devoir d'être non-violent et de vous laisser faire. Non. C'est une soumission, vous ne voulez pas cela pour vous et ni pour votre opposant. L'idée derrière la non-violence est d'offrir le sacrifice de soi pour transformer votre opposant. Si l'opposant exige ce sacrifice vous ne pouvez pas lui offrir et il voit votre acte comme de la faiblesse, non comme de la noblesse, ce qui ne va aucunement l'inciter à changer. C'est le piège que les prédateurs financiers tendent avec la doctrine du libre échange. Vous devez leur offrir la liberté de vous asservir. La liberté de commercer peut-être négociée mais il faut des contreparties, comme la liberté d'expression, la liberté de refuser un travail, la liberté de manger sainement, la liberté d'avoir un toit, d'avoir la paix.

Il y a plusieurs ripostes possibles face à la prédation et l'avidité. Prenons un exemple. Imaginons deux clans de culture guerrière qui ont un important conflit à gérer. Elles s'apprêtent à se déclarer la guerre comme c'est l'usage. Mais, la voix d'un sage se fait entendre dans l'une des deux tribus. Il prêche la non-violence et l'entente fraternelle. La guerre n'apporte que la désolation et ne résout pas le conflit, sauf à exterminer tout le monde. Et il arrive à convaincre son clan d'aller négocier la paix. L'autre clan n'accepte pas, sauf à la condition d'obtenir toutes leurs terres et qu'ils partent. Le sage est un très grand orateur et arrive à convaincre son clan d'accepter les conditions de l'autre clan. Car c'est le début d'une nouvelle vie, d'une vie meilleure. Ainsi le sage et son clan vont s'installer plus loin. Mais le premier clan voit cet abandon comme un signe de faiblesse. De plus les dirigeants maintiennent leur pouvoir sur leur clan par leur art de la guerre assurant la survie du clan. Ils maintiennent aussi d'autres croyances s'opposant à celles du sage. Ainsi, les dirigeants identifient que l'action de se retirer de la part de l'autre clan invalide la justification de leur pouvoir sur leur clan. Des membres de leur clan pourraient demander un changement de conduite du clan. Il devient stratégique pour les dirigeants de faire disparaître de la Terre ce sage et ce clan. Lorsque le sage apprend les intentions de l'autre clan, il sait qu'il ne peut pas demander à son clan plus d'efforts. Il a déjà obtenu une révolution en demandant d'essayer d'appliquer sa sagesse, il ne peut pas demander plus pour le moment. Ce serait les faire massacrer et mettre fin à son expérience de fraternité et non résistance. Alors, il accepte la voie du combat choisie par l'opposant mais rappelle à son clan l'objectif de vivre en paix. Il leur fait accepter des règles de conduite pendant le combat, qui

permettent de l'arrêter dès que possible. Il rappelle aussi de toujours respecter l'adversaire et de ne pas tomber dans les bassesses de la guerre qui fermeraient la voie vers la réconciliation et la paix. Le combat a lieu et les agresseurs doivent battre en retraite. Les défections au sein du clan agresseur augmentent. Après quelques temps les deux clans demandent à suivre la voie de la Sagesse. Vous pensez que c'est utopique, mais je pense que c'est une histoire assez proche de ce qui s'est passé lors de la naissance de l'Islam, la naissance d'une religion de paix. Le sage correspond au prophète Muhammad. Comment je le sais? En lisant leurs textes et en demandant à des amis, des relations de travail, des gens de tous les jours comme des chauffeurs de taxi, qui sont musulmans. Les messages véhiculés dans les médias à propos de l'Islam ne correspondent pas à ma réalité. Je suggère d'envisager le principe d'égarement numéro 4: l'opération sous faux drapeau. Lorsque les médias transmettent quelque chose d'une horreur qui vous révolte, faite au nom de l'Islam, il est raisonnable d'envisager que ce n'est pas un musulman qui a fait cela. Même si l'auteur affirme haut et fort que ce sont les valeurs islamiques qui le font agir ainsi. Si les médias vous martèlent cette horreur en boucle, en insistant sur les détails morbides, c'est le principe d'égarement numéro 1 qui est en oeuvre: susciter une forte émotion pour faire passer le message que l'Islam est malfaisante et violente. Souvenez-vous que les groupes avides et réellement violents se doivent de faire passer leur adversaire pour quelqu'un de violent. Or l'Islam ne réprovoque-t-elle pas clairement l'usure? N'est-ce pas l'usure qui permet d'amasser des fortunes colossales comme nous l'avons étudié dans le chapitre défié au prêt à intérêt? A qui les grands médias appartiennent-ils en France, si ce n'est à des grandes fortunes? Pourquoi ces grandes fortunes investissent-elles dans des médias déficitaires? D'où vient leur fortune? Si elle venait de l'usure, ne serait-il pas logique que l'Islam soit leur adversaire? Ne serait-il pas logique que ces fortunes investissent pour faire passer l'Islam pour une religion violente? Chercher la vérité par vous-même, interroger les gens que vous croisez qui sont les musulmans de votre quotidien, donc de votre réalité. Vous pourrez ainsi constater par vous-même l'inversion des médias sur la nature réelle de l'Islam.

L'Islam, dans sa sagesse de se défendre face à des prédateurs avides, n'est pas la seule à invoquer la possibilité de réagir à un agresseur. Dans la tradition japonaise, la voie martiale budo, est adossée à un code d'honneur, le bushido. Dans son expression ultime, l'Aikido du maître Morihei Ueshiba, on en arrive aussi aux préceptes de la non-violence. Voici ce qu'en disait le maître Ueshiba: "l'*aikido* ne peut pas être autre chose qu'un art martial d'amour. Il ne peut pas être un art martial de violence.", "L'état d'esprit de l'*aikidoka* doit être paisible et totalement non-violent. Autrement dit, il doit avoir un état d'esprit spécial qui mène de la violence vers un état de paix".

Exiger la non-violence d'un autre n'est pas la voie de la non-violence. La seule exigence de non-violence qu'elle peut formuler, c'est à soi. C'est d'abord un travail de purification intérieur. Quand la violence se manifeste, le dialogue pour

identifier la source de cette violence est une nécessité. Ce peut être l'occasion de comprendre une grande souffrance de celui qui a commis la violence. Refuser de dialoguer est un refus de reconnaître la souffrance de l'autre. Il faut accepter que certains réagissent quand ils sont agressés pour ne pas mourir dans l'indifférence. L'acceptez-vous? Même si ceux qui ne veulent pas dialoguer lui donnent l'étiquette de terroriste? Tous les résistants armés sont qualifiés de terroristes par les régimes autoritaires en place. Le général De Gaulle et tous les résistants en France pendant la seconde guerre mondiale rentrent dans les critères de terroristes. Refuser de dialoguer avec un terroriste est la condamnation à ce que cela continue. Comprenez vous la phrase "Il est normal que les faibles aient recours au terrorisme". Ce n'est que la reformulation de "Certains ne veulent pas mourir dans l'indifférence". C'est Kadhafi qui l'a dit. Et ce n'est pas un encouragement au terrorisme, comme certains pourraient le laisser sous-entendre, c'est une clé pour essayer de comprendre le terrorisme et de l'arrêter.

Ainsi, ce que l'Occident et la France en particulier a fait dans la crise libyenne, c'est d'exiger que Kadhafi ne se défende pas, lui et son peuple, contre des groupes lourdement armés. Un pratiquant de la non-violence n'a pas ces exigences. La suite a montré que ceux qui exigeaient la non-violence, ont ensuite utilisé la violence avec de grands excès. On est bien dans le cas de prédateurs avides et autoritaires. Ce que nous rapporte l'enquête de Patrick Mbeko dans son livre "Objectif Kadhafi", c'est que, malgré la calomnie et l'agression qu'il subissait, Kadhafi, tout au long de l'épreuve, n'a pas touché à son peuple et gardé la main tendue pour l'apaisement. Y compris l'offre de se retirer. Il n'a pas fait de menaces ou des tentatives d'attaquer les intérêts de ses agresseurs. Comment expliquer une telle attitude, si ce n'est la confiance que la vérité est de son côté? Il ne se considérait pas comme un faible. Il a juste dit "vous le regretterez". Le plus tôt nous comprendrons sa position, le moins nous souffrirons. Et pour que la vérité reste cachée, il fallait le faire disparaître. Voilà qui sont ceux qui ont voulu la chute de la Libye : des prédateurs avides, rusés, puissants, autoritaires que des actions non-violentes parfaitement menées ne peuvent pas arrêter sur le coup. J'espère que vous réfléchirez et chercherez avec la volonté de savoir ce qui s'est vraiment passé en Libye. Kadhafi nous a offert un comportement exemplaire pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés possibles sur la nature des forces visibles ou invisibles qui ont agressé la Libye. Ces forces de prédatations ont dans leur main l'OTAN qu'ils ont utilisée. Y a-t-il une force plus grande que l'OTAN qui pourrait les arrêter? Même si elle existait, est-ce raisonnable de l'utiliser? A l'opposé, si on laisse faire, seuls les effets générés par les actions de leur inconscience les stopperont. C'est-à-dire un cataclysme de grande ampleur, un hiver nucléaire, un déluge.... Mais si cela n'arrive pas ou mettrait du temps à arriver, alors la grande majorité de l'humanité sera sous leur contrôle dans la misère, une minorité vivra dans la crainte de cette misère et collaborera à maintenir la misère des autres. Mais tous (99%) seront considérés comme du bétail, voire même des déchets.

Rendez-vous à l'évidence que la paix est une nécessité. Tout peuple qui tentera de vivre émançiper se fera réduire à néant par ces forces prédatrices et dominatrices.

Un désarmement est nécessaire.

Voyons maintenant un autre cas qui n'est pas la voie de la non-violence. Manifester pacifiquement devant la résidence d'un dirigeant pour lui demander de partir n'est pas suffisant pour affirmer que la démarche est non-violente. D'abord, la présence d'une foule face à un homme, même protégé, impose un rapport de force, ce n'est pas non-violent. Si la foule veut la liberté, il faut préciser quelles mesures elle attend, et que cela représente en effet les attentes de ceux qui manifestent. Si le pouvoir en place disparaît comme demandé, en quoi cela signifie que la liberté sera obtenue? Une fois partie, un autre dirigeant prendra sa place, mais est-ce que la foule avait prévue une manière juste de désigner le successeur. Si jamais elle l'a fait, est-ce que ce processus est accepté par tous ceux qui ne manifestent pas mais qui devront subir ce nouveau dirigeant? Se pose ensuite la question de savoir quelles mesures vont être mises en place pour obtenir plus de liberté. Le libre échange? On retombe sur les mêmes questions que pour la désignation du nouveau dirigeant... Une démarche non-violente commence par un projet élaboré ou soutenu par de nombreux partisans. Gandhi et Mandela avaient créé leur Congrès pour définir leur projet et faire adhérer un très grand nombre. Martin Luther King Jr n'a pas demandé le pouvoir, mais que des lois égalitaires entre les races soient votées. Les manifestants pacifistes, pour emprunter la voie de la non-violence doivent avoir à l'esprit qu'il faut faire de leur opposant un allié. Le dirigeant en place doit être amené à mettre en œuvre les attentes du peuple, dans la justice et l'acceptation générale. Il n'est pas très important de savoir qui va le faire, mais il faut porter son attention sur le quoi et comment cela va être fait.

Maintenant, je voudrais attirer l'attention sur le fait de manifester sans demander quelque chose de précis, comme exiger la démocratie. Ou bien dans une logique d'opposition pure, comme par exemple, tout sauf le dirigeant en place. Comme expliqué précédemment, rien de constructif ne peut en sortir puisque rien n'a été préparé. Il faut se demander pourquoi certaines personnes, partis ou intérêts, œuvrent à de telles manifestations. Parce que le problème, c'est qu'une étincelle peut déclencher des mouvements de foules et de la panique. Si la foule n'est pas dans une démarche profondément non-violente, il est possible que la manifestation dégénère en mouvement insurrectionnel. On peut passer facilement à l'étape du changement de dirigeant. En allumant sciemment l'étincelle, un coup d'État peut de cette manière être organisé et le faire passer pour une aspiration populaire. Pensez-vous que dans ces conditions le peuple sera gagnant? Pourtant, le dirigeant, en dernier recours avant de partir propose des concessions. Mais des forces non identifiées œuvrent à son départ et à ce que les concessions soient oubliées. Dans son livre sur Kadhafi, Patrick Mbéko a remarqué ces dernières années que beaucoup de changements de régime s'opéraient avec d'abord des manifestations hostiles au régime, puis la foule qui se fait tirer dessus avec des armes à feu. La

panique s'empare de la foule, les médias dénoncent cela comme des crimes du régime en place. Puis la "communauté internationale" met une pression extraordinaire pour changer de régime. Elle soutient des groupes avec un nom où figure les mots démocratie, droit de l'homme ou liberté. Mais ce qu'ils font c'est de s'acharner à renverser par la violence le régime en place. Patrick Mbéko a donc enquêté sur ce phénomène et a pu établir que les tirs sur la foule sont effectués par des forces étrangères au pays, que des stratèges ont défini et mis au point ses pratiques pour faire des coups d'état et la première étape est la manifestation pacifiste. Ainsi, avant de manifester, renseignez vous sur les intentions des organisateurs, réfléchissez à ce que sera votre réaction si on vous tire dessus, et si le dirigeant est remplacé, assurez-vous que ce soit pour un progrès. Cela peut vraiment très mal tourner. La Libye en sait quelque chose. Des Tunisiens me disent qu'il n'y a pas eu de changements positifs significatifs depuis leur révolution "du printemps arabe", mais maintenant ils ont contracté une dette envers le FMI, leur mettant le doigt insidieusement dans l'enfer de l'usure.

La démarche de la non-violence authentique est d'abord la non résistance. L'opposition doit être comprise comme une différence de position sur des idées. Ce n'est pas une opposition de personne. Ainsi, lorsqu'on fait face à quelqu'un d'une grande avidité ou d'une grande autorité, il est plus raisonnable pour vous de partir, car laisser la place est une possibilité. Il n'y a parfois pas mieux à faire que de se préserver. L'opposant usant de violence dans ces cas extrêmes n'évoluera que dans la souffrance, lorsqu'il subira une injustice. Il ne commencera à se poser des questions que lorsqu'il subira une action similaire, et, peut-être, il fera le lien avec ce qu'il a fait subir à d'autres. Ce sera le début de la compassion. Elle s'activera d'autant plus que la première victime n'aura pas émis d'agressivité.

Enfin, devant l'inconscience des agresseurs avides, autoritaires et violents, il y a certains sages qui acceptent de faire face à la mort, sans la moindre résistance, après avoir usé de toute leur sagesse pour convaincre leurs proches et leurs opposants. Ils préfèrent partir de ce monde, sur le message de la non-résistance et de la non-violence. Ils savent que de leur vivant ils ne pourront pas faire mieux. Ils sont dans l'acceptation de l'altérité de l'autre qui veut leur mort à tout prix. Les plus connus ayant eu cette sagesse sont Socrate et Jésus. Ils meurent, mais leurs messages résonnent encore aujourd'hui. Car ils ont pour eux la Vérité qui est éternelle.

Chapitre 11: Le plan de paix

Tout ce qui a été dit dans cet ouvrage jusqu'à présent n'est pas nouveau. Socrate, Victor Hugo, Gandhi, Patrick Mbéko et bien d'autres ont déjà éveillé sur ces sujets. Là où maintenant cet ouvrage prend sa spécificité, c'est de proposer une mise en œuvre de la paix basée sur la compréhension de ce qui est expliqué précédemment. Les précédents chapitres en sont en quelque sorte des rappels et une synthèse. J'espère qu'ils seront un jour perçus comme une évidence. Mais, maintenant, il faut concrétiser ce savoir pour qu'il devienne une réalité, puis une connaissance. Les conditions nécessaires et suffisantes sont réunies pour instaurer la paix dans le monde. Cela est nécessaire parce que, dans le cas contraire, l'humanité disparaîtra. Les conditions sont suffisantes, car l'humanité est maintenant grandement interconnectée. Les idées et actions peuvent être partagées assez rapidement entre tous les humains. Et, je pense qu'on est dans une situation où beaucoup d'humains aspirent à un changement.

Comme expliqué précédemment, les fondements des actions doivent reposer sur le respect de la règle d'or, à savoir, de ne pas faire à autrui ce que l'on ne veut pas que l'on nous fasse. Ainsi, le travail principal est un travail sur soi. Les efforts que l'on s'impose ont pour but de s'améliorer et d'interpeller notre voisin à comprendre nos motivations. Elles doivent être claires. Enfin, il est nécessaire de faire de l'autre un allié. Tout le monde doit finir par pousser dans le même sens. On ne peut pas perdre de l'énergie à contraindre et punir celui qui s'est trompé. Le miracle se produit lorsqu'une personne comprend qu'elle s'est trompée et qu'elle décide d'utiliser toute sa volonté et son énergie à réparer.

A la lumière de ce préambule, voici un plan qui instaurera la paix dans le monde. L'idée générale est de supprimer toutes les armes. La paix, c'est ne plus se battre. Si on n'a plus les moyens de se battre, la paix, qui est le but, est atteinte.

Étape 1: faire de la France un pays non agressif.

Certains vont se demander pourquoi la France? Certains se disent peut-être qu'il y a des pays plus agressifs et plus impactants.

La première raison est que je suis Français, je ne peux pas demander à un autre pays de faire quelque chose que mon pays ne fait pas. Il convient d'abord de travailler sur soi et de montrer l'exemple.

Ensuite, la question n'est pas de faire un classement de l'agressivité ou de savoir qui est le pays le plus mauvais, ou le plus violent. Mon sentiment est que la France est allée bien au-delà de ce qui est justifiable aux yeux d'un de ces concitoyens, et aux yeux d'un terrien. En tant que vainqueur de la seconde guerre

mondiale, nous avons demandé, ou plutôt imposé, à notre voisin l'Allemagne de ne plus jamais être agresseur et de n'avoir qu'une armée défensive. Etions-nous légitimes pour imposer cela à notre voisin? Est-ce que d'avoir son ennemi vaincu militairement rend légitime notre exigence? Etions-nous supérieur moralement à l'Allemagne? Des amis algériens m'ont rappelé que le 8 Mai 1945, date de la capitulation allemande, des Algériens ont manifesté pour rappeler à la France son engagement de décoloniser l'Algérie après la victoire contre l'Allemagne. La France avait pu préserver une façade politique et militaire grâce à l'Algérie en échange de sa collaboration. Mais l'armée française, le 8 Mai a mitraillé les manifestants algériens. Tous les pouvoirs successifs ont passé sous silence cet événement. Qui peut affirmer que la France avait une supériorité morale à ce moment-là? Accepter de ne plus jamais déclencher une guerre pour ne pas retomber dans les horreurs de la seconde guerre mondiale est un progrès moral. Je pense que l'Allemagne a progressé car elle accepte volontiers ce qui lui a été imposé. Il serait solidaire de la part de la France de reconnaître la gravité de ce qu'elle a fait en Libye et de prendre la décision de ne plus provoquer ce genre d'horreur. La France serait alors égale à égale dans la paix avec l'Allemagne. La règle d'or serait alors respectée. Ne devrions pas, nous Français, prendre cette décision pour notre pays? Frères et sœurs du monde entier, pourriez-vous nous aider à le faire? Le peuple libyen recevra un premier soulagement dans son calvaire: obtenir par un acte la reconnaissance qu'il a été agressé.

Il y a un autre point, à la fois symbolique et important. Prendre la décision de ne plus jamais agresser un pays nous mettra en conformité avec nos intentions profondes. On arrêtera ainsi de se mentir et de mentir à tout le monde lorsqu'on nomme notre système militaire la "Défense". On sera ainsi simplement en conformité avec ce mot.

L'armée ne doit être utilisée que pour nous défendre, sur notre territoire. Il est indispensable de ne pas riposter sur le territoire d'un agresseur. Si on laisse cette possibilité, elle pourrait être utilisée au prétexte d'opérations sous faux drapeau. Des intelligences malveillantes savent organiser des attaques terroristes avec l'uniforme du pays que l'on veut attaquer, et, ensuite, Il pourrait nous être expliqué qu'il est absolument nécessaire d'aller exterminer ces terroristes qui se préparent à l'étranger. Et on restera un agresseur.

Ce choix a pour conséquence de rompre des alliances qui pourraient nous engager à l'extérieur de notre territoire. Le progrès est de faire valoir l'idée d'éviter toute agression. La solidarité dans l'agression n'est pas un progrès. Si la solidarité est une valeur très importante aux yeux de nos alliés, ils pourront faire comme nous. On n'a fait l'expérience de la solidarité dans l'inconscience en Libye, et on ne veut plus ça.

Vient maintenant un point majeur. Les armes. Certaines armes offensives devront être abandonnées. Et en particulier les armes atomiques. Il n'est pas possible de dire "je n'attaquerai plus personne mais je garde mes armes atomiques".

Cela signifierait que je ne ferais exploser les bombes que sur mon pays. Ce n'est que pure folie d'envisager de faire exploser de telles armes sur son territoire. Si un ennemi envahissait une partie du territoire, lui lancer dessus une bombe de destruction massive rendrait inhabitable pour très longtemps la zone impactée. Il serait moins long d'attendre que l'ennemi se retire de lui même et on aurait une chance de récupérer quelque chose d'exploitable ou de vivable. Donc il faut se rendre à l'évidence que les armes de destructions massives sont des armes offensives. Nous ne voulons pas que cela explose sur notre territoire et il ne faut pas non plus l'accepter pour que cela frappe une population étrangère. Nous ne voulons pas avoir non plus la responsabilité d'un embrasement général qui impacterait toute la planète et toute l'humanité. Nous devons abandonner ce fardeau.

La lutte n'est plus seulement militaire. Des groupements d'intérêts passent par la finance pour prendre le contrôle du politique qui lui a le contrôle des affaires militaires. Il est nécessaire de limiter l'action militaire d'intérêts prédateurs. Ceux-ci agissent partout où il y a quelque chose de rentable à acquérir ou contrôler. Et ils ne se mettent pas de limites de quantités ni de moyens. Si l'humanité s'oriente vers une confédération de pays exclusivement défensifs, c'est mettre des limites à ces forces de prédation qui ont envahi notre quotidien et c'est une bonne stratégie pour commencer à les contenir et leur faire comprendre que leur appétit doit être limité. Voilà ainsi une réponse non-violente qui peut-être mise en face du piège de la doctrine du libre-échange. Si des populations avaient la possibilité de vivre avec les valeurs morales suffisantes, sans se faire exterminer ou dominer par la puissance militaire de leurs voisins, leur prospérité et leur joie de vivre seraient un démenti flagrant aux théories de supériorité du libre-échange. C'est pour cela qu'un partisan du libre-échange a besoin d'une armée puissante et offensive, pour ne pas être concurrencé par la vertu. La vertu ne donne pas la liberté du pillage économique et de la corruption. Le libre-échange devrait être négocié avec comme contrepartie minimum une impossibilité d'agresser un autre pays. Car l'histoire nous apprend que ceux qui ont refusé le pillage économique ont été passés par les armes.

Certains pourraient dire que nous devons porter assistance à ceux qui font appel à nous. Une personne qui a le contrôle de ses émotions répond que l'on n'est pas obligé de le faire militairement. Penser qu'il est nécessaire d'intervenir militairement révèle une culture de la violence et de la domination. Pourquoi notre civilisation a-t-elle le réflexe d'aider militairement? N'est-ce pas le symptôme que nous n'avons pas encore voulu comprendre la racine des conflits? Nous nous sommes déjà trop égarés dans la voie de l'aide violente pour continuer. En revanche, dans la parabole du bon Samaritain, Jésus nous enseigne une autre voie. Celle du soin et d'installer les personnes attaquées dans un lieu à proximité en sécurité qui peut les accueillir. Il convient aussi de prendre en charge les dispositions pour que celui qui accueille ne soit pas lésé. Si vous voulez aider, il est plus raisonnable de faire cela que de faire prospérer les marchands d'armes et endetté les victimes pour qu'ils puissent reconstruire leur pays. Vous n'avez pas idée

combien de personnes vous pouvez nourrir avec le coût d'un largage d'une seule bombe.

Enfin, un dernier point est que mes aspirations chrétiennes et gandhiennes me font penser que la voie la plus efficace serait de se démilitariser complètement et unilatéralement. Je ne vois pas quel pays risque de nous envahir militairement. La Suisse et l'Allemagne sont des pays exclusivement défensifs. Nos autres voisins, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie et L'Espagne ne revendiquent rien du tout à la France. Nous avons des échanges fructueux et nombreux avec eux. Des mers et des océans nous protègent par ailleurs. Quelle marine devrions nous craindre si nous nous désarmons? Ne sommes nous pas aussi protégés par nos voisins. Ils faudrait d'abord les envahir avant de nous envahir. Il est vrai cependant que nous avons eu des comportements agressifs envers un certain nombre de pays dans un passé pas si lointain. Je pense en particulier à nos anciennes colonies et protectorats dont le pouvoir français tente de garder encore une certaine emprise. Ils pourraient avoir du ressentiment du passé. Ils en ont peut-être encore. Mais si nous n'avions plus de force de frappe pour défendre ce que nous appelons nos intérêts, chez eux, ce sentiment disparaîtrait. Nous pourrions envisager d'avoir des intérêts communs de sorte que leur intérêt soit de nous préserver. Nous pourrions espérer compter sur eux en cas de difficultés. Mais ma compréhension de l'Islam me fait admettre que tous les individus n'avancent pas à la même vitesse et qu'il peut être opportun de se défendre. Il est vraisemblable qu'une partie importante des français ne jugent pas raisonnable de déposer les armes. La marche est peut-être un peu haute. J'accepte cette idée. On peut arriver à la paix sans un désarmement inconditionnel et unilatéral. Il est possible que ce soit une meilleure idée que ce que voudraient mes aspirations spirituelles. Et je suis sûr qu'elle rassemblera plus de français. Il sera plus facile après pour d'autres pays d'imiter cette démarche de se limiter exclusivement à se défendre sur son territoire.

Maintenant, pour que la mutation vers un pays uniquement défensif se fasse, il faut que de nombreux Français partagent cette idée et veulent qu'elle se mette en place. Il convient donc de le faire savoir. Nous devons compter ces personnes qui affirment leur engagement. Un site internet a été créé à cette intention. C'est la première pierre vers une nouvelle ère de paix. Les personnes qui s'inscrivent peuvent le faire avec la plus grande fierté. Elles offrent à la postérité un monde de paix propice à évoluer dans la fraternité. Elles ont la possibilité de dire qui elles sont, où elles vivent, leur engagement, leurs contributions et leurs souhaits pour la postérité. Elles sont une lumière vers la paix. Dans un discours où il citait des écrits de Marianne Williamson, Nelson Mandela a dit: "au fur et à mesure que nous laissons briller notre propre lumière, nous donnons inconsciemment aux autres la permission de faire de même. En nous libérant de notre propre peur, notre présence libère automatiquement les autres". La postérité pourra honorer et se souvenir de chacune des étoiles qui se sont activées, pour longtemps. Ainsi nous réalisons et exhausions la prière du groupe de musique OneRepublic dans sa chanson "Counting Stars":

“I've been prayin' hard

“j'ai beaucoup prié

Said no more counting dollars

j'ai dit qu'on ne compte plus les dollars

We'll be counting stars

Nous allons compter les étoiles

Yeah, we'll be counting stars”

Oui, nous allons compter les étoiles”

Ce site internet s'adresse à tous les habitants de la terre. Dans un premier temps, le but est de compter le plus possible de Français demandant une position militaire exclusivement défensive, limitée à son territoire. Les autres nationalités pouvant aussi s'inscrire pour, dans un premier temps, rassurer, soutenir et encourager activement les Français. Une première initiative pourrait être de compter les personnes proposant d'héberger chez eux des Français qui devraient fuir la France en cas de conflit militaire subi après que la France se soit engagée à ne plus attaquer personne. Ce site évoluera ensuite au gré des besoins de rayonner des acteurs.

Pour que cette transformation en France se fasse le mieux possible, l'aspiration des Français doit être rejointe par l'aspiration de leur dirigeant. C'est comme ça que la France c'est toujours construite. Notre président, actuellement Emmanuel Macron, a cette opportunité exceptionnelle de le faire. Mais je ressens que cette position est très difficile. Un président en France n'arrive pas spontanément au pouvoir. Il faut beaucoup de soutiens. Au moins une partie de ces soutiens défend les intérêts de la haute finance et du complexe militaro-industriel. Ces soutiens-là ne lui ont pas accordé leur appui sans avoir pris des garanties. La limitation du pouvoir militaire à la défense est le premier domino qui peut faire relâcher l'étreinte de la haute finance sur la société. Elle ne se laissera pas faire. Les garanties prises pour s'assurer de la fidélité du président seront utilisées s'il choisit la voie de la justice et de l'intérêt général. Il est possible que le président soit très esseulé au milieu de ses conseillers dont on ne sait rien de leurs intérêts véritables. Des tentatives de déstabilisation vont être entreprises s'il s'aventurerait à vouloir rejoindre le peuple. Il ne faudra pas se laisser leurrer par les médias qui ont par exemple déjà réussi à faire partir un de ses proches ministres parce qu'ils ont fait un scandale d'État sur le fait qu'il a mangé du homard au frais de l'Etat. Et ce n'est pas le respect des animaux qui a été reproché. Il ne faut pas rejeter l'hypothèse que les présidents sont maintenus dans une caverne dans la caverne pour expliquer des décisions si dommageables pour le pays. Cependant, si le président a fait des actes regrettables, il ne faudra pas pour autant les tolérer pour acheter notre paix. Il faudra l'entendre s'expliquer et voir ce qu'il fait pour réparer. Mais soyez conscient que l'essentiel de ces mouvements se passeront en coulisses et on ne sera pas au courant des intentions du président. Le plus tôt il les formulera, le plus tôt il aura nos

encouragements à les concrétiser. Il faut aussi avoir conscience que le sauveur de Rome, Aetius, avait été otage dans sa jeunesse à la cour des Huns. Certains ont dit que cela lui a permis de comprendre leurs forces et leurs faiblesses et au final leur faire renoncer au combat. D'autres l'ont accusé d'être un Hun romanisé. Notre président a travaillé pour la haute finance. Il est dans la position d'Aetius en 430... dont le destin est de fédérer les peuples, affronter les barbares et subir l'ingratitude. Qui peut avoir de telles épaules? Il peut choisir de gérer les affaires courantes et suivre le mouvement général. Il peut aussi subir les événements et appuyer sur le bouton qui entraînera la destruction finale. C'est à lui de choisir son destin. Mais nous pouvons l'éveiller en lui faisant prendre conscience de la gravité d'avoir envoyé des missiles sur la Syrie et son allié russe en Avril 2018. Pourquoi une décision aussi grave a été prise aussi rapidement? Peut-être, notre président a maintenant le recul de constater que rien n'est sûr quant aux données qui l'ont fait prendre cette grave décision. Peut-être il peut se rendre compte que la Syrie subit les mêmes accusateurs que la Libye. La considération de ces accusateurs pour la population libyenne était feinte et tout le monde peut constater qu'elle est aujourd'hui, 8 ans après, inexistante pour la Libye qui souffre. Pourquoi vouloir s'acharner à faire encore un carnage, avec les mêmes recettes? Notre président a eu la chance de ne pas provoquer de dégâts irréparables. Mais il aurait pu déclencher une guerre avec les Russes. Sa conscience doit s'éveiller à cet enjeu. Que pouvons-nous faire pour l'aider? Le faire réfléchir sur un sujet voisin, comme la Libye où il n'a pas été impliqué. Qu'aurait-il fait? Il faut aussi le sensibiliser sur les conséquences d'une guerre entre des puissances atomiques. L'idée que j'ai pour agir, à titre individuel, est de diffuser la chanson de Bob Marley "One Love". Dans cette chanson Bob Marley pose la question directement aux personnes en capacité de détruire l'humanité:

"Let them all pass all their dirty remarks

Laisse-les dire toutes leurs sales remarques

There is one question I'd really love to ask

Il y a une question que j'aimerais vraiment poser :

Is there a place for the hopeless sinner,

Y a-t-il une place pour le pêcheur désespéré

Who has hurt all mankind just to save his own beliefs ?"

Qui a blessé toute l'humanité juste pour sauver ses propres croyances?"

”

Cette magnifique chanson promeut l'idée de l'unité et l'amour de l'humanité. La musique peut atteindre là où les mots seuls sont impuissants. Si les présidents se demandent pourquoi ils entendent tout le temps cette chanson, alors quelqu'un pourra leur répondre et ils pourront préparer leur réponse à Bob. J'espère qu'ils prendront conscience que cette perspective et donc leur place actuelle est insupportable pour une âme. J'espère qu'ils en viendront à se décharger de ce fardeau; pour eux, pour nous et les suivants.

Ensuite, des journalistes de grands média, conscient d'avoir participé à faire accepter des guerres inutiles à l'opinion publique, pourraient offrir une tribune au président Syrien pour qu'il nous donne son point de vue sur les événements d'Avril 2018 et de l'attitude de la France et d'autres pays envers son pays. Il serait aussi intéressant de lui demander ce qu'il sait sur les attentats d'avions qu'on a attribués à la Libye. Patrick Mbéko laisse entendre que la Syrie connaissait d'autres suspects. Il serait sage, avec un certain recul maintenant, de comprendre ce que nous, ou la génération précédente, avons fait pour provoquer une réaction d'une telle violence. Voilà quelques exemples d'idées d'actions qui peuvent mener à ce que le peuple se trouve rejoint par son dirigeant. Pour ceux qui ont besoin d'espoir, Emmanuel signifie "Dieu est avec nous"

Étape 2 : Redonner du crédit et de l'utilité aux structures de dialogue et de coordination internationale, comme l'Organisation des Nations Unies (ONU). Lorsque la France aura réussi l'étape 1, ce sera un très grand progrès. Cela suscitera une grande vague d'espoir à travers le monde. Certains voudront suivre l'exemple et faire vivre l'espoir d'une paix mondiale. Mais attention à ne pas s'emballer. La France sera encore un très jeune enfant. Elle ne peut pas encore expliquer aux autres pays ce qu'il est souhaitable de faire. Et l'Histoire nous le rappelle. En 2003, nos représentants ont expliqué à l'ONU la gravité et la non nécessité d'une guerre d'invasion de l'Irak. Nous n'avons pas réussi à convaincre les bellicistes de renoncer. Mais en 2011, nous les avons rejoints. C'est eux qui ont réussi à nous convaincre de faire la guerre, tellement bien que nous avons même fait du zèle en nous plaçant en tête de la croisade contre la Libye. Pire, je crois que l'on a induit en erreur d'autres pays qui accordait un certain crédit à la parole de la France. Un progrès serait que nous ayons l'humilité de reconnaître que nous ne sommes pas un membre de l'ONU capable de contribuer de manière permanente à la sécurité des nations. Pourtant nous avons l'un des 5 sièges permanents au conseil de sécurité de l'ONU. Est-ce que les autres le sont pour autant? Il serait intéressant d'avoir un vote à bulletin secret pour avoir l'opinion des autres nations sur les membres permanents du conseil de sécurité. Par contre, ce qui est certain, c'est que les 5 membres permanents du conseil de sécurité ont des armes nucléaires et sont probablement les 5 nations qui en ont le plus. Ce sont ceux qui peuvent tous nous détruire qui ont les commandes du conseil de sécurité de l'ONU! Ne peut-on pas dire: "Les fous ont pris le contrôle de l'asile"? Voyons donc comment se comporte cette organisation. En particulier pour la Libye. Le 1er Mars 2011, la Libye est exclue du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU. Du fait de cette décision le conseil de sécurité est saisi pour adopter la résolution 1970 de l'ONU. Il est formulé, dans cette résolution basée sur des accusations non vérifiées, des sanctions de gels d'avoir des dirigeants libyens et de leur famille, leur interdiction de voyager, d'un embargo sur les armes et la saisie de la Cour Pénale internationale. Il est aussi exigé l'abandon du respect de la souveraineté de l'État

libyen sur son territoire pour que puisse s'exercer la liberté des médias, la libre distribution des médicaments, l'évacuation des étrangers et le travail des organisations humanitaires. Brefs, il est question d'affirmations qui se sont révélées fausses pour soumettre un régime officiel sous prétexte de valeurs humanistes.

Je vous livre pour illustrer mes propos quelques extraits révélateurs de cette déclaration 1970. Commençons par le préambule dans lequel nous avons les considérations du Conseil de Sécurité, dont l'une est la suivante:

“

Prenant note de la lettre datée du 26 février 2011 adressée à son Président par le Représentant Permanent de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies,

”

Je n'ai pas trouvée cette lettre, mais il semblerait qu'il demande à son dirigeant Kadhafi de démissionner et de partir. Il est tout de même très étonnant, que le représentant d'un État, chargé de faire des demandes sous forme de lettre à l'ONU, au conseil de sécurité ou au secrétaire général de l'ONU, utilise cette forme diplomatique ouverte pour s'adresser à celui qu'il représente. S'il n'est pas d'accord avec ce que l'on lui demande, il doit lui dire directement et éventuellement cesser de le représenter. C'est ce que doit faire un avocat par exemple. Dans ses déclarations officielles, le représentant change de camp à partir du 26 Février 2011, reprenant des accusations non vérifiées, et aujourd'hui que l'on sait fausses. Il passe alors de représentant officiel à accusateur public. Et ainsi, pendant toutes les délibérations du conseil de sécurité, pas une seule voix ne vient pour prendre la défense du régime libyen.

Même si, pour certains, ce régime est indéfendable, là n'est pas la question. On est ici dans une situation d'application du droit, avec des sanctions. La justice élémentaire veut que l'accusé puisse exprimer sa défense et donner son point de vue contradictoire. Le droit antique romain demandait déjà cela. On est dans le cas des pires dénis de justice où l'avocat devant un tribunal demande à son client d'avouer les accusations. Cela ressemble plus à du théâtre que de la justice.

Il y a encore dans le préambule de la résolution:

“Accueillant avec satisfaction la résolution A/HRC/S-15/2 du Conseil des droits de l'homme en date du 25 février 2011, notamment la décision de charger d'urgence une commission internationale indépendante d'enquêter sur toutes les violations présumées ”.

Il est donc présenté que le déclenchement d'une enquête sur des faits présumés est la cause des sanctions qui vont suivre. Cela signifie que le conseil de sécurité de l'ONU se base sur le fait que la Libye est présumée coupable.

Que peut-on attendre dans ce contexte? voyons le corps de la résolution:

“[Le Conseil de sécurité] exige qu'il soit immédiatement mis fin à la violence et demande que des mesures soient prises pour satisfaire les revendications légitimes de la population;”

Nous voyons dès le début de la résolution l'exigence de la non-violence à autrui. Dans le chapitre sur la non-violence, il est expliqué qu'avoir cette exigence est en aucun cas une démarche non-violente. C'est un déni de la légitime défense. Cette stratégie est utilisée par ceux qui ne croient pas à la non-violence et veulent bernier ceux qui essaient d'y croire sans vraiment la comprendre. D'ailleurs dans la résolution suivante 1973, le Conseil de sécurité revendique pour lui l'usage de la violence. Nous avons un conseil qui applique l'adage "faites ce que je dis, mais pas ce que je fais". On est loin de la règle d'or, loin de l'héritage de la sagesse de nos différentes civilisations. Les membres défendant cette résolution ont même ensuite montré leur caractère profondément violent en déversant des milliers de bombes pour faire plier le dirigeant par la force et en dehors des résolutions qu'ils demandaient. Ensuite, pourquoi est-il exigé de prendre des mesures pour répondre aux demandes de la population? L'ONU n'a aucun droit de se mêler des affaires internes d'un pays. Ensuite, est-ce que l'on sait s'il n'y a pas déjà des mécanismes en place pour prendre en compte les demandes de la population libyenne? Faire remonter les informations au pouvoir et prendre les décisions que demande une fraction de la population sont deux choses différentes. Mais dans les deux cas, la gestion intérieure d'un pays n'est pas du ressort de l'ONU.

Un peu plus loin dans la résolution on trouve:

"Saisine de la Cour pénale internationale

4. *[Le Conseil de sécurité]* Décide de saisir le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation dont la Jamahiriya arabe libyenne est le théâtre depuis le 15 février 2011;

5. *[Le Conseil de sécurité]* Décide que les autorités libyennes doivent coopérer pleinement avec la Cour et le Procureur et leur apporter toute l'assistance voulue, en application de la présente résolution et, tout en reconnaissant que le Statut de Rome n'impose aucune obligation aux États qui n'y sont pas parties, demande instamment à tous les États et à toutes les organisations régionales et internationales concernées de coopérer pleinement avec la Cour et le Procureur;"

Vous conviendrez que ce passage concernant la Cour pénale internationale (CPI) n'est pas clair et révèle certaines contradictions. Voici quelques éléments pour que vous compreniez. La Libye n'a pas ratifié le Statut de Rome qui entraîne la validité de la cour pénale internationale pour ce pays et ses ressortissants. Donc, le droit veut que la CPI ne s'applique pas à la Libye. De plus 3 des 5 membres permanents du conseil de sécurité n'ont pas ratifié le Statut de Rome...et ne veulent en aucun cas être soumis à la CPI. Il faut donc trouver une astuce dans la formulation pour arriver à soumettre la Libye sans que eux et d'autres y soient soumis. L'astuce est donc de dire que tous les États sont concernés pour cette affaire libyenne uniquement. Encore une fois, on assiste à un "faites ce que je dis pas ce que je fais.". Cette instauration du droit est complètement asymétrique. Non seulement la Libye n'est pas d'accord avec la CPI, mais tous ceux qui ne sont pas non plus

d'accord décident que c'est tout de même valable uniquement pour la Libye, sans lui demander son avis. Peut-on parler de droit dans de telles conditions?

Pourtant dans son préambule le conseil de sécurité rappelle ses aspirations humanistes:

"Regrettant vivement les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme,"

L'avocat qui attaque celui qu'il représente, les obligations pour certains et pas d'autres, l'impossibilité à l'accusé de s'exprimer, l'accusé est présumé coupable. Par cette résolution, l'ONU viole les droits des peuples et de leurs dirigeants. Et avec la résolution 1973, qui autorise l'usage de la violence, on viole le droit de l'homme élémentaire d'avoir un jugement avec des pièces à convictions amenees par une enquête. Dans cette "justice internationale", on n'attend pas les résultats de l'enquête avant les délibérations. Les délibérations aboutissent à une sanction et les bourreaux exécutent une sentence différente de la sanction demandée et sans contrôle, sans limites, sans risquer lui-même de sanctions.

Si on a le besoin de marcher sur la justice et la vérité à ce point, c'est qu'il y a un problème. Et le problème ne se limite pas à Kadhafi, un pays entier est ravagé et beaucoup, beaucoup de monde est mort. Le peuple a aussi été victime de ce déni de justice.

Ainsi les actions du conseil de sécurité de l'ONU montrent bien que "les fous ont pris le contrôle de l'asile". Des dysfonctionnements majeurs s'y déroulent. Et il semble que l'hystérie soit contagieuse. Une majorité de pays au conseil de sécurité a voté pour les résolutions contre la Libye et quelques abstentions. Aucun contre. Il semblerait que le doute n'ait effleuré personne au conseil de sécurité. Pourtant, l'information que Kadhafi voulait créer une monnaie internationale non basée sur le prêt à usure, était connue, au moins de la dissidence française que je suivais. Le fait que c'était une menace pour certaines autres monnaies était déjà à l'époque un mobile évident à toute cette mascarade. J'ai du mal à croire qu'aucun gouvernement votant au conseil de sécurité n'était au courant du vrai mobile. Pourquoi n'ont-ils pas parlé? Pourquoi la cour pénale internationale ne profite-t-elle pas de la résolution 1970 pour enquêter et obtenir la collaboration de tous les États? Si elle a besoin de pistes, je recommande le livre de Patrick Mbéko qui donne des éléments très intéressants sur les exactions qui ont été reprochées à Kadhafi... mais orchestrées depuis l'extérieur de la Libye. Est-ce que la CPI est indépendante et peut faire ce travail? Qu'a-t-elle produit depuis 8 ans? Pourquoi peut-on calomnier sans rien risquer? Comprendre ce qu'il s'est passé à l'ONU et réparer pour que le droit international puisse à nouveau prévaloir semble un chantier colossal et nécessaire. Et le problème n'est pas arrivé en 2011 avec la Libye. Voici une citation de Kadhafi en 2007:

"[Il est] normal que les faibles aient recours au terrorisme, puisque les superpuissances ont violé la légitimité internationale, le droit international et les Nations unies, et ont exécuté leurs décisions en dehors de ce cadre".

Il semblerait donc que Kadhafi avaient identifié le problème et que pour garder le contrôle, les fous devaient se débarrasser d'un contradicteur sérieux.

Si la France réussit l'étape 1 du plan, elle n'aura alors plus d'armes nucléaires. Elle sera alors "un fou" qui a pris conscience qu'il l'était. On est au début de la guérison, mais il est peu probable qu'il puisse soigner les autres à temps. Le chantier est bien trop délicat pour la France, seule.

A cet état d'avancement du plan, je dois taire la suite pour le moment. Je laisse le maître de sagesse Mikhaël Omraam Aïvanhov l'expliquer:

"Que de problèmes nous pose chaque jour la coexistence de nos deux natures, supérieure et inférieure ! C'est pourquoi quand notre nature supérieure nous encourage à nous conduire honnêtement, à faire des efforts, on doit aussi veiller à ce que la nature inférieure n'en soit pas informée, afin qu'elle ne vienne pas dresser des obstacles. C'est un principe de stratégie : les généraux qui mettent au point des plans de bataille ne les étalent pas partout, car si l'ennemi en avait connaissance il préparerait une riposte. De même, quand la nature supérieure fait des projets, il faut qu'elle les protège des manœuvres de la nature inférieure. Mais si la nature inférieure doit ignorer ce que fait la nature supérieure, en revanche, la nature supérieure doit surveiller la nature inférieure afin de déjouer ses pièges, car elle est sans cesse occupée à fomenter des affaires louches. Il est donc nécessaire de garder constamment notre nature supérieure en éveil, afin qu'elle observe ce qui se passe et intervienne, au besoin, pour remettre de l'ordre."

Chapitre 12: Le revenu de base universel

Dans le plan de paix proposé au chapitre précédent, des défis vont se manifester lors de son déroulement. Il convient de les anticiper et je vais en évoquer quelques uns pour que des réflexions et des expérimentations soient menées sans attendre que les problèmes s'imposent à nous. Le plus gros problème est la manière dont nous organisons nos échanges: la monnaie. Notre système actuel basé sur le crédit avec intérêt est par construction injuste et instable. Je vous invite à relire le chapitre sur le prêt à intérêt si vous ne comprenez pas cette affirmation. Il faut avoir conscience que ce système en essence instable est maintenu en stabilité par de l'injustice: la pénurie de monnaie est compensée par du travail gratuit ou sous évalué et de l'expropriation, de l'appropriation ou du transfert de propriété. Et quand certains refusent, la force, les armes et les guerres les imposent. Mais ces actions regrettables ont un effet stabilisateur. De ce fait, l'injustice perdure. Il est nécessaire de comprendre qu'avec la paix, ce système injuste perdra en stabilité. L'injustice sera de plus en plus visible et de moins en moins acceptée... et ne pourra plus être imposée. Des crises monétaires et financières majeures sont à craindre. Elles impacteraient très défavorablement tout le monde. Une anticipation est souhaitable.

Une autre problématique majeure est la suppression de l'industrie de l'armement et une grande réduction du nombre de militaires qu'implique la paix. Que vont devenir ces personnes qui vivent des affaires de la guerre? Le fait est qu'il est beaucoup plus sage de les payer à ne rien faire que de les payer à nous détruire. Mais ces gens sont mieux rémunérés que la moyenne. Est-il normal que les autres travaillent pour eux, sans contrepartie, pour leur fournir un salaire élevé? Il faudrait leur donner une autre activité, mais laquelle? A quoi pourrait-on réaffecter ces personnes? A t-on un besoin de ressources de travailleurs important? Il y a déjà beaucoup de sans emploi. Nous ne sommes pas en pénurie de main d'oeuvre. Et est-ce que les personnes du business de la guerre accepteraient de gagner leur vie par l'accomplissement des tâches qui restent à faire, souvent pénibles et peu rémunérées?

D'autre part, le problème va s'amplifier du fait de l'automatisation généralisée qui se met en place grâce à l'avènement de technologies le permettant. On va avoir une pénurie de travail à faire et un excédent d'offre de main d'oeuvre. La loi du marché va entraîner une baisse dramatique des salaires. Une remise en cause de notre organisation pour nos échanges et du travail est à faire. Une des plus belles idées pour répondre à ce besoin est le revenu de base universel. Il consiste à donner à chacun un revenu inconditionnel de la naissance à la mort pour assurer ses besoins élémentaires. L'idée de liberté est très liée à ce revenu. Il est une

compensation nécessaire à la propriété et à l'augmentation de la population. En petit nombre sur la Terre, l'homme se nourrit et vit par prélèvement de la Nature. Il s'éloigne si les ressources sont déjà utilisées ou consommées. Mais maintenant, tout a été attribué et tout le monde n'a pas son espace où il peut assurer sa survie et son développement. Recevoir automatiquement et régulièrement une somme d'argent permettant de subvenir à ses besoins préserve cette liberté.

L'environnement sociétal recrée ainsi l'abondance de l'environnement naturel. De plus en plus de monde rejoignent l'idée de ce revenu inconditionnel. Les problématiques liées à la fin des activités de guerre, l'automatisation, le chômage de masse et la misère font que cette idée va garantir d'avoir un revenu, même si la personne est inactive. Cette idée va être souhaitée et vue comme une nécessité par presque tout le monde. Certaines tâches verront leur coût monter du fait qu'il n'y aura plus de miséreux forcés de les accomplir pour survivre. Seules les mentalités voyant du bon dans l'esclavage ne souhaiteront pas cette évolution. La problématique est surtout de savoir comment on finance ce revenu. Pour que cela perdure, il est nécessaire que la collecte d'argent nécessaire pour financer ce revenu soit juste. L'idée du revenu de base est fondée sur la justice et la liberté. Utiliser un moyen injuste pour le mettre en place corrompt l'idée de départ. Certains qui ne voudraient pas de l'instauration de ce revenu, ne le diront pas mais feront en sorte que son financement crée des oppositions qui entraîneraient le rejet par d'autres. Il convient ainsi de prêter la plus grande attention sur la manière de le financer. Celle-ci doit être juste. Ne pas dissocier les moyens et le but.

Un point très important et nécessaire à régler est le problème de création monétaire. Dans toutes les économies occidentales et certainement dans beaucoup d'autres, l'argent mis en circulation pour échanger n'est pas suffisant pour tenir tous les engagements. Si ce problème n'est pas réglé, il manquera toujours de l'argent quelque part. Le revenu universel ne peut pas solutionner ce trou parce que c'est un problème monétaire. Il attribuerait à d'autres ou étendrait le rôle de travailleur esclave, ce qui ferait beaucoup de mécontents. En effet, si la principale partie des revenus générés par un travail est préemptée pour attribuer un revenu à des inactifs, alors les premiers seraient les esclaves des inactifs. Les usuriers pourraient réussir à faire croire que le problème de manque d'argent vient du financement du revenu de base. Il est en effet tellement simple de dire que ce revenu nécessite trop de monnaie pour être financé et perdurer. Et ainsi, les détracteurs de ce revenu réussiraient insidieusement à rebuter la majorité et enterrer cette idée émancipatrice. Les usuriers, les marchands d'armes et autres profiteurs de notre système actuel ne vont pas abandonner facilement leurs positions de domination sur la majorité un peu naïve.

On en revient au premier problème, qui est la monnaie. Une solution possible est de créer ponctuellement et de distribuer à tous l'argent manquant et pour ne pas avoir à refaire cette création monétaire, il faudrait instaurer un taux d'intérêt nul, car l'intérêt n'est pas créé mais du. Les détails de ces affirmations se trouvent au

chapitre sur le prêt à intérêt. Ayez bien conscience que cette solution simple mettrait tout de même par terre notre système actuel basé sur l'existence de taux d'intérêt non nuls et fluctuants.

Une autre possibilité est de redonner le pouvoir monétaire aux États qui s'assureraient de la bonne quantité de monnaie en circulation. C'est simple à faire, car déjà connu et expérimenté, et ça peut marcher si c'est correctement surveillé. L'Histoire nous apprend tout de même qu'il est très facile de corrompre cette solution, surtout en démocratie. Il est très facile de suggérer quelques aménagements à des règles strictes, dont peu de monde comprend les effets à long terme, mais qui donne à court terme une manne substantielle. La tentation est trop grande. L'orthodoxie dans les faits ne dure qu'un temps et les intérêts avides, comme la banque privée, la haute finance, les lobbies, finissent toujours par arriver à leurs fins et prendre le contrôle du système. C'est ce qui est arrivé par le passé avec la création de la banque d'Angleterre, la création de la Réserve Fédérale, la loi du 3 Janvier 1973, la création de la BCE, ... Hélas, vous ne pouvez pas dire qu'il faut éduquer pour que cela ne se reproduise pas, car toutes les religions ont averti et éduqué sur la gravité de l'usure. Mais aujourd'hui, tout le monde trouve le prêt à intérêt normal, même pour l'Etat. Faire un réajustement pour compenser les défauts du système actuel ne doit être vu que comme un palliatif, pas une solution.

Il est ainsi stratégique de résoudre d'abord le problème monétaire avant d'instaurer un revenu de base universel. Un revenu universel représente des montants très importants, il a besoin de s'appuyer sur des bases saines pour s'établir dans l'acceptation et la durée. Il faut donc une monnaie saine.

Il faut aussi que le système à mettre en place soit simple ou au moins clair. Par exemple, si on donne un revenu, mais on le taxe, on introduit de la complexité et de l'obfuscation. Dans la même logique, il faudrait éviter de taxer les produits de premières nécessités. Donner d'une main et reprendre de l'autre est une tromperie. On ne sait pas ce qui a été vraiment donné. Il est nécessaire de savoir précisément ce que l'on finance et de le faire de manière adaptée, c'est-à-dire juste.

Maintenant, voyons les pistes pour récupérer de l'argent. En France, on subit une pression fiscale très élevée. Une des plus élevée, voire la plus élevée du monde. Pourtant, on est en déficit chronique très important. Par exemple, ces 10 dernières années, le déficit budgétaire est de 20% à 50%. C'est-à-dire que malgré tout l'argent qui est prélevé, cela ne suffit pas du tout, il faut encore emprunter massivement. Pour un euro taxé, il a fallu parfois emprunter jusqu'à un euro supplémentaire. Il faudrait donc augmenter tous les impôts de 40% à 100% selon les années pour être à l'équilibre. Et avec cette augmentation, on n'a pas encore commencé à rembourser la dette pharaonique que nous avons accumulée depuis la loi du 3 Janvier 1973. Augmenter encore l'impôt ne fait qu'étouffer l'activité et donc réduire les recettes fiscales. Le système est déjà très mal en point, il est virtuellement en faillite. Comment donc envisager de financer le revenu universel?

La hausse des recettes par taxation est impossible en France. Voyons donc les dépenses pour trouver celles qui pourraient être réaffectées au revenu de base universel. La suppression des budgets militaires et des intérêts de la dette est de l'ordre de 25% du budget. Soit, dans le meilleur des cas, 20% servent au rééquilibrage budgétaire et 5% du budget reste à distribuer pour le revenu universel de base. Cependant, on n'est pas du tout dans le bon ordre de grandeur. Il faudrait plutôt quelque chose de l'ordre de tout le budget de l'État français. Certaines aides indépendante du budget de l'État pourraient être réaffectées au revenu de base, comme les prestations sociales, une partie des retraites et de l'assurance chômage. On pourrait peut-être atteindre un chiffre de 33% du financement nécessaire. A titre informatif, les calculs ont été fait à partir des données budgétaires de la décennie avant 2019. Pour avoir les chiffres en milliards d'euros (€), il convient de prendre les pourcentage et de les multiplier par 3.

Pour le gain suivant, il faut faire un bilan de gestion de ces 45 dernières années de l'État français. C'est tout simplement catastrophique. D'un État sain en 1973, l'État a abandonné sa souveraineté monétaire, a fonctionné en déficit excessif permanent, construit une dette de plus de 2000 milliards d'euros, vendu plus de 700 tonnes d'or, vendu toutes les entreprises publiques stratégiques, assommé le pays sous les impôts, abandonné les médias à des magnas, abandonné la protection des enfants, a supprimé la liberté d'expression, menti pour déclencher des guerres injustifiables. Et la population n'est pas vraiment consciente de tout cela. La cause en est pourtant simple. L'État est aussi responsable de l'instruction du peuple. Il n'instruit pas le peuple à comprendre ce qui se passe. Et il y consacre un budget gigantesque. 100 Milliards d'euros, regroupant l'éducation, la recherche et l'enseignement supérieur. Et, beaucoup d'élèves suivent les enseignements de l'éducation nationale à contre-cœur. Malgré tout cet investissement, l'État a réussi à passer une loi "fake news" (ie fausse nouvelle), pour donner les critères de ce qui est vrai et ce qui n'est pas vrai. Visiblement, ces dirigeants politiques n'ont pas compris ce qui est enseigné au programme de philosophie, le fondement de Socrate: "savoir qu'on ne sait pas est la base de tout savoir". Mais eux, ils ne savent même plus nous expliquer alors ils légifèrent pour définir le vrai, c'est tellement plus simple. Il est ainsi d'une nécessité cruciale de ne plus confier la responsabilité de l'instruction à une seule structure pyramidale contrôlée par l'État. Le budget de l'éducation pourrait être confié directement aux parents pour leurs enfants. La seule obligation serait de consacrer une part importante de cette somme à l'éducation. Le revenu de base pour un enfant servirait de bourse d'étude. Les choix d'éducation que feraient les parents ne seraient que rarement pire que ce qu'impose le gouvernement actuellement. L'école serait vraiment libre. Par ce transfert budgétaire, on arrive ainsi à doubler le financement du revenu de base universel. On arrive ainsi à 66% de financement.

Ensuite, il faut avoir à l'esprit que de supprimer la misère par ce revenu de base et organiser la possibilité de rembourser les dettes va entraîner une révolution dans

notre fonctionnement. Les vols et agressions vont obligatoirement diminuer, puisque si les gens ont besoin d'argent, il n'auront qu'à attendre le mois suivant pour que ça tombe. Les dépenses de sécurité et de justice vont aussi diminuer. Beaucoup de fonctionnaires, ayant choisis ce statut pour la sécurité de l'emploi, ne verront plus l'intérêt du statut car ils auront un revenu garanti. Ils choisiront des activités rémunératrices qui leur plaisent voire occasionnelles dans le lieu de leur choix, pas celui de l'affectation. Beaucoup seront soulagés de voir leurs tâches fastidieuses ou sans intérêt disparaître soit par automatisation, soit parce que l'on a plus besoin d'inventer des stratagèmes pour maintenir ce système défaillant et contraignant, autrement dit bureaucratique. Les dépenses de l'État vont être pratiquement réduites à néant. Son rôle sera plutôt de mettre en oeuvre des règles justes sur les sujets régaliens, comme le pouvoir monétaire, la protection des plus faibles, et de surveiller qu'elles sont respectées et éventuellement d'organiser des consultations pour les modifier. Il y a ainsi d'énormes économies à faire.

L'activité pourrait se réduire sans générer de crise. On n'aurait peut-être besoin que d'un revenu modeste. Cette baisse d'activité de l'État et éventuellement de tous, permettra de financer complètement le revenu de base.

Un autre point à régler est la justesse du prélèvement de l'impôt. On part du principe que le revenu de base universel donne à tout le monde ce qu'il faut pour ses besoins de bases pour une vie épanouissante. Le revenu est donné sans être réduit par des taxes et les produits de première nécessité ne sont pas taxés. Lorsque les gens veulent plus, ils travaillent pour acquérir un revenu supplémentaire. Tout ce qu'ils reçoivent est du bonus. En France, il existe un impôt sur le revenu progressif. C'est-à-dire que pour celui qui a un salaire faible, on applique un taux nul. Et ce taux augmente progressivement avec la quantité de salaire. 10%, puis 30%, puis 40%, puis 43% et il a même été de 75% il y a quelques temps pour les salaires les plus élevés. Certains justifient cela par le principe de redistribution. Mais la vraie cause de ce prélèvement dit progressif est que le système est injuste. Les travailleurs pauvres travaillent pour payer des loyers et des factures de biens de première nécessité. Leur faire payer quelque chose de plus les mettraient en faillite personnelle. Ils travaillent et tout ce qu'ils gagnent leur est repris. Cela revient au même qu'un travailleur logé, nourri et non payé. Ce qui s'appelle un esclave. En fait, pour que les travailleurs ne se sentent pas des esclaves, en France, on donne une prime aux travailleurs à faibles salaires, une sorte d'impôts négatif. La loi du marché les asservit et les impôts compensent pour acheter leur acceptation. Donc, on a un système gravement déficitaire qui, au lieu de se remettre en cause, augmente encore ses déficits pour que ceux qui sont exploités puissent continuer à l'être. Un autre effet de cette prime, c'est que ceux qui ont un peu plus que le salaire minimum ont un revenu assez proche de ceux qui ont le salaire minimum. Et cela par une intervention de l'État. Beaucoup de salaires faibles et un État dirigiste en faillite. Le capitalisme ressemble décidément beaucoup au communisme. Proudhon avait tenté de nous prévenir de cela au XIX siècle... A l'autre bout de l'échelle, celui qui gagne

bien sa vie, on peut lui prendre son argent sans le mettre en faillite. Plus il gagne d'argent, moins la part de ses dépenses de premières nécessités est importante. On peut donc augmenter outrageusement son taux de prélèvement. Je passe sur le fait que les très riches ont des moyens de fuir cet impôt. Mais le fait est que certains de ces contribuables ont pris des risques importants, sont talentueux, travailleurs, réalisent des choses difficiles ou brillamment. Si on avait un taux uniforme de prélèvement, ils paieraient déjà beaucoup plus que les autres, 20% de 100k€ fait 20k€, pour un salaire d'un million d'euro, un même taux de 20% fait 200k€, soit 10 fois plus. Pourtant sa charge pour la société est a priori la même. On n'a pas besoin de progressivité pour faire payer plus à celui qui gagne plus. Dans le cas de l'impôt progressif, plus le contribuable a un salaire élevé, plus la part qu'on lui prend est importante et plus il se sent lésé, volé. Il faut que tous les contribuables soient solidaires face à l'impôt et rejettent cette perfidie de l'impôt progressif. Pour ceux qui ne comprennent pas, c'est une transgression de la règle d'or. Ne fais à autrui, ce que tu ne veux pas que l'on te fasse. Une injustice ne peut pas être compensée par une injustice. Le petit salaire doit souhaiter que le gros paie la même part de son gâteau. Ainsi au lieu de régler le problème de la misère et du travail contraint, ce qui est une injustice, le système fiscal créé une autre injustice sur ceux qui prospèrent.

Cela crée des tensions au sein du peuple. Certains travaillent pour juste survivre et d'autres ont le fruit de leur travail confisqué. Mais l'un voit quelqu'un qui ne veut pas donner son argent qu'il a en excès et l'autre voit des gens qui ne travaillent pas autant ou qui sont moins performants et qui veulent le voler. On entend régulièrement la phrase, "l'argent il y en a, il suffit d'aller le chercher là où il est". Non, notre système est conçu de telle sorte qu'il n'y a pas assez d'argent, et c'est le cœur du problème. Allez le prendre ou le voler à ceux qui en ont ne peut pas rembourser toutes les dettes et donc résoudre le problème. D'autre part, cette phrase reflète précisément la manière dont les voleurs raisonnent. Aimerez-vous que l'on vienne vous prendre votre monnaie chez vous? Non, c'est une infraction de la règle d'or et de la loi humaine. L'enjeu est de comprendre que les deux (l'exploité et le confisqué) veulent que quelqu'un résolve leur problème sans tenir compte du problème de l'autre. Pourtant leur problème est le même, ils travaillent sous la contrainte. L'un doit travailler, l'autre doit payer pour le profit d'autres. Et ils espèrent que le système qui les asservit en organisant un manque d'argent va résoudre leur problème. Il est plus rusé de la part du système de mettre en place un impôt qui les montent les uns contre les autres plutôt que de s'attaquer aux causes du problème, le système lui-même. Ainsi, un impôt à taux unique serait plus juste que l'impôt progressif. Il faut même aussi envisager qu'il soit dégressif. En effet le coût pour la société d'une radiologie pour la société est le même quelque soit le revenu du patient. Mais avec un impôt à taux identique, le riche paie une somme plus élevée. Pourtant, on pourrait aussi fonctionner comme pour une assurance automobile, qui ne tient pas compte des revenus. Donc, avec un système à taux fixe,

les riches contribuent plus en valeur. Il ne faut pas oublier que sous un certain regard, ils donnent plus. Il est ainsi possible d'envisager de reconnaître ce fait par une contrepartie, qui est de diminuer un peu le taux d'impôt, pour que, au moins symboliquement, il y ait une reconnaissance de leur plus forte contribution. Je sais que ce n'est pas ce qui est véhiculé comme idée en France, mais vous pouvez y réfléchir pour comprendre pourquoi il y a autant de monde qui essaie de fuir cet impôt, soit par des niches fiscales ou de l'optimisation fiscale ou de l'évasion fiscale ou même la création de lois obscures à la plupart qui évitent complètement de faire payer certains. Avoir un système juste est indispensable et toutes les parties doivent être écoutées. Cela permet de se rendre compte quand le système est injuste et de soulever d'autres questions sur d'autres injustices. C'est ce que nous allons faire encore dans la suite du chapitre.

Pour en revenir au revenu de base, il permet de supprimer l'impôt progressif. En effet, tout travail effectué rapporte un gain qui ne sert pas à combler des besoins vitaux. Ce qui est nécessaire est obtenu par le revenu de base. Il est donc possible que tout le monde donne une part du gain supplémentaire. Plus rien ne justifie de ne surtaxer que certains.

Un autre point est à considérer: le système actuel a un coût exorbitant et est en faillite. Mais le revenu de base, est aussi un coût très important. Il a une chance de voir le jour dans un pays qui ne s'épuise pas à faire ou préparer la guerre, ainsi que de payer des intérêts pour des dettes qui sont imposées. Mais il faut avoir conscience de son réel coût dans une économie similaire à ce que l'on a actuellement.

Je résume : le système actuel est en perdition et ne tient que par la domination sur le peuple et sur des pays étrangers. La substitution de ce système de domination pourrait permettre de retrouver un équilibre si on remplace les coûts de l'extorsion (armée, intérêt de la dette, éducation, bureaucratie) par un revenu universel. Mais ce n'est pas encore gagné, car ce système, même si on arrivait à le rendre juste, a tout de même un coût significatif. Et dans nos modes de fonctionnement actuels, il devra faire face au libre échange. Car une des causes de la faillite du système actuel est la doctrine du libre échange. En effet, le système a certains aspects positifs, d'autres négatifs qui ont un coût très élevé. Et le libre échange a fait que de nombreuses industries n'ont pas été compétitives face à la concurrence étrangère qui n'avait pas les mêmes coûts. Ceci n'est pas beaucoup évoqué, mais nous avons en France un déficit commercial annuel de 70 milliards d'euros. Je ne sais pas ce qu'inclut ce déficit exactement. Il est possible que la somme qui quitte définitivement la France chaque année soit encore plus importante si on inclut les flux monétaires et financiers. Ce qui est important pour qu'un nouveau système perdure, c'est que les échanges avec les autres pays soient équilibrés. Si on ne fait rien, cela se terminera par l'ensemble des richesses du pays qui passe sous contrôle étranger. Historiquement, c'est la monnaie qui équilibre ces échanges. L'argent qui sort correspond à l'argent qui rentre, mais dans des devises

différentes. S'il en sort 100 d'un côté et qu'il en rentre 50 de l'autre monnaie, le rapport des monnaies est de 2. La monnaie extérieure est 2 fois plus forte. Ainsi, la monnaie intérieure ne permet pas d'acheter autant; et ce qui est produit avec cette monnaie est moins cher, donc devient plus compétitif, ce qui va rééquilibrer les échanges. Mais comme nous avons une monnaie commune avec toute l'Europe, on ne peut pas appliquer le facteur 2 entre les monnaies. L'équilibre se fait au niveau de l'Europe avec le reste du monde. Ainsi, certains pays de l'Europe ont un solde très positif et beaucoup d'autres ont un solde négatif. Beaucoup de monnaie rentrent dans certains pays et beaucoup d'autres, dont la France, en perdent et doivent s'endetter encore plus pour conserver un temps leur niveau de vie. Est-ce que la France peut demander à l'Allemagne de nous rétrocéder ses bénéfices commerciaux? Doit-on se soumettre à leurs règles pour avoir le même succès commercial? Est-ce que leurs règles autoriseraient un revenu universel? Est-ce que l'Union Européenne peut aussi abandonner le concept de monnaie commune ou de libre échange? Aujourd'hui la réponse à toutes ces questions est non. Il faut trouver d'autres solutions pour restaurer les équilibres et instaurer le revenu de base. Pour rappel, je demande si l'UE doit "aussi" abandonner sa monnaie commune et sa doctrine du libre échange, parce que pour avoir un système monétaire juste, il faudra déjà qu'elle abandonne son concept de banque centrale indépendante qui gère ses taux d'usure à sa guise. Cela nécessiterait une réforme constitutionnelle de l'Union Européenne. L'unanimité de tous les pays est nécessaire. Peut-elle réussir? Mais la mise en place de la paix, suivie de la mise en place du revenu de base impliquera cette réforme. L'Union Européenne sera devant le plus grand défi de son histoire: choisir entre ses dogmes (usure, libre échange, monnaie unique) ou la paix et la protection sociale. Je crois qu'un consensus sur ces questions est impossible à obtenir. Mais ces possibilités existent.

Une alternative pourrait être envisagée. Cette alternative est que les coûts de fonctionnement du régime politique dans son ensemble soient supportés par la consommation. C'est-à-dire que toutes les dépenses, en particulier sociales, soient supportées par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ainsi la compétition avec les autres pays ne se ferait que sur les coûts de productions, pas sur les aspects sociaux. Car aujourd'hui, si un pays n'organise aucune protection sociale pour ses ressortissants, il a un coût de production faible et peut prospérer sur les zones de libre échange dans lesquelles les coûts de production locaux incluent aussi les coûts sociaux. Comme en France où plus de la moitié des coûts salariaux sont des coûts sociaux. Cela permettrait de redonner une compétitivité très importante aux pays respectueux de leurs citoyens. Mais attention, ça a l'air attrayant en théorie, car si on regarde concrètement ce que cela donne en chiffres, cela fait réfléchir. Pour la France, si on reporte toutes les charges salariales et l'impôt sur le revenu, cela représente une taxation gigantesque. De l'ordre de 130% du coût de production. En effet, pour garder l'équilibre actuel, on fait l'approximation de considérer que tout l'argent dont disposent les ménages l'est au travers de leur salaire. Celui-ci est

aujourd'hui taxé à plus de 50%. Soit pour 2€ gagné par un salarié, 1 € va en charges sociales. Donc, au lieu de taxer l'argent à l'entrée dans les ménages, on le taxe à la sortie, lorsqu'ils dépensent ou consomment. Donc, si on supprime les charges en entrée, le flux d'argent en entrée est deux fois plus gros. A la sortie, il faut que le prix de consommation double. Soit 100%. Il convient à cela d'ajouter la TVA actuelle de 20% et un équivalent de l'impôt sur le revenu de 10 points de TVA. Donnons un exemple. Considérons un produit fabriqué à base de matériaux bon marché, ayant essentiellement un coût de revient lié à la transformation par la main d'oeuvre. Son coût est de 200€. Aujourd'hui, on paie 240€ car il faut rajouter une TVA de 20%. On prélève aussi au travailleur l'équivalent de l'impôt sur le revenu de 24€, car on considère que tout ce qu'il gagne, il le dépense. Donc pour chaque dépense, on applique un impôt moyen de 10%, engendrant ainsi des recettes correspondant à l'impôt sur le revenu actuel. Soit un coût total pour le produit de 264€. Pour un produit fabriqué dans un pays sans garanties sociales, le coût serait aussi essentiellement lié à la main d'oeuvre et serait donc de 100€ car il n'inclut pas les 100€ de charges sociales. le prix pour le consommateur est de 120€ et on lui prélève 12€ pour les 10% d'équivalent d'impôt sur le revenu. Ce qui fait un coût de 132€. Je suis conscient que je fais des approximations car je pars de l'hypothèse que la personne paie un impôt sur le revenu de 10% que je répartis sur tous ses achats, je néglige le coût de l'énergie et des matières premières, et je considère que le salaire net d'un travail est le même dans deux pays différents. Mais le but est de mettre en évidence une situation concrète et faire ainsi comprendre que le libre échange dans notre système est très défavorable aux dépenses solidaires qui sont financés sur le travail productif. Ainsi, un produit fabriqué par un travailleur français qui reçoit 100€ de salaire utilisable devra payer 264€ s'il veut acheter ce produit. Il devra donc produire plusieurs produits pour s'en acheter un qui intègre toutes les charges et taxes. S'il achète le même produit fabriqué dans un pays sans dépenses solidaires, il paiera 132€. Il n'y a pas photo pour départager qui va être choisi et qui va continuer à trouver du travail. Le marché basé sur le libre échange tel qu'il est régulé aujourd'hui favorise drastiquement le produit étranger anti social. Le seul moyen de survivre sans vraie réforme est de baisser les salaires, diminuer le financement des prestations sociales. En somme, un retour vers la misère. Voilà comment le libre échange, dans notre cadre fiscal, rend nos acquis sociaux destructeurs pour nos industries et nos régimes sociaux. Une possibilité pour contourner le problème est de faire tout passer en TVA (taxe sur la consommation) à 130%, alors le produit français coûte 260€ et le produit étranger coûte aussi 260€. La compétition n'est plus faussée, l'industrie peut se (re)développer et l'hémorragie de monnaie vers l'étranger peut s'arrêter. Et donc, quand le revenu de base sera mis en place, il faudra bien prendre garde au piège du libre échange, sinon le pays va continuer à s'appauvrir et ne pourra pas financer son revenu universel. Ainsi une loi économique très importante à comprendre est la suivante:

Le libre échange ne peut être mis au dessus de l'équilibre des échanges.

Mais, est-ce que de mettre tous les impôts sur la TVA est la solution? Je ne peux pas l'affirmer. D'abord, il est possible que l'Union Européenne limite à 25% la TVA. Je crois que c'est le maximum autorisé aujourd'hui. Pourquoi cette limitation? Quelque soit la réponse, cette limitation de 25% est contradictoire avec le principe de libre échange qui prétend que tout le monde doit être sur un pied d'égalité. En effet la TVA élevée permet de basculer tous les impôts et les charges de manière égalitaire entre les produits, quelque soit leur origine.

D'autre part, avoir une TVA de 130% n'est pas anodin. C'est énorme. Mais c'est le coût réel du système avec le revenu de base. Le coût réel du système actuel correspond pour sa part à un taux de TVA de 140%, Car au moins 10 points supplémentaires sont nécessaires pour compenser le déficit structurel actuel.

Il est à noter, qu'on pourrait avoir un fonctionnement équivalent en gardant le système actuel avec une TVA à 20% pour les produits français ou locaux pour tout pays de l'Union Européenne, mais de 130% pour les produits importés de pays sans coût de solidarité. Ceci étant simplement un jeu d'écriture comptable pour mettre les produits à égalité. Pourtant les doctrines de libre échange européennes interdisent cette TVA sociale, sous prétexte d'égalité. Dans les faits c'est le contraire. Cela vous montre que l'on a affaire à des dogmes qui nous dictent le bon droit dans nos actions. C'est l'inquisition des temps modernes. Et ces théories économiques religieuses nous mènent à l'esclavage et la misère. On nous a promis la prospérité et la misère s'installe de plus en plus. C'est une inversion des valeurs.

Mais est-ce que les gens vont accepter un tel niveau de TVA et de payer 2,3 fois plus cher que son coût de production? Le seuil psychologique est très élevé. Mais on ne se ment plus. Les gens vont alors peut-être se contenter de moins. De moins travailler, car le revenu de base nous offre tout ce que l'on a besoin. Les campagnes vont retrouver de l'attractivité. La consommation, les dépenses de transport, d'énergie, la pollution vont baisser. Voilà les pistes principales qu'il faut étudier pour avoir un système sain et juste d'une taille voisine de celui que l'on a aujourd'hui.

Ainsi, nous avons évoqué un nombre important d'injustice pour chacune desquelles au moins une solution a été identifiée. Mais, pour chacune de ces solutions, la problématique est difficile à comprendre, nécessite des réformes importantes et parfois complexes. Qui pourra les appréhender dans son ensemble? Pourront-elles être acceptées par tous ou au moins la majorité? Le système en est arrivé à un tel état d'immoralité, d'incohérences et de complexité qu'il est plus sage de chercher des solutions simples et saines en ruptures avec ce système actuel, permettant d'abandonner ce "machin".

Maintenant, je vais donc élargir le champ des possibilités de solutions, en réfléchissant d'abord sur nos besoins et sur les écueils à éviter pour définir une bonne manière d'échanger et de fonctionner.

Il est sain de revenir à l'essentiel. La monnaie est un moyen d'échange. Le système moderne qui prévaut actuellement favorise la thésaurisation. C'est-à-dire qu'il incite à conserver son argent. Le système va même jusqu'à le rémunérer. C'est un problème fondamental. Si deux parties veulent échanger, il ne faut pas que le moyen soit un obstacle à l'échange. Historiquement, on a adossé la référence monétaire à la rareté de l'or, qui a eu pour conséquence de vouloir thésauriser. Mais maintenant, on n'échange plus avec l'or et on peut créer de l'argent monétaire sur simple demande. Il faudrait donc avoir aujourd'hui une incitation inverse. La monnaie, le moyen d'échanger, doit inciter à l'échange. Il doit être facile d'échanger. Donc, on pourrait envisager la monnaie comme un droit à échanger et ce droit ne serait pas illimité dans le temps. Dans tous les bons d'achats ou bons de réductions que donnent les commerçants, il y a une date de fin de validité. Il faut étendre ce principe à la monnaie. Techniquement, ce n'est pas très différent d'aujourd'hui, car la monnaie est créée par la banque dans le cadre d'un crédit par un acteur économique. Un échéancier est associé à ce crédit. A chaque remboursement la part du remboursement du capital est détruite. Donc on sait ainsi à quelle date le montant de monnaie émise va être détruit. Un problème du système actuel, c'est que quelqu'un d'autre peut retenir en sa propriété cette monnaie et la garder indéfiniment, empêchant quelqu'un de rembourser. Il serait plus juste que toute monnaie créée ait une date de fin de validité. Par exemple, il y aurait marqué une date de fin de validité sur un billet de banque. Automatiquement, les acteurs économiques sont ainsi plus désireux de satisfaire des besoins par des échanges que de garder de l'argent qui va disparaître.

Voyons maintenant la problématique autour de l'impôt. Payer 132% d'impôts sur nos revenus, nos dépenses ou une combinaison des 2 n'est pas anodin. Certains réussissent à se convaincre que c'est une bonne chose que de payer ses impôts. Pas moi. Je perçois l'aspect nécessaire mais pas plus. L'impôt est en France une forte contrainte. Si vous ne le faites pas volontairement, on viendra vous prendre vos biens et plus encore pour vous dissuader de votre non coopération. Je préfère donner. Mais je pense que, dans notre système actuel, il est impossible de procéder par dons dans l'acceptation générale. Oui, d'abord parce qu'il y a une partie des dépenses qui ne sont pas nécessaires et dont certains contribuables ne verraient pas l'intérêt d'y contribuer. Il y en a même que personne ne voudrait financer, comme les intérêts de la dette de l'Etat. Il faudrait que les citoyens puissent choisir les postes de dépenses auxquels ils souhaitent souscrire car ils en comprennent l'utilité ou la nécessité. Il est plus facile pour les usuriers de convaincre qu'il faut imposer des prélèvements de manière générale et systématique que de trouver une justification à la soumission à l'usure de l'Etat. De plus, même dans un système juste basé sur le revenu de base, il faudrait tout de même 132% de taxation, ce qui est tellement énorme qu'un nombre significatif de personnes ne trouverait pas la motivation de donner suffisamment volontairement. Cela alourdirait d'autant plus la charge pour les autres qui contribuent à hauteur de ce dont il y a

besoin. Ainsi ce système de contribution autoritaire n'est pas populaire et nécessite une bureaucratie elle-même contraignante, coûteuse, ennuyeuse et impopulaire.

Dans le cadre d'une volonté de faciliter les échanges, il est opportun de comprendre l'impact de l'impôt sur les échanges. Ainsi prenons le cas concret d'un plombier gourmand qui veut une pâtisserie. Il y a un pâtissier qui fait des merveilles en une heure de travail. On suppose que les 2 artisans travaillent pour 10€ de l'heure. Compte tenu des impôts et taxes et en négligeant les coûts mineurs, le pâtissier facture son travail 23,2€. Comme le plombier souhaite ce gâteau, il va devoir se procurer cette somme d'argent. Pour cela, il doit trouver des clients qui ont des fuites à réparer. Il y passera à peu près 1h par intervention. Ces clients le paieront donc 23,2€ par intervention dont il pourra finalement recevoir 10€ après avoir acquitté ses impôts. Donc il devra faire 2,32 interventions pour payer la pâtisserie. Pour travailler avec des chiffres entiers, on va dire que le plombier va acheter 3 gâteaux. Ainsi, il devra faire 7 interventions pour payer 3 gâteaux qui nécessitent 3h de préparation du pâtissier. Ce qui va faire pour le plombier un chiffre d'affaire de 162,4€. Ainsi pour payer le pâtissier 30€, il aura fallu vendre des prestations de plomberie pour 162,4€. De cet exemple, on peut conclure que lorsque 2 personnes veulent échanger, il faut être 5,4 fois meilleur pour qu'il y ait un intérêt à échanger. Autrement dit, vous allez travailler pendant 5h et 24 minutes pour que quelqu'un vous aide 1h. La première heure sert à payer votre aidant, il vous faut travailler pendant 1h20 pour payer les taxes de l'aidant et encore 3h04min pour payer les vôtres qui s'appliquent sur la prestation que vous achetez à votre aidant. Ce contexte fiscal n'est pas un contexte très propice aux échanges.

Il convient donc de réfléchir sur la cause de l'impôt, pour comprendre pourquoi cette chose si pénible et qui fait obstacle à nos échanges existe, et, si on peut concevoir une possibilité de s'en passer.

Historiquement, la monnaie était basée sur des métaux rares, dont les ressources étaient limitées et dont la quantité en circulation variait peu. Il s'agissait donc de récupérer une partie de la monnaie en circulation pour financer les besoins de la collectivité ou de l'État. Avec l'avènement de la monnaie scripturale, définie par une écriture, il s'est avéré la possibilité de créer de la monnaie dans la quantité définie par celui qui avait le pouvoir de création et de destruction monétaire. On peut ainsi créer de la monnaie autant qu'il est nécessaire pour supporter l'augmentation des échanges, de la croissance économique. Mais si la quantité de monnaie augmente plus vite que l'augmentation des échanges, on a le phénomène d'inflation. Les prix augmentent du fait de l'excès d'argent disponible pour un nombre d'échanges moindre. Il y a plus d'argent disponible pour chaque échange. Il convient de contenir l'augmentation de la masse monétaire sinon, la stabilité disparaît et il devient difficile de définir et prévoir un prix, ce qui freine significativement les échanges. Donc lorsque trop d'argent a été introduit, il faut le retirer. Pour cela l'impôt est une possibilité. L'argent récolté est détruit ou réaffecté aux nouvelles dépenses, ce qui évite de créer de l'argent. Comme les États ont tendance à

dépenser beaucoup plus que ce qu'ils ont la capacité de prélever sous forme d'impôts, les usuriers ont habilement soumis l'idée qu'ils fallait leur confier la gestion de cette masse monétaire. Toute argent créé doit alors passer par une dette qui devra être remboursée à l'usurier, moyennant un intérêt qui lui, n'est pas créé mais doit être prioritairement payé. Ainsi l'État est contraint de payer en levant suffisamment d'impôts et en ne dépensant pas trop. Mais cela introduit une dépense supplémentaire, à savoir les intérêts, alors que le problème est déjà que l'on arrive pas à prélever suffisamment d'impôts. Payer les intérêts de la dette est un artifice dont la finalité est d'enrichir les usuriers au détriment des contribuables. Supprimer cette dépense n'a pas d'effet négatif sur la collectivité. On a vu que cela n'empêche pas l'inflation et que cela peut provoquer des pénuries monétaires quand les banquiers trouvent cela trop risqué de prêter. L'impôt n'a pas vocation à financer cet artifice. Donc le rôle de l'impôt est de payer les dépenses de l'État et de contenir la masse monétaire.

Ainsi, l'intérêt de contenir la masse monétaire va tout à fait dans le sens d'une monnaie avec une date de validité. L'État pourrait émettre de cette monnaie pour assurer ses dépenses sans lever d'impôts puisqu'au bout d'un certain temps, la monnaie ne serait plus valable. Elle disparaîtrait toute seule. D'autres part, cette monnaie fait disparaître les impôts et les inconvénients qui vont avec. Il n'y aurait plus besoin de payer des impôts pour chaque activité productrice ou consommatrice, ni plus besoin de formalités administratives pénibles et coûteuses. Les échanges sont facilités. On remarque ainsi que une solution théorique idéale va dans une direction totalement opposée à l'usure. La solution idéale déprécie la monnaie jusqu'à la nullifier et l'autre augmente sa valeur à l'infini.

Maintenant, il nous faut regarder quelques cas concrets. Commençons par le cas de quelqu'un qui a gagné beaucoup d'argent. Cela signifie qu'il a amassé beaucoup de droits à échanger. Il peut alors les dépenser pour son plus grand intérêt. C'est lui qui en profite ou décide qui en profite. Mais s'il ne veut pas en profiter, les droits d'échanges qu'il a accumulés sont bloqués. Personne ne peut en profiter. Mais la date de validité mettra fin à ce déséquilibre. Et d'autre monnaie sera créée pour compenser celle qui n'est plus valable. Donc, soit il en profite, soit l'argent finira par disparaître. Mais il y a une autre possibilité. Celle de prêter l'argent qu'il a en excès. Il n'en a pas besoin pour le moment mais il peut en faire profiter les autres qui lui rendront la pareille en temps voulu. Ainsi, celui qui possède beaucoup d'argent a intérêt à le prêter pour le conserver. Il n'y a pas nécessité à demander des intérêts supplémentaires. Il prête des droits à échanger valable une certaine durée. Il les récupérera plus tard à l'identique en terme de valeur et de durée. Dans un esprit de justice, il faudrait même que les frais éventuels du prêt soit à la charge du créancier et non du débiteur. En effet, le possédant a un grand intérêt à prêter et il est plus juste de faire payer celui qui a plutôt que celui qui n'a pas. Un partage des frais peut être envisagé. Ainsi la monnaie circule. Et même si le riche d'un jour finit par épuiser son pactole, il ne sera jamais dans le besoin car il aura toujours un

revenu de base, ses héritiers aussi. Avec le revenu de base, il n'est plus nécessaire d'accumuler pour assurer ses vieux jours et donner un avenir à ses enfants.

Regardons maintenant comment serait financé le revenu de base universel avec cette monnaie qui a une durée de validité. Et bien, ce serait le poumon du système : l'argent est créé en permanence pour alimenter le revenu de base. C'est le socle de la masse monétaire. L'argent qui, à terme, ne sera plus valide est réintroduit en permanence par le revenu de base. C'est ce qui fait la base des droits d'échanges et donc des échanges. Si on estime qu'il y a une activité en croissance, comme par exemple de nouveaux loisirs ou plus activités pour prendre soin de l'environnement, on peut décider d'augmenter le revenu de base. Si le système fonctionne bien, on peut en effet décider que ce n'est pas seulement un revenu de base, mais ce pourrait aussi être un revenu intégrant un certain niveau de confort. Les entreprises vendent des produits et services pour récupérer ces droits d'échanges et s'enrichir. Elles font travailler des individus qui l'acceptent librement. Il ne le font pas parce qu'ils y sont obligés pour survivre, mais parce qu'ils y trouvent une motivation positive. Les tâches pénibles seront ainsi revalorisées. Certaines entreprises auront plus intérêt à trouver des solutions de remplacement par des machines du fait de l'élévation du coût de la pénibilité.

Concernant les dépenses de l'État, un intérêt majeur de la monnaie à durée de validité limitée, c'est de pouvoir aussi financer les dépenses sans prélever d'impôts. L'État crée la monnaie pour financer les dépenses. Il faudra faire attention à surveiller la quantité de dépenses, car plus il y en a et plus cela affaiblit la valeur du revenu de base. Il faudra aussi reconsidérer la nécessité de passer par l'État pour une dépense d'intérêt général. Car il y a la possibilité d'augmenter le revenu universel pour financer les besoins publics selon le choix des particuliers. C'est une sorte de vote financier. Cela peut même être fait sous forme de référendum. Par exemple, supposons que le pays ait besoin d'une dépense exceptionnelle d'infrastructure. Par exemple un pont. Un budget est acté, que l'on va majorer d'un pourcentage à définir. Ce pourrait être 30% par exemple. On obtient ainsi une enveloppe budgétaire. Il peut être décidé d'allouer cette somme et de la répartir sur chaque citoyen. Il est ensuite demandé au citoyen s'il souhaite donner cet argent pour le projet. Si certains jugent le projet non pertinent, ils gardent l'argent pour leurs dépenses personnelles. Si suffisamment de citoyens jugent le projet important, le budget nécessaire pourra être rassemblé et se faire. Si trop peu de personnes jugent le projet intéressant, celui-ci n'aura pas le budget pour se faire et on peut en conclure que l'argent créé pour le référendum n'avait pas lieu d'être et donc ne pas créer cet argent. Le citoyen conscient prend la juste décision s'il comprend que trop d'argent supplémentaire provoque de l'inflation, soit une perte de référence. Et la conséquence est une diminution de la valeur de l'argent que chaque citoyen a à disposition. Il sait aussi qu'il n'est pas raisonnable de confier ce pouvoir ou cette responsabilité à des tiers, comme des banquiers ou des politiciens sans les contrôler de près.

Enfin, dans le cadre du contrôle des dépenses, une piste importante d'économie est la gestion de la santé. Les dépenses de santé sont de l'ordre de 250 à 300 Milliards d'euros en France. Un moyen simple de réduire cette dépense est de libéraliser légèrement le système de contrôle du système de santé. Il faudrait qu'il puisse y avoir plusieurs fédérations de médecins et de médecines. A mon avis le pays serait moins malade, mieux soigné et on pourrait peut-être diminuer de moitié les dépenses de santé. Cela vous étonne peut-être, mais considérez les principes limitatifs de la science exposés dans un précédent chapitre. Considérez aussi le principe d'égarement numéro 1: susciter une émotion pour faire passer un message. Avec votre santé c'est tellement facile de jouer avec vos émotions de peur. Ces décideurs en santé sont tellement sûrs d'eux et nous font tellement peur qu'ils peuvent se permettre d'imposer des traitements médicamenteux forcés et interdire tout traitement alternatif sur les maladies graves. Pourtant, un registre dénonçant des pratiques douteuses ou dangereuses des praticiens serait suffisant pour informer les patients. Il n'est pas nécessaire d'interdire de pratique ou de mettre en prison ceux qui cherchent ou découvrent des alternatives à certains traitements barbares et hors de prix. Actuellement, en France, il suffit de corrompre un petit nombre de personne pour contrôler la politique de santé de tous et de décider comment toute la population doit être soignée. Et comme les traitements sont confiés à des entreprises de droits privé, dont le but est de faire de l'argent, il est illusoire de croire que la tentative de corruption du petit nombre de personnes décisionnaires sur notre santé n'a pas été entreprise.

Vous remarquerez aussi la similitude en France dans le contrôle de la santé et de la monnaie. Un organisme "indépendant" unique sous l'influence d'un groupe d'intérêts qui dicte les règles. Et une opinion publique éclairée par des figures d'autorité soigneusement construites par le groupe d'intérêts. Les autres ne peuvent pas exprimer leur compréhension ou sont diabolisés.

Voyons maintenant concrètement sur un exemple ce que serait une monnaie à durée de validité limitée. Je préviens le lecteur que c'est un peu technique, et qu'il risque de s'y perdre. Ce paragraphe est donné pour ceux qui souhaitent approfondir et se rendre compte par eux même que cela peut fonctionner. Nous nommerons donc cette monnaie Droit d'Echange Limité dans la Durée (DELD, abrégé avec D). Pour commencer, on peut partir sur une durée de validité maximum de 10 ans. Dans le cadre du revenu universel, on souhaite que la personne reçoive 1000 DELDs (1000 D) chaque mois. Un an plus tard, cette somme ne vaut plus que 900 D, au bout de 2 ans 800 D. Et ainsi de suite jusqu'à 100 D au bout de 9 ans et rien au bout de 10 ans. Ainsi on a 100 D qui ont une validité de 10 ans, 100 D qui ont une validité de 9 ans, 100 D qui ont une durée de validité de 8 ans, et ainsi de suite jusqu'à 100 D qui ont une durée de validité de 1 an. Un an après la création de ces 1000 D, on n'a plus les 100 D valables 10 ans. Il reste des tranches de 100 D valables de 1 à 9 ans. Donc les tranches de 100 D n'ont pas la même valeur. Il faut associer la durée restante dans la valeur. Donc la valeur d'un DELD se mesure dans la durée, comme

une énergie est la mesure d'une puissance dans la durée. Ainsi, les 100 D valables initialement 9 ans valent 900 DELD*Années ou DELD.Années (DA), les 100 D de 8 ans valent 800 DA, et ainsi de suite jusqu'à 100 DA des 100 D valables 1 an. Ainsi Les 1000 D répartis en tranche de 100 D par durée de validités ont eu valeur de 5500 DA. Au bout d'un an, leur valeur est de 1000 DA de moins, soit 4500 DA. Pour que les étiquettes de prix soient uniques et non définies par un montant en DELD associé à une durée, il faut exprimer les prix en DA. La référence étant le DA, on peut convertir des DELDs de différentes durées de validité. Ainsi quand on possède 1000 D d'une validité de 1 an, on peut par exemple les changer contre 100 D d'une durée de validité de 10 ans, ou 200 D d'une durée de validité de 5 ans.

On pourrait alors décider de prendre pour le revenu universelle une répartition uniforme de validité dans le temps en DA. De sorte que la disparition de valeur dans le temps soit chaque année de 550 DA. Ces DA rapportés en DELD avec une date limite pour chacune des 10 prochaines années, donnerait une répartition de 55 D valables 10 ans, 61,11 D valables 9 ans, 68,75 D valables 8 ans, 78,57 D valables 7 ans, 91,67 D valables 6 ans, 110 D valables 5 ans, 137,5 D valables 4 ans, 183,33 D valables 3 ans, 275 D valables 2 ans et 550 D valables 1 an. Ce qui fait que 1611 DELD auraient été donnés répartis uniformément en DA, pour une même valeur que les 1000 DELDs répartis uniformément en DELD. Le plus simple serait de raisonner en DA, qui est équivalent à un DELD valable pendant 1 an.

Comment mettre cela en place? Cela peut se faire avec du papier monnaie, où est inscrit un montant et une date d'expiration. Attention, les calculs sont un peu plus compliqués, mais les personnes ayant des doutes pourraient fonctionner avec des billets de validité de 1 an, ce qui correspondrait au montant en DA. Des banques pourraient fournir ces services d'échanges de billets. Mais lorsqu'on utilise des moyens électroniques de paiement, comme une carte de crédit, les conversions se font automatiquement.

Enfin, il faut voir l'opportunité que la technologie peut amener pour cette monnaie à durée limitée. En effet l'interconnexion des ordinateurs et leurs accès à tout moment par beaucoup de personnes font qu'il est maintenant possible de définir des algorithmes dans lesquels on rentre les caractéristiques de la monnaie. Ces algorithmes étant ouverts, c'est-à-dire que tout le monde peut les auditer et les exécuter. L'information et la vérification des données monétaires est répartie sur le nombre de machines que l'on souhaite. Les informations des comptes de chacun se trouvent sur plusieurs machines sous le contrôle de personnes dont le propriétaire du compte aura jugé indépendante ou compétente et honnête. Pour introduire une erreur, il faut l'introduire sur toutes les machines en même temps, sinon elle est identifiée dès la première synchronisation. Ces technologies sont appelées des cryptomonnaies et elles existent déjà. Il serait opportun d'en définir une compatible avec le revenu universel et la limitation dans le temps de la monnaie créée. Il ne me semble pas très difficile de faire cette réalisation, compte tenu de l'état de l'art dans le domaine. Le gain est potentiellement, un système d'échange entièrement

automatisé qui ne génère aucun surcoût par son fonctionnement et dont le contrôle est communautaire. Ce qui veut un peu dire que l'on n'a plus besoin de banques en tant qu'agent économique ayant un rôle à part entière. Le métier de banquier est donc à repenser, il y aura probablement moins de profits, moins de monde, mais leur reconversion vers d'autres activités peut se faire sereinement grâce au revenu de base, au même titre que les industries de la guerre.

Les perspectives sont très attrayantes, mais l'essentiel n'est pas la crypto-monnaie, ce sont les règles qui définissent comment nous régissons nos échanges. Ces règles doivent se baser sur un socle de valeurs communes et donc justes. La crypto-monnaie ne fait que mettre en oeuvre ces règles. Et on ne manque pas de spécialistes enthousiastes qui pourraient la mettre en oeuvre. La problématique est surtout de fédérer suffisamment de monde pour se regrouper autour de valeurs communes fondées sur la justice. La première valeur à laquelle le plus grand nombre de personnes aspirent est la paix ou la fin de l'insécurité physique, financière et économique à l'échelle de l'individu et du pays. Il est nécessaire de se fédérer autour de cette valeur. Toute autre sera moins fédératrice et plus difficile à réaliser.

Chapitre 13: Le réchauffement climatique

Beaucoup de monde, tout au moins en France, se sent préoccupé par le réchauffement climatique. Certains pensent que, du fait de ce réchauffement, la planète est en danger. Ayant aussi la conviction que la planète est en danger, je ne peux pas rester indifférent à leur crainte, même si j'évoque d'autres causes de danger. La règle d'or veut que je prenne en considération ces préoccupations. J'en profite ainsi pour inviter ceux qui souhaitent qu'on se préoccupe du climat, à se préoccuper aussi de la paix.

D'abord, il faut faire un constat. Est-ce que le réchauffement de la planète est réel? Il semblerait effectivement que dans de nombreux lieux où l'on surveille les températures, il y a une augmentation non négligeable. Il paraît aussi que dans certains endroits la température a baissé. Mais il semble que cela soit beaucoup plus rare. Enfin, en ce qui me concerne, je peux constater d'une manière très factuelle que la neige est de moins en moins présente en France. J'ai pu constater que la fonte des glaciers est très importante. Est-ce que pour autant la vie sur Terre est en danger où même seulement l'humanité? Je ne le pense pas, du moins pour le moment. Là où je vis, dans un climat tempéré, les températures peuvent prendre une dizaine de degrés sans que cela nécessite que je quitte ma région. Je ne sens pas ma vie et celles de mes enfants dans un péril dont il faut échapper. Cependant, dans certaines régions sous les tropiques, cela pourrait devenir invivable pour l'homme... si le climat augmentait d'une dizaine de degrés. Donc la prise en compte du réchauffement climatique est d'abord la considération que certains autres habitants de la Terre loin de chez moi vont avoir de très grandes difficultés à vivre. Je comprends parfaitement cela, et c'est en conformité avec la règle d'or. Je ne souhaiterais pas vivre cette situation, donc je ne dois pas avoir un comportement qui la provoque. J'attire l'attention sur le fait qu'il est du même registre de vouloir la paix sur la Terre. La première des sécurités est de ne pas avoir la guerre et la violence chez soi. Et en termes de respect et de considération pour les personnes, s'assurer que mon pays ne peut pas contraindre militairement d'autres pays pour leur prendre leurs richesses et de les exploiter, est une priorité. Donc, je suis d'accord pour me préoccuper du réchauffement climatique. Mais la contrepartie nécessaire, c'est qu'il ne faut surtout pas oublier que cela ne concerne pas tout le monde et que toute action qui pourrait être entreprise doit être menée dans un esprit de considération d'autrui et de paix. C'est très important, car vous avez mon adhésion, et celle de beaucoup d'autres par considération d'autrui, non pas parce que je veux une température plus faible autour de moi. Aller contraindre voire massacrer ou exploiter quelqu'un pour une température plus faible n'a pas mon adhésion. Il ne faut pas que

certaines puissent le faire pour des raisons de réchauffement climatique. Ensuite, je voudrais savoir pourquoi on centre la problématique d'un péril sur le réchauffement climatique. Outre la problématique de la menace des guerres, il y a d'autres problèmes environnementaux qui me préoccupent directement, comme la pollution de l'air, de l'eau, des océans, de notre nourriture, des ondes, des radiations, la déforestation, ... Je ne voudrais pas donner mon soutien à une lutte contre le réchauffement climatique qui aggraverait ces autres problèmes. Donc le but est recevable, mais il est indispensable de veiller aux moyens et à la manière de procéder.

Pour agir sur le réchauffement climatique, il faut en connaître les causes. On parle ici d'un phénomène planétaire. Il est raisonnable de penser que le problème est multiple et complexe. Quelles seraient les causes du réchauffement climatique? J'essaie de comprendre ce qui préoccupe tant les personnes et les gouvernements autour du climat et tout mène au GIEC. Le Groupe d'Expert Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC). Il faut hélas rappeler que ce groupe est à l'initiative et dans le cadre de l'ONU. Oui, je dis bien hélas, car cette organisation a eu par ailleurs un comportement tellement grotesque avec la Libye, comme cela est expliqué au chapitre sur le plan de paix, que tout le discrédit en est jeté sur ses activités. Si mes explications ne vous suffisent pas, veuillez vous référer au livre de Patrick Mbeko "Objectif Kadhafi". J'appelle donc les personnes jugeant que les activités du GIEC soient prises au sérieux, à comprendre et réparer les dysfonctionnements sur la gestion de la crise libyenne à l'ONU. Comme je l'évoquais dans le plan de paix, il semble que les fous ont pris le contrôle de l'asile. Or dans l'asile, il y a le GIEC. On ne peut pas faire n'importe quoi sans conséquences.

Vous pouvez considérer le travail du GIEC, mais il convient d'en avoir la plus grande méfiance, en particulier sur les intentions véritables de ce groupe. Et tant qu'il n'y a pas eu de réparations vis-à-vis de la gestion de la crise libyenne à l'ONU, la morale élémentaire vous interdit de vous servir des travaux de ce groupe de l'ONU pour faire valoir des certitudes à quelqu'un d'autre que vous-même. Il faut aussi savoir que les publications de ce groupe sont des synthèses entre des scientifiques et des hommes politiques. Ce n'est pas un problème en soi, mais il faut l'avoir à l'esprit. Ce qui est préconisé par ce groupe est ainsi un consensus négocié avec des hommes politiques, en aucun cas une "vérité scientifique". C'est un compromis où la Science est donc compromise.

Ces précautions étant prises, maintenant, lecteur, il te faut passer à l'action. Pas inviter à l'action, mais agir toi pour ton environnement. Va voir de toi même ce que dit le GIEC, comme je l'ai fait pour le CETA et la résolution 1970 de l'ONU dans d'autres chapitres. Assure-toi que la réalité que tu te fais de l'écologie correspond à ce que dit le GIEC et ce qu'il préconise pour les dirigeants politiques. C'est important que tu le fasses car tu découvriras que ces gens n'ont pas conscience du principe limitatif de la science numéro 4, à savoir que le modèle statistique est limitant. Les statistiques peuvent être intéressantes mais te mettent dans une impasse si tu ne

fais pas l'effort de comprendre et de valider ta compréhension. Comme ce point est important, je vais te raconter une histoire imaginaire, qui met en lumière le fait de ne pas comprendre une problématique simple et de se reposer sur des études statistiques mène à de gros ennuis.

Il était une fois une famille qui, un jour, eut l'évacuation des toilettes partiellement obstruée. Je précise que cette famille éclairait très mal ses toilettes et que les toilettes étaient juxtaposées aux pièces de vie et pas à l'extérieur. La conséquence de cette obstruction partielle a été qu'une odeur se répandit dans la maison depuis les toilettes sans que le dysfonctionnement partiel de l'évacuation soit identifié. La famille se posa des questions et avait un peu honte, car c'était leur production qui faisait de telles odeurs. Lors d'une consultation médicale, des questions de routines sur les selles furent posées et le père de famille signala qu'il trouvait l'odeur de ses selles insupportable. Le médecin lui prescrivit des examens humiliants et douloureux mais n'identifia pas le problème. Cependant, le médecin avait remarqué que souvent ses patients mangeaient de manière non équilibrée, ce qui était selon lui la cause de nombreuses maladies. Plutôt que de reconnaître son ignorance, il lui dit alors que c'était probablement un problème alimentaire. Il lui suggéra donc de mieux et moins manger. C'est du bon sens, n'est-ce pas? Le père réduisit sa consommation de nourriture et invita sa famille à faire de même. Mais, le problème d'évacuation étant toujours présent, le problème d'odeur perdurait et des bêtes nuisibles commencèrent à arriver. Des opportunistes saisirent l'occasion de vendre tout ce qu'ils pouvaient à cette famille dans l'embarras. Chaque vendeur opportuniste avait son produit et son étude statistique justificative. Toutes les technologies pour tuer toutes les types de nuisibles leur furent ainsi vendues. Et une fois qu'un vendeur avait fait sa vente, il revendait l'adresse de cette famille à d'autres vendeurs opportunistes. C'est alors que ce présenta à eux un vendeur de drogues, bien conscient de leur problèmes qui produisit à la famille les études les plus proches d'une solution efficace: la cocaïne. Il était ainsi justifié que le consommateur de cocaïne gardait son énergie sans manger et donc sans excréments pendant de longues périodes, à condition d'en prendre suffisamment. Ainsi, la famille n'aurait plus de nourriture, plus d'excréments et donc plus de problèmes d'odeur et en conformité avec le médecin qui avait préconisé de moins manger. Puis, un jour, un livreur venant déposer un colis, sentit l'odeur. Il leur dit spontanément de déboucher leurs toilettes. Ce qu'ils firent et le problème d'odeur disparut. Mais la famille conserva encore un temps celui de la cocaïne et des dealers.

Pour expliciter la correspondance avec le réchauffement climatique, la famille représente les peuples de la terre, le fournisseur d'études statistiques est le GIEC, le dealer représente nos dirigeants politiques, les tueurs de nuisibles opportunistes sont les lobbies industriels, les excréments sont le CO₂, l'odeur est le réchauffement, l'évacuation insuffisante correspond à l'absorption du CO₂ par l'environnement et le débouchage de l'évacuation pourrait être la reconstitution des forêts.

Allez donc lire les rapports du GIEC et constater que tout ce qui est dit ne va pas dans le sens d'une compréhension. D'abord, le CO₂ n'est pas toxique ou polluant. Oui, c'est un élément essentiel à la vie. Si vous le supprimez, il n'y aura plus de vie sur Terre. La vie est un cycle, les déchets des uns sont les matières premières ou la nourriture des autres. Les plantes, et en particulier les arbres sont donc l'évacuation de notre CO₂. Notre évacuateur de CO₂, les végétaux et les forêts en particuliers, sont attaquées, pillées. Il est de bons sens et essentiel de respecter et restaurer cet évacuateur avant de spéculer sur autre chose. Pourtant le GIEC préconise le développement de technologies d'absorption de CO₂. Alors que nous avons déjà gratuitement à disposition les arbres. Le GIEC lui préconise d'utiliser la biomasse comme énergie. Donc les brûler. Il n'alerte pas qu'un tiers des excès d'émission de CO₂ est dû à la déforestation. Une compréhension élémentaire est de savoir que les arbres permettent à un écosystème de se développer et les arbres permettent la pénétration des eaux dans le sol. Il n'y a pas besoin de faire des corrélations statistiques avec le CO₂ pour dire qu'on va avoir tantôt des inondations, tantôt des pénuries d'eau si l'eau ne pénètre pas dans le sol. C'est une conséquence inévitable de la déforestation. La déforestation est un problème majeur de toute l'écologie, dont l'excès de CO₂, si vous pensez que le CO₂ est un problème. Savez-vous qu'il est aussi simple de planter des arbres que de faire une recherche sur internet? Quelqu'un a eu l'idée géniale de puiser dans la masse d'argent générée par les moteurs de recherche pour planter des arbres. Avez-vous conscience que cela peut complètement résoudre le problème de l'excès de CO₂? Pourquoi ne connaissez-vous pas cette idée? Est-ce que vous l'utilisez? Ensuite, si tu écoutes ce que dit le GIEC ou ses sponsors, il ne te parle que d'agir sur le CO₂, qui est passé de 0,03% à 0,04% dans l'atmosphère. Pourtant il y a d'autres gaz à effet de serre, dont l'effet est plus marqué et en bien plus grandes quantités, comme l'eau, sous forme de vapeur ou de nuages. Et plus il fait chaud, plus il y a de vapeur d'eau. Donc le gain en CO₂ que l'on peut faire est déjà négligeable par rapport à toute la vapeur d'eau supplémentaire qui est apparue par le réchauffement déjà acquis. Le GIEC a donc aussi trouvé sa limite avec l'eau, il ne préconise pas de supprimer l'eau sur Terre, peut-être cela était un peu gros à faire passer. Mais dans leur logique des gaz à effets de serre, on est comme dans un moteur à combustion où il y a eu une bougie qui provoque une étincelle et de l'essence. Une fois que l'explosion a commencé, éteindre l'étincelle ne change rien. Ne serait-il pas plus logique d'avoir un modèle à base de vapeur d'eau, plutôt que de CO₂? Et ben il en existe un, mais pas au GIEC, et ils se basent sur la vapeur d'eau et les nuages, les rayons cosmiques et l'activité magnétique solaire. Selon ce modèle, l'activité humaine n'a pas d'incidence. Et leur modèle est beaucoup plus précis et en correspondance que ceux du GIEC. Le GIEC, plutôt que de se remettre en cause préfère attirer notre attention sur le fait que la diminution importante des poissons dans les océans et le CO₂ sont liés. Il s'enferme dans les statistiques et n'évoque pas la surpêche. Il n'a pas conscience du principe limitatif numéro 4:

l'utilisation des statistiques est limitante. Les scientifiques dignes de ce titre se désengagent de ce groupe. Avec le GIEC, on est typiquement dans le principe d'égaré numéro 10: soumission à la figure d'autorité. Mais tu penses peut-être qu'il faut faire quelque chose, dans le doute. C'est que tu es aussi soumis au principe d'égaré numéro 15: la frustration que tu veux évacuer et tu n'as en tête que les solutions que l'on te martèle par répétition selon le principe d'égaré numéro 3. Oui, il y a un problème écologique significatif, mais ce n'est pas le problème que soulève le GIEC et les solutions qu'il préconise n'aideront pas. Si tu veux agir, commence par faire quelque chose, toi. Tu peux suivre les prescriptions du GIEC, toi, avant de vouloir les imposer aux autres. Diminue ta production de CO₂, vois quelle est ta limite. Plus tu feras d'efforts plus tu te poseras de questions. Le GIEC n'a pas de limite et il est de plus en plus sûr de lui. Des gens croient que la solution est dans le zéro carbone. Il faudra éventuellement que tu trouves un moyen de ne plus respirer parce qu'il est fort probable que tu émettes du CO₂ en respirant. Tu peux aussi aller à Fukushima et Tchernobyl pour te rendre compte par toi même ce que peut faire une centrale nucléaire. Si tu penses toujours qu'il faut suivre la recommandation du GIEC de multiplier par 5 le nombre de centrales nucléaires, discute avec tes voisins pour savoir ce qu'ils pensent d'avoir près de chez toi une centrale nucléaire, car en demandant de suivre ce que dit le GIEC, il faut que tu sois près à l'avoir pour toi, donc l'imposer à tes voisins. Ton salut est dans l'action concrète.

Ainsi, les recommandations du GIEC ressemblent étrangement aux préconisations que John Perkins étaient payés à faire pour endetter les pays ou recommander la construction d'une centrale nucléaire, qu'il qualifie maintenant de travail d'assassin financier. Il est nécessaire que vous regardiez bien que ces experts du climat préconisent des investissements de 2400 Milliards de dollars par an pour faire la transition énergétique. Et je crois que ce n'est que la partie énergie, pas l'automobile, ni l'isolation par exemple. Bien que le GIEC s'en défende, c'est de la politique économique. D'autant que des alternatives possibles ne sont pas envisagées, comme la réduction de l'activité économique ou une taxe sur les produits importés sur une longue distance. C'est juste que c'est incompatible avec la politique du libre échange et de l'usure nécessitant la croissance. Te rappelles-tu que la production du GIEC est un compromis entre les scientifiques et les dirigeants politiques? Il ne semble donc pas que ce soient les scientifiques qui demandent aux dirigeants de faire quelque chose comme cela nous l'est présenté, mais que ce soit les dirigeants politiques qui cherchent à justifier une politique économique par des scientifiques. Parmi ces scientifiques, combien reçoivent de l'argent de la part de fonds publics pilotés par les dirigeants politiques? Qui paient leurs recherches sur le climat, leur spécialité, lorsqu'ils ne travaillent pas pour le GIEC? N'y aurait-il pas un conflit d'intérêts de la part des membres de ce GIEC? Tu devrais ainsi arriver à la conclusion que le GIEC est un outil de propagande politique. Les seules alternatives que propose le GIEC pour aider la planète sont différents montants d'endettement

pour plus ou moins de la même solution. La seule chose qui est laissée dans le débat public est de réfléchir sur ce qu'il faut taxer. Cela crée des dissensions, mais donner son avis sur qui doit payer, ce n'est pas ça agir. En France, on est déjà fiscalement tondu de partout et en grand déficit.

Changez la spirale infernale de l'usure est bien plus utile pour l'écologie. Nous courrons à toujours plus de dettes pour en rembourser d'autres. Cela fait plus d'activité et selon le GIEC, toujours plus de CO2. Il est incompréhensible que le GIEC n'évoque pas la piste de la décroissance s'il est indépendant des dirigeants politiques. Pourtant la paix et le revenu de base feront abandonner ce système usurier. Il n'y aura plus d'armes pointées sur la tête de quelqu'un pour obliger à payer, donc de le forcer à trouver une activité rémunératrice. Je sais que cela te semble utopique et loin, mais c'est surtout le nombre qui compte. Une des causes majeures du problème écologique, des guerres, de la violence est commune: l'exponentielle de l'usure. Choisis la paix pour régler ça.

Maintenant, si tu veux agir et encore forcer les autres à agir selon les recommandations du GIEC, car tu crois que c'est une bonne cause, assures-toi avant de vouloir faire le bien, de ne pas faire de mal. Est-ce que ton pays a participé de près ou de loin à la guerre en Libye? Il est important de comprendre que les gouvernements ont eu le consentement des peuples pour faire cela. Je t'invite à te demander si le système en place n'essaie pas d'obtenir ton consentement pour faire quelque chose de malsain. Il est nécessaire que tu comprennes ce qu'il s'est passé pour obtenir le consentement et faire des massacres. Des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations ont fleuri avec des noms très rassurants sur leurs intentions pour dénoncer des abus imaginaires de Kadhafi et réclamer une intervention militaire. Ces organisations sont le relais qui donne la caution morale à ces mensonges et ces abus. Vérifie ce qu'il y a derrière ces organisations aux noms qui rassurent. Ce sont des loups déguisés en agneaux. Quand tu te renseigneras sur le GIEC, tu verras un panel impressionnant de ce type d'associations et ONG affirmant être sensibles à notre planète et très alarmistes. Elles expliquent ce qu'il y a à comprendre dans les recommandations du GIEC, et veulent ton soutien pour régler le problème. Mais regarde attentivement comment elles agissent. Réclamer des décisions politiques n'est pas suffisant. c'est même dangereux, car s'il n'y a pas un périmètre sur l'action demandée, tu abandonnes ton pouvoir. Souvent, ces associations s'appuient sur le GIEC comme une figure d'autorité, et demandent les pleins pouvoirs pour contraindre les sceptiques car "ils nous mettent en danger à ne rien vouloir faire", ces associations demandent le droit de punir, le droit d'endetter le pays encore plus, elles demandent l'état d'urgence écologique. Ce qu'elles demandent, c'est une dictature, mais ce qu'elles font de concret pour la planète, c'est rien. Leur action se limite à la frustration et la revendication. C'est le principe d'égarement numéro 15. Elles peuvent prétendre qu'il faut de l'argent pour agir. Mais on n'a pas besoin de l'État pour agir. Si c'est

pertinent pour la planète ou économiquement intéressant, les personnes entrepreneurs agissent. Regarde ce que fait Gunter Pauli, c'est extraordinaire. Il s'inspire de la Nature et a fédéré un réseau pour mettre en oeuvre ses idées inspirées de la Nature, où les déchets des uns sont les matières premières des autres. Il a nommé cela l'économie bleue. Ce ne sont que des solutions à l'échelle locale. Peut-être que tu ne le connais pas parce qu'il place le producteur et le consommateur en lien direct, en évitant les gros intermédiaires qui contrôlent le marché et usent les profits. Pourquoi toutes ces associations n'en parlent pas? Tu découvriras que pleins de solutions existent dans le domaine où tu décides d'agir concrètement. Enfin, tu te fais des illusions si tu crois que la recherche industrielle va te trouver une solution améliorante. Il y en a déjà dans la Nature mais ce que font les grosses industries, qui reçoivent des crédits de recherches de tes impôts et de dettes sur ton pays, c'est de développer des alternatives contraignantes, d'y associer une rente permanente et faire interdire les solutions de la Nature. Un des cas les plus flagrants sont les semences. Pour une graine plantée, la Nature donne des dizaines de graines dans les fruits, voire beaucoup plus. Aujourd'hui, vous ne pouvez récupérer dans le commerce ou depuis les fruits du commerce que des graines stériles issues de croisements, ce sont des plantes hybrides ou alors des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM). Le lobby des semenciers a fait établir des critères de mise sur le marché tels que les semences paysannes traditionnelles reproductibles ne puissent pas les respecter. Ils font poursuivre en justice ceux qui essaient de conserver ou vendre ces semences traditionnelles. Les quelques gros semenciers font travailler des personnes, même très jeunes, pour croiser manuellement les espèces dans des conditions de misère. Tout cela pour que nous achetions à l'infini leurs graines. Si vous pensez que la solution est le bas carbone, alors il est cohérent de penser que la cocaïne est la solution pour la famille qui a un problème d'évacuation. Ce GIEC, ces associations et leurs messages vont vous permettre de comprendre que vous êtes dans la caverne de Socrate, avec des marionnettistes, des chaînes et des ombres. La société est en train de suivre et de se soumettre aux équivalents des dealers de la petite histoire.

Enfin, il y a certaines associations qui demandent de passer à une autre échelle dans les solutions, sans préciser quoi. C'est une autre manière de demander des crédits de recherche ou de financement massifs. Mais ce besoin de grandir toujours plus est la marque de l'usure, qui est exponentielle. Croyez-vous que nous et l'environnement pourrions supporter de fonctionner de cette manière, à une échelle supérieure? Je pense qu'il y a un point beaucoup plus important à développer que la technologie, c'est la conscience des personnes vivants sur cette planète. Notre technologie est trop avancée par rapport à notre évolution de morale ou de conscience. De manière générale, nous n'avons pas conscience des conséquences de nos actes. Comme la technologie est maintenant puissante, nous faisons beaucoup de dégâts sans les assumer. Je place mon action à ce niveau, avant la technologie, pour déjà s'assurer d'évoluer positivement. J'espère que vous

en comprendrez la nécessité. Le problème avec la planète est que nous la polluons, la détruisons et ne respectons pas ces principes de fonctionnement. Agissons là dessus. Mais ce n'est pas du tout la voie que nous prenons, en particulier en suivant le GIEC. Si on fait un lien avec les chapitres sur l'usure et le CETA, alors on peut conclure que les intérêts des dettes sont en train d'être transférés vers des coûts financiers indexés sur le CO2. Après avoir taxés et pris le contrôle de nos échanges, la haute finance veut taxer et prendre le contrôle de nos activités, dont celle de respirer. Vous allez devoir payer le droit d'expirer votre CO2. La taxe ultime. L'usurier est ainsi dissimulé derrière des prétextes écologiques et il devient très difficile de comprendre nos asservissements. Mais s'en remettre au dealer pour régler les problèmes va nous tuer et abîmer plus la Terre. Il est même envisageable que les puissants intérêts qui ont mis en œuvre cette vaste manipulation, pour se donner toutes les chances de réussite, aient aussi utilisé les principes d'égarement 12 et 15; manipulation des données d'entrée et créer un problème pour susciter notre frustration. Comment? Par l'utilisation de technologies secrètes de géo-ingénierie pour influencer activement le climat, en particulier sur les zones les plus surveillées. Cela pourrait expliquer les baisses de températures extrêmes à d'autres endroits à certains moments. Car les lois de l'équilibre disent que si vous amenez de la chaleur à un endroit, vous devez la prendre ailleurs... Ce n'est qu'une hypothèse, à titre personnel, mais je ne doute pas que si ces technologies existent, ils les utilisent à dessein et au détriment des écosystèmes environnementaux.

Inventer des technologies inspirées de la Nature va dans le bon sens mais n'est pas suffisant, il faut aussi les utiliser dans l'esprit de la Nature. Faire la guerre au plastique en le remplaçant au prix d'abattre des arbres n'est pas une bonne chose. Trouver des débouchés aux plastiques produits est plus dans l'esprit de la Nature. Donc pour agir, tu ne peux pas faire l'économie d'élever ta conscience. L'élévation élémentaire de conscience est de vouloir faire la paix avec ses semblables. C'est dans l'esprit de la Nature, et tu éviteras beaucoup de pollution et de destructions directes et indirectes des guerres. La voie de la collaboration sera ouverte, rendant possible de grandes et belles actions pour la planète, pour l'humanité.

Si tu ne veux pas travailler à élever ta conscience, tu seras alors encore et toujours la proie d'opportunistes qui savent utiliser ta faiblesse de conscience pour te manipuler et tout obtenir de toi.

Il convient maintenant de faire le point sur l'action des hommes politiques face aux problèmes de l'écologie. Je vous rappelle que c'est très important, car aujourd'hui, c'est sur eux que reposent la gestion d'un problème plus important encore, à savoir, le risque d'une guerre cataclysmique.

D'abord, le procédé est malhonnête en faisant croire qu'ils se basent sur des données scientifiques pour prendre leur décisions. Car leurs données "scientifiques" ne sont déjà qu'un compromis politique. Ensuite, ils imposent une politique économique sous ce prétexte. Enfin, ils organisent un racket pour son financement.

Et bien sûr, ils ne solutionnent rien. Nos problèmes sont pour eux des opportunités pour imposer leurs choix sans rapports avec nos préoccupations. Voilà sûr quelle caste nous nous reposons pour gérer le péril immédiat d'autodestruction. Nous ne sommes pas raisonnables si nous leur laissons cette responsabilité. Le plan de paix vise à corriger cela.

Leur empêcher de pouvoir faire la guerre limitera leur pouvoir d'action sur de nombreux autres plans. Cela limitera ainsi leur capacité de nuire à nous et à l'environnement.

Chapitre 14: La légende de Freddie Mercury

Quand on essaie de comprendre profondément certaines choses, on passe par de nombreuses étapes constituées d'expériences, de réflexions, d'impasses, de compréhensions et de progrès. Il y a tout un cheminement à faire. On peut dire que l'on emprunte un chemin. Et sur ce chemin, on peut s'apercevoir qu'il est déjà défriché ou balisé par d'autres. Ce que j'ai essayé partiellement de rendre compte dans les précédents chapitres en citant ces personnes. Ce que je veux aussi dire est que le chemin doit être parcouru pour vraiment apprécier le chemin et le travail des précurseurs. Dans ce registre, je voudrais à la fois rendre hommage et faire appel à un homme pour confirmer ce que j'ai trouvé sur ce chemin. Sa voix porte bien plus que la mienne pour vous encourager à parcourir le chemin. Maintenant que j'ai fait tout ce que je pouvais pour vous expliquer la nécessité de faire la paix, de vous motiver à devenir une étoile pour les autres et pour vous-même, je laisse donc maintenant la parole à l'insoupçonné, le génial, la super étoile, le grand prétendant au titre de légende, Freddie Mercury.

Pour commencer, étudions la chanson "Hammer to fall" de son groupe Queen . La clé de compréhension est que le marteau évoqué dans la chanson est le marteau de Thor, le dieu nordique. Ce marteau, peut envoyer une impulsion dévastatrice. "Hammer to fall" représente "l'arme de la dévastation qui va s'abattre", telle est la signification du titre de la chanson. Voici donc le sens explicite des paroles:

“

Que nous soyons dominant ou dominé,
lors de la lutte terminale,
l'Histoire n'en retiendra rien du tout
car tout va disparaître.
Prépare la chambre mortuaire
car tout le monde va mourir
ce jour là, personne ne sera épargné.
Oui. Tu ne prends pas le temps de te poser pour méditer ou réfléchir.
Tu n'entends pas les alertes du danger
mais en ce qui concerne l'appel à la guerre,
tu t'y résignes à chaque fois.
Ca te vient dessus comme sur tout le monde
Et ce qui vous attends est l'anéantissement par les armes dévastatrices
Chaque jour qui passe, que tu renonces à être qui tu es vraiment,

tu perds un peu de ta force de vie.
Mais tu restes fier et dominateur comme on fait en Occident.
Tu fais attention à ton apparence
alors que ton être intérieur s'étiolé.
C'est si amusant pour eux de créer des problèmes pour vous amenez
résignés à leurs solutions.
Tu te divertis autant que possible pour oublier
Et quand ils t'appelleront à la mobilisation générale
Il sera bien temps que tout cela disparaisse.
Quelle que soit votre condition sociale,
la vérité est que le déluge s'abattra sur vous.
C'est inévitable. Tu pourras bien lutter pour survivre mais ce sera vain.
Car vos serviteurs vous offrant ce spectacle,
qui ont grandi déjà dans la crainte d'un monde arrogant de ses armes
nucléaires, nous sommes convaincus que ce que nous disons actuellement
ne peut être compris par notre auditoire actuel.
Nous crions donc le plus fort possible pour atteindre les générations futures
et qu'elles comprennent notre message à temps:
pourquoi diable avez vous besoin de faire la guerre?
Il suffit juste de déposer les armes et tout va bien se passer.
Quand vous recevrez ce message,
sachez que vous pouvez prier, ça aidera,
en attendant que les autres comprennent qu'il faut déposer les armes.
Car l'arme dévastatrice finira par éclater.
Oui, elle va s'abattre, c'est inéluctable si vous n'en prenez pas conscience.
Vous comprenez?
Si vous n'avez pas compris alors,
c'est que l'humanité n'a pas encore assez appris
et il va falloir tout recommencer encore une fois,
comme après le déluge de l'Atlantide ou de Noé.
“

Ce qui est décrit parle bien de la fin des temps. Les textes inspirés ont plusieurs significations, vous ne vous attendiez probablement pas à celle-là. Alors vérifiez par vous même si ce que je reformule n'est pas la signification la plus cohérente de cette chanson.

Par respect de copyright, il n'est pas fourni dans cet ouvrage les paroles originales pour comparaison. Mais, le lecteur est vivement encouragé à se les procurer ou à les écouter attentivement et de constater ce que dit Freddie.

Laissez-moi vous partager une autre de ces chansons qui va dans le sens de “Hammer to Fall” et qui confirme clairement que Freddie sait ce qui va se passer. C'est “The prophet song”, la chanson du prophète de son groupe Queen. Freddie

nous dit bien qu'il voit l'avenir comme un prophète. Cette chanson est assez particulière car il s'agit de visions qu'a eu Freddie avant 1975, date à laquelle Queen nous offre cette œuvre et il s'adresse à des personnes dans le futur, probablement à vous, maintenant quand vous lisez ces lignes. Je ne comprends pas tous les détails de cette longue chanson, mais voilà ma transcription:

“

Oh, peuple de la Terre, écoutez les avertissements des visions prophétiques que j'ai. Une tempête majeure couve et vous menace.

Ecoutez l'homme sage.

J'ai rêvé qu'un homme interpelait l'humanité dans son temps, un homme qui pleurait sur l'histoire de la chanson "Love of my Life" et aussi à cause des cœurs froids et insensibles.

J'ai observé la peur dans le regard du vieil homme qui ne voyait plus d'avenir et j'ai aussi vu les espoirs éteints de la jeunesse.

Tout le monde avait le visage terne.

Oh, peuple de la Terre, écoutez les avertissements des visions prophétiques que j'ai. Car bientôt, une nuit froide que vous aurez provoquée va tomber.

Ceux qui cherchent à fonder une nouvelle vie auront l'opportunité de le faire, comme Noé en son temps.

L'homme parlait d'un hiver nucléaire qui allait tout emporter,

Mais il a été ignoré et c'est arrivé.

Les faibles, les pauvres, les puissants, les riches, tout le monde courait partout.

La Terre s'est mise à trembler et s'ouvrir en deux, engendrant la mort.

Oh, peuple de la Terre, écoutez les avertissements des visions prophétiques que j'ai.

Pour ceux qui écoutent et identifient que je leur parle, considérez le bon plan et même si vous n'êtes que très peu, comme jadis, vous ne serez pas abandonnés,

Ceux qui ne prennent pas garde à mes avertissements fuiront pour sauver leur vie, mais leurs richesses causeront leur perte.

Ne vous trompez pas, il en dépend de votre vie.

Alors, vous m'entendez maintenant?

Oui, je sais que vous comprenez que je vous parle.

La Terre va trembler et s'ouvrir en deux.

Le cataclysme va tuer tellement de monde partout.

Ecoutez l'homme sage.

J'insiste, écoutez-le.

J'entends bien que vous pensez que cet homme est insensé.

Mais il faut vraiment l'écouter.

Dieu vous a donné l'opportunité de nettoyer ce lieu.

Vous hériterez de la paix et de la Terre
si vous acceptez mon conseil de vous ouvrir à l'amour
Ma vision s'est terminée avec une voix qui demandait d'écouter l'homme
insensé.
Mais j'ai peur que vous ne compreniez pas à temps qu'il n'est pas du tout
ridicule.
“

Ce texte prophétique rappelle les paroles de Jésus au peuple de Jérusalem
avertissant de leur massacre à venir faute d'écouter les prophètes:
“Je vous le dis en vérité, tout cela retombera sur cette génération. Jérusalem,
Jérusalem, qui tues les prophètes et qui lapides ceux qui te sont envoyés, combien
de fois ai-je voulu rassembler tes enfants, comme une poule rassemble ses poussins
sous ses ailes, et vous ne l'avez pas voulu! Voici, votre maison vous sera laissée
déserte;” Matthieu Ch23, v36-38

Dans une de ces chansons en solo, “In my defence”, Pour ma Défense, Freddie
nous raconte ses difficultés à nous aider le plus possible afin d'éviter la destruction à
venir. Une nouvelle fois je paraphrase, mais le texte original est parfaitement limpide.

“J'ai peur qu'on me reproche de ne pas en faire ou en avoir fait suffisamment,
alors voici comment je peux expliquer la situation le plus clairement:
il est nécessaire d'assumer et de réparer nos erreurs.
Ce n'est pas facile dans l'état du monde actuel qui se déchire de partout.
Le mieux que je puisse faire est de vous écrire les plus belles chansons pour vous le
dire.
Comment puis-je essayer de corriger ce qui ne va pas?
J'espère que mes mélodies vous toucheront, resteront pour que vous compreniez un
jour.
Mes visions me permettent de savoir que c'est le seul mince espoir que j'ai de
réussir.
Le fonctionnement actuel du monde est de détruire l'Amour.
Nous ne nous écoutons pas assez avec bienveillance,
nous n'assumons pas et ne recherchons pas la vérité.
Sinon, vous comprendriez et appliqueriez immédiatement ce que je suis en train de
dire.
C'est ainsi que certains vous démontrent l'Amour en action,
ça vous plaît, mais comme un tube, vous passez vite à autre chose
et finissez par l'oublier.
Le mieux que je puisse faire est de vous écrire les plus belles chansons
avec les mélodies les plus pénétrantes.
Je ne peux pas vous corriger, vous seuls le pouvez.
Je m'accroche à mon seul espoir.

J'accepte et je suis ma destinée
en utilisant au mieux mes qualités pour montrer le chemin;
je chante, je fais des mélodies.
Je ne peux pas forcer les gens à agir bien.
Ce n'est pas la solution.
Je fais confiance aux informations que j'ai reçues, à mes intuitions.
Terre mère, Dieu du ciel, fais moi savoir s'il y a un autre moyen?
Allons-nous réussir ou nous éteindre?
S'il vous plaît, aidez-moi."

Cette chanson invite aussi à la réflexion de comment nous utilisons nos talents. Pour qui, dans quel but?

Tout ce que Freddie a besoin, c'est que l'on lui donne une ouverture, qu'on crée une brèche dans notre carapace de certitudes, pour qu'il puisse agir et nous aider. Il le dit dans la chanson de Queen "Breakthru",

"

Quand la lumière de l'aube apparaît,
une nouvelle journée commence.
De même, quand l'Amour rompera les barrières,
c'est qu'une nouvelle manière de vivre s'annonce.
D'une manière ou d'une autre, il faudra le faire,
donc ouvre ton cœur dès MAINTENANT.
Oui, c'est ça!
Je reprends vie grâce à ta décision.
Ta personne et mon esprit se relie.
J'accède déjà à tes sentiments intimes,
c'est d'une beauté divine.
Oui, ce que tu touches là, c'est moi.
Je suis à ta disposition, à ta demande,
ne t'en rends-tu pas compte?
Si seulement je pouvais vous atteindre,
si seulement j'arrivais à vous faire décrocher un sourire,
ce serait une si belle opportunité.
Ce serait une brèche dans ces barrières érigées par la douleur.
Le beau temps succéderait à la pluie.
Je pourrais te faire connaître mes sentiments pour toi.
Je t'envoie toute ma lumière maintenant,
car d'une manière ou d'une autre,
il faut que je réussisse à t'atteindre.
Et c'est possible maintenant.
Tu souris, ça en dit plus qu'un livre entier sur toi.

Chacun de vous qui se relie à moi
me donne plus d'efficacité pour atteindre les autres.
Mon cher, tu allumes quelque chose au plus profond de mon être,
c'est le feu sacré,
je suis fou de joie,
je veux me plonger dans cette connexion extatique.
Si seulement je pouvais vous atteindre,
si je pouvais décrocher un sourire,
ce serait une si grande avancée.
Si je pouvais vous atteindre,
vous faire sourire, ce serait vraiment une avancée,
mais j'ai besoin d'une ouverture, d'une opportunité.
”

Freddie, nous fait prendre conscience d'un grand péril, mais si nous arrivons à nous ouvrir, il nous enseigne aussi comment mettre en place la paix et la fraternité universelle. C'est la chanson de Queen "The Miracle", le Miracle. Dans la chanson Freddie explique que:

“la Vie sur Terre est un miracle.
Vie et Miracle sont synonymes.
Le miracle se manifeste dans les merveilles de la Nature.
Par exemple, la vie qui apparaît dans le désert dès qu'il pleut;
Tous les animaux sont un miracle de la vie.
Les humains depuis Caïn et Abel ont aussi réalisé des merveilles
comme le Taj Mahal ou le Golden Gate,
ou ont mis au point des techniques merveilleuses
pour conserver le miracle de la vie,
comme la chirurgie cardiaque
ou encore donner la vie même si on est stérile.
Cela a été possible, car d'abord, ils y ont cru.
Il faut croire aux miracles.
Regardez, il y en a partout et de toutes les époques et ça continue.
Écoutez un solo de Jimmy Hendrix, c'est merveilleux.
Léonard de Vinci a rêvé le futur avant de nous faire tous encore rêver.
Il faut donc rêver à ce que tous les enfants
soient correctement logés, nourris et habillés.
Il suffit d'y croire et nous pouvons le faire.
Si vous avez la foi que la Nature est vivante,
elle vous parlera.
Et le miracle le plus attendu de tous,
c'est la paix sur Terre,

la fin des guerres.
Si vous pensez qu'il faut un miracle pour que cela arrive,
alors c'est possible.
Croyez-y, et ça arrivera,
La Terre est un lieu de miracles.
Et les peuples seront libérés de ceux qui les font se battre.
Ces derniers seront impuissants quand
vous verrez en chacun de vous votre frère ou votre sœur.
"

Donc vous avez peut-être compris ce qu'il reste à faire, mais, Freddie nous dit de ne pas attendre. Dans sa chanson "Time", il est très clair.

"
Le temps passe,
le temps n'attend personne
et pourtant on a besoin de tout le monde.
Nous devons nous unir pour planifier nos espoirs de paix ensemble
ou nous n'aurons simplement pas d'avenir du tout.
Ce n'est pas agréable à entendre,
mais on dirait que vous êtes aveugles, sourds et muets
sur le fait que le temps presse.
Et on ne pose toujours pas ouvertement le problème.
Pourtant ça nous concerne tous.
Je vous le répète, le temps passe,
le temps n'attend personne
et pourtant on a besoin de tout le monde.
Nous devons nous unir pour planifier nos espoirs de paix ensemble
ou nous n'aurons simplement pas d'avenir du tout.
Vous ne devez pas vous concentrer sur ce qui ne va pas,
vous savez déjà que votre fonctionnement n'est pas le bon,
mais il me semble que là où il faut porter ses efforts,
c'est de plus prendre soin les uns des autres
et nous faire confiance entre nous.
Il semble que vous êtes maintenant dos au mur.
Je vous le répète, le temps passe, le temps n'attend personne
et pourtant on a besoin de tout le monde.
Nous devons nous unir pour planifier nos espoirs de paix ensemble
ou nous n'aurons simplement pas d'avenir du tout.
Le temps passe,
le temps s'écoule,
le temps presse,

tic tac, tic tac.

Libérons ce monde pour toujours
et construisons un futur lumineux pour nous tous.
Le temps n'attend aucun retardataire,
il faut tout le monde.

”

J'espère que vous comprenez clairement le message d'avertissement et le moyen pour éviter la catastrophe et choisir un avenir radieux. Je vous encourage donc déjà à soumettre votre engagement sur le site internet countingstars.fr, à contribuer, à fédérer.

Maintenant, faites le savoir. Et, comme Freddie le dit dans la chanson de Queen "Calling all girls", faites le savoir avec des mots, des actes ou des sentiments aimants. Soyez le message et le messager:

“

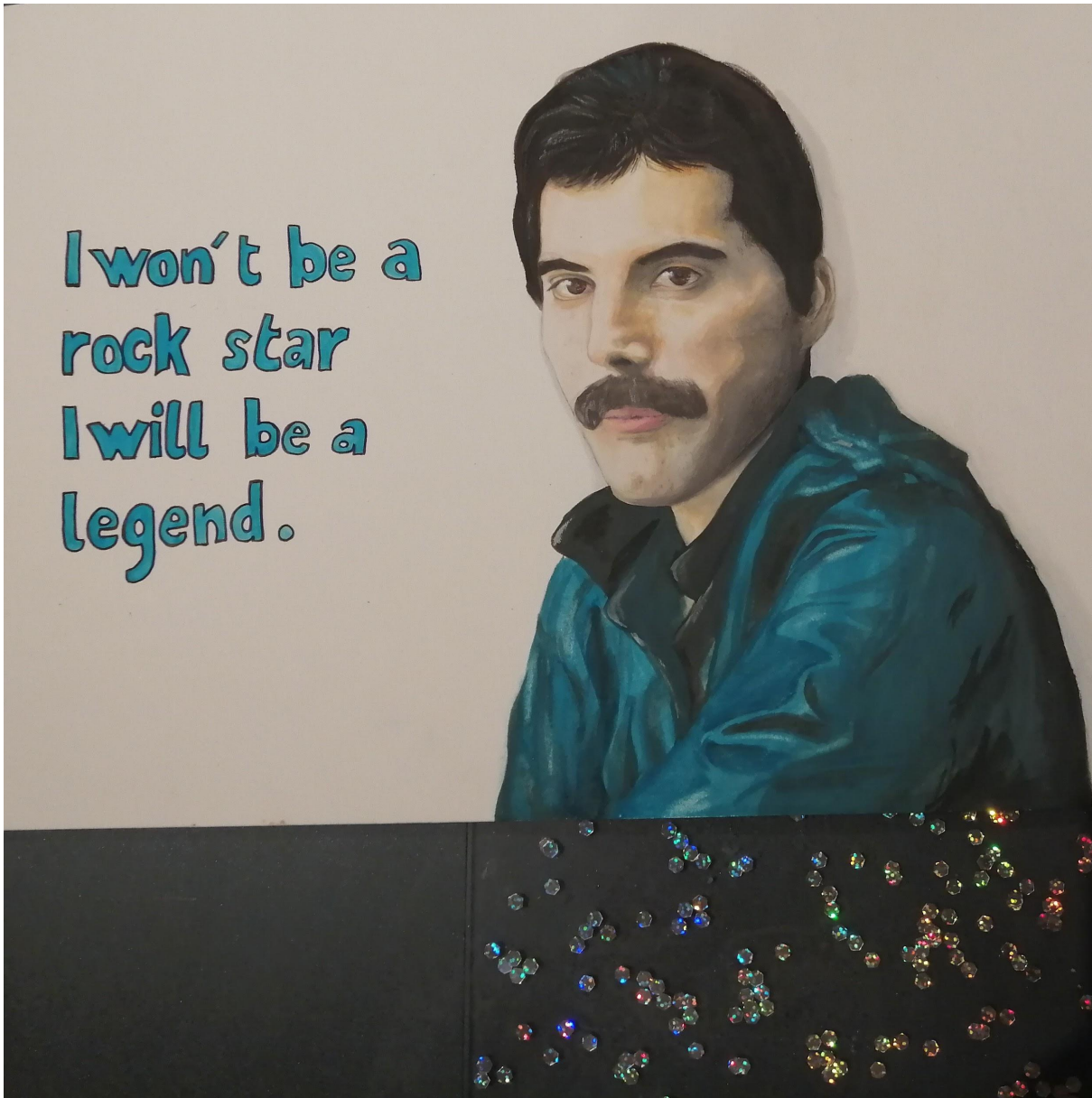
Passes le message de l'Amour à tout le monde.
Que tu sois une fille ou un garçon, tout le monde est concerné.
Partout où tu passes, rayonne l'Amour.
Reçois cet Amour et transmets-en à tes proches et à tous.
Je m'adresse à toi, je compte sur toi.
Ce message a déjà été émis il y a longtemps, tu sais.
Eh bien, il est Vrai.
Passes le message d'Amour.
Et accueille-le.
Sois le message.
Sois l'Amour.
C'est le meilleur moyen d'être entendu.
Ta conscience s'éveillera aussi à tes erreurs.
Tu auras des remords.
Tes démons ne te lâcheront pas facilement.
Garde espoir, tu es sur la bonne voie.
Tes efforts, tes espoirs, tes réussites sont contagieux,
ils impactent le monde entier
et te seront retournés.
Rayonne l'Amour.
Reçois et transmets-en aussi bien à tes proches qu'à tous les autres.
Tous doivent pouvoir le recevoir.
Tout le monde doit avoir l'opportunité d'en être irradié.
Toutes les filles et tous les garçons de ce monde sont concernés

”

Écoutez donc haut et fort toutes les chansons de Queen et de Freddie Mercury. Tout le monde doit entendre, et finir par se laisser pénétrer.

Freddie vous surprend? Ce n'est que le début. Quand vous aurez assimilé ses messages des chansons ci-dessus, je vous invite à écouter, regarder et vous imprégner de son show stratosphérique, galactique lors du Live Aid en 1985 au stade de Wembley, en Angleterre.

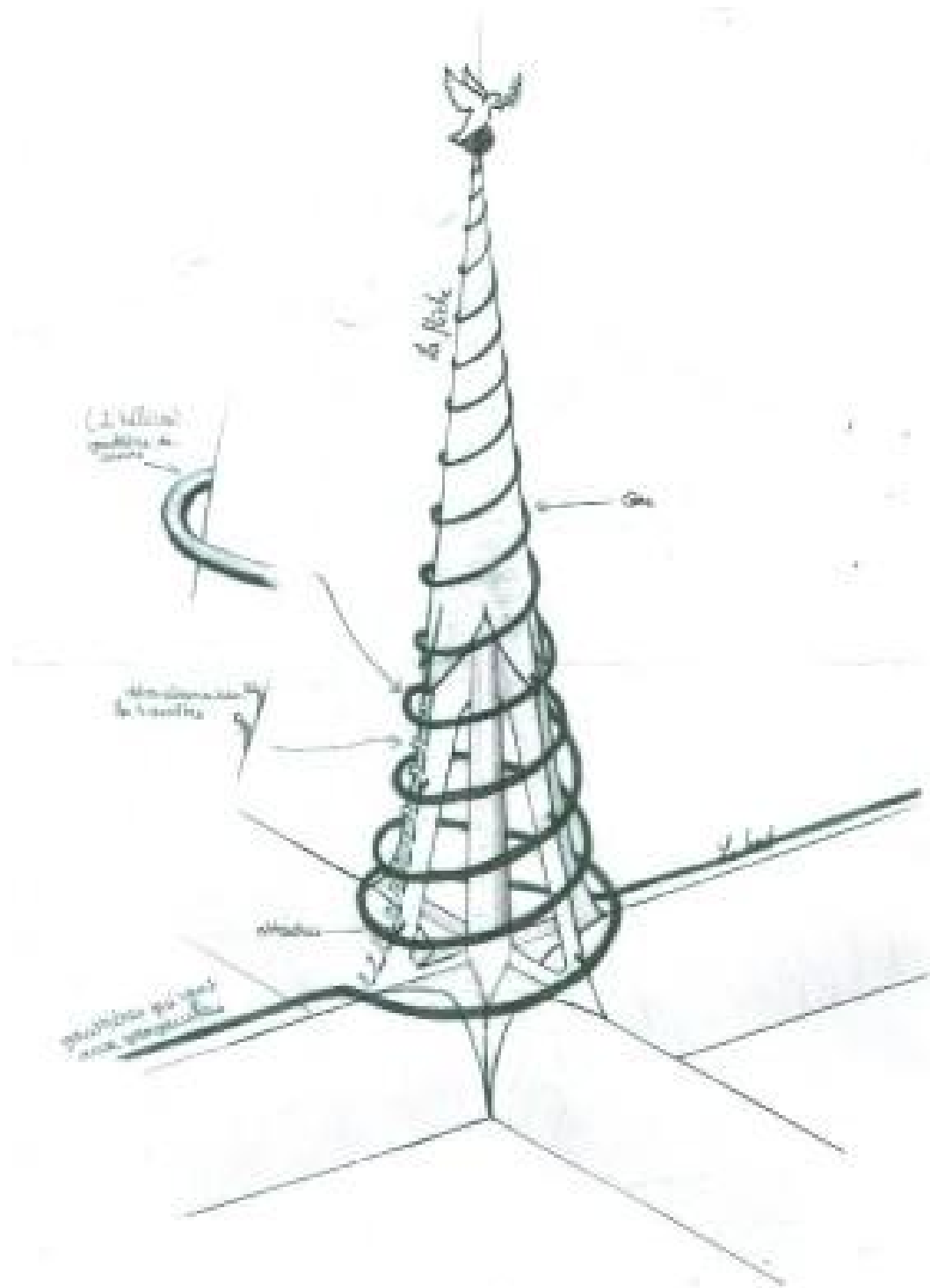
Affaire à suivre...



Chapitre 15: Notre Dame de Paris

La volonté de paix du peuple de France peut prendre forme dans le monde physique par la matérialisation d'une idée dans le domaine artistique ou architectural.

J'ai aussi eu l'aide d'un artiste pour faire une proposition pour la nouvelle flèche de Notre Dame de Paris. C'est la colombe, symbole de la paix qui vient verser ses douces énergies de paix sur la cathédrale et dont tous les pèlerins du monde entier viennent s'abreuver. C'est aussi la colombe présent au moment du baptême de Jésus, à qui le bâtiment est consacré. Les gouttières chargent l'eau de pluie d'énergie de paix et l'eau vient ensuite bénir la cathédrale. La colombe peut aussi être vue comme le phénix, l'animal symbole de Freddie Mercury.



Si vous désirez reproduire des extraits de ce livre,
veuillez en citer la source très clairement comme suit :

Codex Aquarius Tome 1, Paix, © www.countingstars.fr
Une initiative pour instaurer la paix dans le monde.^